

India dilimision 18
salances classées 20 Metarologie 19 lots crosses

Actualité Se Culture les 36-15 Tape

Grands virtuoses et les de la construit en 1713.

Entre-temps de le délicates negociana

2: Tuellement Proping

i Strument Le man

cais Pierre Amoyel and

se faire voler son (25) accessoirement la festi

ASI: ISISSÉ, POR IN

espoir. Dans crowner.

secrétaire

M. Frédéric Lie

secrétaire général à

ment de défess in

tions familiales (M)

mort le mercrei l'is

Lindanstaeát, le MODE

in mone-erebaue, pei

anura dens son las

a acaptica. Il y mini

Comitte and then to feel

la nazyme. U édi éli

15 deptembre 1921 &

e : p. pe dare la Réfere

na nationalité françèse

hamme officiella see

Land adjoint de la sera

The water and the

nient 1. purcépa à la servicio de la servicio del servicio de la servicio de la servicio del servicio de la servicio del servicio della servi

to the general admitted

Den and Park

the State of the

النهزيد الد

EN DIRECT DE

LE PROCES

3615 + LEW

Le sanén de la

3 ere tire à 497 340

daté là mil

Aproxima dibia

louse.

do MODI

Les aventures un Stradivarius encana presse rapportant to Stractivarius appendent nisla v Huberman

Figure du Camegie Hell Fort, I en des plus Fortentes connus, le a, a átá retrouvé. C'est the busicion du Connec-C sillours seductour de in habitué des salles de lan Altman, qui l'avait endant, cinquente ans r dens des restaurants. le Times de Londres n distan du vendred

ets entreprises entre le ets entreprises entre le musicien et les somes Llayds qui avaint de-juiz-erman après le dithe Hebert, on 1985, au vis vis pessablement tener d'être libéré de libérar dit à se femme estique chose pour la of victor auf lequel il Avega, la promière tois laient sencontrés. No bollo que comenait est, la famme du mus-

panelli des coupures ce

Mort de M. I Hire d'engrais

utia: des chiffees es: MANUEL TORIGET ICE-N Burnet sales. me de CdF-Chimie n'en intystère : il veux sorre desphatés et complexes item: doute i activité E engrais andei. La mi-magagement est dere la cidentale est animata de

Alors qu'en 1987 au des Douce regresese presque le triple des le letakinen s'est anver-rirrie des products ben PONCHASCO, BOXADAGES Part L'an dermer, ins tuis aucidit sienever (201). nant, displante d'use (2012) des engran compose-ment blices vant 2/11 me im product 12/11

dures persons se paid products don't factor MERCHAN COL SECTION-12. CO. ies cest begann aband a rispetti.

tingir no. pont. 6; 2000.

tingir no. pont. 6; 2000.

tingir no. procession. 6: 2000. esedicalistics. ment person beater dans

Month trons (No. 5 1221) bound in stronger of their desert protect a comment of the last passibilities of a last comment of the last comme in the Name of Manager of the Name of the ine appliet de resident

phologue MSI

D GRANDS JOUR EXCEPTIONNEL

FANTIE TOTALE 6 NO THE VIEILLE VOITURE REPE

a was wolfure d'occasion MEDIT A LA CAPI CITROE

Department Occasion We seemed Entering Parings 750% PARS

The man Woodle SECT YOU 接着美国

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 17-LUNDI 18 MAI 1987

DERMIÈRE ÉDITION

Les conversations sur le désarmement et les initiatives soviétiques

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 13156 - 6 F

A Moscou, M. Chirac a fait mieux comprendre la position de la France Euromissiles :

l'heure du choix M. Jacques Chirac devait regagner Paris le samedi 16 mai en sin de journée, au terme d'une visite de trois Un mois après la jours à Moscou. Avant son départ, le premier ministre avait eu, dans la matinée, un dernier entretien avec le chef percée opérée lors de la visite de M. Shuitz à Moscou, où en est-on de la négociation sur les eurodu gouvernement soviétique, M. Ryjkov, après un petit déjeuner à l'ambassade de France avec plusieurs dissisiles ? Tandis qu'à Genève dents. Il a enfin donné une conférence de presse et accordé les deux principaux partenaires à la télévision soviétique une interview dont la diffusion ont accéléré leurs traveux et qu'à Moscou M. Gorbatchev, comme ces derniers jours avec était prévue dans la soirée. M. Chirac, enfonce le clou auprès MOSCOU des Européens réticents, à l'Ouest une plus sage lenteur s'est imposée dans les consulta-

da nos anvoyás spáciaux

Rien n'est changé, mais tout est différent. La formule n'est pas sion formelle ne sera prise avant nouvelle, mais elle résume bien l'état d'esprit qui régnait vendredi soir dans l'entourage de M. Chirae après sa conversation de plus de quatre heures avec M. Gorbatchev, une conversation pas excessif, et les Américains qualifiée de part et d'autre de « franche et sincère ». devraient être d'autant plus

M. Chirac, bien sûr, n'a pas fait changer d'avis son interlocuteur, potamment à propos du désarm ment. « Les positions restent dif-férentes, a-t-il convenu lors d'un entretien avec la presse, mais au

nant constante depuis dix

moins notre point de vue est-il mieux compris sinon mieux admis. >

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Il aurait pu dire également moins déformé. Car c'est un fait que la presse soviétique présentait depuis plusieurs semaines une vue caricaturale des positions de Matignon en matière de désarmement. A la lire, on pouvait avoir l'impression que le gouvernement français est opposé à toute réduc-tion des armements nucléaires et ne rêve que d'ogives et de lan-

JACQUES AMALRIC at DOMINBQUE DHOMBRES. (Lire la suite page 3.)

Nouvelle hausse des taux d'intérêt

Crédit plus cher aux Etats-Unis malgré la baisse de l'activité

Pour la troisième fois depuis le 31 mars dernier, les banques américaines ont, le vendredi 15 mai, relevé d'un quart de point leur taux de base (prime rate) pour le porter à 8,25 %. Le mouvement a été déclenché par la Chase Manhattan Bank, bientôt suivie par les principaux établissements financiers. Ce renchérissement du crédit aux Etats-Unis intervient au moment où l'activité se ralentit. Il rendra encore plus difficile en France une baisse des taux d'intérêt.

Le taux de base n'avait cessé de baisser depuis septembre 1984, où il était passé de 13 % à 12,75 %, pour se retrouver à 7,50 % au mois d'août 1986. Il était ainsi ramené à son plus bas niveau depuis octobre 1977, niveau objectivement encore très élevé qui en dit long sur le degré de la tension qui n'a cessé de régner sur le plus grand marché du crédit du

Vendredi était rendu public l'indice pour le mois d'avril des prix de gros : +0,7 % de hausse, la plus forte qui ait été enregistrée depuis diz-huit mois. Par rapport au mois d'avril de l'année dernière, la montée de l'indice est de

2,7 %. La prolongation des résultats observés an cours des quatre premiers mois de 1987 se tradui-rait par un enchérissement des prix de gros (mesurés par l'indice) de 5,1 % pour l'année entière, marquant un net renversement de la tendance par rapport à 1986, année en cours de laquelle les prix de gros avaient encore baissé de 2,5 %. Simultanément (voir aussi d'autre part), l'indice de la production industrielle a baissé de 0,4 % en avril, recul le

plus accusé depuis treize mois. PAUL FABRA. (Lire la suite page 13.)

L'Europe et le SIDA

Les ministres de la santé refusent le contrôle aux frontières.

PAGE 8

M. Lajoinie candidat du PCF

Le choix du parti pour l'élection présidentielle devrait être annoncé lundi. PAGE 16

Gary Hart et les Français

Un article à Olivier Duhamel. PAGE 6

CANNES 87

m Un entretien avec Woody Allen à propos de «Radio Days»; les voix de l'enfance.

«Les Baléines d'août», de Lindsay Anderson: sublimes vieilles dames. Page 9

Le sommaire complet se trouve page 16

La campagne électorale en Grande-Bretagne

M^{me} Thatcher, toujours plus

LONDRES

On y voit plus clair en tout cas sur ce problème de notre correspondant Le gouvernement et le Parti conservateur continuent d'accu-

des SRINF (les armes portent entre 500 et 1000 kilomètres), qui avait tant — et soudainement muler les bons points. Annoncées occupá l'amention au lendele jeudi 14 mai, les dernières stetistiques de l'emploi montrent main du sommet soviétoaméricain. En premier lieu, leur qu'en données corrigées fin avril nombre semble avoir été démele nombre des chômeurs s'établissurément grossi dans les pre-miers temps du débat. Selon des informations américaines, les sait à 3 200 000. La baisse est mois, et le nombre des sans-Soviétiques ne possèdent que 120 lanceurs de ce type environ : en gros 40 en RDA et en Tchécoslovaquie, 40 en Russie d'Europe et encore 40 en Sibérie. La volume de ces arsenaux n'est donc pas si important, et il

tions atlantiques : aucune déci-

le réunion que les ministres des

affaires étrangères de l'OTAN

tiendront dans un peu moins d'un mois à... Reykjavik.

satisfaits que cette réponse de

rotan sera très vraisemblable-

ment positive: sans enthou-

sissme at avec quelques

réserves, les Européens diront oui à la « double option zéro », autrement dit à la liquidation des

forces nucléaires intermédiaires

tant à longue portée (LRINF) qu'à

plus courte portée (SRINF). C'est

que les responsables de la défense de l'alliance ont sues

d'une déclaration que vient de

ce qui ressort des consult

faire le gouverne

Deux mois au total, ce n'est

ne méritait peut-être pas toute l'émotion suscitée à l'Ouest. En revenche, la définition qui en est donnée est sujette à caution, ce qui explique probable-ment la déclaration que vient de eire, « en son nom personnel », M. Kohl. Si l'on comprend bien, le chanceller ouest-allemand conteste le seuil de 500 km de portée imposé entre ce qui va être éliminé (su-dessus) et ce dont on ne parle pas : les armes a tectiques » (en dessous), qui figurent par milliers dans les erseneux des deux camps.

Le chef du gouvernement de Bonn cherche sans loute à améliorer ses positions dans la querelle qui l'oppose à ses partenaires libéraux et à M. Genscher, mais sa décieration a le mérite d'extirer l'attention sur les armes à très courte portée, un sujet beaucoup plus important pour la République fédérale que pour ses parte-naires de l'alliance. Comme l'a écrit le « Financiai Times ». « plus la portée des armes est courte, plus les Allemands sont

morts ». M. Kohl ne demande d'allieurs pas que ces ermes tactiques scient éliminées elles aussi. Il souhaite seviement qu'ailes scient prises en compte, le résultat devent stre leur plafonnement à égalité de part et d'autre. Le seul ennui est que tout cele appellerait une nouvelle négociation qui n'est nullement à l'ordre

du jour actuellement.

emploi pourrait passer au-dessous des 3 millions avant les élections. Un porte-parole travailliste a on beau contester une nouvelle fois les «trucages» des calculs gouvernementaux en soulignant que les emplois à plein temps sont ca diminution (tandis que les «mi-temps» augmentent), cela n'a guère entamé l'humeur des

CANNES

40 ans

de Festival

à travers

Le Monde

Numéro spécial en vente actuellement: 19 F

conservateurs, qui font remarquer criptions actuellement détenues que dans la plupart des autres pays européens le chômage est en hausse. D'autre part, les premiers sondages réalisés depuis que la date des législatives est connue indiquent que les tories ont toujours une nette avance sur l'opposition; elle est de 9 points selon une enquête publiée par le Daily Telegraph, et même de 14, voire de 18, selon deux autres estimations faites par le Guardian et l'Evening Standard.

Cependant, M. Norman Teb-bit, président du Parti conscrvateur, ne cesse de mettre en garde ses troupes contre un « optimisme démobilisateur ». Il déclare que rien n'est acquis et que les partisans de Mª Thacher doivent - se battre résolument ». Il rappelle que dans de nombreuse circonspar les tories le majorité obtenue en 1983 n'était souvent que de quelques centaines de voix, et pourrait . basculer . le mois prochain au moindre - relache-C'est à une sorte d'échauffe-

ment ou de round d'observation que se sont livrées cette semaine les trois principales formations. Car la campagne électorale ne commencers officiellement que lundi, jour de la dissolution de la Chambre des communes. Une campagne extrêmement courie, puisqu'elle durera moins de trois semaines. Toutefois, le véritable coup d'envoi a été donné dès ven-

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 4.)

La répression antijuive

«DOSSIERS ET DOCUMENTS»: 1940-1944

Avant l'ouverture du procès Rarbie, M. Jacques Chirac aveit demandé que les enseignants d'histoire consacrent un ou plusieurs cours aux années 1940-1944, en exposant aux élèves le législation antijuive du gouvernement de Vichy et de l'occupant allemand.

Le Monde publie aujourd'hui un numéro exceptionnel des « Dossiers et documents » préparé par Jean Planchais et montrent les diverses formes prises per l'exclusion des juifs, citant les textes officiels de l'époque, les étapes de la collaboration, les portraits de ses principaux acteurs, et montrant à la fois l'ampleur et la méticulosité de la participation des autorités de Vichy à la « solution finale ».

Dossier d'information at outil pédagogique, ce document sera disponible par commandes proupées - intéressent notamment les enseignants - de trente examplaires au prix global de 30 F (frais d'envoi inclus).

(Voir notre encart contanu dans ce numéro pages I à IV.)

Lire, d'autre part, page 7, le compte rendu de la cinquième journée du procès de Lyon par Jean-Marc Théolieyre et l'évocation de la rafie des enfants iuife à Izieu en 1944 : « Brute-

lité ordinaire un jeudi saint. »

La mort de Rita Hayworth

La bombe douce

L'actrice américaine Rita Hayworth est morte dans la mit du jeudi 14 au vendredi 15 mai au domicile de sa fille, à New-York. Agée de soixante-huit ans, elle souffrait depuis plu-sieurs années de la maladie d'Alzheimer.

Elle fut la bombe la plus douce de ce siècle. La plus ravageuse et la plus désemparée aussi. Danseuse de cabaret à Mexico avant l'âge de quinze ans, Margarita Carmen Cansino, née le 17 octobre 1918 à Brooklyn, fut figurante à dix-sept ans, mariée à dix-huit ans, comédienne à vingt et un, avec Howard Hawks (Seuls les anges ont des ailes).

Elle était pauvre, plutôt brave, un peu paumée. Très belle fille et brune latine. Le cinéma en fit une rousse incendiaire, hii apporta la fertune, l'adulation des hommes, cinq maris, et acheva de la perdre. Partenaire de Fred Astaire et de

Un corps parfait, des jambes comme des missiles en paillettes, un obus moulé de soie, une chevolure flambovante, masquant le désarroi d'un regard qui déjà vacille. Elle est Gilda l'irrésistible, celle dont tous les soldats américains, tous les camionneurs, ont épinglé, vénéré l'image, comme celle d'une sainte infernale, un aperçu du paradis des femmes. Une bombe - mucléaire celle-ci - lancée sur l'atoll de Bikini (loné soit son nom), en nom de Gilda.

La fièvre idolâtre commence à chanffer trop fort, tournant an cannibalisme. On enregistre sur un microsillon les battements du cœur de Rita-Gilda. Elle n'en demande pas tant, loin de là. L'amour lui suffirait, elle ne le trouve auprès d'aucun des cinq Gene Kelly, c'est en 1946 qu'elle maris qui s'emparent d'elle. Ni le

entre dans la légende avec le rôle génial Orson Welles, qui lui donne une fille, Rébecca, et son autre grand rôle à scandale dans la Dame de Shanghaï, ni le prince Ali Khan dont elle a une autre fille. Yasmina. Personne ne rassurera jamais Rita Hayworth, n'éteindra son angoisse.

> Convaincue de « son incapacité au bonheur », elle entre en maladie, se retire de ce monde, de son vivant. La maladie d'Alzheimer qui la frappe dès 1981 est incurable. Elle n'a plus de mémoire désormais, ne sait plus son nom. ne parle plus, végète.

La gloire sans le vouloir, une 1947, porte l'effigie de Rita et le vie sans comprendre, une mort sans savoir : drôle de come de fées. C'est à New-York, dans le petit appartement où elle vivait sous la tutelle de Yasmina, que s'est éteinte la plus désarmée, la plus touchante des fusées du

> MICHEL BRAUDEAU. (Lire page 10 l'article de JACQUES SICLIER.)

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER: Algérie, 3 DA; Merce, 6 dr.; Tuque, 700 m.; Alemegne, 2,60 DM; Austrine, 20 act.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivolre, 316 F CFA; Denemerk, 9 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 86 p.; Grèce, 180 dr.; Irlande, 85 p.; Irake, 2 000 L.; Libye, 0,400 DL; Libye, 0,400

Dates

RENDEZ-VOUS

Landi 18 mai. - New-York: visite du chancelier antrichien Franz Vranitzky (jusqu'an 21).

Mercredi 20 mai. – Paris : sommet bilatéral francoallemand (20-22).

- Québec : réunion de l'Assemblée de l'Atlantique nord (jusqu'au 25).

- Lisbonne : verdict du procès d'Otelo de Carvalho. l'un des leaders de la révointion des œillets.

Vendredi 22 mai. – Visite privée de la reine Elizabeth II d'Angleterre en Normandie (jusqu'au 25 mai).

- Varsovie : visite d'Edward Kennedy (jusqu'au 26 mai).

Samedi 23 mai. - Visite en Pologne de Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 69 Tilez MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 T&L: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Mond

André Festala recteur de la publication

Ancieus directeurs : bert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) Amiré Laurens (1982-1985)

10 décembre 1944.

Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », des Renacturs un monte -, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondate

Administrateur général : Rédacteur en chef: Carédacteur en chef : Claude Sales.



Tel : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Teles MONDPUB 206 136 F





Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journeux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde TELEMATIQUE

Composez 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS Tél: (1) 42-47-98-72 ,6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE 672 F 954 F 1 200 F 354 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 1 337 F 1 952 F 2 530 F ETRANGER (par messageries)

- BELGIOUE/LUXEMBOURG/PAYS-RAS
399 F 762 F 1 889 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1 494 F 1 890 F Par vole aérienne : tarif sur demande Chrugements d'adresse définitifs o provisoires : nos abonnés sontvisvités formuler leur demande deux semains avant leur départ. Joindre la demiès banda d'envoi à toute correspondance. Venillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 765-910 is published delly, except Sundays for \$ 480 per year by Le Munde c/o Speedimpex. 45-45 39 to Street, LGL, N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y.

Il y a cinquante ans:

Anarchistes et communistes s'affrontaient à Barcelone

EBUT mai 1937, à Barcelone, la ville somnole. Les gardes d'assant investissent le central téléphonique de la Plaza de Catalunya, un immenble de dix étages occupé depuis juillet 1936 par les miliciens anarchistes de la CNT-FAI (Confédération nationale du travail - Fédération anarchiste ibérique). Une résistance imprévue fait échot coup de force. La nouvelle se répand dans les faubourgs ouvriers et le travail cesse dans les usines. Barcelone se hériese alors de barricades: «on» attaque les «conquêtes de juillet ».

« Si la contraverse politique ne vous intéresse pas, non plus que cette foule de partis aux noms embrouillaras, alors je vous en prie, dispensez-vous de lire ce qui va suivre. » Ainsi s'ouvre le chapitre que George Orwell consacre aux événe de mai dans son Hommage à la Catalo gne. Mais, ajoute le futur auteur de 1984, cette sordide bagarre dans une ville lointaine a plus d'importance qu'il ne pourrait sembler à première vue ». Les premiers tirs surprennent l'écrivain britan-nique sur les Rambias, avenues des proades et des révolutions. La ville crépite de coups de feu. Les commerçants baissent leurs rideaux. Les camions passent charges d'hommes en armes. « Lorsque je sus de quoi il retournait, je me sentis moralement plus à l'aise, note encore Orwell. Je n'ai pas un amour particulier pour l'ouvriet idéalisé tel que le représente l'esprit bourgeois du communiste, mais quand je vois un véritable ouvrier en chair et en os en constit avec son ennemi naturel, l'agent de police, je n'ai pas besoin de me demander de quel côté je suis. » Le fait que le chef de la police - celui qui dirige les opérations contre la Telefonica - soit communiste donne aux événements de Barcelone une coloration particulière. Au dixième mois de la guerre civile, l'épreuve de force est engagée entre les communistes du PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne) et leurs ennemis mortels: anarchistes et communistes dissidents du POUM. le Parti ouvrier d'unification marxiste d'Andres Nin et Joaquin Maurin.

La croissance vertigineuse du PSUC

qui tensient la révolution sociale pour une condition de la victoire sur Franco (anarchistes, poumistes et socialistes de gauche) et ceux qui y voyaient un obstacle dans la bonne conduite de la guerre (les communistes et leurs alliés libéraux et socialistes modérés). Que les communistes se fassent les champions de la seconde orientation prenait une allure éminemment paradoxale. Mais l'argument de la nécessité d'un large front antifasciste avait la force du bon sens. Orwell, bien que membre des milices du POUM, penchait plutôt, d'ailleurs, pour la thèse communiste, jusqu'à ce que les événe-ments l'amènent à la conclusion que la conduite du PSUC avait moins à voir avec la victoire dans la guerre qu'avec la conquête de l'hégémonie dans son camp.

Lorsque Barcelone s'insurgeait à l'annonce de la rébellion franquiste, le président de la Généralité, la région autonome de Catalogne, Luis Companys, eut ces mots à l'adresse des leaders anarchosyndicalistes : « Vous êtes aujourd'hui les maîtres de la ville et de la Catalogne. » Et c'était vrai. Nulle part l'influence de la centrale anarchiste, pourtant puissante d'un million d'adhérents dans toute l'Espagne, ne se fait plus sentir que dans la Catalogne industrielle. Nulle part ailleurs qu'en Catalogne les comm endants du POUM, qui revendiquent 40 000 militants à la fin de l'année 1936, ne parviennent à une implantation significative.

« La garantie de la révolution »

La seule force qui, rapidement, paraît en mesure de s'opposer aux collectivisations et au pouvoir des comités est le Parti niste orthodoxe, né en juillet de la fusion de quatre petites organisations sous le nom de PSUC, et cornsqué par des étrangers comme le Hongrois Ernő Gerő, celui-là même qui, en 1956, appellera l'armée soviétique à la rescousse d'un régime menacé. Fort de son savoir-faire organisateur, le PSUC se gonfle de ceux qu'enthousiasme l'appui de l'Union soviétique à la République, mais aussi de tous ceux qu'a lésés le chambardement de juillet et qu'épouvantent la CNT et, dans une moindre mesure, le POUM.

La croissance du PSUC est vertigineuse, « presque un miracle », dit son

secrétaire général. En quatre mois, il multiplie le nombre de ses adhérents par luit pour dépasser les 40 000 membres, à quoi il faut ajouter l'influence de l'UGT, le syndicat affilié au parti. Le PSUC s'intègre dans l'appareil d'Etat, principalement les corps de sécurité, pour lesquels anarchistes et poumistes n'ont que répu-gnance, et il dispose, en outre, de la puissance psychologique que lui confère la virtualité des ventes d'armes russes.

ROUIL.

Au sein du conseil de la Généralité (le puvernement catalan), les forces ne tardent pas à se polariser. Le PSUC exice et obtient la dissolution du Comité central des milices antifascistes créé à la faveur de l'insurrection, et la mise à l'écart du conseiller à la justice, Andres Nin. Nin, vétéran du mouvement communiste, a vécu neuf ans à Moscou comme dirigeant de l'Internationale syndicale rouge avant de prendre part à l'opposition trotskiste et de se faire expulser d'URSS en 1930.

Mais les anarchistes sont également visés. Le PSUC réclame « une économie libérée des expériences naïves ». Un décret de dissolution des comités d'approvisionnement, qui contrôlent la distribution, met en cause la gestion CNT. Enfin, le décret sur l'ordre public réorganisant la police au détriment des milices et le choix d'une armée de conscription provoquent la démission des conseillers anarchistes, pour qui les milices sont « la garantle de la révolution ». La crise gouvernementale se prolonge durant un mois pour rebondir dans les événements de mai. Le jeu politique est scandé d'accrochages parfois sanglante

En avril, sur l'ordre de Juan Negrin, ministre des finances et des douanes dans le gouvernement central de Valence, les carabiniers ont occupé la ville contrôlée jusqu'alors par la CNT. L'atmosphère est si tendue que les syndicats de Barcelone renoncent à célébrer le le mai pour éviter que le défilé ne dégénère en bataille ranLe 3 mai, enfin, avec l'appui du conseil-ler à la stireté, Ayguadé, membre de l'Esquerra le parti républicain du prési-dent Companys, Eusebio Rodriguez Salas décide de donner l'assant au central téléphonique. Depuis juillet 1936, la Tele fonica est un problème pour les autorités parce que les anarchistes y exercent la nce révolutionnaire », c'est-à-dire surveillent toutes les conversations. Arthur Koestler raconte que, la ligne pas-

sant par Barcelon ministre des affaires étrangères de la République devait communiquer avec l'ambassadeur à Paris, son beau-frère, par l'inter-médiaire de leurs épouses respectives : des Suissesses allemandes qui parlaient en patois des monta-L'opération du 3 mai

précipite l'affrontement. Les ouvriers, maîtres de la ville, tiennent sous le feu de leurs armes les forces de l'ordre retranchées derrière leurs positions. Chacun reste sur la défensive, on tire beaucoup mais on s'expose pen. « Cela faisait un tel vacarme, commente un témoin, qu'on se serait cru sur le front. » Depuis l'hôtel Colon, quartier général du PSUC, une mitrailleuse tient en respect les anarchistes de la Telefonica, tandis que la caserne Vorochilov est assiégée par les miliciens de la colonne Tierra y Libertad, on que de la casa Carlos Marz, Pasco de Gracia, on tire sur le local du syndicat anarchiste du bois, de l'autre côté de

Pavenne. Orwell se sonvient de l'étrange climat de ces journées : « Une sorte d'inertie pleine de sourde violence, un cauchemar de bruit sans mouvement. » Une femme élégante promène son caniche blanc, indifférente aux combats. Un cortège funèbre essave sans succès de traverser la place de Catalogne. Des vendeurs syndiqués trouvent que cela ne vaut rien pour les affaires...

« Pembrasse tout le monde »

Le POUM, autant que la CNT, est surpris par l'ampleur de la réaction ouvrière, et aucune des deux organisations n'a de politique à proposer aux miliciens des barricades. Mais elles jouent la carte de la modération. A Valence, le président du conseil Largo Caballero envoie ses ministres anarchistes (ils sont entrés au gouvernement en novembre) tenter une médiation à Barcelone, Garcia Oliver, ministre CNT de la justice, dans un discours radiodiffusé, appelle à l'arrêt des combats. Andres Nin dissuade un groupe de jeune d'attaquer le Palais de la Généralité. De son côté, le comité régional de la CNT refuse l'appui de divisions du front disposées à marcher sur Barcelone. Les appels au cessez-le-feu renouvelés des dirigeants anarchistes exaspèrent et désorientent la base. Sur les barricades, on voit circuler les libelles plus radicaux du groupe des Amis de Durruti (du nom du célèbre anarchiste tué à Madrid), des miliciens qui s'opposent à la normalisation et réclament la formation d'une « junte révolu-

Le 5 mai, point culminant de ces journées, le central téléphonique tombe aux mains de la police, le conseil de la Généralité, démissionnaire, est reconstitué, le gouvernement central de Valence décide de prendre en main l'ordre public en Catalogne, et des navires de guerre entrent en rade de Barcelone. Antonio Sese, nouveau ministre PSUC, est tué alors qu'il se rend au Palais de la Généralité. Laissés à leur

propre initiative, les ouvriers commencent à abandonner les barricades. Le 6 mai, la Batalla, le journal du POUM, appelle à reprendre-le travail « sans exception et dans la discipline... la mancesore contrerévolutionnaire ayant échoué ».

Par télex. Garcia Oliver persuade ses camarades anarchistes de Barcelone de laisser passer les mille cinq cents gardes d'assant, « forces pacificatrices absolument impartiales », envoyés en renfort par Valence à la demande de Companys. Quand ils entrent dans la ville au soir du 7 mai, les combats ont pratique cessé, mais la Catalogne a perdu son autonomie et le pouvoir anarcho-syndicaliste est brisé, tandis que s'affirme celui des

De l'avis de la plupart des observateurs, les combats firent cinq cents morts et un millier de blessés. Les journées de mai eurent pour antre conséquence de provo quer la chute du gouvernement Large Caballero à Valence. Au conseil du 15 mai, on se lance des insultes à la face. Les communistes réclament la mise hora la loi du POUM, rendu responsable des événements de Barcelone et qualifié de « trotskiste, agent du fascisme ». Avec l'assentiment des communistes, Juan Negrin, socialiste modéré, est chargé de former un nouveau gouvernement sans ministres anarchistes.

A Barcelone vient l'heure de la persécution. Les militants du POUM et les anarchistes emplissent les prisons. Des équipes communistes de répression parallèle dirigées par le Russe Orlov s'emploient aux tâches les plus sales : on les appelle les «tchékas». Le 5 mai déjà, deux anarchistes parmi les plus radicaux, les Italiens Berneri et Barbieri, sont arrêtés à leur domicile par une douzaine de policiera en civil. On retrouve lenra cadavres aux alentours du Palais de la Généralité. Les Archives nationales italiannes conservent la trace du meurtre dans l'énais dossier que la police fasciste avait accumulé sur Berneri : une note du consulat italien de New-York établit d'après la correspondance surveillée que « les communistes, après avoir perquisitionné la maison où habitaient ensemble les camarades Camillo Berneri et Francesco Barbieri, les auraient emmenés à la Généralité, où ils auraient été tués à coups de revolver ». Un matin, on retrouve au cimetière de Sardanola les corps mutilés de douze jeunes anarchistes. Disparaissent aussi Kurt Landau, ancien communiste autrichien, membre dn POUM, Erwin Wolff, tchèque, ancien secrétaire de Trotski, José Robles, ami de l'écrivain Dos Passos... A Paris, Katia Landau, rescapée des « tchékas » barcelonaises, public une brochure pathétique préfacée par le vieux syndicaliste Alfred Rosmer: « Qui veut contribuer à la victoire de l'antifascisme doit parler. » Katia Landau parle des prisons claudestines décorées du portrait de Staline, des interrogatoires, du supplice de la baignoire et des coups : « Fills de putain! Maquereaux d'anarchistes! Nous allons en finir avec vous tous ! »

Le 16 juin 1937 disparaît Andres Nin, arrêté au local du POUM et emmené vers une destination incomue. Les communistes publient un document forgé de toutes pièces le présentant comme un espion à la solde de Franco. Sur les murs de Catalogne, les militants du POUM peignent: « Gouvernement Negrin, où est Nin? » Des mains communistes rajoutent : « A Salamanque ou à Berlin » : chez Franco on chez Hitler. Les molles démarches gouvernementales pour faire remettre le prisonnier aux autorités locales restent vaines. Le PC fait conrir le bruit que des agents de la Gestapo ont libéré » leur « ami » Nin. Garcia Oliver, l'ex-ministre anarchiste, a dans ses Mémoires un commentaire peu généreux pour le leader catalan dispara : « Ses anciens compagnons du Guépéou soviétique l'ont pris par derrière et, à la manière russe, lui ont tiré une balle dans la ue. » Nin est mort sous la torture, sans avoir signé cette « confession » que ses bourreaux voulaient lui arracher comme en d'autres lieux. Pour Albert Camus, « 14 mort d'Andres Nin marqua un tournant dans la tragédie du vingtième siècle, qui est le siècle de la révolution trahie ».

PHILIPPE VIDELIER.

"GRAND JURY" RTL- Le Monde dimanche 18 h 15 en direct sur animé par Olivier MAZEROLLE avec André PASSERON et Daniel CARTON (Le Monde) Janine PERRIMOND et Dominique PENNEQUIN (RTL)

Kohl souha is courte po

er pe être encore form ple falliance atlantique an and signale potre en sire après la resolute stall des armes à la k communique met fa defender tous les s and St. 20 a. Jungo her has a mumodes du deste de F par ogires de SS-26 (ten LOL SICC. CR CONTE skoroil de maintente de pin sur leur territoire, à P

sile minties de cas SS-

ATTENDED ... SER RETURN **K** 透红 # The state of : . 00 4 3 ga 2 Tet 1 The second section in the section is the section in the section in the section in the section is the section in the section in the section in the section is the section in しょと 7.22 解釈 in the state of the state of THE RES. P. L. 2 M 78.00 C para desertar 🍇 200 Been 食物のない establica de Artesta. agriculture of the register from ラグケー・・・・ 大心境情報 (50) L ----e Barryel, in in in a dezimen 🐞 milit migger in other staff 🕍 (debut courte mortied # grade um der bie sent 12 50 5 1 30 1 1 1 mm Page restricted from a tille 🛊 🗬 E 27 >

24 (20,000 00) dan einer par tein AND RESERVE TAKEN The comment * PETER 18- 11-15 PARE The state of the s The compress serve 9 🛎 trainer, and the confidence them exercise a que **des** State of the companies fillement teine den Beitign eit Edfenduer

Parent par in the receptable em empfigen en tuenbe de cherrientente Sille, qui a la proces la Minimal Co. A. Constant elikurussa om massilet 🌡 : allente et de constante an Segund de matériale per fraper Erestement bes Ships he remains des Degines, M. Hans Die E : P. mi Ebend Se manche les Ambri-Sant call fact bien par cue chose, a session par la selution

OSLAVIE : la rotation

M. Lazar Moisor Président de la p

- 11

COLERCY CUCE - . de de e de . . . de un to your savie, the Contract of the rem-Harris . T-1. CCI SURT ite Cemie cas du de la Presidence de la A Sing Property Control region accomende State par M. Moiof ce - Republique Macchine I sete pen-And the market mack S Commerc politique Plant Tarine, on it a Mocureur general II Ale Berein de Beigrade).

diglomatie. Walter of a Museum. Ce. 2512.725 61727 e ce de l'angonise Piet dem da rendent de secondate gene

Les négociations sur les armements en Europe et le voyage de M. Chirac en URSS

ent à Barcelone

ambre de la prési-lemez Salas mitrai (Sió-6, la Tole materirés mercont la resta dire

ersetions.

rigue pas-rocione, le

4 Affaires

e in Répu-

'ambassa-

tris, son

de leurs

poctives :

partniem

S BOOKE-

n de 3 mai affronte-

GEVILLETA,

Time, Dec-

rem, uco-ne de lours férens de phées des-gositions, se eur la

thre bear

B Texpuse

B Texpuse

fedent sor

grammonic

gram le

me l'altel

me glades

at micrale

nt respect to de la studia gue Versechiler

i per los

serted, ou ms Chriss de Gracia,

i local de relates de

-

mechi de

Des ver-

I an ear-

in a's de la des barpla de la sides de la constante de la co

ess jour-phs sui Géoles-situé, le p éléctés

an Cum-

miral en

I se read

de à leur

propre initiative, les ouvieres à abandonner les barriedes le Batalla, le journal du Politicandre le travail du Politicandre le travail du Politicandre le travail de la company de la c Batana, le journai du Poul.

reprendre le travail dans la discipline... la man el révolutionnaire avant échon.

Carrie Carrie (Carrie Carrie C

Par télex, Garcia Oline per télex. Garcia Oline per télex, Garcia Oline per la laisser passer les mille con el laisser passer les mille con el laisser passer les mille con el ment impartiales a compte par Valence à la demante le Quand ils entrent dats la vette quand ils combats on por cessé, mais la Catalon en por cessé en cessé, mais la Catalon en por cessé en ce Quano us entrent dans à viet.

7 mai, les combats ou ret,
cessé, mais la Catalogne pour
nomie et le pouvoir anarche,
est brisé, tandis que faille.

De l'avis de la plupari de les combats firent ciaq cont millier de blessés. Les jones eurent pour autre consequent quer la chute du gomes Caballero à Valence Al to 15 mai, on se lance des intel Les communistes réclame la le loi du POUM, rendu me événements de Barrelor a evenements de part de ferre Negrin, socialiste moder, and former un nouveau gomes ministres anarchistes.

A Barcelone vient l'homely tion. Les militants du POUN chistes emplissent les prises le communistes de répressin per gées par le Russe Orlor s'este tiches les plus sales : or ka - tchékas - Le 5 mei dia E chistes parmi les plus rales; Liens Berneri et Barbieri, set ieur domicile par une domini ciers en civil. On retione bet aux electours du Palais de he Les Archives nationales infervent la trace du meatre dufe sier que la police fasciste mèt pur Berneri : une note de met de New-York établit d'appale dance surveillée que «le me après avoir perquisitione le c kabitaient ensemble la uz Cam.No Berneri et Fransak les auraient emmenés à la Gélia iés auraient été tués à coupsium. La matin, on retrouve at the Sercianola les coms multiple MEMBES CENTRALISES DEPENDE Kurt Lancau, ancien comment chien, membre du POUM Bei tebèque, uncien secrétare è la Robles, con de l'écristis Dale Paris, Katia Landar, 1802 € Lahékas - tarcelouise, pièr chure puthetique prélacé pi syndicaliste Alfred Rosse 4 constituer à la vaoire de la doi: peries - Katia Lanta per sons clandestins decriss Staline, des interrogatoire, E.F. la baignaire et de musica putain Maqueresus les Nous allors en finte me mant

Le 15 juin 1937 disput le arrête au lami du POLNas une desuration income les mates publicat un domes f toules pièces le présente de espica 3 in soide de Francista de Cata sene, is minument And . Des Cairs comment tent . A Salamangu mile. Cher Franco de des like les demarches sourcements of Temeste : prisoning in beats total varia le Kige Tekamanistre attrobist. Merchanis in Comment of P Source Carlin Carl Paul se and line and habit bournes tradition in Market March Min Rolling Action of the second second PHERMIN

en direct sur par

M. Kohl souhaite que les missiles nucléaires à très courte portée soient pris en considération

Le porte-parole adjoint du gouver-nement, M. Schmülling, a indiqué que la déclaration du chancelier

n'avait pas fait l'objet de consulta-tions avec le ministre des affaires

étrangères et qu'elle ne pouvait être

considérée à proprement parler

Cette explication témoigne d'un

souci d'offrir une porte de sortie aux

libéraux et à M. Genscher, qui

Le risque

de dérapage

Vendredi soir, cependant,

M. Horst Taltschik, principal

conseiller du chancelier sur les ques-tions de la sécurité, tenait à préciser, dans une intervention télévisée, que

le chancelier n'exigeait pas que les

armes nucléaires à très courte portée

scient inclues dans un accord sur le

désarmement, mais qu'elles soient

prises en considération, de même

que les armes chimiques et les forces

Jusque-là, M. Kohl préfère ne pas

fallait sur un sujet aussi important le

temps de la réflexion et qu'il souhai-

tait parvenir à une position euro-péenne commune. Mais il a été

contraint de changer d'attitude en

raison de l'isolement de son ministre de la défense, M. Woerner, à la

er pour éviter d'exposer trop ouvertement les divisions de sa majorité. Il avait fait valoir qu'il lui

comme la position du gouvern

Pour ne pas être encore formellement arrêtée, la position de l'alliance atlantique sur les négociations de désarmement se précise et devient sur quelques points plus exigeante à l'égard de Moscou, nous signale notre envoyé spécial Phi-ippe Lemaitre, après la réunion des ministres de la défense de l'OTAN, qui vient de se terminer à Stavanger (Norvège).

S'agissant des armes à longue portée (LRINF), le communiqué met l'accent sur « la occessité d'éliminer tous les missiles » et invite l'URSS à « renoacer à exiger le maintien d'une partie de ses SS-20 ». Jusqu'ici les Américains se sont accommodés du désir de l'URSS de conserver cent ogives de SS-20 (trente-trois missiles) en Asie, avec, en contrepartie pour les Etats-Unis, le droit de maintenir cent Pershing-2 en opération sur leur territoire, à l'exception de l'Alaska. « Le maintien de ces SS-20 complique-

de notre correspondent

Le chancelier Helmut Kohl a

brusquement rompu, le vendredi

15 mai, avec la réserve à laquelle il

s'était astreint jusqu'à présent sur la question des euromissiles. Dans une déclaration rendue publique par son porte-parole adjoint, il a ouverte-

ment pris ses distances vis-à-vis des

Etats-Unis en rejettant la double

option zéro » sous la forme propo-sée par les Soviétiques dans les négociations sur la réduction des

armements nucléaires (nos der-

Tout en réaffirmant son accord

les missiles de portée intermédiaire

(1 000 à 5 000 kilomètres) sta-

tionnés en Europe, le chancelier a estimé que les négociations sur les

missiles de plus courte portée ne peuvent pas être limitées aux seuls

missiles de 500 à 1 000 kilomètres

de portée, comme le prévoit la dou-

. - Il est de l'Intérêt national alle-

mand qu'on ne négocie pas seule-

ment sur un secteur partiel, a-t-îl dis. Un accord sur les systèmes

d'armes d'une portée de 500 à 1 000 kilonjêtres laisserait juste-

ment de côté les systèmes qui mena-

C'est pourquoi il faut inclure dans les négociations sous les systèmes

d'une portée comprise entre 0 et l'000 kilomètres, avec, pour objec-tif, une solution acceptable qui aug-mente la sécurité de tous les partici-

pants, également celle des

Cette position est défendue depuis le début par le responsable

des questions étrangères du groupe parlementaire chrétien-démocrate,

M. Volker Rühe, qui a toujours fait valoir que l'intérêt des Allemands

était de se débarrasser des missiles à

très courte portée et de conserver un

nombre approprié de systèmes per-mettant de frapper directement les

arrières d'une offensive soviétique au-delà de la RDA. Le ministre des

affaires étrangères, M. Hans Die-trich Genscher, et le Parti libéral

soutiennent en revanche les Améri-

cains en estimant qu'il faut bien

ble - option zéro ».

nières éditions datées du 16 mai).

rait le problème des vérifications et rend nerveux nos alilés asiatiques», a commenté M. Wein-

A Washington, cependant, un porte-parole du département d'Etat a indiqué que les Etats-Unis sont toujours prêts à accepter le maintien de cent ogives en dehors d'Europe, comme ils l'avaient

Autre point de divergence, qui apparaît de manière plus marquée après la réunion de Stavanger : les Occidentaux, qui semblaient jusqu'ici peu déterminés, insisteront pour ne pas inclure dans la négociation, et donc dans un éventuel accord de démantèlement, les Pershing-1-A qui sont possédés par la RFA. L'URSS plaide, au contraire, pour que ces « missiles allemands »

> par la prise de position officielle, le même jour, du gouvernement britannique en faveur de la double

M. Genscher semble avoir sous estimé la sermeté de la CDU sur ce lossier. Il avait toujours pu compter jusqu'à présent, notamment dans sa politique d'ouverture en direction de Est, sur le soutien actif de M. Rühe face aux « faucons » de la majorité.

Dans les couloirs de la CDU e plus encore du parti de la CSU bavaroise, on n'hésite plus à brandir désormais le risque d'un dérapage vers le neutralisme au cas où la RFA serait contrainte de se rallier à cette double « option zéro ». On souligne que l'opinion publique n'acceptera jamais une situation dans laquelle la RFA se retrouverait exposée à une guerre limitée en Europe et deviendrait une proie sacile pour ceux qui souhaitent purement et simplement la dénucléarisation de l'Europe. Bien que cet alarmisme contraste avec le calme qui prévaut actuelle-ment outre-Rhin, M. Rühe lui-même a déclaré à son retour de Londres que la double « option zéro » reviendrait à « découpler » l'Allemagne fédérale de l'OTAN.

Le conslit en cours à Bonn place dans une position délicate les alliés de la RFA, sommés de se prononcer pour un camp ou l'autre. Paris se ouve particulièrement sollicité Certains diplomates quest-allemands n'hésitent pas évoquer à titre d'hypothèse la possibilité pour la France de remplacer les Américains au cas ou ceux-ci décideraient, dans le cadre des négociations en cours de retirer les têtes nucléaires prévues pour les missiles Pershing-1-A.

HENRI DE BRESSON.

• RFA: deux élections régio nales. - Des élections ont lieu, dimanche 17 mai, à Hambourg et en Rhénanie-Palatinat, pour renouveler le Parlement de ces daux Lander. A Hambourg, le ministre-président sortent, M. Klaus von Donhanyi, socialdémocrate, n'avait pu constituer ul gouvernement à l'issue du voté du 9 novembre, où son parti avait perdu la majorité absolue. En Rhénanie-Palatinat, le ministre-président sortant, M. Bernard Vogel, chrétien-démocrate, parait bien placé pour

Le premier ministre a fait mieux comprendre la position de la France

(Suite de la première page.) M. Chirac a douc en l'occasion de mettre les choses au point : il n'a rien contre l'option zéro, c'est-à-dire le démantèlement des fusées intermédiaires américaines et soviétiques en Europe, et s'il ne voit pas d'un très bon œil l'option double zéro, il pense que, en la matière, le - sentiment européen - doit l'emporter sur le - sentiment français -. Autro-ment dit, l'objectif est mains d'imposer son point de vue que d'arriver à une position commune aux pays européens en général, à la France, à la Grando-Bretagne et à l'Allema-gne fédérale en particulier.

Rien ne dit one cette philosophie et l'insistance du premier ministre sur le maintien et la modernisation de la force de dissuasion aient enchanté M. Gorbatchev. On n'est guère habitué à Moscou à entendre raisonner en termes sinon de défense européenne, du moins de concerta-tion entre Européens de l'Ouest. Peut-être finalement est-ce là l'inno-vation de M. Chirac qui a rapporté cette réflexion de M. Gorbatchev à la fin des discussions consacrées au désarmement : « Cet échange de vues donne à réfléchir à nous

Dissiper les « malentendus »

Si les affaires de désarmement ant occupé environ la moitié du temps de la rencontre, M. Chirac a longuement interrogé M. Gorbatchev sur les changements en hon-neur en URSS. A-t-il été convaince ? Il l'affirme puisqu'il a qualifié la « restructuration » jusqu'alors bien plus présente dans les colonnes des journaux que dans la vie quotidienne - de - phénomène étonnant et impressionnant ». M. Chirac, décidément très opti-miste, s'est même déclaré persuadé de l'adhésion du peuple soviétique aux projets de réforme de M. Gorbatchev, ce qu'un homme comme Andrei Sakharov hésite beaucoup à

« M. Gorbatchev a beaucoup d'atouts. Il m'a convaincu de sa volonté de faire bouger les choses, de ses qualités d'homme de dialogue capable de moderniser le socia-lisme », a dit M. Chirac. A croire qu'il vaut mieux, pour être bien vu du premier ministre, se réclamer du socialisme réformateur à Moscou qu'à Paris. M. Gorbatchev, en tout cas, a fait une forte impression sur M. Chirac. . C'est un homme très libre dans ses propos, ses réactions, bien moins compassé que bon nom-bre de chefs d'Etat non socia-listes », a-t-il affirmé après avoir vanté « la clarté de sa pensée. On peut le convaincre mais il peut aussi vous convaincre ». Autant de paroles qui iront droit au cœur du secrétaire général, bien que M. Gor-batchev ait condamné à plusieurs reprises le culte de sa personnalité. A en croire un compte rendu de l'entretien diffusé par l'agence Tass, M. Gorbatchev se serait montré

> l'Union soviétique. apitoyer ses lecteurs sur le sort de

accomplir. Nous avons encore beau-coup de travail devant nous. Nous avons de quoi nous occuper chez nous et notre politique étrangère dépendra entièrement de ce processus intérieur et traduira les besoins vitaux de la société soviétique. - Voili au moins une bonne nouvelle si elle se révèle exacte. Rarement, pour ne pas dire jamais, la politique étrangère de l'URSS n'a été jusqu'à présent soumise à des impératifs de développement de la société soviétique (1).

La dernière partie des entretiens

Ludmila Varyguine, dont la sœur, venue tout specialement de laroslav Moscou pour la visite de M. Chirac, doit être reçue par M. Jacques Blot, le directeur d'Europe au Quai d'Orsay. Un député du soviet d'arrondissement de Jaroslav, dont Ludmila Varyguine est originaire, a d'autre part déclaré vendredi qu'un non-lieu en faveur de sa protégée ne serait pas suffisant et a exigé que . les autorités françaises présentent leurs excuses et dédommagent Ludmila Varyguine et son mari pour le tort

Quinze dissidents pour un petit déjeuner

MOSCOU

de nos envoyés spéciaux

M. Chirac avait à cour de manifester son attachement aux droits de l'homme par un geste concret. La formule choisie - un petit déjeuner, le samedi 16 mei, avec une quinzaine de dissidents à la résidence de l'ambassade de France - n'était pas de nature, vu la plus grande tolérance des ce genre de contacts, à susciter de nouveaux « malentendus » entre Moscou et Paris. La liste des invités vaut son poids d'années de goulag et de souf-

II y aveit là Mª Larissa Bogoraz, le veuve d'Anatoli Martchenko, dont la mort en détention, le 8 décembre dernier, est sans doute une des raisons qui ont poussé M. Gorbatchev à autoriser M. Andrei Sakherov à quitter son exil de Gorki. Etaient également invités, M. Sergueï Grigoriants, un historien qui a derrière lui neuf années de camp pour avoir rédigé et diffusé des samizdat, il a été libéré en février dernier: M. Youli Edalstein, un professeur d'hébreu détenu le 4 mai; M. Alexandre Bogoslovski, un archiviste arrêté en juin sion du célèbre tivre du marquis de Custine la Russie en 1839. M. Bogoslovski n'a été libéré que

le 13 mai demier et cette mesure est sans doute due à son invitation à ce petit déleuner : M. Henri Altunian, ingénieur arrêté en 1980 pour propagande antiso-viétique, libéré en mars de cette année; M. Victor Brailovsky, mathématicien qui cherche à émigrer depuis 1972 ; le Père Gleb lakounine, prêtre orthodoxe arrêté en 1979 et libéré en mars 1987; M. Serguei Kovaliev, biologiste, membre fondateur du groupe soviétique d'Amnesty 1975 et libéré en décembre 1984: M. Nahum Meiman. mathématicien, membre fondateur du Groupe moscovite de surveillance des accords d'Hal-sinki, candidat à l'émigration en Israel depuis 1974; Mm Ida Nudel, militante juive dont le visa de sortie est systématiquement refusé depuis 1971; M. Alexandre Ogorodnikov, militant orthodoxe arrêté en 1978 et libéré en mars 1987; M. Vladimir Slepak, ingénieur, refuznik depuis 1970 : il a effectué une peine de cinq ans d'exil en Sibérie ; M. Lev Timofeev, ancien journaliste, arrêté en 1985 pour avoir édité un samizdat consacré au marche noir et libéré en février 1987 ; M^{me} Ludmila Evsioukova, fille de l'ancien pilote de l'Aeroflot qui années l'asile politique en France.

entre MM. Gorbatchev et Chirac a été consacrée à dissiper ce qu'il est convenu d'appeler pudiquement les - malentendus franco-soviétiques ». M. Gorbatchev s'est notamment plaint à cette occasion de l'intensification des manifestations d'antisoviétisme en France qui étonnent et inquiètent l'opinion publique en URSS. A-t-il soulevé, en particulier l'affaire des espions d'Ariane et le cas de Ludmila Varyguine? C'est probable, mais on ne veut pas le confirmer de source française bien on'on se déclare persuadé que e cette malheureuse affaire e tron-vera rapidement une issue conforme, on à la bonne réputation de la DST, du moins aux réclamations de

En attendant la presse continue à

presque moins optimiste que M. Chirac lorsqu'il a exposé sa

conception de la « restructuration ». « C'est un travail ardu, a dit le secrétaire général, l'essentiel reste à commencer par quelque chose, même si ce n'est pas la solution défense de l'OTAN, et plus encore POLOGNE: après une vive protestation d'intellectuels YOUGOSLAVIE: la rotation annuelle des dirigeants contre les « insinuations » de M. Urban

M. Lazar Moïsov devient « président de la présidence »

BELGRADE de notre correspondant -

Conformément au principe dit de

a rotation » on de « mandat de un an » en vigueur en Yougoslavie, une série de dirigeants out été rem-placés, le vendredi 15 mai, ou sont en passe de l'être. C'est le cas du président de la présidence de la Yougoslavie », poste occupé jnsqu'à présent par M. Sinan Hasani, repré-sentant de la région autonome du Kosovo, de nationalité albanaise, qui a été remplacé par M. Lazar Molsov, représentant de la République fédérée de Macédoine. Il sera pen-dant un au le «chef collectif» de Né en 1920, de nationalité macé-

donienne, diplômé en droit, M. Moisov a débuté sa carrière politique dans sa République natale, où il a occupé, de 1948 à 1951, les fonc-tions de procureur général. Il entrera ensuite dans le journalisme (directeur de Borba, de Belgrade), puis entra dans la diplomatic. Ambassadeur à Vienne et à Moscou, ministre adjoint des affaires étrangères, représentant de la Yougoslavie à l'ONU, il fut président du Conseil de sécurité et président, de 1977 à 1978, de l'assemblée générale de l'Organisation internatio-

nale. Après son retour de New-York, M. Molsov fut élu président de la Ligue fédérale, puis devint ministre des affaires étrangères et entra, en 1984, dans la direction collégiale de l'Etat. Auteur de plusieurs ouvrages de politique internationale et de l'Histoire du peuple macédonien, polygiotte (il parle un excellent français), M. Mohov est réputé pour l'accueil cordial qu'il accorde à ses visiteurs et le flegme quasi bristieurs destilésies en contratte de l'égie de la contratte de l'égie de la contratte de la cont tannique dont il fait preuve en certaines circonstances, ce qui n'est pas précisément le cas de ses compatriotes. Il a une impressionnante capacité de travail et suit régulièrement la presso étrangère (il lit quoti-diennement le Monde) et on ne lui connaît comme hobby que la phila-

Le système de rotation introduit dans la Constitution à la demande expresse de Tito pour empêcher la a bureaucratisation > du = sommet > de l'Etat et du parti suscite chaque année des perturbations considéra-bles dans la classe politique. Le public, lui, est plutôt indifférent. Aussi entend-on ces derniers temps des propositions de réforme, tendant au retour à l'élection d'un président de la République pour une période

PAUL YANKOVITCH

Le porte-parole officiel fait un demi-pas en arrière

Varsovie (AFP). - Dix-huit intellectuels polonais de renon ont, dans une lettre ouverte, pris la défense de quatre de leurs collègues que le porte parole du gouvernement de Varsovie, M. Jerzy Urban, a voulu impliquer dans l'affaire d'un diplomate américaia accusé

Dans ce document, parvenu à l'AFP, les signataires, parmi lesquels les écrivains Tadeusz Konwicki et Andrzej Kusniewicz, le compositeur Witold Lutoslawski, le nouveau président du club des intellectuels catholiques (KIK) de Varsovic, le professeur Andrzej Stelmachowski, le cinéaste Andrzej Wajda, et cinq scientifiques de l'Académic

 réparation » pour les quatre per-sonnes visées par M. Urban : le pro-fesseur Bronislaw Geremek, M. Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, les professeurs Klemens Szaniawski, ancien recteur de l'université de Varsovie, et Mag-dalem Sokolowska, tous proches de l'opposition.

Le porte-parole du gouvernement avait affirmé que ces quatre per-

Une vingtaine de passagers de

l'antobus avaient pu s'enfuir, et qua-

tre autres avaient été libérés par l'auteur de la tentative de détourne-ment. Selon l'un d'eux, le jeune

homme ne semblait pas jouir de

toutes ses facultés mentales. Il avait

demandé que le pilote de l'avion soit celui qui avait ramené le pape Jean-Paul II de Pologne au Vanican en juin 1983. — (AFP).

A l'aéroport de Varsovie

Dénouement rapide d'une prise d'otages

Un jeune homme qui exigeait un sant l'un d'eux. La vie de ce dernier avion pour se rendre à Munich après ne serait pas en danger. avoir pris en otage les passagers d'un autobus de la compagnie aérienne polonaise LOT sur l'aéroport de Varsovie a été maîtrisé par la police en fin d'après-midi, le vendredi 15 mai. Au cours de l'assant donné par les « Tigres », un groupe antiterroriste d'élite, une des grenades avec lesquelles le jeune homme menaçait les otages a explosé, bles-

polonaise des sciences (PAN), reprochent à M. Urban d'avoir sonnes avaient eu - de fréquents contacts - avec M. Albert Mueller, deuxième secrétaire à l'ambassade des Etats-Unis, interpellé le 18 avril dernier « en flagrant délit d'espion-nage », selon les autorités polonaises (M. Mueller a quitté Varsovie recours à l'e insinuation » et à la « calonnie » contre des « personnes professant des opinions politiques différentes des siennes ». Les signataires demandaient

Les quatre intellectuels, par l'intermédiaire d'un avocat, ont alors sommé M. Urban de démentir publiquement ses allégations avant le 15 mai. M. Urban s'est borné à préciser, mardi 12 mai, qu'il - n'avait accusé personne d'espion-nage - Les quatre intellectuels ont cependant tous été interrogés au parquet militaire de Varsovie en qualité de témoins. Aucun chef d'accusation n'a été retenu contre

D'autre part, M. Francis Blanchard, directeur général du Bureau international du travail, s'est longuement entretenu à Gdansk avec M. Lech Walesa à propos du main-tien de la Pologne au sein de l'Orga-nisation internationale du travail. M. Walesa lui a indiqué qu'il ne voyait pas d'inconvénients à ce que, le cas échéant, les nouveaux syndicats (officiels) soient représentés au sein de l'OIT aux côtés de Solidarité, à condition qu'ils respectent le principe du pluralisme syndical. M. Blanchard avait auparavant rencontré le président des syndicats officiels, M. Miodowicz, membre du bureau politique du parti.

moral et matériel qui leur a été

causé ». Un dernier entretien avec M. Ryjkov ce samedi matin a mis un point final any entretiens francosoviétiques. M. Chirac devait ensuite donner une conférence de presse avant d'enregistrer dans l'après-midi une interview qui sera télévisée dans la soirée. Il devait consacrer son déjeuner à s'entretenis avec une cinquantaine de membres de l'intelligentsia, sans doute la partie de la société soviétique la plus favorable aux efforts de M. Gorbatcitons le compositeur Schnitke, le chef d'orchestre Rojdestvensky, les peintres Nemoukhine, Birger, Steinberg, Kabakov, les metteurs en scène Tabakov, Rozovski, les écri-vains Vaitmatev et Rybakov (dont le roman longtemps interdit en URSS, les Enfants de l'Arbat, doit UKSS, les Enjants de l'Aroat, dont être publié prochainement en France chez Albin Michel) et Ser-guel Zalyguine, le rédacteur en chef de la revue littéraire Novy Mir.

JACQUES AMALRIC et DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) M. Gorbatchev avait déjà exprimé la même idée dans son discours du 16 février devant le Forum international de Moscon (le Monde du 18 (évrier).

M. Michel Perrin ambassadeur au Mali

M. Michel Perrin a été nommé bassadeur de France à Bamako (Mali), a annoncé, le vendredi 15 mai, le ministère des affaires étrangères.

[Né le 28 août 1931, M. Perrin est licencié en droit et breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Travaillant aux services outre-mer de 1958 à 1960, M. Perrin est consul adjoint à l'ananarive de 1960 à 1962. Deuxièn devient premier secrétaire à 64, il devient premier secrétaire à ce même poste de 1964 à 1965. Attaché à l'administration centrale (1965-1967), puis an gouvernement militaire français de Ber-lin (1967-1973), il devient deuxième conseiller (1973-1975) puis chargé d'affaires ad interim (1975-1976) à Buesnos-Aires. Chef de la division politique du gouvernement militaire fran-çais à Berlin (1976-1980), il retourne à l'administration centrale comme direc-teur adjoint à la direction Amériques de

Europe

GRANDE-BRETAGNE: la campagne électorale

M^{me} Thatcher, toujours plus

(Suite de la première page.)

Devant le congrès du Parti conservateur écossais, à Perth, Mª Thatcher a défini l'esprit du programme électoral conservatour: « Le socialisme bat en retraite, le conservatisme va de l'avant », a-t-elle dit, confirmant les rumeurs de projets de réformes plus « radicales » encore que celles entreprises par les deux gouvernements qu'elle a dirigés jusqu'à présent. Très confiante, elle a indiqué que son « prochain cabinet [irait] plus loin encore » en poursuivant notamment l'idée de la privatisation dans tous les domaines. Le premier ministre a promis qu'au terme de son troisième mandat « davantage de familles posséderont davantage de biens: plus de maisons, plus d'actions, plus de retraites complémentaires et plus d'épargne ».

Les deux David élargissent la brêche

Tandis que M= Thatcher lançait : « Le travaillisme n'est pas un choix, c'est un cauchemar ». M. Neil Kinnock est allé dans son Pays de Galles natal donner le signal de l'offensive du Labour. Dénonçant la satisfaction des conservateurs devant l'amélioration apparente des statistiques de l'emploi, M. Kinnock a posé cette question: « Quand il y a trois millions de chômeurs, est-il possible de pavoiser? > Il a rappelé que le chiffre était presque deux fois moindre quand M= Thatcher est arrivée au pouvoir il y a huit ans. Il a ajouté : « Quand un premier ministre a autorisé l'augmentation incessante du chômage, de la pouvreté, des listes d'attente (dans les hôpitoux) et de la criminalité, on ne saurait lui permettre de durer plus longtemps. >

Concentrant ses attaques sur la ie même de M²² Thatcher. le chef du Labour a affirmé : « Le pays divisé porte la marque de cette manière brutale de gouverner qui lui est propre. 🛎

De leur côté, les « deux David », c'est-à-dire MM. Steel et Owen, respectivement leader du Parti libéral et du Parti socialdémocrate, out fait jeudi une première tournée aux quatre coins du Royaume-Uni en passant par Bel-fast, afin de préciser les termes du « défi » centriste, dirigé contre les « deux extrêmes » que représentent à leurs yeux le socialisme à peine tempéré de M. Kinnock et le conservatisme ultra de M= Thatcher.

Ils veulent accréditer l'idée que l'alliance de leurs deux partis sera

(Publicité) -

DE L'AFRIQUE...

encore cette réputation. Ils impulsent aujourd'hui l'industrie, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire et ailleurs. Dans le numéro de mai

d'ARABIES, en kiosque et en librairie. 78, rue Jouffroy, 75017 Paris

LES COMMERCANTS

... Les Libanais avaient hier

cette fois en mesure d'arbitrer la situation en empêchant les conservateurs on les travaillistes d'obtenir une majorité suffisante pour gouverner. ils ont déjà obtenu un petit succès en opérant une brè-che dans le système de la défense du bipartisme traditionnel, où travaillistes et conservateurs se retrouvent complices : la téléviaccordera cette année à l'Alliance le même temps d'antenne qu'aux deux grandes formations. L'importance de la campagne télévisée est plus que jamais considérée comme capitale, d'autant plus que la presse écrite est beaucoup moins impartiale : elle est dans son ensemble généralement favorable au gouvernement et aux conservateurs, à de rares exceptions près.

Aussi M. Kinnock a-t-il lancé à M= Thatcher un défi en lui demandant de participer à un face-à-face, selon cette contume désormais établie dans de nombreux pays. La « dame de fer » a refusé avec mépris, déclarant au leader du Labour : « Trouvez vous-même votre propre tremplin, ce n'est pas moi qui vous en fourniral un... », M. Kinnock n'a pas été déçu, car il savait qu'il venait de marquer un point. Il a la réputation de bien « passer » l'épreuve du direct au petit écran, exercice pour lequel M= Thatcher a toujours craint de manifester moins d'aisance.

«Peanx de banune »

Durant les premières escarmouches qui ont en lieu cette semaine, les conservateurs avaient trouvé le moyen de glisser sous les pas des travaillistes l'une de ces « peanx de banane » qui devraient se multiplier dans les semaines à enir. Les tories n'ont pas manqué de tourner en dérision une remarque faite à Moscou par M. Denis Healey, I'un des principaux dirigeants du Labour, chargé des affaires étrangères. Avec une apparente maladresse, M. Healey a déclaré, le 11 mai, que « les Russes étaient en train de prier pour une victoire travailliste ». Après le « triomphe », selon les conservateurs, remporté par M= Thatcher lors de son récent voyage en URSS, et alors que M. Healey semble n'avoir pas reçu le moindre traitement de faveur au Kremlin, la prétendue « prière » soviétique a fait le bonheur des mauvaises langues.

Mais, de l'avis de nombreux observateurs, M. Healey, qui est un vieux routier de la politique britannique, a peut-être voulu, à moindre frais et au plus tôt, faire éclater ou désamorcer une des plus grosses bombes que réservent les conservateurs aux travaillistes. Il s'agit, bien sûr, de la dénonciation de la politique de défense du Labour, qui prône un désarme-ment nucléaire unilatéral. Les conservateurs auraient sans doute préféré relancer à un meilleur moment le débat sur un sujet qui constitue un handicap majeur pour le Parti travailliste.

FRANCIS CORNU.

(Publicité) -HI-FI, VIDÉO, SONO L'OCCASION selon AFFIRMATIF

Les pessioness de bi-fi, de sono, de vidéo ne seront pes dépus en rendant viete au 175, rue de Vaugirard. Ils irrouvennt lè un accueil, en professionnelleme , un service technique et des conselle ainsi qu'un grand choix de statisfel « occasion/neel'» dens toutes les grandes marques : Qued, blad Reyon, Tanburg, Pipo-

AFFEMATIF vand ou rachète le matériel d'occasion et offre le possibilité d'échange avec un matériel plus performent. La néophyta, comme le plus branché, trouvers lé, à des prix abordables, le matériel rêvé avec possibilité de randuvellement selon le technicité désirée.

Une garante plices et mois-d'auvre, un service après-sente efficace ; faites-vous plainir, une vialte à AFTEMIATIF s'impose, 175, rue de Vaugiant (15-), MP Pasteur. Ossert tous les jours seuf dimenche sens interreption de 10 h 30 à 20 heures. Tél. (1) 47-34-15-82. Rachète cash matérial hi-fi, vidéo, sono



IMMOBILIER

Pour trouver un logement







Amériques

BRÉSIL: un projet ferroviaire au relent de scandale Le retour des «éléphants blancs»

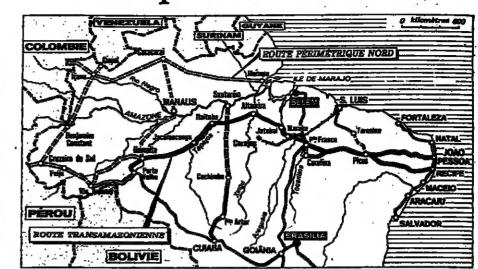
RIO DE JANEIRO de notre correspondant

A chacun sa Transamazonienno, Le prési dent Samey, apparenment, voulait marquer d'une pierre — d'une grosse pierre — le règne de son gouvernement. Les militaires au pouvoir avent lui avaient construit 4 000 kilomètres de routes à travers la plus grande forêt du monde, Lui se contentarait de lancer 1 600 kilomètres de voies farrées à travers le Brésil cantral. La « Ferrovia » nord-sud, comme on dit au Brésil, est-elle destinée à finir comme la Transamazorienne, devenue impraticable sur plus de la moitié de son percours et déjà regagnée per la forêt ? C'est ce que prédissient de sinistres augures qui mettaient en doute la viabilité du projet. Aujourd'hui, on se demande si les premiers raits seront jamais posés. Les appeis d'offres ont dégénéré en scandale et revélé que sous la nouvelle République les pratiques sont les mêmes que sous le régime militaire. Le projet est provisoirement amété.

Il avait surgi il y a un an au ministère des transports. De Brasilia jusqu'au nord du pays s'étend une région de savane et de maigres arbustes coupée de pâturages et de cultures encore peu développées. Elle est irriguée du sud au nord par deux grands fleuves, le Tocantins et l'Araguaia, qui se rejoignent pour se jeter dans l'Amezone à la hauteur de Belem. Belem-Brasilia, construite dens les années 60. Si des investissements agricoles étaient feits, une telle région pourrait devenir un des gre-niers du Brésil, à en croire les prévisions offi-cielles. Encore faudrait-il une voie d'écoulement pour les productions envisagées de riz. de soja et de mais. D'où l'idée d'une voie ferrée qui partirait près de Brasilia et se raccorde-rait à celle qui écoule le mineral de fer de Carajas dans l'Etat Maranhao. -

Sur le papier, c'était une idée séduisants. Elle correspondait à la volonté du pays de s'« intérioriser », de mettre en valeur les vastes espaces du Centre-Ouest, longtemps délaissés au profit des franges côtières. Le silence se fit pendant près d'un an. Et puis, il y a quelques semaines, l'ordre vint d'e en haut », c'est-è-dire du président Samey : dès le 1° juin, le chantier devait commencer. Il y allait de l'ave-nir du Brésil central, du rééquilibrage régional

agirent très mai à cette facon de proques, réagirent très mai à cette façon de pro-céder. Il n'y avait pes eu de débat préalable, le gouvernement était incapable de présenter une étude de viabilité. Quels intérêts se cachaient



taires du PMDB — le parti au pouvoir — firent des allusions perfides à ce sujet. Le président et son ministre des transports, M. Reinaldo Tavares, se virent reprocher leur esprit de clocher : tous deux sont originaires du Maranheo ou devait passer la voie ferrée.

Intérêts clandestins

La projet était inopportun et d'une rentabilité aléatoire, dirent ses adversaires. Inopportun puisqu'il coûterait, salon les calculs officiels (toujours sous-estimés) 2 milliards 400 millions de dollars. Au moment même où M. Samey promet l'austérité et coupe dans les dépenses publiques pour amadouer les créan-

Quant à la rentabilité, elle est plus que doutause, au dire de nombreux experts qui jugent impossible, étant données le relief et les sois de la région intéressée, que celle-ci pulsae jamais produire les 24 millions de tonnes de grains annuels prévus par les études officielles à partir de l'an 2010. On se demandait en outre pourquoi construire un chemin de fer sions qu'il axiste des fieuves et une route qui pourraient être aménagés à un coût bien moin-

Les «intérits clandestins» subodorés par la presse se révélèrent au grand jour avec l'appel

ARGENTINE

Les députés adoptent le projet de loi

sur le devoir d'obéissance des militaires

s par le chantier. Un éditorialiste de la Folha de Sao Paulo, Janion de Freitas, annonça à l'avance quelles seraient les entreprises reterues. Il le fit sous le forme d'une annonce dans son journel où les initiales de ces entreprises étaient indiquées à côté des tronçons qui leur seraient affectés plusieurs jours avant la publication officielle des résultats.

Quand le scandale a éciaté, le 13 mai, la Parlement s'est emparé aussitôt de l'affaire. Le point embarrassée et la présidence une note indiquant que les résultats de l'appel d'offres étaient annulés et que les entreprises coupe-bles de la fraude seraient écartées du chantier.

On se croirait reportés dix ans en amière, quand il suffisait d'une simple décision d'un énéral — chaf de l'Etat ou ministre — et d'un lobby bien organisé, pour mettre sur pied ce qu'on appelle au Brésil comme au Venezuele phant bianc », c'est-à-dire un ouvrag aussi coûteux que mei calibré. Outre la Transa mazonienne, il y z eu la Périmétrique Nord, paratièle à la première et abandonnée après la tion de queique mille kilomètres. Il y a eu aussi le chemin de for de l'acier, commencé en 1975, qui devait transporter la production du Minas-Gerais vers la côta et qui, après avoir englouti plus de 2 milliards de dollars, n'est

CHARLES VANHECKE

ÉTATS-UNIS: l'affaire de l' « Irangate »

Le malaise grandit à la Maison Blanche après deux semaines d'auditions

Un embarras croissant se fait sen-tir à la Maison Blanche après les deux premières semaines d'auditions publiques des commissions d'enquées des commissions d'enquées de Congrès sur l'« Irangate». Plusieurs témoignages de personnages qui furent étroitement mêlés aux divers aspects de cette affaire, et notamment celui, au cours de la semaine écoulée, de M. McFarlane, ancien conseiller de M. Mcrariane, anden consener us M. Reagan pour la sécurité natio-nale, ont, en effet, jeté un doute sur la crédibilité du chef de l'exécutif. « Deux semaines d'auditions attribuent fermement la responsabilité (du scandale) à la Maison Blan-che », estimait le vendredi 15 mai le New York Times.

Cette évolution a amené le prési-dent Reagan à intervenir vendredi sur plusieurs points évoqués devant les parlementaires. Ainsi M. McFarlane avait déclaré que M. Reagan avait personnellement approuvé une opération secrète visant à verser une rançon pour obtenir la libération des rançon pour obtenir la libération des otages américains an Liban. Le président a indiqué à ce propos ne pas se sonvenir que « cela ait été suggéré ». Il a cependant estimé « possible » qu'ait été évoquée l'utilisation de sommes d'argent « pour payer des gens qui pourraient saul ver nos ressortissants » mais il a précisé qu'il n'avait « jamais considéré cela comme une rançon ».

M. Reason, d'autre part troit en

M. Reagan, d'antre part, tout en assurant ne pas avoir été au courant des détournements, au profit des « contras » nicaragnayens, de fonds provenant des ventes d'armes à l'Iran, a reconnu avoir été averti des efforts poursuivis pour soutenir les rebelles. « Il n'y a pas de doute que j'étais tenu informé, 2-t-il souligné. J'étais certainement impliqué dans les décisions concernant le soutien aux combattants de la liberté. » En assumant une telle responsabilité, M. Reagan apporte de l'eau au moulin de ceux, en particulier an Congrès, qui sont persuadés qu'il était plus engagé dans cette affaire qu'il n'a bien voulu l'admettre jusqu'à présent. « Le président n'était pas un spectateur passif et désintéressé », a déclaré, vendredi, le sénateur démocrate David Boren, membre de la commission d'enquête.

M. Carter an secours du président

Néanmoins, les parlementaires ne paraissent pas vouloir centrer leurs questions sur le rôle exact de M. Reagan. « Nous ne visons pas le président et nous ne sommes pas des procureurs », a dit le président de la commission du Sénat, M. Inouye. Quant à l'ancien président Jimmy Carter, il a tenu au sujet de son suc cesseur des propos plutôt réconfor-tants, indiquant qu'il partageait I' aversion > quant à une « puni-tion > de M. Reagan. « Nous avons eu un Watergate, nous n'en voulons pas d'autres », 2-t-il ajouté. Parmi les réactions que cette

affaire provoque à l'étranger, il fant noter qu'à Taiwan un porte-parole du ministère des affaires étrangères a reconnu, vendredi, que des milieux d'affaires et de l'industrie » de l'île avaient donné de l'argent aux « contras » pour l'achat de « nourriture et de vêtements ». Cette aide, a-t-il précisé, a été accor-dée à la demande de Washington, Ce point avait été abordé par plu-sieurs témoins. Enfin, au Mexique, une enquête va être ouverte an suje de versements de fonds que le Parti d'action nationale (opposition de droite) aurait faits aux antisandinistes. - (AFP, AP.)

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Le président Raul Alfonsin est peut-être venu à bout du casse-tête juridice-politique qui l'occapait depuis trois semaines. Le projet de loi qu'il avait présenté, mercredi 13 mai, afin de dégager de toute res-ponsabilité les officiers subalternes avant commis des délits desse l'exer-

passante les univers substrates syant commis des délits dans l'exercice de la répression a été adopté samedi par les députés. Ce projet considère que, en dessous du rang de colonel, les militaires ont agi, « sans possibilité d'opposition ou de résis-

tance », aux ordres donnés sous le

Le texte gouvernemental a été approuvé dans ses grandes lignes par 119 voix contre 59. Les députés vont

maintenant passer à l'examen

Le chef de l'Etat avait expliqué son intention dans ces termes: • Nous avons été au bord de la

guerre civile mais, pour la première fois, nous avons pris notre destin en main, renforçant ainsi la démocra-tie et permettant aujourd'hul la pacification. »

com du « devoir d'obéissance ».

détaillé des six articles de la loi.

L'assemblée de l'Institut international de la pre à Montevideo

M^{me} Danièle Mitterrand invite les médias à « respecter les mots et les images »

tion prononcée devant la 36- assemblée annuelle de l'Institut international de la presse (IPI), qui a terminé ses travaux vendredi 15 mai, Mª Danièle Mitterrand a évoqué le rôle des médias dans la défense des droits de l'homme.

« Votre métier existe pour per-mettre au monde d'aller mieux, a déclaré l'épouse du président de la République française. En cas de dilemme, c'est en votre ame et conscience qu'il vous faut choistrentre vos intérêts, ceux de votre média ou celui de la cause humanitaire. Respecter les mots et les images, c'est aussi et déjà respecter

A la tribune, M= Mitterrand, présidente de l'association France-Libertés, était entourée de deux Prix Nobel de la paix, l'Argentin Adolfo

Après avoir évoqué ceux qui « ons

consenti, qui se sont tus, qui ont eu peur, qui ont douté, qui ont sou-lenu » et même ceux « qui ont souf-fert et pleuré », il avait affirmé la nécessité d'« une nouvelle concep-tion du rôle militaire » car, à son avis il est impossible d'impeiner une

avis, il est impossible d'imaginer une

Argentine sans armée. « Ce n'est

pas à cause de la démocratie que les

militaires se sentent en marge de la société, ou qu'ils doivent affronter

la justice ou encore qu'ils manquent d'essence pour les tanks et de pièces

de rechange pour les avions. Cest, au contraire, parce que, avant, il n'y avait pas de démocratie », avait 4-il

En conséquence, il a annoncé une réforme du code de justice militaire qui empêchera à l'avenir que le devoir d'obéissance se confonde avec l'obéissance aveugle. Tirant les

leçons de l'épreuve, il envisage éga-

lement une modernisation des forces armées à laquelle participeront des représentants des trois armes, des députés et le ministère de la défense.

entendre que ce projet de loi ne les satisfaisait pas. Elles voulzient une

amnistic totale et sans restrictions.

Les forces armées avaient laissé

CATHERINE DERIVERY.

Perez Esquivel et le Suédois Thomas Hammarsberg (Amnesty

international), sinsi que d'un ancien

détenu politique de la dictature uru-guayenne, M. Wilson Ferreira. Si un hommage général a été rendu aux hommes de presse, certains orateurs ont exprimé aussi des critiques. Ainsi M. Ferreira a déclaré : « Nous réclamons des médias nationaux et internationaux le sens de l'éthique et de la responsabilité. » Il a dénoncé l'inégalité dont l'hémisphère sud était victime du point de vue de l'information. « Il est très rare, a-t-il déploré, que les médias européens ou nordaméricains consacrent une place aux pays du Sud, sauf quand il y a

un coup d'Etat ou une catastrophe avec beaucoup de morts. >

SUPÉRIEUR ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE

BTS TOURISME Diclome d'Etal: Statut Etudient. BREVET D'ÉTAT D'ÉDUCATEUR SPORTIF (1º degra) Formation commune

MEDECINE et PHARMACIE Stage pré-universitaire pour bachetien Préparation intereuve per cours du sou

PRÉPARATION AUX CONCOURS D'ENTRÉE AUX : ÉCOLES PARAMÉDICALES Kinescherapoules Laborantins. Manipulateurs en électroradiologia. Interniers. Pédicures. Ergotherapeute

RENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS IPESCO Le Parc du Behedare, Bét D. rue Manus Carrieu, rue du Beheddere

34100 MONTPELLIER Tel. (67) 54.72.20

ÉCOLES D'ORTHOPHONIE

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde ÉCONOMIE

estie dans le Nord-Ea

कि किल्ला कि । 20000 2000 11765 RISTADE INCOME

State M. North The terange and the mantin i re notes 🏜

MOZAMBIQUE antetrangers entere par la guérilla

de mation probable ionee nationale de la composition annuée au-A (Res.Mance Ce groups.

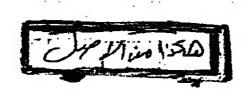
Ce gro Section 1 is from

Service of the groupe de la company de la co ban Goodman Patrithe Period of som mone of the Period of the som many carriatives of the Manager Shiloh Ship A Misses to Massambique

REPUBLIQUE SUBde ce de de ne per Service of United Services Stores Week Store the state of the state of See State of State Es de la cue sus buse à

the Monde Co 16 mail. fetoù de ciolare dine una ersitaire UNDI 25 MAI 1987

Rener Guelques autres. MINER DES FAVIORES bellemard Henri LEVY WALLENTRE RACHI PAF 547





d'offres aux entreprises de la contraction del contraction de la c Folha de Sao Paulo, Janion de Ingle
à l'avance quelles seraient le ente
nute. Il le fit sous la forme d'un aus son journal où les initiales de seraient indiquées à côté de mon-seraient indiquées à côté de mon-seraient affectés plusieurs jourseur, cation officielle des résultats

Chuand le scandale a édet le fin Parlament s'est emparé ausside le Attante annuiés et que les entenes bies de la frauce seraient écatéaire

On sa croureit reportés du met quand it suffissit c'una simple de ganeral - chef de l'Etat ou nemilobby ben crganisé, pour methras qu'on appeale su Brest comma a b un e eléphan: clansa, c'est-ténes Buses codiferer que mai calibré Dany mazonenno il via es la Péndes perstièle à la promière et abandaire construction de queque mile làxis eu Biate le chemin de fer de l'ange en 1975, qui davat trasposate de Mines-Gora a sera la come eque englout: prus de 2 maigres de éta

CHARLES VAME

Transis Harrard

international), and pr

detena politica éstés

rendu ana banen Es

ables de l'Institut internationalele Montevideo

unièle Mitterrand invite la specter les mots et les imp

+ Denn ume allocu- Perez Esquisel all m danget in 16th assemin Propinst interested wadrodi 15 mai. erned a évoqué la ne dans la délegae des

join chin-d jugaret Jan Selu I ginter Réce de Récelles sales es de fur teste qui in molu-

jo par ta kTappal

مناها والمناورين والمناور eritiques. Aimi M.R. derlare . San nie والمتعادية المتالية e. En cas ca ie sers de l'éthique 1 1 tagi de de voire ams es Com Principles of M need food choose de print to the bill tide le cour de voire ी था प्रदेश हुन संदे es mestas espera ser les mott et les ----mini at deja respecter م الله المادين in cold few and Me Mitteren.

Passociation Fig. 3 ete de deux Prix Mr. PArgonio Adaila

jet de loi militaires

A Reset affirms .1 the moundle court?

e de pustice de L' Mak' of total says formerlas de E apply 1981 Annual HANE CHRIVERY.

Asie

FIDJI: alors que les putschistes montrent des signes de nervosité

L'impasse reste complète entre la junte et le gouverneur général

La situation restait, pour le moins, confuse dans l'archipel des Fidji, le samedi 16 mai, au suriendemain du coup d'Etat rocambolesque du lieutenant-colonel Sitiveni Rabuka qui, faute d'avoir pu s'imposer totalement, commençait à mon-trer des signes de nervosité dans sa gestion de la crise. La junte, à laquelle s'est rallié l'ancien premier Mara, qui n'en paraît pas pour autant tout à son aise, s'est livrée vendredi à une démonstration de force en imposant à la presse une cansure stricte qui revient à lui interdire de rapporter la situation : le Fiji Times et le Fiji Sun, les deux principaux journaux du pays, sont interdits, et leurs journalistes ont été dans la soirée, en même temps que plusieurs correspondants étrangers dont on pensait, samedi, qu'ils risquaient d'être mis à bord du premier avion pour le monde extérieur. La radio d'Etat ne dissussit plus, samedi, que des saits divers locaux et de la musique.

CHINE

L'incendie dans le Nord-Est

n'est toujours pas maîtrisé

Pékin (AFP). — 34 000 soldats continuent de combattre, dans le. Nord-Est chinois, le plus grave incendie de forêt de l'histoire de la

incendic de lorez de l'histoire de la Chine populaire, qui l'ait rage depuis onze jours (le Monde daté 10-11 mai) et continue de se développer dans plusieurs directions, a indiqué, le samedi 16 mai, l'agence Chine nouvelle. Le commandement

militaire de Shenyang a également militaire de Shenyang a également mobilisé 150 avions pour tenter de contenir cet incendie, qui a fait 162 morts dans la zone sinistrée, située dans la province du Heilongiang, près de la frontière soviétique.

jiang, près de la frontière soviétique.
L'immense brasier, qui a fait
environ 50 000 sans-abri, continue
de progresser en direction de l'est
sur plusieurs fronts, dont le plus
vaste est large de 22 kilomètres. A
l'ouest, l'incendie a été réduit à des
foyers de quelques kilomètres. Les
communications téléphoniques, de
même que le trafic ferroviaire, ont
été rétablis dans toutes les zones
sinistrées, affirme l'agence. Cet
incendie a ravagé près de

incendie a ravagé près de 550 000 hectares de terres, dont 330 000 hectares de forêt, et causé des dommages de plus de 400 millions de yuans (108 millions de dollars), selon des estimations publiées vendredi.

Pékin dément des rumeurs

d'accrochages armés

avec des troupes indiennes

15 mai, des informations faisant état

d'accrochages entre soldats chinois et indiens les jours précédents sur la

Lhassa, étaient le fruit d'une

« invention totale » et a certifié qu'il n'y avait « aucun conflit » en cours. Le journal avait assuré que des affrontements graves s'étaient pro-

duits dans le secteur frontalier du Tibet et de l'Etat indien d'Arunochal-Pradesh. Le 6 mai, Pékin avait menacé l'Inde de repré-sailles à la suite de manœuvres mili-

taires importantes dans la région. New-Delhi dément que ses troupes aient franchi la frontière.

Le ministre indien des affaires extérieures, M. Narain Dutt Tiwari, a annoncé, vendredi également, qu'il se rendraît en Chine à la mi-juin afin

de discuter du contentieux frontalier

entre les deux pays, en suspens depuis le conflit sino-indien de 1962.

Afrique

MOZAMBIOUE

Sept étrangers enlevés

par la guérilla

Sept étrangers, de nationalité zimbabwézme, américaine et australienne, travaillant pour des organisations caritatives, ont été enlevés, le mercredi 13 mai, à une quinzaine

de kilomètres à l'est de Gondola (cestre du Mozambique), probable-ment par des maquisards de la RNM (Résistance nationale du

Mozambique, opposition armée au régime de Maputo). Ce groupe, composé de six adultes et d'un enfant, travaillait à un projet de développement agricole et d'aide médicale dans une ferme située sur

le « couloir de Beira », à mi-chemin

entre le port mozambicain et la fron-tière zimbabwéenne. La ferme a été

tière zimbabwéenne. La ferme a été investie, mercredi, par un groupe de maquisards qui, après avoir pillé la maison, a emmené ces sept personnes (Mª Kindra Bryan, Philip et Victoria Cooper, ainsi que leur bébé, Abigail, Mª Joan Goodman, Patricia et Roy Perkins) qui sont membres des organisations caritatives Yonth With a Mission, Shiloh Shalom et Mission to Mozambique. — (AFP.)

AFRICAINE: expulsion d'un jour-naliste américain. Les sutorités sud-africaines ont décidé de ne pas

renouveler le permis de travail du

correspondant de l'hebdomadaire

américain Business Week, Steve Mufson, ce qui revient à l'expulser. Cetta décision intervient au lendemain d'une mesure similaire prise i l'encontre de deux journalistes britanniques (le Monde du 16 mai). (AFP, Reuter.)

(Publicité)

Leçon de clôture de l'année universitaire

LUNDI 25 MAI 1987

à 20 h 30 Barbie, Bardèche, Vergès,

Le Pen et quelques autres.

LE RETOUR DES FANTOMES

par Bernard-Henri LÉVY

AU CENTRE RACHI

30, bd de Port-Royal, 75005 PARIS TEL 43-31-75-47 P.A.F.

· RÉPUBLIQUE

La Chine a démenti, le vendredi

Aucun incident armé signalé

C'est que la partie de poker du et indiens les jours précèdents sur la frontière commune aux deux pays, que Pékin avait accusé New-Delhi d'avoir violée à plusieurs reprises récemment. Un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a déclaré que ces informations, publiées par le journal finlandais Helsingen Sanomat, qui citait des sources tibétaines revenant de Lhassa, étaient le fruit d'une lientenant-colonel Rabuka - un homme que l'on sait à présent être un chef militaire âgé de trente-huit ans, respecté de ses hommes, chrétien, décoré de l'ordre de l'Empire britannique pour ses états de service au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban - u'a pas tourné à son avantage depuis qu'il a déposé M. Timoci Bavdra, le chef ment travailliste vicux

de quatre semaines sculement. Le Foreing Office a ainsi vigoureuse-ment réaffirmé, vendredi, qu'il était hors de question que Londres accepte le fait accompli militaire à Suva et a réitéré son soution exclusif au gouverneur général, représentant de la reine Elizabeth II, M. Ratu Sir Panaia Ganilau.

Le gouverneur-général, pour sa part, demeure enfermé dans sa rési-dence officielle et refuse toujours de reconnaître le gouvernement mis en place par les putschistes.

Le rôle de l'ancien premier ministre

Aucun incident armé n'ayant été signalé, le chef des putschistes sem-blait graduellement devenir le maitre de la situation intérieure, mais son problème principal demeure extérieure de la part des « amis tra-ditionnels » des Fidji, qu'il a appelés dans l'après-midi de vendredi, au cours d'une conférence de presse, à revenir sur leur condamnation du coup d'Etat. La population indienne, qui soutenait le gouvernement travailliste déposé, a commencé à faire preuve d'inquiétude comme en témoignaient un ralentissement notable de l'activité économique qu'elle contrôle et des retraits ban-

caires massifs. Les spéculations vont bon train sur le rôle joué dans l'affaire par l'ancien premier ministre, M. Mara, qui n'a pas formulé une seule déclaration depuis qu'on l'a vu, vendredi matin, se joindre au gouvernement des putschistes, où il détient le por-

teseuille des affaires étrangères. Aucun gouvernement étranger ne semble avoir été en contact avec ce chef d'une diplomatie peu ordinaire, qui est accompagné dans cette aven-ture par sept des membres de son ancien cabinet. M. Mara pourrait avoir joué un rôle dans l'organisation du coup d'Etat, selon certains comptes rendus provenant de Suva, mais des parlementaires australiens qui se trouvaient à ses côtés lors du tsch jeudi matin ont rapporté l'avoir vu . ému . par l'affaire.

rassantes de ce putsch, on commen-çait à Wellington, ainsi que l'a dit le premier ministre, M. David Lange, envisager sérieusement l'éventualité de la formation d'une coalition permettant de réconcilier le gouverement déposé et l'ancien pro ministre Mara comme seule issue à l'impasse. Des négociations en ce sens ne semblaient toutefois pas avoir encore démarré ce samedi.

Les milieux d'affaires étrangers, eux, nourrissent des craintes croissantes pour l'avenir de la situation économique de cet archipel paradi-sisque dont une bonne partie des revenus provient du tourisme. En outre, un journal australien influent faisait remarquer vendredi, que cette affaire pourrait bien avoir une conséquence négative pour les pays qui, comme l'Australie, avaic exprimé un certain soutien aux indépendantistes canaques de Nouvelle-Calédonie. Ils - pourraient déjà regretter - cette position en raison de l'apparition croissante de facteurs d'instabilité dans le Pacifique

. Le Monde ● Dimanche 17-Lundi 18 mai 1987 5

Proche-Orient

ISRAËL

M. Pérès défend aux Etats-Unis son projet de conférence internationale

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, est arrivé, le vendredi 15 mai, aux Etats-Unis pour une visite de trois jours, au cours de laquelle il s'est efforcé de sauver son plan de confé-rence internationale de paix sur le Proche-Orient. M. Pérès devait avoir deux entretiens pendant le week-end avec le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, alors que Washington refuse de se pron dans le conflit qui oppose M. Pérès à son premier ministre, M. Itzhak Shamir, farouchement opposé à toute idée de conférence internatio-

Scion le New York Times de vendredi, qui cite des sources gouvernementales israéliennes, M. Shamir a demandé au ministère des affaires étrangères d'envoyer un message aux ambassades israéliennes stipulant que M. Pérès n'avait aucun mandat concernant la conférence, Mais les services de M. Pérès out, à la place de ce message, expédié un câble indiquant que cette idée était toujours valide, dans la mesure où aucun vote n'avait eu lieu à ce sujet au sein du cabinet.

M. Pérès a pourtant déclaré à New-York qu'il n'était pas venu demander une intervention américaine dans la politique israélienne ». Il s'est livré à un plaidoyer en faveur de la coopération entre Israël et ses voisins arabes, dont la nécessité rend la paix encore plus urgente. Il a. enfin, affirmé que l'Egypte, la Jordanie, le Maroc et la Syrie sont déterminés à « maintenir l'OLP à l'écart de la conférence » internationale sur le Proche-Orient.

M. Pérès a essuyé un nouveau revers sur la scène intérieure israélienne. Ses chances de provoquer des élections anticipées s'amenuisent avec le ralliement du rabbin intégriste luzhak Peretz à M. Shamir. M. Peretz dirige le parti orthodoxe sépharade Chas, qui dispose de quatre sièges à la Knesset (Parlement israélien). M. Pérès pourrait actuellement compter sur cinquante-neul sièges, la majorité absolue de soixante et un étant indispensable pour obtenir la chute du gouvernement. Le rabbin Peretz réintègre, en qualité de ministre de l'intérieur, le gouvernement qu'il avait quitté en janvier dernier, pour avoir refusé de recenser comme juif un immigrant américain converti par un rabbin réformiste. Selon la radio israélienne, M. Shamir s'est engagé à soutenir la législation restrictive demandée par le rabbin Peretz sur la question de savoir qui a le droit de se dire juif.

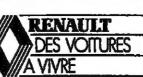
Enfin, selon un sondage publié vendredi par le quotidien israélien Yedioth Aharonoth, 52 % des Israéliens sont favorables à une conférence internationale sur le Proche-Orient qui déboucherait sur des négociations directes avec la Jordanie; 42 % y sont opposés et 5 % sont indécis. En revanche, une large majorité d'Israéliens estiment que l'impasse politique actuelle sur cette question ne justifie pas des élections anticipées (59 % contre 37 %) et demeurent favorables à la poursuite de la « cohabitation » entre les partis de MM. Pérès et Shamir (64 % contre 34 %). - (AFP, Res-

44.900^F ma première Supercinq.

NOUVELLE SUPERCINO FIVE C'est ma première Supercinq. Elle m'a conquis. Premiers baisers, premier voyage, j'aime cette facilité; avec 143 km/h sur circuit, une vignette de 4 cv seulement et une faible consommation,

c'est un bon départ. Nouvelle calandre et nouveaux sièges, elle vaut 44900F en version 3 portes et mes amis en sont jaloux. Modèle présenté: Renault Supercinq Five 3 portes. Tarif avril 87. Consommations UTAC: 4,5L à 90km/h, 6,1 L à 120km/h et 5,8L en ville. Existe également en version 5 portes Diac: votre financement. RENAULT précentes CIF

la vie ça roule en Supercinq



Small court for a conpart of the case some

· STEES DORNE WHEN A STREET

M. Jean-Marie Le Pen veut porter plainte contre M. Michel Noir

M. Jean-Marie Le Pen, après la publication dans le Monde du 15 mai d'une tribune libre de M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, qui l'attaquait vivement mais sans le nommer, a décidé de porter plainte en diffa-mation contre le ministre, et a mation contre le ministre, et a dénoncé sur TF 1 « la campagne inoule de dénigrement politique et de diffamation d'Etat » qui « vient d'être déclenchée contre le FN et contre mol-même ». Pour M. La Peu, « les citoyens de ce pays juggront le fait qu'au lieu de gouverner le gouvernement s'attagouverner le gouvernement s'atta-que à l'opposition parlementaire de droite ».

De son côté, M. Bruno Mégret, directeur de la campagne présidentielle de M. Le Pen, a obs drodi : « M. Noir préfère perdre les élections plutôt que de perdre son time. En réalité, c'est la raison qu'il a perdue » « Avec M. Mal-huret, continue le député de risère, el part en guerre contre quelque chose qui n'existe pas, comme ces névrosés qui croient à la réalité de leurs phantasmes. »

Quant à M. Jean-Pierre Stirbois secrétaire général du FN, il affirme: « M. Noir, par des propos dérisoires et calomniateurs,

se discrédite au point de ramener dans un délai proche sa formation, le RPR, au niveau qu'elle connaît à Marseille: 5 %. » Enfin, le quotidien Présent, proche des idées de M. Le Peu, titrait dans son édition de vendredi : « Le délire antiraciste saborde la droite. »

M. Delebarre : le « double jeu » du RPR

An RPR, M. Noir a roçu ven-dredi le renfort de M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, qui a estimé vendredi sur A 2 que les idées de M. Le Pen sont « inaccap-tables » et a lancé la formule : « Gagnons sans Le Pen. » M. Juppé met notamment en cause M. Juppé met notamment en cause la « conception de l'homme » qui est celle de M. Le Pen. Il a évoqué le qualificatif de « hyène puante » appliqué par M. Le Pen à Michel Polac pour juger : « Cela rappelle d'effroyables souvenirs et dénote une conception faite en réalité de racisme et d'autoritarisme. » M. Juppé dénonce également le « discours de peur » du FN, alors que la France, dit-il, a besoin de que la France, dit-il, a besoin de

En revanche, M. Charles Pas-qua, ministre de l'intérieur, dont

les récentes déclarations sur l'immigration avaient suscité des réactions jusque dans les rangs de son parti, le RPR, a affirmé vendredi en Mayenne : « Je suis tou-jours étonné de voir les réactions que provoque l'application de la loi. J'ai le sentiment de défendre la liberté et les droits de l'homme, et je continuerai à le faire » (M. Pasqua a également affirmé

que « les grévistes de la SNCP ont

démontré que la SNCF n'est pas indispensable à la vie du pays »). A gauche, M. Michel Delebarre, membre du secrétariat national du PS, approuve à son tour l'article de M. Noir, mais dénonce le « double jeu » du RPR, tandis que M. Oli-ver Stirn, député socialiste de la Manche, juge que la prise de posi-tion de M. Noir marque une

M. Stirn, qui est un transfuge de la droite, nous a rappelé que l'entrée du FN à la mairie de Dreux, en 1983, avait marqué pour lui la limite à ne pas franchir et déterminé le début de son rapprochement avec le PS. Il établit donc

M. Méhaignerie et M. Balladur: répondre par l'union

JARNAC de notre envoyé spécial

La sauvegarde de l'union de la majorité en 1983 s'assimilant de plus en plus à un combat, les cen-tristes, ne voulant jamais être en reste sur les terrains de la loyauté et de la solidarité, out décidé à leur tour de présenter leurs offres de

tres et secrétaires d'Etat du CDS à une fête de l'Europe célébrée, le vendredi 15 mai au soir, à Jarmac raud,— M. Pierre Méhaigneric a saisi la balle lancée quelques heures plus tôt par M. Edouard Balladur, en déplacement à Reims.

en deplacement à Reims.

S'activant beaucoup depuis quelque temps avec le président de l'UDF, M. Jean Lecanuet, pour imposer rapidement à MM. Jacques Chirac et Raymond Barre un code de bonne conduite pour l'élection présidentielle de mai 1988, le ministre d'Etet entit leuof en Charactre d'Etat avait lancé, en Champa-gne, l'idée d'un « comité » qui sous l'égide de persumalités « unanimectées » comme les présidents des deux assemblées, MM. Chaban-Delmas et Poher (le Monde du 16 mai), scrait chargé de veiller à la cohésion et à l'harmonie de la majorité juqu'au soir du

sommes aujourd'hui en droit l'espérer et de préparer, en droit de demander aux deux futurs candi-dats de la majorité, Jacques Chirac et Raymond Barre, des gestes concrets qui manifesteront de façon perceptible pour tous l'union. Fort d'assurances qu'il dit en

privé avoir reçues récemment de M. Barre, le président du CDS s'est ontré franchement optimiste, indiquant qu'il avait « bon espoir » de voir MM. Chirac et Barre inaugurer « prochainement » une série de rencontres régulières. En toute hypo-thèse, M. Méhaignerie a réaffirmé tribuer de toutes ses forces » à l'élaboration de ce pacte de non-agression « entre les deux candidats naturels de la majorité ».

Contre le code de la nationalité

Comme M. Balladur, il estime en effet que l'année qui vient doit être avant tout « une année de travail ». Il est persuadé aussi que « le deuxième tour se prépare mainte-nant ». Et il rappelle enfin que la priorité en mai 1988 sors de faire gagnet « l'équipe de la majorité ».

Solidaire et loyal avec le gouver-nement de M. Chirac, mais ne man-quant jamais une occasion de souligner « ses liens d'amitié et de Sans trop s'arrêter aux détails de procédure, M. Méhaignerie, ministre barriste, a appuyé sans retenue cette initiative. « Forts de notre double fidélité au gouvernement et

sur le code de la nationalité. M. Méhaignerie est revenu à la charge. Pour la Sécurité sociale, il a rappelé que ses amis refuseraient toujours * tout système à deux vitesses qui laisserait les blessés de la vie sur le bord de la route ».

Concernant le financement des partis politiques, il a indiqué que ses amis parlementaires déposeraient rapidement un amendement revecité des partis politiques à la télévi-sion. Enfin, M. Méhaignerie ne cache pas que la présentation prévue du texte sur le code de la nationalité, an Parlement, à l'automne prochain

Il attend les conclusions de la commission des concrusions de la-commission des sages, qui va enta-mer dans quelques jours sa réflexion. Mais il continue de pen-ser, sans encore le dire publique-ment, que légiférer sur cette ques-tion serait prendre le risque de se mettre à des les jeunes, les Eglises et s'exposer à une surenchère du Front national.

D'une manière générale, les centristes estiment qu'on accorde actuellement beaucoup trop d'importance à M. Jean-Marie Le Pen, «qu'on lui fait trop d'hon-neur». «Transformer la peur du virus en bulletin de vote n'est pas diene d'un homme politique d' digne d'un homme politique, 2-t-il dil. L'expérience du passé est siffi-samment riche pour rappeler que la démagogie en France tue l'avenir et tue l'espoir. » Face à la démagogie de M. Le Pen, les centristes ne veulent avoir qu'une réponse : « fermeté

DANIEL CARTON.

Le PS, vainqueur par défaut?

L'opposition cherche à profiter de « la vague de mécontentement » !

M. Michel Rocard (le Monde du 16 mai).

M. Lionel Jospin, premier secrétaire

Il y a une certaine logique dans du PS, avait contume d'employer cette image, à la fin de la législature nicants a tardé à se déclencher, mais il commence à produire ses effets.

La déception vis-à-vis de la politique gouvernementale, les divisions de la majorité, l'affaire Le Pen, concourent à améliorer la situation du PS dans l'opinion. C'est bien, pour le moment, par défaut de ses adversaires, et non par une capacité d'attirance supplémentaire, que le PS comnaît une embellie. Bref, il y a PS commat une emocane. Det, n y a encore du chemin à parcourir pour a gagner par l'adhésion à la gauche et non par le rejet de la droite », comme l'a dit jeudi à Limoges

 Les francs-maçons à l'Elysée. - M. François Mitterrand a reçu, le vendredi 15 mai, au palais de l'Elyaée, les perticipants au ressem-blement maçonnique international réuni à Paris. « Vous avez largement contribué à la fondation de la République (...). Vous êtes ici chez vous. c'est la France qui vous reçoit, et je suis fier de la représenter », a déclaré la président de la République. Rendant hommage au « juste combat » des francs-maçons pour « la liberté, l'égalité, la fratemité et la promotion de chaque individu, en dépit des barrières sociales et des dominations ». le chef de l'Etat, indiquant au passage qu'il n'est pas lui-même franc-maçon, a exalté l'action des loges maçonniques « pour une société plus juste et pour une plus grande frater-

Il y a une certaine logique dans cette aituation: si les cerveaux du PS et de sa périphérie bouilloment à qui mieux mieux, cette activité n'est pas encore perceptible par l'opinion. Pour le moment, le PS — faute de pouvoir faire autrement face à la difficulté de la tâche — a plutôt reculé d'échéance en échéance le moment d'élaborar ses premières. Il y a une certaine logique dans reculé d'échéance en ecneance re moment d'élaborer ses premières propositions. Outre l'affaiblissement de la droite, l'atout du PS, ce n'est pas son programme, c'est... son pré-sident! C'est M. François Mitter-send uni a tire a la DS. rand qui « tire » le PS.

raine qui « tire » le FS.
Les socialistes sont d'ailleurs bien
conscients de leurs limites. Un tract,
distribué récemment sur les marchés par la fédération de Paris, illustre à merveille cette configuration : une page entière de critiques sévères de la politique du gouvernement, et... une seule phrase tout en bas de la page, sur les perspectives offertes par le PS: « avec les socialistes, défendre la démocratie et développer la solidarité! Nous ne laisserons personne en chemin ». (C'est le slogen lancé par M. Jospin en slogan lancé par M. Jospin an congrès de Lille.) Il n'est d'ailleurs pas si facile de

s'opposer, même sans proposer : la valse-hésitation du PS sur sa participation au monvement pour la défense de la Sécurité sociale, les anciens ministres socialistes hués par les cégétistes, succèdent au fiasco de l'argumentation à propos des privatisations.

des privatisations.

Heureusement pour le PS, — qui, en son temps, au pouvoir, a souffert du même phénomène — un gouvernement et une majorité qui cafonilleut forment un tableau plus spectaculaire qu'une opposition qui fait quelques erreurs de tir...

JEAN-LOUIS ANDRÉANL

M. de Villiers et l'imbroglio du Puy-du-Fou

Catastrophe I Cockteil, allocutions, vol spécial Paris-Nantes, cela fait des semaines que le secrétaire d'Etat à la culture, M. Philippe de Villiers, prépare la célébration en grande pompe du dixième anniversaire de son grand spectacle son et lumière du Puy-du-Fou, en Vendée.

Une vingtaine de ministres étaient déjà annoncés, et, suprême exploit, MM. Chirac, Barre et Léotard venaient tout juste de faire savoir qu'ils ne verraient aucun inconvénient à assister côte à côte au feu d'artifice. Ah, la belle image ! Trop belle I M. Jean-Marie La Pen a annoncé vendredi que lui aussi na voulait pas manquer le spec-

tenté d'expliquer *e que ce* disème anniversaire sers l'occa-sion d'accueille tous les parle-mentaires sans exception, qu'ils soient de la majorité ou de l'apposition ». Mais personne n'imagine vraiment que MW. Chirac et Barre, qui risquent déjà d'être ce soin-là un peu crispés, acceptent en plus de plastronner auprès de M. Le Pen. Aux dernières nouvelles, il serait question de scinder la manifestation: le 12 juin, les membres du gouvernement et les sociens premiers ministres; les perfementaires le lendemain. Le

Puy-du-Fou devenu une histoire de fou ? On cherche encore le

La démocratie « télé-présidentielle »

Gary Hart, l'Amérique et nous

par Olivier Duhamel professeur à l'université à l'Institute of French St miveraité de New-York.

A un an et demi de l'élection présidentielle américaine, il aura suffi d'une semaine pour que le favori dans la course à la Maison Blanche soit contraint de renoncer, parce qu'un journal l'a surpris en compagnie d'une jeune actrice de Miami et que d'autres s'apprétaient à publier des enquêtes sur ses aventures extraconjugales. Cet événement paraît, à première vue, inconcevable en France, mais îl est révélateur d'une logique de la démocratie téléprésidentielle qui pourrait, demain, franchir l'Atlantique, et invite donc ante chute de Hart.

L'explication dominante aux Etats-Unis évoque l'autodestruction de Hart. Il est vrai que le candidat démocrate a accumulé les erreurs actiques. Mais la théorie de l'antodestruction n'explique pas tout. Et les autres facteurs ne relèvent pas seulement de la spécificité améri-

• L'argest? - Il joue un rôle décisif dans toute élection présiden-tielle, avoné aux Etats-Unis, caché en France. La collecte des fonds est encore plus importante outre-Atlantique parce qu'elle participe à la sélection des candidats, tandis qu'en France cette sélection est faite par les partis et l'opinion, avant la recherche des financements. Dans l'affaire Hart, l'argent n'a pourtant pas joné un rôle décisif, car les reatrées auraient pu reprendre si le scandale avait été surmonté.

 L'opinion publique? — On sait son poids dans la fabrication des itiables en France. Curieusement, elle a très peu pesé dans la chute de Hart, bien qu'il ait perdu des points dans les intentions de vote. L'opinion américaine a été très hostile au déballage mettant en cause sa vie privée : 70 % ont désapprouvé la surveillance dont il a été l'objet par les journalistes ; 64 % ont estimé que les médias ont traité lité; 60 % que cet incident ne met-

tait pas en cause les qualifications de M. Hart pour être président.

• Le puritauisme ? - Les Français y voient spontanément la clé de cette histoire. Mais, si l'on estend par puritanisme un rigorisme moral à l'égard de la vie sexuelle des hommes politiques, il reste très fai-ble aux Ezzis-Unis, pent-être plus qu'en France. Imagine-t-on chez nous que les amis d'un député conservateur, père de cinq enfants et mort du SIDA, démentent que ce soit à la suite d'une transfusion suaguine et révèlent qu'il était homo-sexuel, comme on vient de le faire à Washington? On ne trouve que 7 % des Américains pour reprocher à Gary Hart une éventuelle relation extra-conjugale, mais 69 % sont préoccupés à l'idée qu'il ne dit pas la

Vérité et super-pouvoir

En France, ce serait à peu près l'inverse : nos dirigeants politiques se distraient comme ils l'entendent, mais qu'ils le cachent!

• La vérité. - Tel est le maîtremot de l'affaire. Les Américains veulent la vérité. C'est peut-être la senle valenr qui les unifie. Et, cette fois, la recherche de la vérité n'a plus connu de borne. Tel n'est pas le moindre paradoxe de ce pays, pré-senté comme un modèle de libéralisme. La sphère privée n'existe gnère; elle n'existe pas pour un can-didat à la fonction suprême. En France, la logique de la personnalisation du combet politique introduit les caméras à domicile, mais les laisse encore à la porte de la chambre à coucher. Parce que cette exi-gence absolue de vérité n'y a pas

 Le super-pouvoir des médias.
 Le dévoilement permanent de la vérité appartient aux médias. Et. pour la première fois, ils sont allés jusqu'au bont, jusqu'à s'installer sous les fenêtres d'un candidat, inson'à hi demander en public avec qui il pesso ses nuits, jusqu'à détraire se candidature.

Une nouveanté tient à ce que l'affaire est ici menée par les médias

ainsi de la démocratie télé-présidentielle et ne concerne pas la ale Amérique. En France, nous n'en sommes pas là : plusieurs de nos présidentiables ou de nos présidents ont pu avoir des vies privi dispersées, sans que la presee s'y intéresse. Cela tient-il à notre tradition catholique, avec la réserve qu'elle implique, aux antipodes de l'authenticité exigée par la tradition protestante? On peut ajouter que le féminisme a joné un rôle dans la chute de Hart, de nombresses femmes regrettant que le candidat des nouvelles idées et des nouvelles images renvoic une vision austi sisréotypée et navrante des femmes : la jeune volage, l'éponse digne et meuririe. Mais quelles que soient les différences qui demeurent entre l'Amérique et nous, la présidentialisation et la médiatisation de la vie politique progressent des deux côtés de l'Atlantique.

La démocratie américaine sède une presse d'investigation active et indépendante, qui dévoile chaque jour la corruption, démasque les violations de la loi par le gouverenquêtes publiques du Congrès comme en témoignent les étonnante retransmissions de l'Iran-contra-Hearing. Le problème pour les Etats-Unis comiste à préserver ce contrôle des pouvoirs dans le débat public qui l'authentifie, sans sombrer pour antant dans la crétinisa-tion d'une campagne présidentielle centrée sur la dépression nerveuse de tel candidat, il y a une dizaine d'années, sur les larmes versées par un autre en telle occasion, sur la croisière effectuée par le demies date en séduisante compagnie...

Le problème pour la France est exactement l'inverse - donc le même : comment renforcer l'indépendance et l'activisme de la presse, du Parlement, de la justice, dans le contrôle des affaires publiques, briser l'excès de déférence et d'hypocrisie à l'égard des hommes politiques, des partis, des candidats présiden-tiels, de l'argent qu'ils récoltent et des services qu'ils render arrivés au pouvoir, sans que le Monde devienne France-Dimanche, « L'heure de vérité » ne se transforme en « Sexy Folies »? Choix difficile, mais il faudra tran-

Le nouveau statut repoussé au printemps 1988

Nouvelle-Calédonie

NOUMÉA de notre correspondant

M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, a achevé le vendredi 15 mai une visite de cinq jours en Nouvelle-Calédonie. Il s'agissait de s'assurer des bonnes dispositions de toutes les ethnies du territoire dans la perspective du prochain référen-dum. M. Pons se déclara « serein » face au recours devant le Conseil constitutionnel déposé par les parlementaires socialistes, qui devrait décaler, selon ini, la tenue du référendum d'autodétermination vers la fin du mois de septembre ou le début du mois d'octobre. Dans ces conditions, l'adoption du futur projet de loi sur le statut d'autonomie, des la session parlementaire d'automne, paraît aléatoire, ren-voyant ainsi l'examen du texte au woyant ainsi l'examen du texte au printemps 1988. En clair, la Nouvelle-Calédonie devrait continuer à vivre sous le régime des institutions actuelles, et M. Pons espère bien mettre à profit ce nouveau répit pour associer le FLNKS à l'élaboration du futur statut.

Le ministre, indique-t-on dans son Le ministre, indique t-on dans son entourage, ne semble guère convaincu de la volonté affichée par les indépendantistes de « faire échec à tout statut d'autonomie » (pourtant réaffirmée par M. Tjibaon). Le futur dispositif, fait-on valoir, offrirait une participation alléchante aux indépendantistes : les présidents de résion sursient membres de droit de région serzient membres de droit de l'exécutif territorial, et les institu-tions régionales bénéficieraient de compétences plus grandes que celles qu'elles détiennent aujourd'hui ».

Le simple énoncé de cette intention inquiète pourtant les antiindépendantistes et leur chef, le député RPR Jacques Lafleur.

FRÉDÉRIC BOBIN.

 M. Rocard aux Etata-Unia. -M. Michel Rocard se rendra aux Etats-Unis et au Canade la semaine procheine. Aux Etate-Unis, il sera reçu, le jeuci 21 mai, par M. Ronald Reagan et sura des entretiens avec niusieurs mambres du gouvernement américain, ainsi qu'avec des chefs d'entreprise, des petrons de presse, et plusieurs « présidentiables » américains, indique l'entourage de

L'aménagement du temps de travail à l'Assemblée nationale

L'alliance objective de M. Séguin et du PCF

Litanie des amendements, liturgie Litanie des amendements, liturgie des rappels au règlement, léthargie d'un hémicycle qui, à ses heures de pointe vendredi 15 mai, ne comptait guère plus d'une quinzaine de députés. Difficile dans ces conditions pour l'opposition de gauche, confrontée à M. Philippe Séguin, ministre chargé des affaires sociales et de l'emploi, de dramatiser la situation pour transformer le Palais-Bourbon en caisse de résonance de leurs protestations.

Le travail de mit des femmes

Cette difficulté n'a pas échappé à M. Séguin, qui a ironisé sur la tactiw. Seguin, qui a ironisé sur la tactique de retardement, parfois un peu besogneuse, employée par le chef de file du groupe socialiste, M. Gérard Collomb (Rhône). « Je veux bien que l'on ait un débat et je sais bien que vous attendez l'article 49-3 avec impatience pour pouvoir d'un à que vous attendez l'article 49-3 avec impatience pour pouvoir dire à l'opinion publique — qui s'en moque l — que les droits du Parlement out été bafoués, a lancé le ministre; mais, de grâce, ne dites pas d'abstrudités. »

pas d'absurdités, »
« C'est vous qui avez parlé de la pluie et du beau temps », a protesté pour sa part M. Gérard Collomb à la suite d'un débat quasi surréaliste sur les contrais de travail intermittent à durée indéterminée destinés aux travailleurs saisonniers. « Vous préférez, a poursuivi le député socialiste, que vos projets passent dans l'indiférence générale. Mais je ne vous permets pas de dire que nous outrepassons notre fonction de parlementaire. »

L'apposition a donc poursuivi tent

Laire. »

L'opposition a donc poursuivi tout
l'après-midi et tard dans la nuit,
amendement après amendement,
son combat coatre le projet Séguin.
Comme lors de la précédente
séance, le ministre a, quant à lui,
recouru an vote bloqué (article 44,
alinéa 3, de la Constitution) afia
d'écuster tens les avendements et d'écarter tous les amendements et de faire voter le projet (article après article) dans le texte du gouverne-

La surprise est venue du groupe nier pour préparer les communiste. Par la bouche de la Sécurité sociate.

« Litante, liturgie, léthargie ». La fameuse maxime de M. Edgar Fanre, jadis appliquée aux discussions budgétaires, pourrait sans peine être milisée à nouveau pour dépeindre le débat sur l'aménagement du temps de travail, qui se poursuit depuis le 12 mai à l'Assemblée nationale.

M. Georges Hage (PCF, Nord), il s'est en effet inquiété de la tournure du débat : « Si nous continuous su même rythme, nous risquons de nous-enlises, en effet, si la discussion inistes, en effet, si la discussion inistes, en effet, si la discussion inistes, en effet, al discussion même rythme, nous risquons de nous-enliser. » Pour les élus commune titues de la tournure du debat : « Si nous continuous su même rythme, nous risquons de nous-enliser. » Pour les élus commune titues de la tournure du debat : « Si nous continuous su même rythme, nous risquons de nous-enliser. » Pour les élus commune nistes, en effet inquiété de la tournure du débat : « Si nous continuous su même rythme, nous risquons de nous-enliser. » Pour les élus commune nistes, en effet, si la discussion pour pour les élus commune nistes, en effet, si la discussion nistes, en eff traine trop en longueur, le gouverne-ment pourrait recourir, des mercredi prochain, à l'article 49-3 (engagement de responsabilité) pour couper court au débat. Et, d'ici là, il y aurait bien peu de chances pour que la discussion parvienne jusqu'à-l'article 14 du projet de loi consacré au travail de muit des femmes. Or les députés communistes - qui tout su long du débat ont renvoyé dos à dos les socialistes et le gouvernement, M. Séguin et l'ancien ministre socia-liste du travail, M. Delebarre — out bien l'intention de faire de ce sujet l'un de leurs thèmes majeurs de combat contre le gouvernement.

Paradoxe, le groupe communiste semblait donc conclure une alliance objective avec M. Séguin, qui a regretté à plusieurs reprises que, sous prétexte de faire durer le débat, le groupe socialiste se refuse à abor-der les problèmes de fond : la modulation des horaires et le travail de nuit des femmes.

Le groupe socialiste, qui a déposé le plus grand nombre d'amende-ments, se trouve donc aujourd'hui confronté à un dilemme : on il poursuit son travail de retardement, au risque de voir tomber le 49-3 avant la discussion de l'article 14, ou il accélère le mouvement, et le débat pourrait alors se conclure par un vote sans engagement de responsabi-lité de la part du gouvernement.

Vendredi soir, à la levée de séance, seuls quatre des vingt arti-cles du projet de loi avaient été adoptés par les députés.

PIERRE SERVENT.

• « Conseil de cabinet » le 19 mai à l'Hôtel Matignon. M. Jacques Chirac réunira le mardi 19 mai à l'Hôtal Matignon l'ensemble de son gouvernement pour « faire le point sur la situation politique, économique et sociale », ont indiqué les services du premier ministre. Depuis le début de l'année, le chef du gouvernament a présidé six réunions de ca type, la demière le 14 avril dernier pour préparer les états généraux

SECURE STRUCTS

-13°-

200

the second second Temporte production of the same section is gam angriater que · THE OR CELENTAR COM

Name Ber-- : 18.fm THE PERSON त्वाताराम्यः देश पर्यस्थानाः 🏣

THE PERSON NAMED IN COLUMN

inbur gui out bes

Emilion de se que fait

का क स्त्रात्मक स 🌬 ale con qui en funcat im an lan committee superbe Afferment of Indoorgie The convent - 22 Aug. a perfere la pare. Pone. inte a commer sar les fer est pas 12. Certes. a sapratat d'abord ce de la poisce alle-SIPO PO CO Abreche de la police de de SD. service de Man de Parti rational

137, 100 to 100 to 200. 0 116 fa de que, cans sa bon-THE PROPERTY AND A Partie Con memos che anni con a pa faire Berns de A se minest expense The season in color tor is premiere fors, on Squest pour les plus

> Schalterice et chef

the historia Kings Ber-Services on the services of th Eich-A Service of a service Service Singulation The second of th popping des sous-Relation States the sensection B Dig lo

De Ita

Springs of 2 hours

insi de la démochie présidentielle et de control présidentielle et de control de la démochie seule Amérique de control de la con r de cinq enfants et dissentant que ce me transfesion sanqu'il deait homono cionive que 7 % point reprocher à semination anni 69 % sont e and the see Maps

mit à peu près mans politiques

The out in maline Cest pest-ètre la manife. Et, cette s de la vente n'a e de ce pays, prée privée n'existe to puis pour un can-tion suprême. En e de la personnaliolitique introduit mitile, muis les date en séduisante company i inche duc estre exi-

d perpenient de la ann soddine. Et, fluis, de unet alles perse'à s'anstaller a d'un candidat, der en public avec E multi, jungs à i firet i ce que mile par les motions as at les plus ros-

sie de Hart milve

néascement du temps de traval à l'Assemblée nationale

water see decis-A morrest sans a mer l'amérage a transmit, dui 10 12 may 1 (Assem-

MANUFACTURE OF THE PARTY OF THE des on main tion de graine. Philippe Seguin in dramatiser in plumer le Palair de réspondos de

n's pas échappe à mont der la Colle de par le che de allate. M. Grenne with mean court to the person of the second permit dire

The second secon 327 17213L de 1939 minter, me disers Sales of the sales more parti de la majo e a produció mos Collombia d The second of th days & days وا المالية الله المالية المالية in the contract to the Verifed: Sein & Jack The second secon dagrands aus 172 Mont of the state of the state

ion de parlemen Consent to state of the state o seem is 200 A MENERAL CONTEST in project Service a quality &

Se de sen grandraff Water Striet Water St. Dr. Str. St. St. St. St. The second of second of the se Mark (Mine) 44. Andread Co. المحمد A LATER SPORTS W # PA-12790 Ca is Secretary Street

the boundar of

se rigorisme moral

the assumité des

the sesse très faithe pour-être plus
magino-ton chez wis d'un député

dispersees, sans que la le interesse. Cela tiental à le intèresse. Cera neurità de la concatholique, anche implique, anche la concernitation de la co l'authenticue casse prate, protestante ? On pentine, féminisme a joué man, de Han, de chute de Hart, de s femmes regrettant for the des nouvelles ides a les images renvoie me réctypée et naviante da la jeune volage, l'épas é meuririe. Mais quells qu différences qui dens l'Amérique et non, l'Amérique et non, l'Amérique et la médiation et la médiation le politique progressen de la l'Atlantique.

La démocratie antica;
se de une presse d'ince;
active et indépendant et
chaque jour la compané,
les violations de la loi lette
nement américais, illes nement américais de la marie enquêtes publiques à le comme en témoisment ale le comme de la comme de l re ransmissions de l'her Hearing. Le problème de Etaus-Unis consiste à pre public qui l'authentie si Ster pour autam dam he tion d'une campagne par de tel cardidar il la se d'années, sur les lames et un auere en telle occare eroisière effectuée par bis

Le problème pour le le exactoment l'inverse . E même : comment refer perdance of l'activiments du Parisment, de la justice controle des affaires pale SOF L'ex ces de déférence per Sec .. : - 222 ces homose des partes, des confidente tio's, do l'argent qu'ils me Ges services on its restaur arrivés au penteir, me in Monde deviene le Dimorate. • L'hant è illi se transforme en «Septin Chris difficile, enistado andr. En Amérique 📾 i France.

ce objective de M. Se et du PCF

to Meliurgie . La M. Georges Hage (PC). M. B. M. Edga: d_ cetto: : - 5: zou 🚐 the second second second second 102 97.50 . Pou 682 nivies. en effet, 9 h trains on some processing to Cartife St. In Ca (especializa) pas phonones, heurgie financies, léthurgie é à ses brores de er -- er come El Cult atmit bien pen de came a discussion parties is article 14 do prope de los den 125 communes - 45

Segment of the party of the par the second of the best of 1 2 2 leurs Wars Description of the second of t Some but and the process

Sebalterne et chef

Dans cette hiérarchie, Klaus Barbie à Lyon, où il arrive en novembre 1942, n'est évidemment qu'un subalterne, dont un Heydrich, un Kaltenbrunner ou même un Eich-mann – chefs à Berlin de la section IV B du RSHA – ont sans doute ignoré l'existence. A son rang, le troisième, au sein de l'Einsatzkommando de Lyon, il est chargé de la section IV, qui a pour mission la ion des crimes et délits politirépress ques, ainsi que de la section VI, celle du renseignement et, par voie de conséquence, celle qui reçoit les dénonciations. Cependant, la section IV, celle dont il s'occupe principalement, comporte des soussections, dont une sous-section B

chargée de la lutte antijuive. Qu'en est-il en réalité ? Déjà à ce stade, Mª Iannuori, partie civile au nom de la FNDIRP, a relevé que, dans un procès-verbal du 2 juin

Le procès de Klaus Barbie

La brutalité ordinaire, un jeudi saint, à Izieu

LYON de notre envoyé spécial

Dans une France sollicitée à bon droit par d'autres sujets d'actualité, le procès de Klaus Barbie ne saurait avoir pour tout le monde la première place. Et, dans une société où le spectaculaire l'emporte ordinairement sur la réflexion, l'absence de l'accusé ne pouvait que contribuer à une démobilisation.

Il faut bien constater que, vendredi 15 mai, au moment même où l'on entrait enfin dans l'examen des charges portées contre Klaus Barbie, avec la présentation des pro-miers faits reprochés - la rafie à l'Union générale des israélites de France, le 9 février 1943, et l'opéra-tion menée, le 6 avril 1944, à la maison des enfants juifs d'Izieu, — c'est devant une salle bien clairsemée que le président André Cerdini a livré les éléments apportés sur ces deux affaires par l'instruction.

La manière dont il a procédé n'est assurément point critiquable. Faute de pouvoir questionner Barbie, de recevoir ses réponses, de relever les objections qui auraient pu y être faites, le magistrat en était obligaporement réduit à cette présentation assez froide et qu'il voulait surtout objective. On assistait à un procès, mais sûrement pas encore à ce procès aux ambitions historiques.

Celui-ci ne pourra les accomplir qu'an jour - mais viendra-t-il? -

où l'on pourra ressentir dans le pré-

toire les réalités de ce que fut

l'Occupation les angoisses et les

épreuves de ceux qui en furent les

victimes et, tout autant, la superbe de ceux qui, alors, tenaient le haut

du pavé, Allemands ou non, affi-

chant les conceptions et l'idéologie

de cet « ordre nouveau » au nom duquel on justifiait le pire. Pour

cela, il reste à compter sur les

On n'en est pas là. Certes,

M. Cerdini, en exposant d'abord l'organisation de la police alle-

mande, en distinguant, comme il devait le faire, la SIPO, police de

sûreté et branche de la police de l'Etat allemand, du SD, service de

sûreté et organe du Parti national-

socialiste, qui, au fil des ans, de 1936 à 1939, seront confordus, a été

Mais il est sûr que, dans sa bou-

che, ces noms-là ne ponvaient avoir

la résonance qu'ils gardent pour

ceux qui eurent affaire à ces mêmes polices. Les noms qu'il a pu faire apparaître – que ce soit celui de Heydrich ou celui de Kaltenbrun-

ner, chefs successifs à Berlin du

RSHA, office central de la sécurité

du Reich – ne sauraient évoquer aujourd'hui, pour ceux qui les enten-dent ici pour la première fois, ce

qu'ils évoquent pour les plus

témoins de ces temps de malheur.

dicirist siste

ILY A CEUX GOI ONT DES REMORDS.

1986, Barbie a dit : « J'étals le véri-table chef du SD de Lyon. « Ce rap-pel n'a pas paru troubler Me Vergès : - Je pense, dit-iì, que lorsque Klaus Barbie dit cela, il signifie simple-ment qu'il était le chef du renseiement, étont chargé prêcisément d'une police de renseignement. D'autre part, quand il arrive, en novembre 1942, l'Elnsatzkommando de Lyon n'est pas encore installé. Il ne le sera qu'en mars 1943. Enfin, il a bien indiqué, pour certaines opérations, que c'était des groupes spéciaux, des Sonderkomndos, qui étaient envoyés de

Pourtant, rétorquera aussitôt Me Klarsfeld, c'est bien un rapport de lui, du 11 février 1943, qui rend compte à Paris de la rafte effectuée l'avant-veille, le 9 février, à l'Union générale des israélites de France.

« Effectivement, il y a là un débat », admet M. Vergès, qui entend pour sa part le réserver pour sa plaidoirie finale.

La question sera donc de savoir si la sous-section IV B, chargée de la lutte antijuive, était autonome, comme le prétend Barbie, ou si elle se trouvait sous son autorité. Ses déclarations à l'instruction sur le sujet ont été diverses. « Les affaires juives, a-t-il déclaré le 24 lévrier 1983, dépendaient directement des idants de région. Cest Eichmann lui-même qui envoyait des gens. Moi, je n'avais rien à voir avec ces opérations et pas davantage avec

Tribural

JE NE

les déportations. » Mais, le 24 mars

1983, il répondait au magistrat ins-

sous-section des affaires juives, que dirigèrent mon subordonné Wenzel

et, plus tard, Bartholomeus; mais

ceux-là ne recevaient pas seulement

des ordres de moi : ils en recevaient

aussi de Lischka à Paris et des ser-

Le 30 mars 1983, il dit encore :

« Les ordres venaient du BDS de Paris. Ils étalent roçus par Knob, chef de l'Einsatzkommando de

Lyon, qui les transmettait par mon intermédiaire à la sous-section des

<Gestape!>

Moyennent quoi, le 18 mars 1986, il faisait machine en arrière : « Je dirigeats bien les sous-sections de

ma section IV mais pas celle des

affaires juives, qui était auto-

A cela, l'accusation oppose diffé-

rents rapports transmis à Paris pour

relever des opérations de cette sous-

section anti-juive de Lyon et qui sont tous signés Barbie.

convensit maintenant d'examiner les

circonstances de la rafle opérée à Lyon le 9 février 1943, 12, rue

Sainte-Catherine, une petite voie du centre de la ville, où avait son aiège l'Union générale des israélites de France. Ce jour-là, ou y distribuait des secours aux plus démunis, des feannes, des enfants, des vieillards. Une dizaine d'Allemands, les uns en secours les autres en civil enviene.

nent : « Gestapo! »

Voilà pour les généralités. Il

vices de Elchmann à Berlin. »

affaires juives. >

exact des personnes arrêtées. Il est signé : « Le chef du commando par ordre, Klaus Barbie ». faits avec cette notation : « Il n'a pas été possible de saisir de l'argent liquide ni des objets précieux. » Et

reconnu sa signature donnée « pour ordre », le chel étant absent. On lui a fait observer qu'il n'y avait dans cette relation aucune référence à un ordre venu de Paris. Il a tergiversé plus ou moins. Que le document porte sa signature, c'est possible, mais il n'en est pas certain. Cette pièce, produite par le Centre de documentation juive contemporaine, une institution privée, lui est apparue suspecte. Tout comme un télégramme adressé, lui aussi, à Paris, sur le même sujet, complétant le premier et faisant savoir que - les juifs arrêtés ont été, bien entendu. gardés par les Allemands » et seront acheminés « sur les camps appro-

Précisons au passage que ces documents sont toujours les docu-ments reçus à Paris, les textes partis de Lyon ayant été tous détruits, soit dans le bombardement allié du 26 mai 1944, qui endommagea le siège du SD de Lyon, soit avant le départ des gens de ce même SD, à la fin d'août 1944. Il y a encore un autre télégramme du 15 février 1943; celui-là fait état de deux évasions, en mentionnant au passage que, la prison de Montlue étant sur-peuplée, les juifs raflés rue Sainte-Catherine avaient été conduits au fort Lamothe, « gardés par la Wehr-macht ». Il est, lui aussi, signé Barbie, qui, successivement, a reconnu sa signature, pour dire ensuite qu'il pouvait être le signataire et pour, finalement, le nier.

Pour sa part, Helmut Knochen, qui vit aujourd'hui en Allemagne, après avoir été jugé à Paris, condamné à mort, gracié puis libéré, a estimé que les télex qu'on lui pré-sentait et dont il était à l'époque le destinataire lui paraissaient effectivement être des pièces authentiques.

Mains propres mains sales

se présente sons des données comparables. Elle se déroule le 6 avril 1944. C'était le jeudi saint. Cette maison avait été installée depuis la fin mars 1943 par M= Zlatin pour s'occuper des enfants juils sans

Ce fut rapide et brutal. A bord de camions réquisitionnés chez un entrepreneur de Belley dans l'Ain, des soldats en armes sont arrivés. Quarante-quatre enfants de cinq à dix-sept ans ont été embarqués avec la brutalité ordinaire. Un des camions allait tomber en panne, un pen plus loin, ce qui devait permet-tre de sauver un des garçons, recomm par ses parents et dont ses ravisseurs admirent qu'il ne s'agis-sait pas d'un juif. Les autres seront, après un passage dans les locaux du SIPO-SD de Lyon, envoyés à Drancy et, de là, à Auschwitz. Il n'y aura qu'une rescapée, M= Léa Feld-

Cette fois encore, un télex partira de Lyon vers Paris le jour mé 20 h 10. Il expose brièvement les

gué : « Le chef du commando par pas été possible de saisir de l'argent liquide ni des objets précieux. » Et cette conclusion : « L'acheminement Barbie le 30 mars 1983. Il y a alors sur Drancy se fera dans les plus brefs délais. » Le tout est signé : führer SS » (nous avons donné le texte complet de ce télex dans le

Monde du 12 mai). Ce document est la cié de voûte de l'accusation, la référence aussi des parties civiles pour cette affaire d'Izieu. Comme il était normal, on présenta le scellé à chacun, et bien sûr à M. Vergès. Ce fut l'occasion d'un incident déplorable, Mª Klars-feld ayant, maladroitement, cru de son devoir de faire observer que le défenseur de Barbie, contestant l'authenticité de cette pièce, pou-vait, l'ayant entre ses mains, la dété-

Me François La Phuong fut le premier à condamner une attitude si malvenue, sentant bien le parti que ne pouvait manquer d'en tirer M' Vergès. Et le bâtonnier Bernard du Granrut trouva à son tour les mots qui convenaient pour ramener à la sagesse et aux boes usages de sa

Passé cet éclat inutile, où il fut question de mains propres et de mains sales, on reprit le cours des choses. La contestation per Klaus Barbie de l'authenticité du télégramme concernant Izieu est fondée sur cinq points : il ne porte pas sa signature manuscrite, ce qui est un fait. On n'y trouve point la mention pour ordre ». Il est écrit au des d'une carte représentant une lle anglaise. Le 6 avril 1944, il assure qu'il n'était pas à Lyon, mais dans le Jura, pour une opération contre les maquis. Enfin, le tampon dateur portant la mention - 6 avril 1944 » est en français, et non en allemand : « 6 april 1944 ».

A cela, il est répondu que ce même document fat produit et admis pour authentique devant le tribunal militaire international de Nuremberg. Le représentant fran-çais, qui était alors M. Edgar Faure. en a même donné lecture, comme en fait foi le compte rendu sténographi-que au tome VII, page 49. Il est vrai que la signature ne fut pas lue. Quant aux cartes anglaises, il a été démontré que les Allemands, qui les avaient établies en 1940, lorsque Hitler envisageait un déberquement en Grande-Bretagne, les ont par la suite utilisées en maintes occasions dans leurs services administratifs, en raison de la pénurie de papier. Le tampon dateur français? Les Alle-mands en ont fait usage bien des fois. Barbie dans le Jura le 6 avril 1944? Le juge d'instruction a tronvé, signé de lui et établi à Lyon ce jour-là, un laisser-passer délivré à un ressortissant français.

Me Libmann, qui est, avec Me Klarsfeld, l'avocat des familles parties civiles dans l'affaire d'Izien, a relevé, bien sâr, que si le 21 décembre 1983 Barbie a pu déclarer tont ignorer du village d'Izieu, n'avoir aucun souvenir de ce qui avait pu s'y passer, onze mois plus tôt, le 24 février 1983, il déclarait dans un autre procès-verbal : « Cest mon subordonné Wenzel qui avait recu d'Eichmann l'ordre de

dissoudre ce camp. Il est possible que j'aie eu connaissance du résul-tat et que j'aie rendu compte à mes chefs. Mais je n'ai eu aucune responsabilité dans cette opération. »

Me Verges allait-il engager le combat, entreprendre cette démons-tration tant annoncée de l'existence d'une faute? Nullement. « Ce n'est pas le moment, 2-t-il dit, de com-menter ni de plaider. Lorsque nous aurons tous les éléments, que les témoins seront venus, nous ferons alors valoir chacun nos moyens. Autrement dit : rendez-vous au jour de ma plaidoirie.

Les parties civiles divisées

Ainsi s'est achevée cette première maine. Elle laisse une imp mitigée. Sans doute. l'enien était-il trop lourd. On sent, du côté des parties civiles, des divisions. Elles se sont d'ailleurs fortement affichées vendredi 15 mai en début de journée. Parmi les victimes parties civiles, beaucoup n'ont pas compris que le président Cerdini n'ait pas usé du pouvoir que hu donne l'arti-cle 320 du code de procédure pénale d'obliger Klaus Barbie à comparaître par la force. Du coup, Me Paul

dit-il, est encore dans sa partie abstraite. En quoi, peuvent se deman-der certains, convenait-il de le faire, alors que nous sommes aujourd'hui les alliés de l'Allemagne? A l'apposé, les parties civiles qui ont souffert peuvent, à bon droit, s'irriter d'un débat que l'on est obligé de Jaire sans Klaus Barbie. Mais en vérité, à quoi bon Barbie dans le box? Quel evantage d'avoir un muet que nous ne pourrons pas obli-ger à parler de soute façon. Peutetre un jour, pour une confrontation particulière, conviendra-t-il de l'amener. Mais que verra-t-on alors? Un vieillard porté sur une chaise par des policiers. Je ne veux pos, moi, qu'il puisse user d'un tel spectacle pour apparaître en mar-tyr. Nous allons bientôt entrer dans la phase poignante de cette affaire avec le témoignage des humbles et des isolés. Alors, tout le monde verra et comprendra qu'à un moment de l'histoire il a été décidé qu'un homme n'était pas l'égal d'un

Me Jacques Vergès ne manqua pas de sauter sur l'occasion. Jamais on ne l'avait entendu autant procla-mer, célébrer les mérites et « les traditions séculaires de la France », de ses principes et de son droit. Et cela



Lombard, qui représente le mouve-ment de résistance ceux de la Libération, devait demander qu'il en soit ainsi ordonné « pour faire cesser une fuite judiciaire scandaleuse, car, si l'accusé a tous les droits, il n'a pas celui de paralyser la justice ».

Cette position n'a pas fait l'unanimité. Si Me Kornana, au nom de la LICRA, parut s'y rallier en disant que sans Barbie « ne pouvait être établie cette vérité émotionnelle humaine qui peut nattre d'un échange entre le bourreau et ses victimes », M° Welzer s'en remettait, lui, « à la sagesse de la cour », et le bâtonnier Bernard du Granrut, porte-parole de ceux qui n'enten dent pas intervenir sur ce point » ajoutait : « Le nazisme a été le triomphe de la force. Nous ne pen sons pas que chez nous, à ce procès, il solt nécessaire d'utiliser la force >

Encore une fois, le procureur général, M. Pierre Truche, est appara le plus incide. « Ce procès,

pour conclure malgré tout : - Si la force était employée pour amener ici mon client, la défense devrait aviser des mesures qu'elle aurait à prendre pour faire face à une telle indignité. > C'était une façon comme une autre de laisser comprendre que, si l'on devait amener Barbie par la force, on risquait que ce soit un Barbie sans avocat.

Finalement, le président Cerdini a décidé que la demande qui lui était faite de faire venir l'accusé par la force ne paraissait pas instifiée. « dans les circonstances présentes », son absence ne portant pas atteinte à l'ordre public judiciaire, ni à la manifestation de la vérité, ni aux intérêts des parties civiles demande-

On peut toujours en inférer que les circonstances présentes ». autrement dit celles du 15 mai 1987. pourront apparaître différentes un jour ou l'autre...

JEAN-MARC THEOLIEYRE.

«Fais ta valise, coco!»

de notre envoyé spécial

Mais où sont-ils passés ? Depuis jeudi 14 mai, des batail-lons entiers de journalistes se volatilisent. Ils étaient quatre cents, lundi, à se plétiner pour accéder au Palais de justice devent un magistrat clairvoyant: «Pourvu que le procès Barbie ne se transforme pas en prix Gon-court !» Mercredi, le coup de théêtre de l'accusé refusant de comparaître plus avant, a donné le signal du départ.

uniforme, les autres en civil, survien-De l'extérieur, on ne peut pas sonpçonner leur présence. Du coup, ils ordonnent à la téléphoniste de bien dire à ceux qui appellent qu'ils peuvent venir. Et c'est ainsi qu'à la fin de la journée quatre-vingt-six personnes seront arrêtées, conduites à la prison du fort Montine. Deux ront à s'évader. Des quatrevingt-quatre qui restent, soixantodix huit déportés aboutiront à Anschwitz, six antres ont survécu.

Le 11 février, un rapport est étavier. See you later... bli et adressé à Paris. Il relate que la section locale de Lyon du SIPO-SD a appris que ces juifs de l'Union générale des israélites de France se préparaient à fuir vers la Suisse, qu'une action de démantèlement a donc été engagée. Il donne le nom,

plus que sobrante-huit confrères dans le prétoire soudain trop grand. La procès, la vrai procès de Barbie ne fait pas recette. Pis. « l'histoire fait un bide », constate un grand chroniqueur judiciaire. « Je file en Roumanie pour un reportage, lance John Beattie, du Star (Grande-Bretagne), L'intérêt retombe. Margaret Thatcher a provoqué des élections générales pour juin. Je ne suit plus qu'en page 4 i > Farewell ...

Les Francais stoliques

D'ailleurs, tous les Britanniques s'agitent — mais oui i — sauf la BBC. La Riviera, en recevant, vendredi, lady Diana et le prince Charles, a déstabilisé le procès Barbie. Le centre de presse, remarquablement organisé par la Ville de Lyon, assisté, navrá, à des bye-bye pressés. « Allez, on file », crie Dirk Houben à l'équipe de télévision de l'IV.

Beaucoup de Français restent, stoiques. Mais une pelletée d'entre eux ont sauté dans un charter pour suivre Jacques Chirac à Moscou. « Tu vois, fais remarquer Artun Unsai, du quotidian Hürryet (Turquie), il y a dix journalistes turcs à Cannes. Je suis le seul à Lyon. » Vibeke Knoop, du Degbladett (Norvège), a obtenu comme un privilège de rester iusqu'à vendredi.

Philip Freriks, de la télévision néerlandaise, plie bagages lui aussi, mais promet de revenir, il a été touché par l'accueil des Lyonnais: un teinturier lui a nettoyé une cravate gratuitement. Et que dire de ces cameramen sui invités en fin de soirée par une prostituée insistant absolument pour leur offrir le champagne ? ils en ont encore le souvenir ému dans les yeux. « C'est bien la première fois au une prostituée offre qualque chose. Elle en a bien eu pour 700 balles. >

Cannes, Chirac à Moscou, Barbie reclus entre les quatre murs de la prison Saint-Joseph : c'est la déroute journalistique. Des e fais ta valisa, coco la ont été jappés comme jamais par les rédactions en chef. Mais que dire des avocats représentant les parties civiles, c'est-à-dire les victimes. Ils étaient quarante et un lundi, jouant des coudes devant les caméras. Jeudi, une quinzaine avaient déjà craqué, regagnant leur cabinet. Vendredi, à l'occasion de la dernière audience de la semaine, c'était au tour de la secrétaire de Mª Vergès de jeter l'éponge.

LAURENT GREILSAMER.

O Croix gammées sur un monument proche d'Izieu. - Des inconnus ont peint des croix gammées dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 mai, sur le monument aux morts des guerres de 14-18 et 39-45 à Bregnier-Cordon, un village de l'Ain distant de trois kilomètres de celui d'Izieu où, la 6 avril 1944, Quarante-trois enfants juifs ainsi que les personnes qui les encedr furent enlevés et déportés, dont il n'e aura qu'une survivante.

Les signes profanateurs ont été tement effacés par les services municipaux. Une enquête est Ouverte.

(Publicité) -

LUNDI 18 MAI A 22 HEURES Pour en finir une fois pour toutes avec les trous de mémoire...

Questions d'actualité avec NICOLE BLUM, psychiatre de l'association < fils et filles de déportés » et JEAN SCHMIDT, réalisateur du film les Clowns de Dieu.

Cinéma Utopia, 9, rue Champol lion 75005 Paris. - Tell.: 43-26-84-65.

ques Vergès, on ne comptabilisait

«Mol, c'était l'ami Klaus qui m'intéressait, Je remballe. » Et le correspondant de la Presse (Canada) de débrancher illico son nicro-ordinateur at tout son matérial, So long... Checun ses raisons. Les techniciens des trois networks américains ont filé dans le désortre, prenant d'assaut les TGV pour Paris, affolés à l'idée que le méchant Krasucki replonge, jeudi, la douce France dans une horrible grève SNCF comme en décembre et en jan-

Klaus Barbie, « Senor Altmann», a attiré huit cents journalistes et techniciens à Lyon. Vendradi, à 18 heures, entre deux répliques vinaignées échangées par Mª Serge Klarsfeld et Jac-

La lutte contre le SIDA

Les Douze se prononcent contre tout contrôle aux frontières et tout dépistage systématique

Le conseil des ministres de la santé de la CEE, qui s'est réuni le 15 mai à Bruxelles, a important concernant les moyens qu'il convient de mettre en œuvre pour lutter contre le SIDA. Dans ce document, les ministres soulignent « l'inefficacité, en terme de prévention, du recours à toute politique de dépistage systématique et obligatoire, notamment lors de contrôles sanitaires aux frontières ». Ils considèrent en outre qu'il convient d'éviter des politiques nationales contradictoires susceptibles d'engendrer des dis-criminations ».

BRUXELLES de notre envoyé spécial

COPENHAGUE

de notre correspondante

Au Danemark, la mobilisation

contre la SIDA amorcée progres-

sivement depuis 1983, a eu pour

conséquence, de faire reculer,

dens des proportions assez spec-

taculaires, les maladies sexuelle-

ment transmissibles (MST). En

custre ans. le nombre des cas de

saloingite a, pour l'ensemble du

pays, été réduit de près de moitié et celui de syphilis des trois

Au secrétariat de la Direction

de la santé chargé des pro-

que les efforts déployés pour

spécialement les jeunes (une brochure explicative avait été distri-

vier 1986 et les émissions

télévisées ne se comptent plus)

tumenr cancéreuse au cerveau à

propos de la nature des soins à lui

apporter (le Monde du 7 mai)

connaîtra un nouvel épisode judi-ciaire, lundi 18 mai, devant le juge des référés du tribunal de grande

Alors que le père ne veut négliger

aucune chance de sauver son fils,

l'épouse, elle-même médecin, estime

l'épouse, elle-meme meucen, esume qu'un traitement chimiothérapique inflige à son mari des souffrances imulies. Le professeur Victor Izrael, qui soigne le malade dans son ser-

vice de l'hôpital Tenon, est favora-ble à la chimiothérapie ; cependant,

l'épouse lui ayant demandé de l'interrompre, il s'est excécuté le 30 avril dernier. Informé, le père sai-

sissait la justice et, le 6 mai, le juge des référés, M= Hugnette Le Foyer de Costil, vice-présidente du tribu-nal de Paris, désignait un expert, le

instance de Paris.

blèmes du SIDA, on est persi

Les déclarations fracassantes et outrancières de M. Jean-Marie Le Pen sur le SIDA auront en au moins un effet positif. De l'avis de nombreux observateurs présents

Au Danemark

L'effet positif des campagnes

Querelle judiciaire entre le père

et l'épouse d'un malade

Le différend qui oppose le père et professeur Claude Jacquillat, cancé-l'épouse d'un malade atteint d'une professeur Claude Jacquillat, cancé-rologue à l'hôpital Pitié-Salpètrière,

Bruxelles, elles ont en effet convaince les ministres les plus réti-cents de la nécessité de condamner avec force tout dépistage systématique et tout contrôle aux frontières. Les élucubrations du leader du Front national auxquelles il faut ajouter la circulaire du ministre alle-mand de l'intérieur, M. Friedrich Zimmerman, autorisant le refoule-ment à la frontière de la RFA des a suspects de SIDA - out servi de signal d'alarme, confiait un participant au conseil des ministres de la CEE. Lea ministres ont eu CEE. conscience que s'ils n'adoptaient pas une position extrêmement ferme, ce de dérapage risquait de se

Pourtant, avant la tenne de ce conseil rien ne semblait joué. On craignait, du côté français, que certains pays n'adoptent une position peu éloignée de celle de la Bavière. Il n'en fut rien. Au contraire, chaque ministre s'est déclaré hostile à toute entrave à la circulation des personnes et à toute mesure qui puisse en quoi que ce soit remetire en question les termes du traité de

bre de Danois ont déjà changé leurs habitudes sexuelles. Trois

autres indices semblent appuyer

cette constatation : tout d'abord

les ventes de préservatifs torn-

béss en discrédit depuis la pilule,

sont de nouveau en pleine expan-sion. En 1986 il s'en est vendu

treize millions ; ensuite, le chiffre

des avortements volontaires qui

au début de la décennie 70 était

resté constamment « trop

hiffre de naissances en chute

libre (moins de 50 000

aujourd'hui) - a commencé à

nettement balaser pour se rap-

procher de 20 000; enfin les

les rues chaudes et les bars de

Copenhague sont beaucoup

CAMILLE OLSEN

avec le secret espoir qu'il jouerait le

Son rapport n'était pas encure déposé sur le burean du juge que le professeur Izraël en suivait les

conclusions, reprenant anssitôt le

A son tour, l'épouse s'est tournée

référé qu'un sutre expert soit

nommé. Selon elle, le professeur Jacquillat et le professeur Izraël, tous deux chimiothérapeutes, ayant

travaillé ensemble, ne peuvent avoir

que des conceptions et des convic-tions identiques. L'épouse demande

la désignation d'un neurologue, qui devrait notamment dire si un traite-

ment autre que la chimiothérapie peut-être appliqué en évitant les

rôle de conciliates

traitement interrompu.

- aux alentours de 28 000 à 30 000 per an pour un

était attendue, la baronne Trum-pington, ministre anglais de la santé. Elle a aussi affirmé avec force qu'un istage de masse ne servirait à rien et qu'en outre son coût serait prohibitif. Il ne faut pas croire, a-telle déclaré, qu'un tel dépistage puisse servir pour obtenir des don-nées épidémiologiques fiables. Enfin, elle s'est prononcée contre toute forme de mise en quarantaine des patients atteints de SIDA.

Dans ces conditions, les douze ministres de la santé n'eurent aucune difficulté à se mettre d'accord sur un texte commun.

une certaine impatience la position qu'allait prendre M. Sissmuth, ministre allemand de la santé, après

la semaine agitée qu'elle venait de vivre. Elle a réitéré sa condamnation de la circulaire Zimmerman, indi-

de la circulaire Zimmerman, indi-quant qu'il n'était pas question que la police des frontières puisse exer-cer un quelconque contrôle sanitaire en ce qui concerne le SIDA. Elle a également indiqué que cette circu-laire n'était plus en vigueur en RFA. Pourtant, notre corespondant à Bonn, Henri de Bresson, nous simale que vendradi 15 mai le

signale que, vendredi 15 mai, le ministère de l'intérieur ouest-allemand affirmait qu'il n'en était

Autre ministre dont la déclaration

Une cause internationale

Celui-ci précise, en présimbule, que, « le SIDA étant un problème de santé publique, la lutte contre cette maladie doit être fondée sur des considérations de cette nature », et représente « une cause internationale prioritaire de santé publique ». En clair, nous a expliqué Mª Barzach, cela signifie que, si des mesures doivent être prises, elles doivent l'être par les ministres de la santé de la CEE et non pas par d'autres a l'importe à respect du d'autres... « Il importe, à propos du SIDA, estime M= Barzach, d'éviter tout risque de politisation. »

Dans leur texte, les ministres confirment ensuite eleur attache-ment particulier au plein respect des principes de libre circulation des personnes et d'égalité de traite-

L'OMS revendique sa prééminence

La quarantième assemblée mondiale de la santé a approuvé ven-dredi 15 mai le budget 1988-1989, ainsi qu'une résolution confirmant roms dans son rôle de coordonnateur de la lutte contre le SIDA. Le programme spécial de lutte contre cette maladie, knoé en février dernier, concerne cinquante Etats membres de l'OMS qui recevront cette année environ 34 millions de dollars. Dans sa résolution l'OMS tient à réaffirmer son rôle « de directeur et de coordonnateur de la lutte engagée d'urgence contre le SIDA à l'échelle mondiale ». Schon le président de l'assemblée mondiale, le docteur Van Londen, cette rec naissance était nécessaire car d'autres instances comme les ministres de la santé de la CEE ou le Conseil de l'Europe auraient pu pré-trendre tenir le leadership dans cette

Dans la résolution qu'ils ont adop-tée le 15 mai, (voir ci-dessus), les douzes ministres européens de la santé indiquaient que « la Communauté a un rôle propre à jouer, en collaboration permanente avec les états membres et en concertation avec l'OMS, en évitant les doubles

ment établis par les traités »; ils « considèrent qu'il convient, grâce à une information réciproque et une coordination appropriée, d'éviter que ne se développent des politiques nationales contradictoires à l'égard nationales contrainiciones a l'égarat des ressortissants de pays tiers », et « soulignent l'inefficacité en terme de prévention, du recours à toute politique de dépistage systématique et obligatoire, notamment lors des contrôles aux frontières »; ils considèrent enfin qu'e il convient d'éviter des politiques nationales contradic-toires susceptibles d'engendrer des discriminations ».

D'autre part, afin de mettre au us les plus brefs délais une stratégie commune pour abou-tir à un plan d'action et de coordination » à retenir par l'ensemble des Etats membres de la Communauté, un groupe ad hoc composé de res-ponsables de la santé publique va être convoqué

Le tout est donc maintenant de savoir si, de manière unilatérale, des Etats membres de la CEE vont tout de même enfreindre ces principes et adopter des dispositions particulières. La circulaire Zimmerman est, à cet égard, symbolique : est-elle définitivement enterrée ou va-t-elle, comme on l'a dit, concerner toutes les personnes autres que les ressor-tissants de la CEE et les travailleurs frontaliers? Que penser également des dispositions particulières que la Bavière s'apprête à adopter et qui sont en totale contradiction avec le texte émanant des douze ministres de la santé ? La Belgique va-t-elle continuer à exiger de la part des étuneut faire leurs études un test affirmant leur séronégativité ?

Le 18 mars dernier, une commis-ou interministérielle s'était réunie à Paris, à l'Hôtel Matignon, pour décider s'il fallait ou non instituer un quelconque dépistage aux fron-tières. A l'époque, la position ferme de Mas Barzach avait prévalu. La position adoptée par le conseil des ministres de la santé de la Communauté vient à point nommé pour ren-forcer cette attitude de bon sens.

FRANCK NOUCHL

· Any Eteta-Unis : le service de santé favorable aux contrôles.

Le service de santé publique américain a demandé, le vendredi 15 mai, qu'un test de dépistage du SIDA soit désormais obligatoire pour tout immigrant désirent s'installer aux Etate-Unis. Cette mesure, qui ne concamerait donc ni les touristres, ni les personnes simplement de pasconcernerait donc ni les touristes, ni sage, doit, pour entrer en appl tion, être approuvée par la minis de la santé. (AP.)

environnement

276 000 tonnes, l'Athos, appartenent à la compagnie Mobil France est entré en collision vendred 15 mai, avec le caboteur hondurie Britta, qui entrait dans le port de Rotterdam sans pilote. Déchiré audessus de la ligne de flottaison un des réservoirs de l'*Athos* a laiseé échapper 500 tonnes de brut. — (Reuter.)

RECTIFICATIF. - Une erreur a été commise dans la liste des plages « points noirs » publiée dans nos éditions du 15 mai. A Saint-Malo, ce n'est pas la plage de Roche-bonne, classée 8 (qualité moyenne), mais celle du Rosais qui a été clas-sée D en 1986 (mauvaise qualité).

La souricière de Nanterre

eines, à la fin de la semaine dernière, et encore les kindi 11 et mardi 12 mai. des centai d'immigrés mauriciens, attirés à la préfecture des Hauts-de-Spine et à la direction du travail et de l'emploi à Nanterre, par une folle rumeur qui s'est répandue à la vitasse de l'éclair dans la communauté mauricienne : « il paraît qu'on y régularise la situation

ils ont envalui escaliers et couloirs, errant d'un bâtiment à l'autre de la cité administrative, à la recherche de l'invocthétique « régularisation ». A ceux qui ont demandé des contrats de trava vierges, la direction du travail, finaude, a réclamé en échang leur adresse. « Et nous espérons que cela permettra de découvris des ateliers clandestina », explique-t-on à la préfecture.

employée de la préfecture qu'ils venaient « pour un cousin, un ami, un parent ». Ceux-là ont pu reseortir fibres de la gueule du SOMMAIRE

la logislation de Victory

In the contract of the France

1940-194

la France, depuis 1933,

gistion nazie. Ils s'aje

and according à la o

sise En 1940, spres in

saineté de principe de

di est coupe par paration.

de la zone dite line

prome de Vichy, birther &

daines de milliers de fai

avoué qu'ils venaient pour eur-mêmes. Mai leur en prit en ces temps où les charters voient bes. Car la préfecture, alertée par cette affluence, n'a pas été longue à comprendre tout le profit que l'on pouvait tirer de cette souricière. Vingt Mauriciens, en situation irrégulière, ont fait l'objet d'un arrêté de reconduits à la frontière. Onze avaient déil pris l'avion jeudi 14 mai en fin d'après-midi, et les neuf autres attendaient le prochein vol pour l'île Maurice. D'où vensit le

DANIEL SCHNEIDERMANN

A Bayonne

Protestations contre l'expulsion d'un enseignant basque espagnol

BAYONNE de notre correspondent

La multiplication des expulsions de Basques espagnols réfugiés en France (cinquante-neuf depuis juillet 1986) vient d'entraîner deux séries de réactions. En début de semaine, diverses associations humanitaires sont intervences en faveur de M∞ Miren Arans, une mère de famille enceinte d'un deuxième enfant, menacée d'expulsion si elle ne quitte pas d'elle-même le territoire national avant le 20 mai. Jendi 14 mai, l'expulsion de M. José-Antonio Ibarra Unzueta, trente-deux ans, chargé de cours à l'IUT d'informatique de Bayonne, professeur de mathématiques au col-lège de Seaska (Fédération des écoles en langue basque) et collabo-rateur au CNRS, a soulevé une

vague de protestations dans les

nilieux de l'enseignement du Pays

Sorti major de sa promotion de l'Ecole supérieure d'informatique de Madrid (ICAI), M. Ibarra s'était réfugié à Bayonne en 1982. Il n'avait jamais on maille à partir avec la police et avait obtenu le renouvellement, pour six mois, de son autorisation de séjour par la sous-préfecture de Bayonne à la veille de son expulsion, selon la pro-cédure d'urgence absolue conformément à un arrêté en date du Enseignants et élèves ont remis

aux autorités une motion exigeant le retour de M. Ibarra des sa ren liberté par la justice espagnole, ce qui, selon eux, ne saurait tarder.

Sur les cinquante-neuf Basques espagnols reconduits à la frontière, ringt-sept sont aujourd'hai libres en Espagne. Ils out présenté un recours visant à l'annulation de leur expulsion devant le tribunal admi de Paris, dont la décision n'est pas

Martin and a second

ding our miffers in poer

Game aus in !

ಡಿದ್ದಾಗಿ ಸಿಂ.ಎಂ.ರ.

taken tiens et

Server court, white

Tipe de pe

meriett für helbert det

Openie per Kavier Vallet

Decrer de Peuerona quand #

Will Person states les mais

Ce bat Co. res puife de

THE WARE

mars 1945

Le père d'Amandine en prison

M. Hervé Leir, le père d'Amandère, a été placé sous mandat de dépôt, le vendredi 15 mai, par M. Jean-Pierre Getti, juge d'instruction au tribural de Paris, à la suite du mandat d'arrêt que ce demier avait déli-vré le 24 février 1986 pour e enlèvement de mineur, vio-lances et voie de fait avec préméditation et guet-apens sur mineur de moins de quinze ansa, ainsi que pour « extorsion de signature ». L'enfant, âgée actuellement de huit ans, a été

désire se montrer conciliente devant le juge des enfants afin

Ce serait, en effet, le seul espoir pour cette petite fille qui a déjà passé un tiers de se vie dans bins. Amandine avait cinn and quand son père l'a enlevée une première fois, en décembre 1984. De façon à revoir Amer-dine, Mª Carel avait accepté le 25 mai 1985 ce que lui demandeit son ex-compagnon : un mariage. Sa plainte pour enlèvement d'enfant n'ayant toutefo pas été retirée. M. Lair avait été arrêté et Mª Carel avait déposé une demande en nullité pour ce mariage. Libéré, Hervé Lair avait. quelques mois plus tard, en février 1986, enlevé une deuxième fois sa fille. Cette «cavale» de quinze mois les avaient amenés à Gibraltar, aux Caraïbes et en Turquie. Plusieurs militants du Mouvement pour le condition paternelle, qui soutiennent M. Lair, sont actu înculpés de « complicité d'enlèvement de mineurs ».

confiée à la mère, M^{ass} Claudine

Pour Mª Charles Pick, l'avocat de M. Pair, eil s'agit cortaine-ment d'une erreur...........» Après la rencontre entre Mª Carel et M. Lair à Ankera (Turquie), au début de la semaine, eil y avait des perspectives pour un accord entre les deux parents ».

Pour Mª Topaloff, avocate de M™ Carel, ell faut que, dans l'intérêt de l'anfant, la détention de M. Lair soit la plus courte pos-sible. Mais le juge avait à tran-cher sur l'affaire d'enlèvement et non sur la garde ». En ce qui concerne ce demier point, l'avo-cat déclare que « M^{mo} Carel

Par in trante allemanie, the district designification (GO) carrie d'une police PQJ. phe d Serien d'enquête et de de ISEC .. en se signale per משלים בים בים משלים is from de police réga-THE PROPERTY CASES OF BRIDE Series paration pains 2 to 300 000 & 320 000 per COR CO COL ZURA EVEC min a co fo etrangers.

and the to section appliates Company of par par Danner massing de

Avec Delta Air Lines Paris-Atlanta, sans escale et 100 villes en correspondance aux U.S.A.

> Arrivé là-bas, il vous est très facile de prendre une correspondance Delta pour Washington, La Nouvelle-Orléans, Miami, Orlando, Denver, Los Angeles, San Francisco. Au total, ce sont 100 villes américaines que Delta vous offre.

Au départ de New York et de Boston,

Delta vous propose aussi de fréquents vols quotidiens vers les villes du Sud des

Pour en savoir plus, appelez votre agence de voyages ou l'agence Delta à Paris. Tél.: 335.40.80. Adresse: 24, boulevard des Capu-

cines, 75009 PARIS.

DELTA: ALLEZ-Y, NOUS Y ALLONS



Com Paris de E 5 amétés dans le Pes-de-Caimis at

THE IS SEEDING. the space to s & dectination 132 ce Drancy, 6 de To Secure is Relands At no SA TAN deus cepanes provinced tame occupate et 17 006 de 18 En 20 500 pete one lengter grant game à leur Ausgrande 811 sursi

17 569 disonits, dom 12 530 get get jon studge on comb et 4 de Sobber

Se 430 parte de Lyde

souricière de Nante

ment présentés par cen-to fin de la somaine derestatre les lundi 11 et 2 mai, des centaines es mauniciens, attires à ture des Hauts-de-Seure rection du travail et de Nanterre, per une folle s'est repandue a la ie l'éclair dens la cominsuricienne : « li parai:

LeaseLit liples of 1. D'autres, haireagne de la company de la comp sógularias la situation a prefecture of cette affluence n'a k. 275 g combiandis pr arweini escaliers et cou-Sus à companie et le considére. Ving le considére. Ving le considére l'un arrêt de considére l'objet d'un arrêt de considére. mit d'un bétiment à la cité admiréstre:x,o. a che de l'hypothétique setion a. A coux qui ont à la frontière One age des convers de travail Dris Lavion leng It al la direction du travail,

d acres-midi, et la le a réclemé en échange attendaient le production de Maurice. D'ai et tes. e Et nous espérans permettra de décauver jiers clandestins a. DANIEL SCHOOL Hon à la préfecture.

A Bayonne

estations contre l'expus enseignant basque espa

Simi major de a p Sand Superior of Francisco

Balone at

- 21-20 12-200 G M.

200 & 2000 g 25

Control of the Contro

antornative be

- 4-grafeman a 🗟

No. 2 Co Ath etgelogy.

Erus grand et 🍇

and a company of the same

THE RESERVE

Sur a departed

n de Les le tribules

THE CAMPAGE STATE

- 3 - 2 34 Si sisatte pool

Milliondan: icetion des expensions companies refusion en manie seul depuis puiest d'entraîner ceux setama En dabet en WEFSER SINGCLATION Merch Armen une 10 control un arrive de Marco Armen une 10 control un arrive de Marco Armen d'un de la control de ant, mensole d'espu-Quitte pas cielle meme at, ifengalston de amin Marka Unicioni. na, situação de cours : matague de Boyer e postánico as as a como ika (Federation de: **sie bassgue), et c**olle 5.5. WRS. a sector:

CHELKRICH CARE ..

rère d'Amandine en par

pregnement du Service prise

prof. Lair. It date Michigan Person Derry Charles & Comp. Madeen so technical in suite du mandur -: 4-7-1-4 BE 21 ent de mineur. s :augen geber gere fe 🚌 THE PART OF THE PART OF THE e et guet-bosmi bur MONTH OF GRACE STORY But sentarson co Committee Committee . 5 - 1 955 av me b f. an i den ex-complet. per de huit arts, à vi-THE MAN COLUMN The state of the state of Miss. Chartes Roll : 8 (020) P. 48 8 991 38 13.75 general e ha ce o genera Mara Carta d' Annaes Tranque su

. 10 39 - 17 to at 1888 والمائية فيوس عدد وس S SECRETE . C . S. 2127 KONE SEE IT ALL !! te cera ff. e a Carra fari 1 a de la propesa d'arra de 1 a de la propesa d'arra d' BO DE BOTH I Topacon success to LE POLIT CHE CHIEF CH ME O PLE DATE OF # page 978: 5 177 Make Section 19 # 200 DE A EN 10 LA THE CHARLES STREET



SOMMAIRE

PAGE II

- La législation de Vichy
- Une exclusion minutieuse - Deux commissaires aux questions

PAGE III

 Les ordonnances allemandes - Du ghetto de fait à l'extermination

- La rafie du Vel' d'Hiv'

- PAGE IV
- Les réactions des Français - De l'indifférence à la solidarité

 La solution finale Plus de cinq millions et demi de morts

Le Monde

dossiers et documents

1940-1944 : LA RÉPRESSION ANTIJUIVE EN FRANCE

La France, depuis 1933, avait accueilli des dizaines de milliers de juifs fuyant la persécution nazie. Ils s'ajoutent, sans y être vraiment accueillis, à la communauté juive française. En 1940, après la défaite, le pays, envahi, est coupé par plusieurs lignes de démarcation. La principale définit les contours de la zone dite libre, placée sous la souveraineté de principe du gouvernement de

Le régime de Vichy, héritier d'un antisémitisme français ancien — l'affaire Dreyfus,

au tournant du siècle, a montré sa virulence - pratique, selon une tradition de l'extrême droite toujours vivace, l'exclusion, Sans même que les nazis le lui imposent, Philippe Pétain, par une série de lois et de règlements pointilleux, exclut presque tous les juis de la vie politique, professionnelle et économique, et interne dans ses propres camps de concentration les juifs « étrangers ». L'exclusion a touché les communistes, déjà bors la loi depuis 1939. Les françs-maçons ont été chassés de la fonction publique.

Le nazisme, pour sa part, a pratiqué la déportation et l'extermination systématiques. Il ne s'est d'ailleurs pas limité aux juifs. Par souci de « pureté raciale », il avait commencé par gazer 100 000 Allemands atteints de - tares congénitales - et aliénés. 200 000 Tsiganes, raflés dans toute l'Europe ont péri anonymement dans les camps d'extermination.

Vichy, à partir de l'été 1942, a été pris dans l'engrenage de la politique de collaboration, malgré ses réticences. Pour marquer sa souveraineté - partielle - dans la zone occupée, le gouvernement de Pierre Laval a pris en charge la grande rafle du Vel'd'Hiv puis multiplié en zone libre les rafles de familles qu'il livrait aux Allemands. De hauts fonctionnaires de l'époque sont aujourd'hui poursuivis à ce titre.

La police française et ses chefs ont continué après l'occupation de la zone libre à collaborer, sur l'ordre de Vichy, dont les responsabilités sont écrasantes, à l'exécution de « l'Holocauste ».

LA FRANCE ÉCLATÉE APRÈS LA DÉFAITE DE 1940

Les étapes d'un calvaire

L'Etat français s'est très vite associé idéologiquement au Reich dans le champ d'action le plus spécissque de l'hitlérisme en exprimant une authentique vocation antijuive,

Les premières pierres de l'édifice ont été posées dès le 22 juil-let 1940 par la création d'une commission pour la révision des naturalisations puis, le 27 août 1940, par l'abrogation du décret-loi du 21 avril 1939, qui empêchait la propagande antisémite dans la presse. La loi portant statut des juifs a suivi le 3 octobre 1940 : elle exelut les juifs de la fonction publique ainsi que des professions libérales et proclame ouvertement la notion de - race juive - alors que, jusque-là, les ordonnances es, de crainte de heurter l'opinion française, ne font référence qu'à la « religion juive ». Ce statut sera renforcé le 2 juin 1941. Quant à la loi, à la fois antisémite et zézophobe, du 4 octobre 1940, elle livre les • étrangers de race /wive - A l'arbitraire policier en conférant aux préfets le pouvoir de les interner dans des camps spé-

Le Commissariat général aux questions juives (CGQJ), véritable ministère aux affaires juives, est créé par Vichy le 29 mars 1941 dans le but d'éliminer les juifs de la vie civile, politique, économique, culturelle, ainsi que de les dépouiller de leurs biens et de provoquer à leur égard des mesures de police ndées par l'intérêt natioaal -. Organisé par Xavier Vallat, le CGQJ passera entre les mains de Darquier de Pellepoix quand il s'agira, selon la volonté allemande, d'attenter à la vie des juifs.

Le CGQJ dispose d'une police aux questions juives, la PQJ, plus tard Section d'enquête et de contrôle (SEC), qui se signale per de nombreux abus. Ce sont essentiellement les forces de police régu-lières qui mèneront rafles et arrestations contre une population juive évaluée de 300 000 à 330 000 personnes réparties en 1941 par moitié dans chacune des deux zones avec environ 50 % de juifs étrangers.

Suscitées par la section antijuive de la Gestapo, dirigée par Dannec-ker, les arrestations massives de juis par la police française débutent le 14 mai 1941 dans l'agglo-mération parisienne. Elles ne visent que des hommes, Polonais, Tchêques, et même Autrichiens, (au total 3747), qui sont dirigés vers deux camps du Loiret sous administration préfectorale, Pithiviers et

Beaune-la-Rolande.

La deuxième opération a lieu à partir du 20 août 1941 et touche 4232 juiss, dont un millier de Français. Le camp de Draney, sous administration française et sous contrôle étroit de la Gestapo, est créé pour eux. Le 12 décembre 1941, 700 juifs français, surtout des notables, sont arrêtés par la Feldgendarmerie et internés à Compiègne tandis que les nazis sortent de Drancy 53 juis pour une exécution massive. Plus de 10 % des résistants susillés au Mont-Valérien sont juifs, alors que le pourcentage des juis dans la

Internements

La première déportation des juifs de France a lieu le 27 mars 1942. Elle concorne 1112 juifs, des hommes, pour moitié juifs français de Compiègne, pour moitié juiss apatrides de Drancy.

En juin 1942 s'est installée Paris une nouvelle direction de la police allemande et des SS avec, à sa tête, le général SS Oberg assisté par le colonel SS Knochen, comdes services de sécurité. la Sino-SD, an sein de laquelle opère la Gestapo.

Du côté français, Laval et son ches de la police, René Bousquet obtiennent un renforcement de l'autorité de Vichy en zone occu-pée en contrepartie d'une collaboration policière accrue contre les ennemis communs au Reich et à Vichy: les juifs, les communistes, les gaullistes, les terroristes.

Les mesures antijuives en zone occupée s'intensifient : les ordonnances allemandes relèguent les juifs au rang de parias, en particu-lier la huitième, du 29 mai 1942, qui prescrit aux iuis de plus de six ans révolus le port de l'étoile jaune en public avec la mention « juif ». En juin 1942, s'engagent des

allemandes au sujet, cette fois, de l'arrestation massive de familles juives, la décision ayant été prise à Berlin le 11 juin de commencer la déportation de tous les juifs de l'Europe de l'Ouest. Le 25 juin, la Gestapo se fixe comme objectif à moyen terme la déportation de 40 000 juifs : 10 000 juifs apatrides doivent être arrêtés en zone libre et livrés par Vichy, comme est engagé Bousquet le 16 juin ; 30 000 juils doivent être trouvés en zone occupée, la Gestano insistant pour que 40 % de ces juiss soient de nationalité française. La Gestapo souligne aussi la nécessité de l'exécution par les seules forces de police françaises de cette opération

En conseil des ministres, le 26 juin. Laval paraît disposé à refuser l'engagement de la police française en zone occupée et ne semble pas au courant de l'accord donné par Bousquet au sujet des 10000 juis de la zone libre. Bousquet décide d'accepter l'engagement exclusif de la police française avec pour seule concession allemande le fait que les juifs français seront épargnés pour le moment.

Ce qui a été conclu le 2 juillet entre Bousquet et les chefs de la police nazie en France a été entériné en partie par Pétain et par Laval, le 3 juillet, et confirmé en totalité par Laval aux chess SS le lendemain. Comme l'écrit Dannecker à Eichmann : « Le président Laval a proposé que, lors de l'éva-cuation de familles juives de la zone non occupée, les enfants de moins de seize ans soient emmenés eux aussi. Quant aux enfants juifs qui resteraient en zone occupée, la question ne l'intéresse pas. » Ainsi le feu vert pour la déportation des enfants juifs, presque tous nés en France, est-il donné par Vichy aux SS qui vont bientôt s'en servir.

A partir de la rafle du Vél' d'Hiv', et pendant onze semaines, c'est au rythme de trois convois de va se dérouler la déportation des juis de France. Une première réaction de protestation s'ébauche avec la lettre envoyée le 22 juillet à Pétain par les cardinaux et Paris : « Nous ne pouvons étouffer le cri de notre conscience.

Dans la première quinzaine d'août 1942, Vichy expédie à Drancy trois mille cinq cents juifs qui étaient internés dans les camps de la zone libre. La grande rafle de la zone libre menée à partir du 26 août permet à Vichy de livrer encore six mille cinq cents juifs aux SS; beaucoup moins que les chiffres prévus. Elle suscite cepen-dant de vives protestations de larges secteurs dans l'opinion publique, appuyées et parfois précédées par les interventions vigoureuses et efficaces des prélats catholiques et du pasteur Boegner. La déclaration la plus retentissante est celle de Mgr Saliège, archevêque de Tou-louse; la plus déterminante, celle du cardinal Gerlier, archevêque de Lyon et primat des Gaules. Pousse par l'admirable abbé Chaillet, Mgr Gerlier couvre l' - enlèvement » d'une centaine d'enfants

allait transférer à Drancy. Cette réaction humanitaire de l'opinion publique française, surtout en zone libre, où elle a évidemment plus de facilités pour s'exprimer, entraîne immédiate-ment pour le sort des juifs des épercussions bénéfiques.

Mais la Gestapo achève en 1942 de fournir à Auschwitz le contingent prévu en juin de quarante mille déportés, en faisant arrêter par la police française en zone occupée les juifs baltes, yougoslaves, bulgares, hollandais, rou-mains, grees et en déportant également de Pithiviers un millier de juifs français qui out tenté de passer la ligne de démarcation.

La protection italienne

Après l'invasion de la zone libre par les Allemands, en novembre 1942, les autorités militaires italiennes protègent, dans leur nonvelle zone d'occupation, les juifs français et étrangers contre les mesures de Vichy (apposition obligatoire de la mention «juif» sur les titres d'identité et sur la carte d'alimentation) ainsi qu'en empe-chant, au besoin par la force, les arrestations de juifs.

Des pressions allemandes s'exercent sur Mussolini qui se décide, le 18 mars 1943, à transférer aux autorités françaises les pouvoirs de police sur les juifs dans sa zone d'occupation. Le lendemain même, il se ravise sous l'effet d'un document relatant les atrocités nazies à l'Est contre les juifs. Le Duce confie le traitement de la question juive dans la zone d'occupation italienne à sa police civile. L'inspecteur général Lo Spinoso, chargé de cette mission, se fait conseiller par Angelo Donati, juif italien dont l'efficacité fut remarquable, et il continue à protéger systématique-ment les juis.

Pendant le premier semestre

de 1943, la section antijuive de la Gestapo alimente les trains de déportation avec les juifs français détenus pour avoir commis des infractions, avec des rafles menées conjointement par des policiers français et allemands à Marseille, par la présecture de police à Paris, par la gondarmerie de la zone Sud; mais les SS ont conscience que la défaite de Stalingrad accentue les réticences de Vichy. Ils tentent d'obtenir de Laval la révocation des naturalisations de juifs obtenues depuis 1927. Mais la chute de Mussolini, le 25 juillet, rend Laval circonspect, et la loi prévue ne sera pas publiée.

ZONE D'OCCUPATION ALLEMANDE ZONE LIBRE

> La zone annexée: Gouvernée par un Gauleiter, elle est considérée comme un territoire allemand.

et allemand à Bruxelles. Les Alle-La 20ne rattachée au comi mands songèrent à l'annexer. Sous réserve des autorisations, Bruxelles est sous administration française.

La zone interdite: dans des conditions proches, est strictement contròlée. Y entrer exige des laissez-passer spéciaux parcimonieusement attri-La zone réservée : les terres inexploitées du fait de l'exode ou confisquées sont colonisées par la société allemande Ostland.

La zone occupée : dont l'entrée exige des laissez-passer, est sous administration française contrôlée par les Allemands.

La zone libre : est sous la souveraineté du gouvernement de Vichy. La zone d'occupation italienne : pas de persécutions raciales. Elle est prise en main par les Allemands à partir du 8 septembre 1943, date de la cessation des hostilités entre l'Italie et les Alliés. Au moins cinq mille juifs

En représailles, les SS décident d'inclure, systématiquement cette fois, les juifs français dans les ortations : mais ils ne recoivent de Berlin d'autre renfort policier qu'un commando d'une dizaine d'hommes dirigé par Alois Brün-ner, l'un des plus redoutables délé-

y furent alors arrètés.

ués d'Eichmann. Ce commando déclenche une terrible chasse aux inifs sur la Côte d'Azur. Le 8 septembre, en effet, les Alliés out prématurément rendu public l'armis-tice signé par les Italiens, empêchant ceux-ci de transférer en Italie, afin de les transporter en Afrique du Nord, une vingtaine de milliers de juifs réfugiés dans la région niçoise.

Le remplissage des trains (quatorze convois en 1944 dont deux de 1 500 personnes) s'effectue par la poursuite à Paris de rafles par la préfecture de police visant les juifs étrangers (plus de 4 000), ainsi que par des rafles en province menées parfois par la police alle-mande et visant indistinctement juifs français et juifs étrangers; Marseille (1 450), Nice (1 100), Lorraine (950), Lyon (900), Toulouse (680), Isère (650), Charente (650), Bordeaux (570), Massif Central (450), etc.

La nomination de Darnand au poste de secrétaire général au maintien de l'ordre et le rôle accru de sa milice facilitent les arrestations de juifs français ainsi que les fusillades on exécutions sommaires (environ un millier). Heureusement, les organisations ittives ont dissous à temps leurs foyers plus ou moins clandestins d'enfants juifs, sauf en deux cas : celui.

d'Izieu (Ain) où Klaus Barbie fait rafter quarante-quatre enfants le 6 avril 1944, et celui des foyers de l'UGIF, dans la région parisienne. liquidés le 20 juillet par Brûnner qui déporte plus de trois cents enfants par le dernier grand convoi de Drancy, le 31 juillet.

SERGE KLARSFELD. (Le Monde du 11 mai 1985.)

Dossier établi par Jenn Plan-nais et le service de documenta-

Les Dossiers et document ne publication à vocation p gique. Ils sont constitués pour l'essentiel d'articles déjà parus dans le Monde et ses diverses

Procès Barbie

Lycéens, chaque jour une question

Tapaz sur votre minitel 3615

Lemonde

Convois pour la mort

négociations policières franco-

6 1942 41 951 juifs déportés, plus un minimum de 815 arrêtés dans le Nord et le Pas-de-Calais et déportés via la Belgique.

43 convois, tous à destination d'Auschwitz: 32 de Drancy, 6 de thiviers, 2 de Beaune-la-Rolande, 2 de Compiègne et 1 d'Angers.

zone libre. Environ 20 500 juifs ont été immédiatement gazés à leur arrivée à Auschwitz. 811 survivants dont 21 femmes en 1945.

0 1943 17 069 déportés, dont 12 539 gazés dès leur arrivée au camp

d'extermination. 17 convois dont 13 à destination d'Auschwitz at 4 de Sobibor. En 1945, 340 hommes survivalent ainsi que 126 femmes.

le 11 août) en 14 convois, tous à été immédiatement gazés. destination d'Auschwitz, sauf 2 566 survivants en 1945, soit 1 parti pour Kaunas et Reval. environ 3 % des déportés ; moins 9 902 gazés immédiatement.

En 1945, 521 hommes survivaient ainsi que 766 femmes. Il faut ajouter à ce nombre de déportés environ 400 épouses de prisonniers de guerre juifs dépor-tées le 2 mai 1944 et le 21 juillet à 30 946 déportés proviennent tées le 2 mai 1944 et le 21 juillet à de la zone occupée et 11 005 de le Bergen-Belsen, les 360 juifs déportés de Toulouse et Saint-Sulpice, le 30 juillet, et les 63 juifs déportés de Clermont-Ferrand, le

75 721 déportés dont 2.7 %

la déportation et le millier d'exécutions de juifs, le bilan de la « solution finale > en France atteint RO 000 victimes. Les nationalités les plus touchées par la déportation ont été les Polonais (environ 26 000), Français (24 000, dont plus de 7 000 22 août, plus les juifs déportés sont des enfants nés en France de

d'un millier d'entre eux survivraient

actuellement. Avec les 3 000 morts dans les camps avant

rents étrangers), Allemands (7 000), Russes (4 500), Roumains (3 300), Autrichiens (2 500), Grees (1 500), Turcs (1 300), Hongrois (1 200). Au forces de police françaises.

> SERGE KLARSFELD. (11 mai 1985.)

d'enfants de moins de six ans (2 044) et 11,6 % d'enfants de six moins 85 % des juifs déportés de à dix-sept ans (8 780), au total France ont été arrêtés par les près de 11 000 enfants. Plus de 9 700 déportés avaient 14 833 déportés de Drancy (à plus de soixante ans. Près de l'exception de 430 partis de Lyon 43 000 déportés sur 73 853 ont

LA LÉGISLATION DE VICHY

Une exclusion minutieuse

Ces textes sont les plus importants de ceux qu'a promulgués le gouvernement de Vichy. Mais ils ne représentent qu'une petite partie des lois qui, directement ou indirectement, ont fixé le statut des juifs : on en compte cinquante-cinq. Les lois de Vichy n'étaient discutées par aucun Parlement. Il suffisait qu'elles soient signées par le chef de l'Etat français, Philippe Pétain. Ainsi les juifs sont-ils écartés des chantiers de jeunesse, la gestion de leurs biens est-elle réglementée. L'admission – et la nonadmission – des juis dans les établisse-ments publics d'enseignement d'Algérie sait l'objet d'une loi, de même que l'interdiction qui leur est faite d'exploiter des

Des décrets minutieux déterminent leur droit à être médecin, avocat, dentiste, artiste de théâtre ou de cinéma... ou sagefemme en Algérie.

Après l'occupation de la « zone libre » en novembre 1942, les textes se font moins nombreux : les Allemands appliquent directement leurs propres règles. La der nière loi de Vichy, en date du 23 mai 1944, fixe le montant du prélèvement à effectuer – sur les biens juifs – pour « venir en aide aux juifs indigents ». Et le dernier décret, du 5 juin 1944, à la veille du débarquement allié... fixe les traitements du commissaire général et du secrétaire général aux questions fuives.

Loi du 3 octobre 1940 portant statut des juits (modifié par les lois du 3 et 11 avril

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu, Décrétons :

Article premier. - Est regardé comme juif, pour l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est

Art. 2. - L'accès et l'exercice des fonctions publiques et mandats énumérés ciaprès sont interdits aux juifs :

1. Chef de l'Etat, membre du gouvernement, conseil d'Etat, conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur, Cour de cassation, Cour des comptes, corps des tion générale des finances, cours d'appel, du 3 avril 1941).

En 1870, un décret dit « décret Cré-

Loi portant sbrogation du décret

du Gouvernement de la défense nationale du 24 octobre 1870 et

fixant le statut des juifs indigènes

du Gouvernement de la défense natio-nale du 24 octobre 1870 est abrogé en

ce qu'il règle les droits politiques des

juis indigènes des départements de l'Algérie et les déclare citoyens fran-

Art. 2. - Les droits politiques des

juis indigènes des départements de l'Algérie sont réglés par les textes qui

fixent les droits politiques des indigènes

droits civils, le statut réel et le statut

personnel des juiss indigènes des dépar-tements de l'Algérie restent réglés par

Art. 3. - En ce qui concerne leurs

ARTICLE PREMIER - Le décret

des départements de l'Algérie.

mieux » avait donné aux juifs d'Algé-

rie la citovenneté française.

paix, toutes juridictions d'ordre professionnel et toutes assemblées issues de l'élection.

2. Agents relevant du département des affaires étrangères, secrétaires généraux des départements ministériels, directeurs généraux, directeurs des administrations centrales des ministères, préfets, souspréfets, secrétaires généraux des préfec-tures, inspecteurs généraux des services administratifs au ministère de l'intérieur, fonctionnaires de tous grades attachés à tous services de police.

Résidents généraux, gouverneurs généraux, gouverneurs et secrétaires géné-raux des colonies, inspecteurs des colonies.

4. Membres des corps enseignants.

5. Officiers et sous-officiers des armées de terre, de mer et de l'air :

taires généraux dans les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique postes à la nomination du gouverne dans les entreprises d'intérêt général.

Art. 3. - L'accès et l'exercice de toutes les fonctions publiques autres que celles énumérées à l'article 2 ne sont ouverts aux juifs que s'ils penvent exciper de l'une des conditions suivantes:

a) Etre titulaire de la carte de combattant 1914-1918 ou avoir été cité au cours de la campagne 1914-1918;

b) Avoir été cité à l'ordre du jour au cours de la campagne 1939-1940;

c) Etre décoré de la Légion d'honneur à titre militaire ou de la médaille militaire. Art. 4. - L'accès et l'exercice des professions libérales, des professions libres, des

seront d'exercer leurs fonctions dans les deux mois » et « seront admis à faire valoir leurs droits ».

Art. 8. - Par décret individuel pris en eil d'Etat et dûment motivé, les juifs qui, dans les domaines littéraire, scientifique, artistique, ont rendu des services exceptionnels à l'Etat français, pourront être relevés des interdictions prévues par la

Ces décrets et les motifs qui les justifient seront publies an Journal officiel.

Art. 9. - La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat. Art. 10. - Le présent acte sera publié au

Journal officiel et exécuté comme loi de Fait à Vichy, le 3 octobre 1940.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat Le vice-président du conseil, PIERRE LAVAL

Le garde des sceaux, zire d'Esat à la justice, RAPHAEL ALIBERT. Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, MARCEL PEYROUTON. Le ministre secrétaire d'Etat

oux affaires étrangères, PAUL BAUDOIN. Le ministre secrétaire d'Etat à la guerre, Général HUNTZIGER

Le ministre secrétaire d'Etat aux fina YVES BOUTHILLIER Le ministre secrétaire d'Etat à la marine, Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travall. RENE BELIN. Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, PIÈRRE CAZIOT.

Le statut du 3 octobre 1940 sera supprimé et remplacé par une loi du 2 juin 1941 dont l'article 1° est aînsi rédigé :

Art. 1=. - Est regardé comme juif : 1º Celui on celle, appartenant ou non à une confession quelconque, qui est issu d'an moins trois grands-parents de race juive, ou de deux seulement si son conjoint est lui-

Est regardé comme étant de race juive le grand-parent ayant appartenu à la religion

2º Celui ou celle qui appartient à la religion juive, ou y appartenait le 25 juin 1940,

L'internement des étrangers Loi sur les ressortissants étren-

gers de race juive

Art. 1st. - Les ressortissants étrangers de race juive pourront, à dater de la promulgation de la présente loi, être ernés dans des camps spéciaux par décision du préfet du département de

Art. 2. – Il est constitué auprès du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur une commission chargée de l'organisa-tion et de l'administration de ces сатря. (...)

Art. 3. - Les ressortissants étran-

Le recensement

Loi du 2 juin 1941 prescrivant le recensement des juifs.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu.

Décrétons: Article premier. - Toutes personnes qui sont juives an regard de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs doi-

vent, dans le délai d'un mois à compter de la publication de la présente loi, remettre au préfet du département ou au sous-préfet de l'arrondissen dans lequel elles out leur domicile ou leur résidence, une déclaration écrite indiquant qu'elles sont juives au regard de la loi et mentionnant leur état civil. leur situation de famille, leur profession et l'état de leurs biens.

La déclaration est faite par le mari pour la femme, et par le représentant légal pour le mineur ou l'interdit.

Art. 2. - Toute infraction aux dispositions de l'article premier est punie d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 100 à 10 000 F, ou de l'une de ces deux peines seule-ment, sans préjudice du droit pour le préfet de prononcer l'internement dans un camp spécial, même si l'intéressé

Fait à Vichy, le 2 juin 1941. PL PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de

l'Etat français : L'amiral de la flotte. vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat à l'intériour. Amiral DARLAN.

et qui est issu de deux grands-parents de

La non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions recommes par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905,

Le désaveu ou l'ammilation de la recon naissance d'un enfant considéré comme juif sont sans effet an regard des dispositions

Le nouveau statut ajoute aux exemp-tions: « être pupille de la nation ou ascendant, veuve ou orphelin de militaire mort pour la France » (art. 3 d).

Aux interdictions déjà mentionnées, il ajoute une série de professions qui vont de la banque au « commerce de grains, de céréales, de chevaux, de bestiaux ».

Art. 9. - Sans préjudice du droit pour le préfet de prononcer l'internement dans un camp spécial, même si l'intéressé est français, est puni :

1º D'un emprisonnement de six mois i deux ans et d'une amende de 500 francs à 10 000 francs, on de l'une de ces deux peines seulement, tout juif qui s'est livré ou a tenté de se livrer à une activité qui lui est interdite par application des articles 4, 5 et 6 de la présente loi ;

2º D'un emprisonnement de un an à cinq ans et d'une amende de 1 000 francs à 20 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tout juif qui se sera sous-trait ou aura tenté de se soustraire aux interdictions édictées par la présente loi, au moyen de déclarations mensongères on de Euvres franchilenses.

Le tribunal peut, en outre, ordonner la fermeture de l'établissement.

Premiers départs de juifs vers les camps de concentration sons le conduite de gendarmes français.

Membres des corps de contrôle de la guerre, de la marine et de l'air :

Membres des corps et cadres civils des départements de la guerre, de la marine et de l'air créés par les lois du 25 août 1940, du 15 septembre 1940, du 28 août 1940, du 18 septembre 1940 et du 29 août 1940 (koi

Art. 4. - Les juifs indigènes des départements de l'Algérie qui, ayant

appartenu à une unité combattante pen-dant la guerre de 1914-1918 ou de 1939-1940, auront obtenu la Légion

d'homeur à titre militaire, la médaille

militaire ou la Croix de guerre, conser-

veront le statut politique de citoyens

Art. 5. - Ce statut pourra être

conservé, par décret contresigné par le

garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et par le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, aux juis

indigènes des départements de l'Algérie qui se seront distingués par des services

Art. 6. — La présente loi est applica-ble à tous les bénéficiaires du décret du 24 octobre 1870 et à leurs descendants.

Art. 7. - Le présent décret sera publié au Journal officiel et exécuté

PB. PÉTAIN.

Fait à Vichy, le 7 octobre 1940.

Les juifs d'Algérie

ne sont plus citoyens français

français.

rendus au pays.

comme loi de l'Etat.

fonctions dévolues aux officiers ministériels et à tous auxiliaires de la justice sont permis aux juifa, à moins que des règlements d'administration publique n'aient fixé pour eux une proportion déterminée. Dans ce cas, les mêmes règlements détermineront les conditions dans lesquelles aura lieu l'éli-

Art. 5. - Les juifs ne pourront, sans condition ni réserve, exerçer l'une quelcon-que des professions suivantes :

Directeurs, gérants, rédacteurs de journaux, revues, agences ou périodiques, à l'exception de publications de caractère

Directeurs, administrateurs, gérants d'entreprises ayant pour objet la fabrication, l'impression, la distribution, la présentation de films cinématographiques; metteurs en scène et directeurs de prises de vues, compositeurs de scénarios, directeurs, administrateurs, gérants de salles de théâtres ou de cinématographie, entrepreneurs de spectacles, directeurs administrateurs, gérants de toutes entreprises se rapportant à

Des règlements d'administration publique fixeront, pour chaque catégorie, les conditions dans lesquelles les autorités publiques pourront s'assurer du respect, par les intéressés, des interdictions prononcées au présent article, ainsi que les sanctions attachées à ces interdictions

Art. 6. - En aucun cas, les juifs ne peuvent faire partie des organismes chargés de représenter les professions visées aux arti-cles 4 et 5 de la présente loi ou d'en assurer

L'article 7 fixe les conditions dans lesquelles « les fonctionnaires juifs (...) ces-

gers de race juive pourront en tout temps ac voir assigner une résidence forcée par le préfet du département de leur résidence. (...)

Fait à Vichy, le 4 octobre 1940.

Deux commissaires aux questions juives

XAVIER VALLAT

musulmans algériens.

Xavier Vallat, ancien député de l'Ardèche, décédé le 6 janvier 1972 âgé de quatre-vingt-un ans, avait joué un rôle de premier plan entre les deux guerres dans les mouve-ments d'extrême droite et s'était fait le champion au Parlement d'un anti-sémitisme nationaliste et « chrétien », dans la tradition de l'affaire Dreyfus. Il entendait « défendre l'organisme français du microbe (juif) qui le conduisait à une ané-mie mortelle ». Ces convictions lui valurent d'être placé par le maré-chal Pétain, en mars 1941, à la tête du commissariat général aux questions juives

Sous son impulsion, cet organisme applique une législation limitant l'accès des israélites aux professions libérales, industrielles ou commerciales et leur interdisant toute acti-vité au sein des sociétés anonymes. Le juif se voyait défini comme celui qui appartenait à la religion juive au 25 juin 1940 et avait deux grandsparents de race juive.

Xsvier Vallat crés par ailleurs l'Union générale des israélites de France (UGIF), destinée à représenter leurs intérêts, étant admis que les juifs n'étaient tolérables bre 1947 devant la Haute Cour de

dans la société, selon une interview à justice, celle-ci le condamnait à dix année, secrétaire général adjoint du Paris-Sotr, « qu'à dose homéopathi- ans de prison pour « acte de nature à quotidien le Jour. que ». Cet organisme devait en fait faciliter les déportations. Xavier Vallat soutint par la suite que la législation adoptée sous son impul-sion avait constitué un maquis grâce auquel un grand nombre de juifs avaient pu être sauvés. Inutile de dire que la plupart des organisations juives contestent cette interprétation. Toujours est-il que, après le retour de Laval au pouvoir, au prin-temps de 1942, Xavier Vallat était révoqué et remplacé par Darquier de Pellepoix,

Dans une lettre adressée le 7 février 1942 au ministre Henri Moysset, il écrivait : « Je n'ai pas l'intention d'aller plus loin dans les concessions au point de vue alle-mand en cette matière, car, si l'harmonisation finalement réalisée devait se traduire par un simple ali-gnement sur la position allemande, je ne pourrais pas personnellement an assumer la responsabilité politique et morale. » Il s'était opposé notamment à l'institution en zone libre de l'étoile jaune et du couvrefeu spécial qui étaient imposés aux juifs de la zone nord. Comparaissant au mois de décemans de prison pour « acte de nature à nuire à la défense nationale ». Le 30 décembre 1949, Xavier Vallat était libéré. Il devait collaborer ensuite à l'hebdomadaire royaliste Aspects de la France et en assumer de 1962 à 1966 la direction. Le passé militaire de Xavier Vallat. grand mutilé de la guerre 1914-1918, expliquait la clémence du hant tribunal. Ce jugement ne fut pas moins ressenti comme un affront par les rescapés de Drancy ou d'Auschwitz. (Le Monde 8 janvier 1972.)

DARQUIER **DE PELLEPOIX**

Louis Darquier de Pellepoix naît à Cahors le 19 décembre 1897. Engagé volontaire à dix-sept ans, en 1914, c'est un brillant combattant. Il vit ensuite de petits emplois dans les affaires et milite à l'extrême droite. Le 6 février 1934, au cours des manifestations organisées par les Ligues, il est gravement blessé. Il préside l'Association des blessés du 6 février 1934 et devient, la même gestion des biens juifs.

L'année suivante, il se fait élire conseiller municipal de Paris sur un programme « national antijuif ».

En mai 1937, il prend la prési-dence du Comité antijuif de France. dence du Comite antijun de France, qui fédère les principaux organes de combet contre les juifs et les france-maçons. « Il faut, s'écrie-t-il au cours d'une réunion publique à la salle Wagram, de toute urgence résoudre la question juive. Que les juifs soient expulsés ou qu'ils soient massacrés. - En 1939, mobilisé, il se bat à nouveau brillamment et est but à nouveau brillamment et est fait prisonnier. Libéré de l'Oflag 24 II D, il fonde, en novembre 1940, à l'Union française pour la défense de 25 C.

Une première fois, en 1941, il est proposé par les Allemands comme responsable de la question juive en France, sur une liste où figure notamment Céline. Ses protecteurs réussissent à l'imposer — après le retour au pouvoir de Laval, le 6 mai 1942 - au poste de commissaire général aux questions juives, où il general aux questions juves, ou in succède à Xavier Vallat. Il excroe ses fonctions jusqu'en février 1944, date à laquelle il sera chassé officiel-lement pour malversations dans la

M. DARQUIER DE PELLEPOIX commissaire général aux questions juives EXPOSE SES PROJETS

au Petit C Parisien je Renforcement de la lei de 1941 sur l'oryani-

2º Statut des demi-jults qui se verraient écartés des fonctions publiques et de curtaines extres

Port abligatoire de l'étaile jaune en zone con occupée ; Interdiction aux julis, sans aucune dérogation, d'emercer des fonctions publiques; S' Retreit de le setionalité française à tous les juits qui l'ont acquise depuis 1927.

« Le Petit Parisien » du 1º février 1943.

A la Libération, Darquier de Pellepoix passe en Espagne, où il jouit de vives sympathies dans les milieux du gouvernement fran-

Il a été condamné à mort par contumace, par la Haute Cour de justice, le 19 juin 1947, pour « intelligence avec une puissance

En 1978, le journaliste Philippe Ganier-Raymond le retrouve, para-lysé, en Andalousie et s'entretient avec lui. Darquier de Pellepoix lui déclare notamment : « Je vais vous dire, moi, ce qui s'est exactement passé à Auschwitz. On a gazé. Oul, c'est vrai. Mais on a gazé les poux... Pendant ce temps-là, on désinfectait leurs vêtements... Mais que voulez-vous, ils sont comme ça, les juifs, il faut qu'ils men-

Cet entretien, publié dans l'Express da 28 octobre 1978, provoque une vague de protestations. L'extradition de Darquier est réclamée mais ne peut être obtenne, car l'ancien commissaire aux questions juives n'a pas été condamné comme criminel de guerre.

Darquier de Pellepoix est mort le 29 août 1980 près de Malaga. Sa mort ne fut connne en France que deux ans plus tard.

(le Monde, 22 février 1983.)

* Informations tirées notamment de France antisémite de Darquier de Pellepoix, Jean Laloum. Editions

Juits, communi

41944 : LA RÉPR

ju ghet

TOTAL STATE

2020-0

allen meter ald Exer The street was party The first of the second

TEAL COLUMN

Mit is ber b matin 🌬 Eldi - Sie fraggier 6 Flemene : - manachent 16; Sale in . Strangen de Tankenne, de A Chief area commendes Witte : Herr Quand if At the same as a service en in programe referense, tresse. Te les prosèthe cur is markene adminis-ने विकास के जिल्ला है। con le quitte ame arrondiese. to have a rue Nélaton Meur ce Greneile, c'était the first mangain II at the state our region Ct andre been service Se de Danis, e serul fait de Pytiowice

State tracks.

hamble to be so given pine of Comme All to Langue per la The same of the same A STATE OF SALES SELECTIONS ton con ics rues des te manufacture por des policiers. An it cos mooter dans des The state of the case bone et paris See the see of bobeof the matter on farmer. As course on services and the course paper.

Particle claims be comeditioned by the course paper. grande material series PERSON IN COUNTRY. Partie Control of Viciliards, in

ter malades say des Acceptance is evaluate pro-P. KOWICZ S'CLE A Printer Ces Co Il avait 22 Comme et ses the tree siempore. the contract of the second a. un apent ferme Pro- the charge Por de parents. D'antres

LES ORDONNANCES ALLEMANDES

Du ghetto de fait à l'extermination

Le recensens

na dons les faire valoir

hard pris en The les juils

P. SCIENTIFI-PR SCIVICES IN POLITORI SQUEE PAR La

in institution

protectoral

ni poblić au mac ki de

ETAIN.

of Petat

e Demokra Na

- نها

IE & la refe

juin 1940.

nt

18

indicated in the second second

EN!

Loi du 2 juin 1947 procensement des juits.

Nous, Maréchal de Franço l'Etat français, Le corseil des ministres

Décrétons : Article premier. - Toma par qui sont juives au retaid de la 2 juin 1941 portant atatu de la vent, dans le délai d'un moste de la publication de la publicati

indiquant qu'elles son juinage de la loi et mentionan lui et leur situation de famille lors sion et l'état de leurs bien. La déclaration en file Mitpour la femme, et par le maiseur de l'agai pour le mineur de l'agai

Art. 2. - Toute infracionata sitions de l'article premie ap d'un emprisonnement de mail an et d'ace amende de loui Me Ou de l'une de ces deux piete ment, sans préjudice de deix pi préfet de prononcer l'intende La camp special, mime a fee en François.

Fact a Vichycle 2 join [94]

Par is Murechal de Franças l'Etat français:

L'amiral de la florte, Vice president do mod munusine secretaire d'Emillione Ameni DARLAN

est qui ent ont de deut granique

La resuggiatione à la milita est elabore pur in preute de late l'one des autres confessions reme l'Exat avant la loi sa 9 décembre l'E

· Le déser en cu l'annelma éta prima nee alun esilat casiditasji sent surr effet au regard de teit

Le manera statut ajamene Hand . . . etre papille de la pagett dans, escer la orginta de elect pena in France - an. 32.

Aux merdiciers des messes appeale and terre as professional la barear en exempla a 🎏 Carrelles, de trestant de transfer.

Art. 9 - Sans projudte de del F Printed to the second Carry spice a mine & lines of CREAT CALL CALLS

I. Die street ent des dell and of dues amonds to mis ICODO Fares, au de fere bent A Lente de la como des amendas Paterdite per application de mais o de la grassite die.

2 Die merserment als of the owners to 100 to 10 tral de de la tente de se sette Exist of distants BLATELTS TELEVISION

Le transition es an arm fermeture is the mental

ige litter project de project de

s juives

Gania Raymana le resser le sant le resser le sant le resser le res R PELLEPOIX Dateman Abis PROJETS

Servers de 23 octobres de 1866 de 1866

MA PARTY

Division of State and * 3943. Barga C ... THE PARTY NAMED IN The second secon

Au nom des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le Fuhrer und Oberster Befelshaber der Wehrmacht (le Fuhrer et commandant suprême de l'armée) j'ordonne ce qui suit... » Ainsi débutent les ordonnances du commandant en chef allemand en France, qui concernent la zone occupée.

27 septembre 1940. - « Sons reconnus comme juifs ceux qui appartiement ou qui appartenaiem à la religion juive, ou qui ont plus de deux grands-parents (grandson plus de neux granus-purerus i granus-pères et grands-mères) juifs. Sont consi-dérés comme juifs les grands-parents qui appartiennent ou appartenaient à la reli-gion juive. Il est interdit aux juifs qui ons jui la zone occupée d'y retourner. »

Tout juif - devra se présenter jusqu'au 30 octobre 1940 auprès du sous-préfet de l'arrondissement dans lequel il a son domi-eile (...) pour se faire inscrire sur un registre spécial. -

 Tout commerce dont le propriétaire ou le détenteur est juif devra être désigné comme « Enteprise juive » par une affiche spéciale en langue allemande et fran-

18 octobre 1940. - Définit - l'entreprise économique » et quelle entreprise est considérée comme entreprise juive. 26 avril 1941. — Nouvelle définition du

juif : - Trois grands-parents de pure race juive - ou deux grands-parents seulement si l'on appartient à la communauté religieuse uive ou si l'ou est marié à un juif ou si on

« En cas de doute » : « toute personne qui appartient ou a appartenu à la commu-nauté religieuse juive.

Ces dernières semaines, des attentats

à la dynamite et au revolver ont de nou-

veau été commis contre des membres de l'armée allemande. Ces attentats ont

pour auteurs des éléments, parfois

Saxons, des juifs et des bolcheviks, et

agissant selon les mots d'ordre infâmes

Pour frapper les véritables auteurs de

ces lâches attentats, j'ai ordonné l'exé-

cution immédiate des mesures sui-

1º Une amende de 1 milliard de

france est imposée aux juifs des terri-

2º Un grand nombre d'éléments cri-minels judéo-bolcheviks seront départés aux travaux forcés à l'Est. Outre les

toires français occupés ;

ême jennes, à la solde des Anglo-

Des soldats allemands ont été assassinés dans le dos et blessés. En aucun cas, les assassins n'ont pu être arrêtés.

« Juifs, communistes et anarchistes »

l'épouse uitérieurement.

de caux-ci.

28 mai 1941. - Les capitaux juifs no peuvent circuler sans autorisation spéciale. 13 noût 1941. - . Il est interdit aux juifs d'avoir des postes récepteurs de TSF en leur possession. - Ils devront les remettre aux maires ou aux commissariats de

28 septembre 1941. - Le produit des entreprises, des parts vociales ou d'actions juives doit être déposé au nom des ayants droit à la Caisse des dépôts et consignations qui peut en virer 10% au commissaire général aux questions juives, « Les sommes absolument indispensables pourront

ensuite être versées aux ayants-droit. 7 février 1942. - - Il est interdit aux juifs d'être hors de leurs logements entre 20 heures et 6 heures », « de changer le lieu de leur résidence actuelle ». Sano-tions : emprisonnement, amende et interne-ment possible » dans un camp de juifs ».

24 mars 1942. - Renforce l'ordonnance du 26 avril 1941; ce a'est plus à dater du 26 avril 1941 que l'appartenance à la reli-gion juive ou le mariage avec un conjoint juif fait considérer comme juif, mais du 25 juin 1940.

8 juillet 1942. - « Interdiction de fréquenter des établissements de spectacle et autres établissements ouverts au public. »

« Les juifs ne pourront entrer dans les grands magasins, les magasins de détail et artisanals (sic) ou y faire leurs achats ou les faire faire par d'autres personnes que de 15 heures à 16 heures. » Les entreprises juives spécialement désignées comme telles

mesures qui me paraîtraient nécessaires

selon les cas, d'autres déportations

seront envisagées sur une grande

échelle si de nouveaux attentats

3º Cent juifs, communistes et anar-

chistes, qui ont des rapports certains

avec les auteurs des attentats, seront

Cos mesures ne frappent point le

peuple de France, mais uniquement des individus qui, à la solde des ennemis de

l'Allemagne, veulent précipiter la France dans le malheur, et qui ont pour

but de saboter la réconciliation entre

Une ordonnance fixe les modalités de répartition et de perception de l'amende.

Der Militärbefehlahales

in Frankreich.

VON STULPNAGEL,

venaient à être commis ;

l'Allemagne et la France.

Paris, le 14 décembre 1941



29 mai 1942: le port de l'étoile jaune devient obligatoire pour les juifs âgés de pios de six ans.

FE WHEN SAMES I Antritt tur Juden

8 juillet 1942: de fréquenter de spectacle.

Paragraphe le

L'étoile

jaune

29 mai 1942

Signe distinctif pour les juifs I. - Il est interdit aux juifs, dès l'age de six ans révolus, de paraître en public sans porter l'étoile juive.

II. - L'étoile juive est une étoile à six pointes ayant les dimensions de la paume d'une main et les contours noirs. Elle est en tissu jaune et porte, en caractères noirs, l'inscription - Juif ». Elle devra être portée bien visiblement sur le côté gauche de la poitrine, solidement cousue sur le vête-ment.

Paragraphe 2

Dispositions pénales Les infractions à la présente ordon-nance seront punies d'emprisonnement et d'amende ou d'une de ces peines. Des mesures de police, telles que l'intercement dans un camp de juifs, pourront s'ajouter ou être substituées à ces peines.

> Paragraphe 3 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entrera en

Der Militärbefehlskaber in Frankreich.

Les juifs (...) devront se présenter au commissariat de police ou à la sousprésecture de leur domicile pour y recevoir les insignes en sorme d'étoile prévus au paragraphe premier de ladite ordonnance. Chaque juif recevra trois insignes et devra donner en échange un point de sa carte de textile. Le chef supérieur de la police

13 octobre 1942. - Le commandement militaire pour la Belgique et le nord de la France exige que pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais tous les objets appartenant à des juifs ayant quitté leur domicile soient déclarés ou remis à la Kom-

2 décembre 1942. - Les biens des juifs allemands ou ex-allemands sont « dévolus au Reich allemand ».

(D'après les Juifs sous l'Occupation, recueil des textes officiels français et allemands, 1940-1944. Centre de documentation juive contemporaine, Réédité par l'Association Les fils et les filles des déportés juis de France (FFDJF), BP 104, 75722 Paris Cedex 15.)

La rafle du Vel' d'Hiv'

Lorsque, au petit matin du 16 juillet 1942, la police française et la gendarmerie commencèrent la grande rafle des juifs étrangers de Paris et de la région parisienne, des familles entières furent emmenées au Vélodrome d'Hiver. Quand il leur fallut vivre là des jours atroces et qu'enfin le piège se referma, tous comprirent que la loi ne les proté-geait plus, que la machine administrative finirait par les broyer et qu'ici, dans le quinzième arrondissement de Paris, entre la rue Nélaton et le boulevard de Grenelle, c'était une agonie qui commençait. Il ne s'agissait plus d'obéir aux règlements racistes, de coudre bien serrée son étoile de David, le seul fait de s'appeler Fellmann ou Pytkowicz était devenu illégal.

Ce matin-là, on ne se gêna plus. De ce qui, depuis, avait été commis contre les juifs et accepté par la majorité des Français, on allait montrer les redoutables conséquences. On vit alors dans les rues des familles encadrées par des policiers, des petits enfants portant des balu-chons sur le dos monter dans des autobus à plate-forme, ces bons vieux autobus parisiens, et partir pour le Vel'd'Hiv', ce haut lieu des manifestations sportives et popu-laires. On vit des mères en larmes, des enfants apeurés dans leurs jupes, des pères désemparés, passant, sous le soleil d'été qui montait dans le ciel, dans ce décor familier, rassurant : la nostalgie d'une époque. Les Parisiens, de leurs balcons, pou-vaient les regarder marcher vers leur destination incomme.

Ils raffèrent aussi les vieillards, ils emportèrent les malades sur des brancards, et même un mort dans un linceul. Auparavant, ils avaient provoqué des déchirements, des scènes bouleversantes. M. Pytkowicz s'était livré aux policiers dès qu'il avait appris qu'on arrêtait sa femme et ses enfants. Il fallait faire vite, n'emporter que deux jours de vivres, quelques effets. Ici ou là, un agent ferme les yeux pour faciliter une évasion, mais où pourraient bien aller se réfu-gier ces étrangers? Ils n'ont pas d'amis, pas de parents. D'antres

policiers feront du zèle et arrêteront même les enfants nés en France, qui, d'après les consignes, devaient être laissés en liberté.

rist auxquels viendrout se joindre de jennes deriotistes bénévoles. Le secret est assez bien gardé. A peine

> **Biottis** les uns contre les autres

A la veille de la rafle, an tract de l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE) prévient que

si quelques rameurs circulent.

a quelque chose doit se passer». Mais quoi ? Et qui penserait alors à un danger mortel ? L'Union des isractites fabrique même des étiquettes qu'on retrouvera par la suite au cou des enfants juifs séparés de leur mère. Des gens avertis ne bou-geront pas de chez eux. D'autres mettront du temps, trop de temps, à réagir. Pourquoi, se dit-on, arrêterment-ils des femmes et des enfants sans défense? A quoi cela servirait-il? Ils ignoraient que ce jeudi noir » quelque chose vensit de basculer dans les consciences. Ils s'en rendirent compte quand ils pas-sèrent la porte du Vel'd'Hiv', une fois entrés dans cette nasse d'où la plupart ne s'échappèrent plus.

La besogne a été scrupulenseme

préparée. Le 10 juillet, une conférence a réuni le chef de la section antijnive de la Gestapo, Danneker, et son adjoint, Heinrischsohn, du côté allemand, et, du côté français, Darquier de Pellepoix et Jean Leguay principalement, pour organi-ser l'opération appelée, à l'échelon du Reich, « Vent printanier ». Paris doit « fournir » vingt mille juifs. Cela demande un tel déploiement de forces que les Allemands devraient y renoncer sans l'aide de la police et de la gendarmerie françaises. Le 15 juillet, sur ordre de René Bousquet, secrétaire général de la police de Vichy, et à l'aide du fichier des juifs, le préfet de police de Paris mobilise les effectifs de commissa-

aussi

comité des médecins de l'hôpital Rothschild. Il n'y avait pas de médi-caments et beaucoup de malades. des gens qui avaient 40 de fièvre et qu'on n'autorisait pas à sortir. » Vers 18 heures, le Vel'd'Hiv' est plein. Environ treize mille personnes entassées sans hygiène, sans nourriture ou presque, sous la vernière qui chauffe, dans la remeur qui monte des voix angoissées. Les uns sout

sonnes se donnent la mort et nac femme acconche dans la colum. Quelques-uas parviennent à s'échapper. Parmi cax, M. Felomann. « Dès que nous sommes entrés, nous avons compris que nous étions dans un guéples. Alors ma mère m'a encouragé à m'enfuir. Nous étions waiment parqués. Il y avait une odeur abominable et aucun respect des personnes. Les femmes enceintes subissaient un

abattus, les autres hagards, cinq per-

Les enfants

examen gynécologique sur la piste

Les limites d'Age fixées sont de quinte à cinquante cinq ans pour les femmes, à soixante ans pour les hommes. Les juifs visés sont apatrides ; c'est-à-dire excolonais, allemands, autrichiens,

Après deux jours, le bilan s'élève à 12 884 arrestations. Le troisième jour, il atteint 13 152. Pour beaucoup d'entre elles, il s'agit d'épouses de juifs déjà arrêtés en mai et en soit 1941. Parents et enfants sont internés pendant six jours au Vélodrome d'Hiver, avant d'être évacués sur les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande, presque vidés en juin par quatre convois

Le 17 juillet, les responsables de la police française ont insisté, an cours d'une réunson avec la Gestapo, pour que les énfants de doux à quinze aus soient égale-

devant tout le monde. A un moment j'ai forcé le barrage des gendarmes et j'ai couru vers la liberté.

Louis a quatorze ans, il veut s'éva-der. Sa mère le retient : « Où iras-ru seul dans Paris? - Mais son père, l'émigré de l'Est, pressent le danger. e Vo-t-en, si tu peux. - Alors Louis dit adieu à ses parents, à sa sœur Fanny, qu'il ne reverra plus et, au moment où des femmes en colère forcent le barrage des gendarmes pour aller demander de l'eau dans un magasin de la rue Nélaton, le jeune Pytkowier réussira à s'enfuir. Plus tard, des Français, en l'héber-geant, lui sauveront la vie. Mais la plupart sont restés là, blottis les uns

Le 22 juillet, le Vel'd'Hiv' est vide. Tous les raflés sont partis pour des camps de travail, d'où ils ont été déportés vers la Pologne. Mais c'est en plein Paris que, pour eux, l'hor-reur s'est installée. On avait commencé à y traiter des innocents comme du bétail. Là, il n'y eut plus de pudeur, de pitié. C'était l'entrée du monde concentrationnaire sous me garde française.

Quelques années plus tard, tandis qu'on vissait des plaques à la mémoire des policiers tombés pour la libération de Paria, les rescapés attendaient à l'hôtel Lutetia le retour de leurs déportés. « Ils ne revinrent pas, bien sur, explique M. Pytkowicz, c'est surtout mainte nant que je ressens le deuil de mes parents. J'ai eu des enfants, des petits-enfants. A la Libération, j'ai retrouvé mon frère et ma sæur. Il y avait l'euphorie du moment. Oui, c'est maintenant que mon père et ma mère me manquent. >

Et un autre survivant témoigne : « J'ai espéré leur retour. A présent encore, je me dis qu'ils ne sont peutêtre pas morts, et souvent, dans mes rèves, j'imagine que mon père et ma mère frappent à la porte de ma chambre. Alors j'ouvre et c'est un gendarme français. »

> CHRISTIAN COLOMBANL (Le Monde 14 juillet 1982 }

Ce supplément du Monde sur Vichy et les lois antijuives constitue, un outil pédagogique de

Les enseignants pourront utilement s'en servir pour animer leurs cours d'histoire et d'instruction civique et en conseiller la lecture à leurs élèves.



L'OCCUPATION, VICHY ET LES LOIS ANTIJUIVES

COMMANDES GROUPÉES

Mana a	•		
Note :			
(draine :			
Code postal :	Localité :	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	<u></u>

Monde: 7, me des Italiens, 75427 Paris Cedex Q9,

Expédition des dossiers per retour.

LES RÉACTIONS DES FRANÇAIS

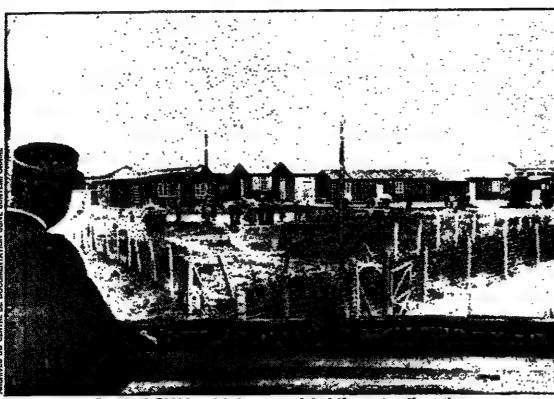
De l'indifférence à la solidarité

Il faut bien constater que, dans un premier temps, l'opinion française est restée, dans son ensemble, peu touchée par le sort réservé aux juifs, en zone occupée comme en zone libre. Une morne indifférence à l'égard de gens qu'on ne cesse de lui ésenter comme la cause de ses malheurs. S'y ajoutent, surtout en zone occupée, les soucis écrasants de la vie quotidienne, du chauffage et du ravitaillement et un désintérêt pour la politique. Enfin, il ne faut pas oublier que les moyens d'information sont tous soit sous la coupe des Allemands, soit sous celle du gouvernement de Vichy. Seule la radio de Londres, encore que par-tiellement, fait état des mesures antisémites. On ignore généralement l'existence de camps de concentration français comme celui de Gurs et les sévices qui y sont pratiqués. Cependant, l'épiscopat catholique, bien que lié dans sa majorité au régime, fait quelques démarches pour atténuer les malheurs les plus criants, poussé par quelques fidèles. Ainsi, à Lyon, le cardinal Gerlier.

Prise de conscience

A partir de l'été 1942, une prise de conscience se manifeste. En juin, les juifs, depuis l'âge de six ans, sont, en zone occupée, tenus de porter l'étoile jaune. Cette marque, qui a été voulue infamante, provoque de nombreuses manifestations de sympathie. Tel qui n'est pas juif arbore l'étoile. Des gestes spontanés d'indi-gnation sont fréquents.

Quelques semaines plus tard, c'est la rafle du Vel'd'Hiv'. Si la grande masse paralt encore inerte, les protestations se multiplient, sans être, et pour cause, rendues publi-ques. Le cardinal Subard, dès le premier jour, écrit à Pierre Laval. mblée des cardinaux et arche-



vêques de zone occupée fait tenir une déclaration au maréchal Pétain.

La rafle a été l'occasion de gestes individuels de solidarité. Sur les 28 000 juifs inscrits sur les listes de la police, 12 884 seront arrêtés les deux premiers jours. Comme le dit l'historien Georges Wellers (Le Monde du 23 octobre 1979) : « Les amis, les voisins, des inconnus, sont nombreux à cacher ou à prévenir les victimes désignées, et, parmi les policiers, il y a un certain manque de zèle et même des cas de défail-

Les raffes qui suivent, dans la zone de Vichy, sont mal accueillies

per l'opinion, comme le montrent les rapports des préfets. Derrière le cardinal Saliège, archevêque de Toulouse, qui est à la pointe de la protestation, des évêques font lire en chaire, malgré les interdictions, des lettres pastorale dénonçant les arrestations. Le pasteur Boegner, au nom de la Fédération protestante de France, adresse à Pétain une lettre indignée. Paul Claudel, pourtant admirateur du maréchal à l'époque, envoie un message de sympathie an grand rabbin de France.

Dos familles françaises cachent, de leur propre mouvement, des juifs.

Des réseaux d'aide, comme l'Amitié chrétienne de M. Jean-Marie Sou-tou et de l'abbé Glasberg, organisent sur une vaste échelle le camouflage des enfants juifs. Collèges catholiques et protestants, couvents ouverts pour le circonstance, abritent garcons et filles. Plusieurs milliers d'enfants sont ainsi sauvés. Certains ne sont qu'en sursis. Lorsque, en novembre 1942, les Allemands occupent la zone libre, ils pourchas les ciandestins, arrêtent les enfants dans les écoles et les centres créés pour eux. Ainsi, à Izieu, opère Klaus Barbie.



rganisée au Palais Berlitz **Deux rapports**

de préfets Les rapports des préfets donnent une idée des réactions de l'opinion face aux arrestations de

Préfecture de l'Aveyron, le

1" septembre 1942 : «Le regroupement de certaines catégories d'israélites a eu des répercussions curieuses male las on Douvait s'attendre dans les circonstances ame Il y a quinze jours à peine, la population de mon département, écœurée par la facon de vivre des juits, nombreux en Aveyron, département d'accueil, les vousit aux gémonies. Depuis que ce regroupement a été effectué, seuls les soutiens du gouvernement approuvent les mesures, tandis que la majorité de la population, par un soudain revine-ment, plaint les juifs et désapprouve le procédé. La propagande gaulliste et la meuvalue foi sont pour beaucoup dans ce revirement. » Préfecture des Bouches-du Rhône, la 1ª octobre 1942 ;

« Les mesures admini prises contre les juifs apatride ont soulevé une indiscutable émotion parmi la population qui les a jugées avec sévérité et en a tiré des conclusions diffi dens leur sens mals semblables dans le fond. Bien que les opérations policières aient été effec crétion, la nouvelle diffusée per la radio de Londres a été rapidament connue par l'ensemble de la population. La Lettre pastorale lue dans les églises du départe ment, le dimanche 6 septembre a certainement produit de

« LA SOLUTION FINALE »

Plus de cinq millions et demi de morts

Hitler a annoncé publiquement que l'anéantissement de la race juive dans toute l'Europe (Vernichtung) était une éventualité très probable dans un discours prononcé au Reichstag pour l'anniversaire de son arrivée au pouvoir, le 30 janvier 1939. Il est revenu sur ce thème dans deux autres discours du Reichstag, le 30 janvier 1942 et le 30 janvier 1943. En 1942, le massacre était déjà largement amorcé. Nous n'avons pas d'ordre écrit, daté et signé, du Führer. Il n'y en a probablement jamais en, pour ne pas laisser de trace. Pour la même raison, les instructions données aux exécutants ont souvent été verbales ou utilisaient les cuphémismes bien connus : - solution finale > (Endlösung) on « traitement spécial » (Sonderbehandlung). Maigré ces précautions, nous avons assez de témoignages et de documents pour reconstituer ce qui s'est passé (1).

De 1933 à 1940, priorité a été donnée à la création des camps de concentration, pour briser l'opposiconcentration, pour briser i oppose-tion communiste et non communiste. Les juifs ont été privés de la nationa-lité allemande, brimés, spoliés, ran-connés. Beaucoup out été déportés ou expulsés. Mais il n'était pas encore question d'extermination physique. Après l'occupation de la Pologne, la Gestapo et les SS s'atta-quent immédiatement aux dirigeants polonais, à l'Eglise et aux juifs. Ces derniers sont battus, volés, parqués dans les ghettos, estreints

Un pas de plus a été fait au début de la guerre, en septembre 1939, quand Hitler a ordonné la liquidation des aliénés et des incurables. La réalisation du plan Euthanasie, qui devait rester secret, a été confiée à des médecins SS sous le contrôle de Reich. Six centres ont été aménagés à cet effet. Les malades qui y étaient envoyés étaient tués des leur arrivée. Le plus souvent par piques. Mais quelques-uns ont été gazés, car c'est là qu'ont été expérimentées les premières chambres à gaz.

Les réactions de l'opinion allemande et les protestations des Eglises ont obligé les nazis à reculer (du moins en paroles, car l'enthans-sie a continué plus discrètement pendant toute la guerre et a fait des dizaines de milliers de victimes).

l'Holocauste a été organisé hors d'Allemagne, sur le front russe, puis en Pologne. La décision initiale a été prise au printempa 1941, pendant la préparation de l'off l'URSS (juin 1941). l'offensive contre

Quatre Einsatzgruppen (groupes d'intervention SS) ont été chargés de suivre les armées allemandes et de liquider les juifs, les commissaires politiques et les partisans. Ces unités très spéciales ont assassiné des centaines de milliers d'hommes. de femmes et d'enfants avec l'aide de soldats de la Wehrmacht et de milices auxiliaires recrutées parmi les antisémites locaux en Ukraine et dans les pays baltes. (...) Le 30 juil-let 1941, Goering a confié à Heydrich le soin de préparer « une solution finale de la question juive dans les territoires européens sous l'influence allemande » (2). Il semble que Heydrich ait d'abord envisagé de déporter les juifs au-delà de Lublin, dans la zone d'action des Einsatzgruppen. Mais Himmler en a décidé autrement vers la sin de l'été 1941.

Les chiffres

Nons savons, par les témoignages d'Eichmann et du commandant d'Auschwitz, Hoess, qu'il a ordonné d'organiser le massacre en Pologne, dans les camps spéciaux (Belzec, Chelno, Sobibor, Treblinka), et dans les camps de concentration déjà ouverts pour les Polonais, qui ont été transformés en camps « mixtes », et le sont restés jusqu'à la fin de la guerre (Struthof, Ausch-witz, Madjanek). La mise en œuvre a été rapide. Le 20 janvier 1942, Heydrich a réuni une quinzaine de hauts dignitaires du régime à Wannsee, près de Berlin, pour organiser l'acheminement de tous les juifs des pays occupés vers les camps d'extermination polonais. Les premiers convois formés en Allemagne étaient convois formes en Anteniagne content déjà en route. Ils se sont multipliés un peu partout à partir du printemps 1942. La machine était désormais lancée, Elle a fonctionné à plein readement jusqu'en novembre 1944.

Le chiffre de six millions de morts a été avancé au procès de Nurem-berg et repris au procès Eichmann à Jérusalem, sans que les deux cours se soient préoccupées de l'établir



avec précision, car leur rôle n'était pas de faire des statistiques, mais de juger un crime dont l'étendue n'était pas douteuse. Il ne s'agit donc que d'un ordre de grandeur, mais cet ordre de grandeur est tout à fait plausible et sérieux, ne serait-ce que parce qu'il a été proposé à Nurem-berg par deux SS haut placés, Hoeltl et Wisliceny, qui le tenaient enx-mêmes d'Eichmann. Ce dernier l'a d'ailleurs confirmé, seize ans plus tard, au cours de son procès. Il a, en effet, parlé une fois de six millions et compte la seconde fois des victimes des Einsatzgruppen sur le front

russe, qu'il estimait lui-même à un

on deux millions. Il est difficile d'arriver à des chiffres plus précis, car les archives des camps out été en grande partie décroites. Elles avaient d'ailleurs été falsifiées au départ, car les SS n'enregistraient qu'une partie des décès et les camouflaient systématiquement en morts naturelles.

En prenant, pour ces derniers, les chiffres les plus raisonnables, on aboutit à un total minimum de cinq millions cinq cent mille, qui est sans doute encore inférieur à la réalité.

An printemps 1942, les Elusatzgrappes out été dotés de camions

les occupants avec les gaz d'échappement des moteurs Diesel. Vers la nême époque, les premières chambres à gaz ont commencé à fonction-ner régulièrement à Chelno, à Belzeo, à Treblinka et dans tous les camps situés en Pologne, notamment à Auschwitz, où le procédé a été amélioré par l'emploi du

Les chambres à gez

En 1943, le développement d'Auschwitz est devenu tel qu'il a fallu ajouter aux deux chambres primitives d'Auschwitz II - Birkenau les quatre immenses blocs chambres à gaz-crématoires qui ont permis de gazer et d'incinérer plusieurs mil-liers de personnes par jour. L'ensemble a fonctionné à plein rendement jusqu'à la révolte de Sonderkommando d'octobre 1944. Et pendant tout ce temps et jusqu'à la fin de la guerre, les SS out continué à fusiller et à assassiner de toutes les manières, à Auschwitz et ailleurs.

Par contre, il est cortain qu'il n'y a pas eu de chambre à gaz perma-nente dans les camps de concentra-tion « ordinaires » situés sur le territoire du Reich. Bien que ces derniers aient fait de nombreuses victimes, le but premier du système concentrationnaire n'était pas l'extermination générale et immédiate mais l'élimination des opposants et leur liquidation progressive par les manvais trai-tements et le travail forcé.

Toutefois, cette distinction n'est pas absolue. Les SS n'ont pas cessé de fusilier et de torturer dans les camps de concentration comme dans les camps d'extermination. Il y a même en ici ou là des gazages ponc-

FRANÇOIS DELPECH (Le Monde 8 mars 1979) (Extraits)

(1) Voir sur ce point le grand livre de Poliakov, *Bréviatre de la haine*, 1951 65dité en livre de poche en 1974), et l'excellente mise au point récente de J. Billig, la Solution finale de la quer-

sion juive, 1977.
(2) Procès de Nuremberg, PS 710. réédition du Bréviaire de la haine es

A LIRE

 Philippe Bourdrel: Histoire des juifs de France, Albin Michel, 1974, 58 F. - Serge Klarsfeld : Vichy-Auschwitz, tome. 1: 1942: tome II: 1943-1944, Fayard,

150 F le volume. - Mémorial de la déportation des juits de France, édité par Serge et Beete Klersfeld, 1978, BP 137, 75763 Peris Cedex 16.

- Georges Wallers : le Déportation des juifs de France. Le Monde juif, septembre 1980, revue du Centre de documentation juive contemporaine de Paris, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris.

 Eugen Kogon, Hermann
 Langbein et Adalbert Ruckerl : les Chambres à gaz, secret d'Etat, éditions de Minuit, 1984, 79 F.

- Henri Amouroux : la Grande Histoire des Français sous l'Occupation, notemment torne IV : les Passions et les Heines, Robert Laffont, 110 F. - Jean-Pierre Azéma : De Munich à la Libération 1938-1944, « Le Point », Seuil, 1987, 40 F.

A VOIR

Le Dictateur, de Charlie Cha-Les Guichets du Louvre, de Michel Mitrani. Monsieur Klein, de Joseph

Le Vieil Homme et l'Enfant, de Claude Berry. Nuit et brouillard, d'Alain L'Œuf du serpent, d'Ingmar

Le Jardin des Fizzi Contini, de Vittorio de Sica. Welcome in Vienna, d'Axel Corti.

Le Chagrin et la Pitié, d'André Harris et Alain de Shoeh, de Claude Lanzmann.

D'âge en âge

- US 107 WEEK de la Sar-ta Plusi as the Re Pour son Mer. Inday Ancerson & Man NOT STEE ALTO SORNER. BUTE DEV.S. CT. IS CHONE ERST. FOR CALLS BOOK Jan Cinh e baparté nous tours surtout er ca jour SERIE HOS WORTH & COM ROFT . Frage de Gras. Elen set pha. elle nout over quetele deputs tomatament. Nous Toubletons pas is tousse Salome. gode some on Sharphakia Charges of 5 for her Manne ביים בי ביים ביים ביים BE STORTER OF CHE post & grown places. SECTION OF THE PARTY HOLLING THE SECTION gamentra di noda Atten. Facto Days :

SECTION OFFICELLE

Section will be and

la Blennes d'août : Bindsay Anderson

Sublimes rieilles dames

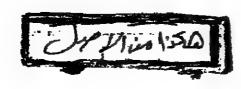
Mile es o mes. inhomme: issementatives station

St. Vincent Printe . NO. 508 Si, Seattle mornities, sacris, t

The de Marie Sarah (Life) BE E CE Stengie, Life te Dersi, y passent lente Same time time out the Grant, einer hiert guinne so Q (Am Seitern), et un w The facility of the court beaution Em ar is : trip les intestio THE SELECTION SOCIETY SELECTION Apare per de chose à cet âge all faces for community que rich de Com al du desir aut poertant Table (et.) prend une éngans Place, un vieux disque que l'on the photo d'autrefois, des to the broughts executively. Anderson les cueille aves the the finesse, use lecided

Da de Bergman la vie réconfirment de voir MIR CE -2 VICE CESC, SAIR SIGNE The reme Les deux so Service plus qu'elles se se Euro ne le savent par Block Tree and de toute fapon Gat est une fauter gen a defendre, et Bette Dank The chameau sec. arrogant, M. the bien pendue of in dept dame cles Stent qu'elles vont the complete Elies restent parisides et bren bichon these que les baleines me plic at acts d'août devant l'as the extent Mais que sout fiche le sevent





de René Péron

at at 1941,

u anticemite

IN JUST OFFICE LIGHTS de

M de l'Aveyron, la m 1942 :

roupiament de carperiod d'impôlique a gui gaione cultibules (134)

is point tatteres

THE POLICE A DECKE SHIP

de mon département.

IF In Topico de vivre

R of agreement, less vousses

pris a de affectue.

fections de gouverne-fections des energies management de la popu-

are abudain to te-

C. AND JUSTE ON CHAIR-

to procede.

morts

see he gas d'entre-

mire Dinsel. Vers in ma presention about moments & fonctive

m & Cheiso, à Br.

in of dean trees to

e Pologne, notem-

per l'emplor du

| Barelopresen:

deux obembrzs ::-

ude II - Breefide

tim bloce chembros

feer planters it !

A place renderant

CEPSA Et perall'i

fings'à la fin co -

e de toutes :::

Mi Amstanti Qu'il (il)

mine à gas person more de consentra r dende sai de certe

int persons and the second of the second of

er his mas van der på forest

ALABATE DE LANGE

PROME THE NUMBER

Sing & payer

delette de Assessor

SOLDER TO

Deux rapports

de préfets

dans de revrement,

Rhome, a 1º octobre (se.

CLES TRANSPORTED SONOTAL STATES OF SCHOOL STATES HIS PARCE OF THE SONOTAL SON

Partie de l'action le bobone

es a - pads avec selecte

the des conducts de-

Same war sers mes

1075 DE Gieres wen MA

tures a, et le maine e c'est de la propie des

a remaind de constant en el p

is account of the Laboratory

-0.0 2273 es egist de

3 Destainement protes

die 1990 vertees profesige

393 5 1

A LIRE

a content time is to the intent is the intent is to the intent is the intent

- Stamonal de la Co

Serve et de faction de Serve et de la serve de la serv

- Georges Welen

Deportable despite

1 2 3 7 Te vice du Centrale

A STATE OF THE BEST OF THE STATE OF THE STAT

Amageria Ama

Capes '6

- Serge Kussel

i Palais Berlitz

Les voix de l'enfance



D'âge en âge Trois vieilles dames vraiment très vieilles

Quand il était enfant

Woody Allen était un passionné de radio.

Son film Radio Days

raconte la manière

Mais, à New-York,

il a raconté pourquoi

et comment il a tourné.

dont il a vécu sa passion.

Il n'est pas venu à Cannes.

Une œuvre très simple, avec pen de personnages et un seul décor, dit-ti en s'installant sur le plateau tandis qu'on éclaire le plan suivant. C'est ma deuxième fournée de

« scènes supplémentaires ». Je

tourne une première fois à un rythme assez rapide, puis je regarde. Puis je tourne d'autres seènes. Je regarde encore, puis je tourne encore. Je prévois dans le budget ce tournage en

Les choses changent en cours

- Au nivean de la structure?

Radicalement. Je partirais d'un roman ou d'une pièce, le matériau aurait déjà fait ses preuves. En revanche, tourner à partir d'un scénario original ressemble à un show

que l'on rode en tournée avant d'arriver à Broadway. Le troisième acte ne fonctionne pas; lei, il y a un creux; là, un passage un peu flou. Et je passe mon temps à réécrire, à répa-

rer, à arranger. Les modifications

penvent être substantielles. Dans une première version de Hannah, il

n'y avait qu'un seul repas de Thanks-giving. C'est en voyant le film se for-

mer que j'ai tont agencé autour de trois repas. Le processus a été simi-laire sur Radio Days.

Sciens de fordes, sciens de bolto de muits, sciens musicales, deux cents rôles parlants... Radio Days semble être une production plus lourde que d'habitude chez

- C'est vrai. Ça a été une assez

- Est-ce amusant d'avoir à ras-mbler des éléments aussi dispa-

Un véhicule

de culture populaire »

- Oui. Avec le cinéma, c'était le

grand véhicule de culture populaire. Elle mobilisait la nation comme la

télévision ne l'a pratiquement jamais fait. On se réunissait autour du poste pour les grands événements sportifs

ou tragiques, ou les dramatiques. Les personnages étaient mythiques, on les retrouvait tous les jours. Quand un personnage de femilieton

avait un enfant, les cadeaux arri-vaient par milliers. Quand quelqu'un

mourait, les lettres de condoléances arrivaient par tombereaux. Et les gens se sont jetés par la fenêtre lorque Orson Welles a lancé sa Guerre des mondes, comme si c'était un reportage d'actualité. C'était une conde affaire la redo dans mon

grande affaire, la radio, dans mon enfance, Aux États-Unis en tout cas.

Quand on rentrait de l'école, le pre-mier geste consistait à allumer la radio. Et le soir, toute la famille se réunissait autour du poste.

Si on se réfère aux photos de l'époque, les gens regardaient leur poste de radio.
C'est vrai. C'était mon cas. Mon père pouvait lire le journal en même temps, ma mère faisait de la continue cu du triont ou faisait de la continue cu du triont ou faisait de la

couture, ou du tricot, ou épluchait les légumes. Moi pas. l'étais complè-tement fasciné par la radio. Le bon-beur suprême, c'était d'être malade, d'être obligé de rester au lit parce

- Le coup du thermomètre sur le radiateur? Je l'ai découvert beau-

coup plus tard, au lycée. Non, j'étais

vraiment malade. Et là, bonheur,

j'écoutais tout. Avec avidité. Les feuilletons, les séries romanesques,

les jeux. «Superman», «Capitaine Minuit». Et la musique. Quand l'étais enfant, la musique, ce n'était

pas des rythmes martelés comme aujourd'hui, c'était plutôt Glean Miller, Bonny Goodman, les pre-miers Frank Sinatrs, Ella Fitzge-

rald, Duke Ellington, Cole Porter,

... Toutes chausons que vous

Absolument. Des chansons qui

connaissiez par cœur, bien

avaient pour moi une signification ou

évoquaient un muvenir particulier. Mon idée de départ était de prendre

trente ou quarante chansons et de

raconter, par courts épisodes, ce que chacune d'entre elles signifiait pour

moi. J'ai commencé à écrire et me

George Gershwin.

qu'on avait de la température...

- Vous ne trichiez pas ?

grosse entreprise.

étiez enfant.

 présenté hors compétition -

plusieurs étapes.

plus un vestige de la Sainte Russie. dans une île. Pour son film, les Baleines d'août. Lindsay Anderson a réuni Vincent Price, Ann Sothern, Bette Davis et la doyenne (quatre-vingt-onze ans) Lilian Gish. Pareille longévité nous touche, surtout en ce jour où Rita Hayworth a enfin rejoint l'image de Gilda, Elle n'est plus.

elle nous avait quittée depuis longtemps, Nous n'oublierons pas la rousse Salomé, la bionde dame de Shanghai... Nous pouvons oublier les films qui font du remplissage dans la sélection officielle pour alier rire, pleurer, vibrer avec un petit rouquin au long nez, cinglé de radio, qui deviendre Woody Allen. Radio Days ;

SELECTION OFFICIELLE

« Les Baleines d'août », de Lindsay Anderson

Trois vieilles dames. Et un homme. un régal.

On ne reverre pas de sitôt une distribution si belle et si risquée : Bette Davis (soixaute-dix-neuf ans), Lil-lian Gish (quatre-vingt-onze ans), Ann Sothern (soixante-dix-huit ans), Vincent Price (soixante-seiza ans), quatre monstres sacrés, nullemière et sans doute la dernière fois sur le même plateau. Certes, *les* Baleines d'août n'est pas un film d'action, mais ces vieilles dames sublimes ont une vitalité réjouissante, et le gentleman, ancien roi du film d'horreur, fait preuve d'un

maintien remarquable. Lindsay Anderson, le réalisateur d'If (Palme d'or 1969), a tourné son premier film américain dans une petite lle du Maine, Sarah (Lillian Gish) et sa sœur avengle, Libby (Bette Davis), y passent leurs étés depuis soixante ans. Leurs maris sont morts, elles n'ont qu'une amie, Tisha (Ann Sothern), et un voisin suspect, émigré russe dont bizarrement on ne sait trop les intentions parasites, aussi chenues soient-elles. Il se passe peu de chose à cet âge où les forces s'en vont sans que rien de la mémoire ni du désir ait pourtant disparu, mais tout prend une énorme importance, un vieux disque que l'on écoute, une photo d'autrefois, des fleurs coupées, une dispute pour rien, et ces broutilles essentielles, Lindsay Anderson les cheille avec un tact, une finesse, une lucidité dignes de Bergman.

tant d'intelligence et d'acuité dans l'analyse de la vieillesse, sans singe-rie ni mièvrerie. Les deux sœurs s'aiment-elles plus qu'elles no se détestent? Elles ne le savent pas sans doute. Trop tard de toute façon. Lillian Gish est une fausse gentille qui sait se défendre, et Bette Davis un vrai chameau sec, arrogant, la langue bien pendue et la dent dure. Bien sûr, elles savent qu'elles vont mourir. Elles en ont peur la nuit, en rêve. Et alors? Il n'y a pas de quoi en faire un plat. Elles restent parfaitement dignes et bien bichonnées. Dommage que les baleines ne passent plus au mois d'août devant l'île camp tôt ou tard, elles le savent

MICHEL BRAUDEAU.

DERNIERE 17 MAI

le show must go on.

Sublimes vieilles dames

Quatre monstres sacrés,

C'est très réconfortant de voir e avant. Mais que tout fiche le

Les confidences de Woody Alles au travers des souvenirs de tout le monde libre, ils allaient jouer au ballon. suis très vite rendu compte que ça Alors que nous, nous étions obligés d'aller apprendre une langue qui no nous intéressait pas, très complexe, avec un alphabet différent. On nous devenait trop répétitif. Vous vous permettez une
liberté totale dans la munière dont
vous entrez dans un épisode, dont
vous en sortez, dont vous le reprenaturel pour ça.

Parce que c'est moi qui l'ai écrit. Toute la différence est là. Combien de fois evez-vous assisté à des discussions sans fin entre le metteur en sions sans fin entre le metteur en scène, le producteur et le scénariste d'un film sur le « concept »? On me dit souvent : « Vous écrivez, vous mettez en scène, vous jouez, comment pouvez-vous tout faire à la fois? » Que voulez-vous que je réponde? C'est tellement plus facile ! C'est parfois dur, physiquement, mais ça simplifie tellement le problème.

 Amusent est un bien grand mot. Personnellement, j'aime autant pas, je mis quelqu'un de relative-ment paresseux... Je préfère travail-- La familia de Radio Dava.

ment paresseux... Je pretere travan-ler en petit groupe. Une douzaine de personnes, un décor unique... Physi-quement, c'est moins éprouvant. Hannah s'est tourné avec un nombre - Tout dans ma vie s'est exacte-ment passé comme dans le film. Nous étions une famille très une et réduit d'acteurs, et en partie dans l'appartement de Mia. Mon pro-chain film est à un seul décor, avec Mia Farrow et Dianne Wiest... très nombreuse, nous vivions tous ensemble parce que nous n'étions pas riches et qu'on sortait à peine de la Dépression ; il y avait toujours des tas de cousines, et des tantes et des grands-parents — on n'était jamais moins de trois mille à table. J'ai effectivement teint le manteau de ma mère, j'ai caché le dentier de ma grand-mère... J'ai en une enfance La radio semble avoir joné un rôle de ciment national quand vous

- Paisque vous reconnaissez ouvertement que le film est autoblo-graphique, allons-y. L'école hébraï-que a-t-elle été pour vous un cauche-

- Pour moi, oul. De la maternelle à l'université, j'ai détesté toutes les écoles. Et l'école hébraïque encore plus que les autres. Nous faisions nos einq heures de lycée, les autres sor-taient de classe, ils avaient champ

avec un aippaset diferent. On nous inculquait de force des tas de préceptes religieux, alors que nous étions tous des rationalistes, des humanistes séculiers. Nous trouvions abracadantes les histoires qu'on nous racontait, et, de ce fait, nous avons tous grandi avec un avont avec un avont avec un avont avec un avont avec un chesse. arrière-goût amer quant aux choses de la religion.

- Vous avez vraiment volé
Pargent de la collecte du Fonds
social just?

- Bien sur! Et celui des boyscouts. Et celui des loteries! Nous
vendions des l'imbres dans la rue, ou
conte materit des vides dans la rue, ou

nous metrait des pièces dans une boîte de conserve tirelire. Quand on rentrait à la maison, on faisait nos rentrait à la maison, on l'aisait nos comptes — il y en avait blen parfois pour près de 2 dollars — et on ne . yoyait pas pourquoi on devait donner ça pour contribuer à l'établissement d'une mère patrie en Palestine. On allait plutôt s'acheter la batte de baseball dont on avait envie. Pardon: dont l'équipe avait besoin.

- Etiez-vous un enfant terrible ? - Oh non! J'étais relativement doux, gentil, calme et docile. Très porté sur le sport. Dès que j'avais un moment de libre – et s'il a'y avait rien d'essentiel à la radio – j'allais faire du baseball, du basket ou de la course. J'ai même remporté des médailles.

 Vous n'écriviez pas encore ?
 Si, mais sans frénésie particulière. Je n'avais pas d'ambition mi d'aspiration intellectuelle. Je ne lisais que des bandes dessinées, j'allais au cinéma, j'écoutais la radio. Un livre ? Jamais ! Beaucoup plus tand lors y la mais entire corti avec une tard, lorsque je suis sorti avec une très jolie fille qui écuit, elle, très

ne pas trop déparer, je me suis « enculturé » de manière intensive. Mais je n'avais aucun penchant

Lorsque vous étiez petit, il y avait aussi vraiment un feuilleton intitulé le Vengeur mesqué ?

- Non, je ne voulais pas repren-dre des shows existants, je voulais simplement recréer un type de show. Mais c'est très amusant d'écrire un pastione, Ah, la jonissance des phrases clichés! On les attendait, ces répliques! Pour nous, c'était des signaux, des repères. On savait que le méchant allait payer, que le bon allait gagner puis repartir vers le conchant, et à demain si vous le vou-lez bien. C'était une époque formidable. Complètement disparue.

- C'étaient d'énormes stars, et Hall. uniquement de radio! Nous étions persuadés que c'étaient les êtres les

plus grands, les plus forts, les plus beaux de la terre. On les adorait, on les vénerait, on ne connaissait que leurs voix. Quand on les voyait — ce qui n'arrivait jamais - c'était...

> La voix de « Superman »

— A quand remonte votre pre-mire desche froide?

 Au jour où j'ai va pour la pre-mière fois l'homme qui était
 Superman - à la radio. L'un des plus grands speakers de l'histoire de la radio américaine. Il avait une voix la radio americaine. Il avalt une voix sublime, grave, riche, profonde, puissante (Woody Allen imite) « Superman »! Puis on voyait débarquer eet homme, petit, 1.50 mètre et 150 kilos. J'ai du reste fait souvent appel à lui. Il était le narrateur dans Frends l'oseille et tire-tol. Il fait aussi plusieurs voix dans Radio Days, Jackson Beck... Si jamais vous rencontrez Jackson Beck, vous comprendrez ce que je veux dire. prendrez ce que je veux dire.

On se bagarrait vraiment en mille à cause d'une émission de

- Pas au point d'appeler une ambulance, mais oui, ca arrivait.
Moins souvent quand on pouvait
avoir plusicurs radios dans une maison, ce qui était possible, ce n'était
pas aussi cher qu'un poste de télé. Il
y en avait au moins une dans la cuirise et une dans la raile de sélour sine et une dans la salle de séjour. Jusqu'au jour où j'ai eu MON poste de radio à moi !

- Signe évident que vous étiez devenn un grand garçon !

- Oui, comme d'autres touchen leur première bievelette. - La musique du film a-t-elle été eurogistrée en direct ?

Tout ce qui est Frank Sinatra, Carmen Miranda, Duke Ellington, a évidemment été repris dans les enregistrements originaux. Mais tout ce qui est jeux radiophoniques, ou générique du Vengeur masqué. Oui, cela a été composé pour le film et exécuté othre autres dieses. le plus souvent en direct. Il y a quel-que chose de moins parfait mais de beaucoup plus... vivant dans les priscs en direct.

- La chanson de Cole Porter par Diane Keaton?

- Chantée en direct. Presque en direct : elle était accompagnée uniquement d'un piano ; l'orchestre a été rajouté par la suite. Mais elle chantait aussi en direct dans Annie

> Proces recueittis par HENRI BEHAR.

Bonheur

La rue a des conjeurs d'automne sons le ciel pluvieux. C'est ainsi qu'elle est au summum de sa beauté dans la mémoire de Woody Allen. La rue de son enfance, bordée de petites maisons, dont en même petites maisons, dont en meme temps parvient la même mélodie : le Vol du bourdon, par Harry James, on Dancing in the Dark... Woody Allen portait des culottes courtes au temps des TSF à lampes. Sa mère était une cingiée de la radio. Lui aussi. Son film, Radio Days, est Phistoire de sa pression. Il prepote. Thistoire de sa passion. Il reconta, on ne le voit pas. On voit un gamin, un rouquin maigrichen, avec des grands yeux pensifs, mais qui ne porte pas encore de lunettes, avec un

long nez de tapir... A croire qu'il s'agit du clone de Woody Alien

Le film, c'est Woody Allen, c'est sa voix, sa façon de parler, sa can-deur réfléchie, son génie pour extirper le petit true qui fait tout explo-ser, la manière dont il manipule les sensibilités, l'ironique douceur du regard qu'il porte sur les faiblesses et les ridicules. Y alternent la tendresse des scènes familiales et le clinquant de la frime. On a l'impression que Woody Allen jette ses sou-venirs comme ils viennent, comme ils s'enchaînent, par association affective en quelque sorte.

L'affectivité, Radio Days, en déborde. La grande force de Woody Allen est d'avoir fait passer ses confidences par les souvenirs de tout le monde. Déjà, au temps des TSF à lampes, les chansons survolaient les frontières. Dans le monde entier, on écoutait les mêmes - américaines de préférence. Alors Woody Allen nous donne des souvenirs à partager, et ils nous rappellent quelque chose, remuent en nous des histoires per-sonnelles. On rit et on pleure en même temps. On ne pleure pas parce que c'est triste, mais parce que ca a été et ça n'est plus. Parce que c'est une histoire de famille, une famille qu'on apprend à connaître. Parce qu'on s'y reconnaît.

COLETTE GODARD.



Carlos Diegues et Jonathan Demme

LES INTRUS DE LA COMPETITION

Enfer et initiation

vaau cinéaste? Ce n'est pas le cas de Carlos Diegues, survivant du cinema novo, ca qui fait plus de vingt ans de carrière, et une douzaine de films: Bye Bye Brésil, Xica da Silva, Quilambo...

L'occasion de lancer un nou-

Celui présenté à Cannes, Un train pour les étoiles, raconte comment un jeune saxophoniste pauvre, beau comme le David de Michel-Ange, fils de stripteaseuse, après une nuit d'amour dans un cimetière de voitures, pert à la recherche de sa fiancée disparue tandis qu'il salueit le soleil en musique. Il va, en com-pagnie d'un policier noir, bourru mais bon cœur, puis de deux jour-nalistes. « Rio tel qu'on ne le connaît pas, descente aux enfers, passage de l'adolescence à l'âge adulte. » Les ambitions sont vastes, mais la conduite du film est si linéaire, les épisodes tellement attendus que le charme se dibe dans l'ennui.

Le cas de Something Wild -Dangereuse sous tous rapports -de Jonathan Demme, d'ailleurs présenté hors compétition, n'est pas le même. Pourtant, là non plus, il n'y a pas de scénario ni de personnages, seulement une situation de départ des plus conventionnelle : un cadre numuche rencontre une ravageuse. Melanie Griffith joue un double rôle. D'abord sorte de Vénus à la fourure, elle s'assagit, prend

peur, essais même d'adopter le genre dadame. Le jeune cadre, c'est Jeff Daniels l'image du jeune premier qui descend de l'écran dans la Rose pourpre du Caire. Melanie Griffith feit son éducation souvelle. saxuelle. Il peut jouer de son air niais et de sa maladresse, on ne peut pas dire qu'il s'en prive. On est en droit d'attendre plus consistent, mais le miracle c'est

Karoly Makk Soporifique

En lisant au générique que ce film de Karoly Maick est tiré d'une nouvelle de Tibor Déry intitulée Un enterrement rigolo, on se cit qu'il pourrait s'agir d'une comédie satinque à la hongroise. De fait, le début est prometteur. Les obsè-ques solennelles de Gyorgy Nyary, écrivain de renommée internationale, sont interrompues par l'effondrement de son vieil ami, l'académicien Aurel Mark, atteint d'un infarctus, et par les nurtements de la veuve exigeant, soudain, que le cercueil soit ouvert. Or il s'ouvre et le mort se relève, arrachant se cravate, qui

ne lui a jamais plu, dit-il. Mais le film part ensuite dans un interminable retour en arrière

nt comment, et pourquoi, Aurei Mark recherchait le dernier manuscrit de Nyary, dans lequel celui-ci révélait, croit-on, de sordides magouilles politiques et la vérité sur ses relations avec l'académicien. La mise en scène, tirée

qu'en deux heures de rien du tout,

on ne s'ennuie pas. Tellement les détails sont intéressants, mis à

leur place, tellement les person-nages secondaires sont typés, bien représentés, tellement le suspense et le rire s'enchaînent

sur un rythme qui ampêche de s'atterder sur sa déception. Le miracle américain.

pesante, distille un ennui sous l'effet duquel l'attention s'égare et les paupières s'alourdissent. Karoly Makk, cinéaste hongrais, tourne depuis 1949 et fut

au cordeau d'une technique

souvent présent au Festival de Cannes, S'il se trouve encore cette année en compétition, c'est peut-être une prime de fidélité.

a Chines, a Cast e deposit of the المحلول المحالية الم المحالية الم المحالية الم SS week par track Buffnitt! PROPERTY OF THE PARTY OF THE PA La Land Horas & Por om territes 57%. THE PROPERTY OF DOIS DELPECH Table ! 255-25 See and the see of the the late of the la m de la surv pacte se

managery.

milit Freine a I State of the same of Mary of the Ball of Co.

Culture

La mort de Rita Hayworth

L'ascension et la chute d'une « reine de beauté »

Le destin de Rita Hayworth a été celui de ces vedettes féminines d'Hollywood qui, lancées, utilisées pour leur beauté et leur attrait sexuel, ne ourent, la maturité venue échapper à leur mythe et, comées vicillissantes, sombrèrent peu à peu dans l'oubli ou la déchéance. Moins tragique que celui de Marilyn Monroe, son destin relève pourtant des règles implacables du « star-system » qui broyèrent hommes ou femmes d'ailleurs — tant d'êtres vulnérables.

Margarita Carmen Cansino, fille d'un danseur d'origine espagnole, naquit à New-York le 17 octobre 1918. Elle apprit la danse dès son enfance, se produisit dans les boîtes de nuit et commença, en 1935, une petite carrière au cinéma sous le nom simplifié mais teinté d'« exotisme » - de Rita Cansino, En 1937. elle épousa un milliardaire, Edward J. Judson, et fut engagée à la Columbia par le grand patron-dictateur de la farme, Harry Cohn. Elle devint, akors, Ritz Hayworth, mais, jusqu'en 1941, encore qu'elle ait term un rôle dans. Seul les anges ont des etles (1939), d'Howard Hawks, rien au inimait prévoir la gloire qu'alluit connaître cette séduisente fille stariettes de l'époque

En 1941, Ritz Hayworth commença son ascension de vedette avec The Strawberry Blonds, de Raoul Walsh, et, surtout, Arènes san-giantes, de Rouben Mamoulian, d'après Biasco Ibanez, « remake » d'un ancien succès de Rudolph Valentino, remplacé, ici, par Tyrone Power en torero et où elle interprétait une grande dame espagnole disolue, une femme fatale aux danses lascives ; elle fut aussi la partenaire de Fred Astaire, séparé de Ginger Rogera, dans L'amour vint en dan-sant, de Sidney Lanfield.

nir le moral des G.L's par des diver-

quelques autres, Rita Hayworth allait être une transposition cinématographique des « pin-up girls » (filles à épingler) inventées par le dessinateur Varga pour le magazine Esquire et dont les images en mallots de bain ou déshabillés tapissaient les murs des chambrées. Cette année-là, Rita Hayworth, étoile scintiliante, divorça d'avec Ed Judson. En 1943, elle visita les bases militaires et les hôpitaux, ce qui accrut sa popularité auprès des soldats. Elle rencontra et épousa Orson Welles, le « wonder-boy », génie et enfant terri-ble du cinéma américain. En 1944, elle dansait avec Gene Kelly dans la Reine de Broadway, de Charles Vidor. Cette histoire, huxueusement résentée, d'une cover-girl devenan vedette de revue à Broadway élevait l'idéal aseptisé de la « pin-up girl » au rang de mythe, Rita Hayworth, star triomphante, allait être, désormais, un symbole sexuel dominant. Elle semblait imposer, définitivement, un nouveau type de séductrice remplaçant les Mariène et les Garbo d'antan. Elle était un produit parfait de l'industrie bollywoodienne du temps de guerre. Elle commit un succes foudroyant.

La paix revenue, le mythe de Rita Hayworth, forgé par les circons-tances historiques, trouvait son apo-gée dans Gilda, de Charles Vidor (1946). La mode de la psychanalyse intervensit alors dans les représents tions de l'amour et de la sexualité Jonglant avec le code de la pudeur, le film beignait dans un climat érotique assez trouble. Rita Hayworth fit 5 ensation dans une scène de danse où, vêtue d'un fourreau de soie noire sans épaules, elle retirait, en chantant une romance terriblement sensult une romance terriblement sen-suelle, les gants longs comme des bas noirs dont s'ornaient ses bras. Gilda fut, en 1946, présenté au premier Festival de Cannes. Les critiques français éreintèrent à qui mieux mieux l'œuvre de Vidor, dont



Rita Hayworth en 1946 dans «Glida»

ornée de l'image de Rita Hayworth en Gilda ! Stupéfiant phénomène qui fit de la reine de beauté la star de

gai. Orson Welles fit couper et tein-dre en blond platine les cheveux de

finit sa royanté. Divorcée alors d'Orson Welles, elle surait déclaré : On ne peut pas vivre avec un génie,

e'est trop fatigant. >
En vain Charles Vidor, le metteur en scène attitré de la star, essaya de reconstruire le mythe en faisant joner à Rita Hayworth — ses longs chevenx roux retrouvés — la gitane de Prosper Mérimée dans les Amours de Carmen (1948), avec Glenn Ford, son partenaire de Gilda. Quittant Hollywood, elle allait épou-ser, en 1949, le prince Ali Khan, l'un des hommmes les plus riches du monde, et régner, désormais, à la chronique de la haute société internationale, sur les champs de courses et les plages de haut vol, dans les palaces huppés. Trois ans plus tard, Rita Hayworth revensit an cinéma et divorçait d'avec Ali Khan. Vincent Sherman tenta de la relances dans l'Affaire de Trinidad, film policier bien traditionnel celui-là et plus ou moins inspiré de Gilda. Danseuse, chamiense, comédienne, toujours belle à treute-cinq aus, Rita Hay-worth recommençait une carrière de séductrice dans un cinéma américais profondément transformé par les malaires de l'ambanagure et al la malaises de l'après-guerre et ed la misogynie aveit remplacé la célébra-tion de la femme-objet érotique. Salomé, de William Disterie, et la Belle du Pacifique, de Curtis Bernhardt, furent, pour elle, en 1953, de vains retours aux sources. Elle resta, après cela, quatre ans sans tourner. A la fin des années 50, l'Enfer des tropiques, de Robert Parrish, la Blonde et la Rousse, de George Sidney, Tables séparées, de Delbert Mann, Ceux de Cordura de Robert Rossen, firent apparaître ses dons d'actrice de composition, confirmés en 1960 per Du sang en première page, de Clifford Odets.

Ritz Hayworth, quadragénaire, était en train d'accomplir une muta-

Elle eut encore quelques rôles dans une dizaine de films, mais elle ne put remonter la pente, même si, en 1971, George Lautner la dirigea remar quablement en Phècire quinquagé naire de station-service dans la Route de Salina. Ensuite, The Naked Zoo fut un « bide » retentis-sant et les critiques américains s'acharnèrent à la dénigrer. Elle dut à l'amitié de Robert Mitchum de paraître encore dans la Colère de Dieu, de Ralph Nelson (1972). Solitaire, désemparée, causant, semble-t-il, des scandales publics par sea crises éthyliques, atteinte d'un cer-tain désordre mental, elle n'était plus, à la fin de sa vie, qu'une statue en ruine, la légende aux trois quarts effacée d'un Hollywood anachroni-

JACQUES SICLIER.

Les demiers miroirs de la dame de Shanghai

dapuis 1981 d'una maladia d'Abbaimer, la plus fréquents des démances sérilles. Se fille, Yasmine Age Khan Embiricos, qui préside sujourd'hul le Fédération mondiale des associations d'aide aux familles de patients décides de servers de victimes de cette maladie, décrit ainsi dans une brochure de cette

dans leur famille des patients atteints de maladie d'Alzheimer. Je n'ai donc pas à vous reconter ce que cele représente de vivre aux côtés d'un tel malade. Avant que l'on alt diegnostiqué chez me mère - Rita Hayworth - une

Rita Hayworth et - ô scandale! - il maladie d'Alzheimer, nous Père atomique. Il appartint à Orson la métamorphosa en esprit du mal, tion intéressante. Ses nouveaux aviona déjà remarqué chez elle Welles de détruire le mythe. Le coudes troubles de la mémoire et une certaine désorientation. Je me souviene du jour où je la vis se regardant dans un miroir. Je En 1942, deux comédies musien meuse de film noir, mourant au déboires matrimoniaux (deux unions cales, Mon amie Sally et O toi ma-charmania, consecrèrent Rita Hay-worth dans un genre qui, les Etats-Unis étant entrés dans la guerre mondiale, était alors destiné à souteple était sur le point de se séparer. Welles, metteur en scène maudit, bête noire des producteurs, fut, sur les instances de Rita Hayworth, chargé par le Columbia de réaliser par licies, dest le renier maiheurenses avec le chanteur Dick milieu des miroirs fracassés d'un Haymes et le producteur James Kill) furent-ils responsables de son l'importance sociologique leur cauchemardesque parc d'attracéchappa complètement. La découverte d'Orson Welles ent beaucoup tions, au final d'une œuvre à la mise déclin? Toujours est-il que, après le film de Clifford Odets, sa carrière ne cessa de se détériorer. Elle sombra me tensie derrière elle. Tout & en scène délirante. Ce coup d'éclat plus d'importance. Mais lorsque les Américains lancèrent sur l'atoll de coup, elle me regarda, se regarda décienche la fureur d'Harry Cohn. un film policier, dont le projet paraissait inoffensif, avec sa femme à nouveau, et me dit : « Qui âtes Rita Hayworth, telle qu'elle s'était Bikini une nouvelle bombe atomique dans la dépression nerveuse et imposée au public, n'existait plus. Ici expérimentale, cette bombe fut lantes. Comme Betty Grable et l'alcoolisme, ses traits s'altérèrent. Canal + prie ses 1850 000 abonnés d'assister en même temps que les invités du festival de Cannes PATRICE CHÉREAU en avant-première HOTEL à la projection du film de Patrice Chéreau FRANCE "HOTEL DE FRANCE" CANAL



LA TĒLĒ PAS COMME LES AUTRES.

théâtr

SPECTACLES FOUVEAUX

PRINTERS PRINTERS PRINTERS OF TRAIN PRINTERS OF

NO POLE DELL PLANE de subvention reces

FRANCISCO TRANSPORTOR DE LA CONTRACTOR DE LA CONTRACTOR DE L'ARCHATTANTOR DE L'ARCHA STATE STATES Shirment . I Victor

THENE-FRANCAISE. 148 14 Sept. 15 1 الملتيجي شكار Decree State of the second

planeters for a programme of a natural section of the section of t Treatment of Personal 18 August 18 A

Alle Alexandra and attendance of PERSONAL PROPERTY AL MAN EVISICAL DT. PARR 145

EMPLYATE CO. WESTER per That Roman, Admin-MELL Marries works 2025 52 ... 63

TESTE PARES 43-66-43-43 E Cobressio com, 🗷 🛊 Bille Hand of Man

beauté »

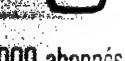
tă. Direcce alors die murait déclaré : subre avec au génie, Elle eut encore quelqui e, mune dizaine de filma eute. remonter la pente, mêrte, corge Lauter la feite, quablement en Philip et attion en la feite de station en la feite de Salina Intel. Naked Zoo fut un chia et les critique et les critique et les critique. les Vidor, le metteur de la mar, consys de la marie de la mar, consys de la grande de la gitane provide de la gitane d Naked Zoo int in chitica sant et les critique se s'acharnèrem à la déserté à l'amitié de Rober les paraître encore dans la lo Dieu, de Ralph Neison (III). rines (1948), svec ouriennire de Gildo pod, alle allait épou-piace Ai Khan, l'an plus raises du m, désorment, l la leman société inter-champs de courses taire, désemparée, come taire, désemparée, come t-il, des scandales main é crises éthyliques main é tain désordre mend ét de la fin de command étail de la fin de comman taba que comises pius, à la fin de sa vie de heat vol. dans les Troit sin plus tard, en ruine, la légende acta-essacée d'un Holyand a-

retenant as cinema

Les derniers min de la dame de San

est Ali Khan. Vinesta de la relancer
Triaddad, film polimais calaida et plus
the Gilde. Danseuse,
the Gilde. Danseuse,
the Gilde. Danseuse,
the Gilde. Danseuse,
the gast sure currière de
the calaidan américain
triadfurait par les
the gastere et ch in
tamplacé la célébration Dietarie, et la
tec, de Curris Berntre elle, es 1953, de
faparons. Elle resta,
th ann men tourner. Rita Hayworth eth en depuis 1981 d'un ato d'Alzhermer, la plus inte des démances séries à la des démances séries à la Yasmine Age Khan bit que préside aujourd hi sit tion mondials des mes c'aide aux familles de los victimes de cette maisse in ann nourser. Alle resta, in ann nourser des 18th, l'Enfer des leburt. Parrais. Le unt de George Siduries, de Delbert Candinus de Robert. ensi dans une brochmère fédération la malete à: ाहार : e Seaucoup d'entre tals

dans leur famille de les straints de malade d'Alex presente se dos Je n'a: 2000 pas e 104 to position, services sent se promiérs Origin ce que cela représenta de aux cotes d'un tel male le que l'on an dispressing endendinging de main-de andresse mere - Rita Hayword maradie d'Alzheime, t DVIORS COLD TERMEDIC COLD ment (dens macra is le changes Dick des troubles de la mini una certaine décourse producteur James producteur James me souviers du jour mij l Se recardant dans mai and i que, après le Mes, se carrière ne deres. Elle sambra Mon marvecuse et malis s'absérérent. rrie tensis derrière de la course in a me regards, same à nouveau, et me dit die YOUS ? a



-

000 abonnés

wies du festival de Canno

ière

Patrice Chéreau

FRANCE



théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CAPITADRE ZADA. Challet, Théatre Génier (47-27-81-15), 20 h 30. TITUS ANDRONECUS. Chaillet, Grasd Théatre (47-27-81-15), 20 h 30.

PLAUTO IN FARSA. Crétell. Maison des arts (48-99-18-88), 20 h 30. L'ATTAQUE DU TRAIN POSTAL. Saiet-Denis, TGP (42-43-00-59), 18 h 30. UN PIANO POUR DEUX PIA-NISTES. Aulmay-com-Bois, Espace Jacques-Prévert (48-68-00-22).

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE. Tháine de la Porte-Salat-Martin (40-15-00-15), dim, 14 h 30 : los Femmes avantos; salle Eleksian : den, 14 h 30 : Polycucte. CHARLLOT (47-27-81-15), Grand Thish-tre sam. 20 h 30, dim. 15 h: Trust Andro-nicus, de W. Shakespeare; Thisitre Gemier sam. 20 h 30, dim. 15 h: Capi-taine Bada, de J. Vanthier. ODÉON-COMÉDIE-FRANÇAISE, (43-25-76-32), sam. 20 h 30, dim. 15 h : h Ronde, de A. Schnitzler.

Ronde, de A. Schnitzier.

PETIT ODÉON (43-23-70-32), sam., dim.
18 h 30 : Crucifizion dans un boudoir
sure, de Jean Gruault.

TEP (43-64-80-80), sam. 20 h 30 : Partage
de unidi : Clafana : sam. 14 h 30 et dim.
20 h : Infidèlement vôtre, de P. Sturges
(v.a.) : Hannah et sat steur, de W. Allen
(v.a.) : Japan réserve).

(v.) (sous réserve).

MÉAUBOURG (42-77-12-33), ChémaVidée: Cycle brésilien ; voir le programmetion à le rubrique Cinémathèque;
Vidée-Information ; sam, dim. 16 h ;
Haron Tazieff ; les colères de la Terre, Harman 1822a1; as contra de la terre,
de J.-L. Prévost; 19 h : L'après 36, de
W. Thijsson; Vidéo-Musiques : sam,
dim. 13 h : Turandot, de Precini; 16 h :
Leund Barntein; 19 h ; les Lomberts, Licentel Bernstein; 19 h; tes Lomnestes, de Verdi; Concerts-Speciacies : sum, 18 h 30 : Nashvilic Contemporary Brass Quinta; 15 h : Atchiera de musiques et mioro-informatique; 17 h à 19 h, IECAM : Invention, technique et langage on musique. TREATRE MUSICAL NC PARCS (42-

61-19-83), Consent : sum. 20 h 30 : THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Dasse : sam. 20 h 45 : Ross, Ams Tores de Korsmacker; Musique : sam, dim. 18 h 30 : L Muvini/Corse.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-63-42-17). 20 h 30 : Opéra solo, deza. le 16. ANTOENE (42-08-77-71), sam. 15 h 30 et 21 h, dins. 15 h 30 : Harold et Mande.

ARIS- HERERTOT (41-47-23-23), sam. 21 h, dim. 15 h : Adorable Julia.

ATALANTE (46-06-11-90), sam. 21 h, dim. 17 h : h Septième Salle.

ATELIER (46-06-49-24), sam. 21 h, dim. 15 h : le Mahade imaginaire.

BASTILLE (43-57-42-14), sam. 19 h 30 : Figure Isomaine.

BOUFFES-PARISIENE (42-96-60-24),
sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le
Tourniquet.

BOURVII. (43-73-67-84), ann. 20 h 30 : Lady Penelope ; 22 h : Pas doux comme cite.

calle.

CARREFOUR DS LA DEFFÉRENCE (43-72-00-15), le 16 à 18 h 30 : Chaos in Wonderland, 20 h 30 : The Lover Lunch, 22 h 30 : Just a Load of Old Songs : le 17 à 17 h : Sir Gawein and the Greens Night, à 20 h 30 : Otto-A Private Country.

CARTOUCHERIE, Théitre de la Tum-pète (43-28-36-36), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Alexandre le Grand ; Aqueriana (43-74-99-61), sam. 20 h 30, dim. 16 h : les Henra blanches CINQ DIAMANTS (46-64-89-09), mrs. 21 h : George Dandin on le Mari

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), Galerie, sum. 20 h 30 : Nuit de guerre au munée du Prado. Remeuve, sum. 20 h 30 : Credo ; Grand Théâtre, sum. 20 h 30 : Les Caprices de Mariansae.

43-41). sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée. COMÉDIE-CAUMARTIN COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES

(47-20-08-24), sam. 20 h 30, dim. 17 h 30 : Flest de cactus. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11), 21 h. sum. 17 h. dim. 15 h 10 : Celhilold. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22), sum. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Orlando Funda.

CRYPTE BAINTE-AGNES (47-00-19-31), sam. 20 h 30 : le Musanthrope.
DAUNOU (42-61-69-14), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Une grande famille.
DECHARGEURS (42-36-00-02), sam. 18 h 30, dim. 15 h : le Premier Quart d'heure ; 22 h 15 : Verdun-Plage. DIX-HEURES (42-64-35-90), sun. 20 h 30, dim. 16 h : Maman. EDOUARD-VII (47-42-57-49), sun. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : les

ESCALIER D'OR (voir Th. subventiomés). ESPACE MARAIS (42-71-10-19), sam.

22 h 30, dim. 14 h 30 : Wien 38 ; 20 h 30, dim. 16 h 30 : Woyzeck, dem. le 17. ESSARON (42-73-46-42), sam. 19 h; is Chemin d'Anna Bargenon; 21 h Le sou-rire est sous la place; IL sam. 20 h 30, dim. 17 h: L'amour sort en blouse blan-che.

FONTAINE (48-74-74-40), sam. 21 h : An GAITE-MONTPARNASSE 16-18), sam. 21 h, dim. 15 h : le Perfes-GALERIE DR NESLE (45-25-11-28), mm. 18 h 30 ; l'Affirmation,

GRAND EDGAR (43-20-90-09), stm. 20 h 15 : Palier de orabes ; 22 h : C'est co soir os jamaia,
GRAND HALL MONTORGUEIL (4296-04-06), sam. 20 h 30, dim. 18 h 30:
On as badine pas avec l'amour,
GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), sum. 21 h : Fleurs de papier. GYMNASE (42-46-79-79), sem. 20 h 30, dim. 15 h 30 : la Famille Hernandez.

HUCHETTE (43-26-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chance ; 20 h 30 : M. Jolivet.

LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83), sum. 20 h 30, dim. 17 h : Dommage qu'oile soit une putain. LICERNAIRE (45-44-57-34), I : sam, dim. 19 h 30 : II : 20 h : le Petit Prince ; 22 h : Jouzthan le mat.

Z2 n : Johnthin is mat.

MADELEINE (42-65-07-09), sam. 21 h,
dim. 15 h 30 : Antigons.

MARIE-STUART (45-08-17-80), sam.
20 h 30, dim. 15 h 30 : Mess; (D. L.),
22 h : l'Escargot, à partir du 19 à
18 h 30 ; is 19 à 22 h : Notes d'un souter-

ARCANE (43-38-19-70), sem. 21 h; En eo pañs obsour.

ARLEQUIN (45-89-43-22), 20-1, 45; Le.

Charifort, den. k: 16.

ARTS. HÉBERTOT (43-87-23-23), sem.

31 h, k: 16: La softe du describbe. MARICNY (42-56-04-41), sam. 20 h, dkm. MICHEL (42-65-35-02), smm. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjama pour six. MICHODORRE (47-42-95-22), smm. 16 h 30 et 21 h 30 : Dumble mirria. MOGADOR (42-85-28-80), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Caberet. MONTPARNASSE (43-22-77-39), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Conventions après

NICOLATE DE CHATLLOT (4241-17-25), ann. 20 h 30, dim. 15 h : Mer Courage. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), sem. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mais qui est qui ?

qui est qui ?

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (42-31-11-99), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30: Badives et mushimorde, detta le 1?.

OEUVEE (48-74-42-52), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Léopoid le Bien-Aimé.

PALAES DES GLACES (46-07-49-93), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Ribe hi dirait thus The.

PALAES-BUYAL (42-97-59-81), sam. 19 h 15 et 21 h 45: l'Amuse-guoule. POCHE (45-48-92-97), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : la Belle Pamille ; sam. 19 h, dim. 18 h 30 : Suite irlandaisa.

POTENIÈRE (42-61-44-16), sam. 20 h 30 : Journal d'un curé de campagne. BANELAGH (42-88-64-44), sam. 20 à 30, dim. 17 à : les Petites Filles modèles.

Le Monde Informations Spectacles **42-81-26-20** Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

Spectacles

Samedi 16 – Dimanche 17 mai

lde 11 h à 21 h souf dimanches et jours féries! Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

SAINT-CEORGES (48-78-63-47), mm. 20 h 45, dim. 15 h ; les Seim de Lois, STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-

23-35-10), sam. 19 h 30, dim. 14 h : Voyage an boat de la mait; sam. 21 h, dim. 15 h 30 : le Pool en cau, dern. le 16, TAC STUDIO (43-73-74-47), sam. 20 h :

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), sam. 20 h 30 : Antigono ; 22 h : l'Écume des jours ; sam. 20 h 30 : Huis clos. TR. D'EDGAR (43-22-11-02), sem. 20 h 15 : les Babas cadres ; sam. 23 h 30 : Nona ou fait où ou nous dit de faire.

EGSEAU-THÉATRE (42-71-30-20), ann. 19 h : Hérodale ; 21 h : Ujinch le 16 à 21 h : le Grand Efflançoé.

Eiger. THÉATRE 13 (43-83-16-30), ann. THEATRE 13 (45-88-16-30), sem. 20 h 30, dam. 15 h : A peed.

TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande saile, le 16 à 20 à 30 : Mon Fanst. Pedie saile, sam 18 à 30 : l'Ogre de barberie. Manuel de l'alleur Régis-thilitre, sam. 21 à : Oscar Lafleur Régis-

TOURTOUR (45-87-82-48), 20 h 30 : Nous Théo et Vincent Van Gogh.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), men. 20 h 30 : l'Annivertaire. VARIÉTÉS (42-33-09-92), sunt. 20 h 30, dim. 15 h : C'est encore mienz l'après-

cinéma

Les Olius marqués (*) sant interdits aux moins de treixe aus, (**) sux moins de dix-lest sus.

La Cinémathèque CHAILLOT (47-84-34-34)

SAMEDI 16 MAI 16 h, The Road Bock, de J. Whale (v.o.); 17 h, l'Errange Monsieur Victor, da J. Grémillon; 19 h, Ras sant issue, de W. Wyler (v.o.); 21 h, Jaconse, de

DIMANCHE 17 MAI Les Deux Aventuriers, de R. Walsh (v.a.); 17 h, la Dernière Nuit, de Y. Razz-man (v.a.s.L.); 19 h, J'ai le droit de vivre, de F. Lang; 21 h, Yoshiwara, de

BEAUTIOURG (42-78-35-57) SAMEON 16 MAX

15 h, Vio d'un matador, de C. Veio (NB) (v.f.); 17 h, Sene Jack, de K. Wekamatse (NB) (v.o.-s.l.f.); 19 h, Varvara, l'institu-trice du village, de M. Dosskof (NB) (v.o.-s.l.f.); 21 h, l'Avventura, de M. Antonioni

DEMANCHE 17 MAI 15 h. Quatritme Alliance de dame Margaerite, de C. Theodor (NB); 17 h. Qui chante là-hes ? de S. Sijan (v.o.-s.t.l.); 19 h. Stake out on dope street, de L. Kersh-ner (NB) (v.o.); 21 h. Viridiana, de L. Bunnel (NB) (v.o.-s.t.l.).

CENTRE GEORGES-POMPIDOU E GARANCE (42-78-) SAMEDI 16 MAI

14 h 30, Cabra marcado para morre E. Coutinho; 17 h 30, Coronel Debui ceveia, do G. Samo; 20 h 30, Anchie se do Brazil, de P.C. Saraceni. DIMANCHE IT MAI

14 h 30, Bye bye Brasil, de C. Diegnes; 17 h 30, Liçae de amer, d'E. Esceret; 20 h 30, Barravesto, de G. Roobs. Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.a.): Ciné-Benbourg, F (42-71-52-36); Studio Galande, 5 (43-54-72-71); Roumde, 6 (45-74-94-94); Ermitage, F (45-63-16-16); v.L.: UGC-Bonisvarda, F (45-74-95-40). LIANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11º (48-05-51-33) ; h. sp.

Cinéma, 11° (48-05-51-33); h. sp.

ANGEL HEART (*) (A., v.o.);
Gaumont-Halles, 1° (42-97-49-70); SeMichel, 5° (43-26-79-17); Bretagne, 6°
(42-22-57-97); 14-Juillet-Odéen, 6° (4325-59-83); Ambassade, 8° (43-59-19-08);
14-Juillet-Bestille, 11° (43-57-90-81);
Racerial, 13° (47-07-28-04); 14-JuilletBestrial, 13° (47-07-28-04); 14-JuilletBestrian, 13° (47-48-06-06); v.o. et v.f.
Gaumont-Opéra, 2° (47-42-60-33); mer.

et jen. v.f.: Rex, 2° (42-36-83-93);
Nation, 12° (43-43-04-67); Montparaes, Nation, 12 (43-43-04-67); Mostparau, 14 (43-27-52-37); Gaument-Alfaia, 14 (43-27-84-50); Path6-Clichy, 18 (45-22-

46-01).
L'APPCULTEUR (Fr.-Gr.) (v.s.):
Forum-Horizon, 1" (45-08-57-57); 14hillot-Parmasse, 6 (43-26-48-18);
George-V, 8" (45-62-41-46); 14-JuilletBassile, 11" (43-57-90-81).
ASSOCIATION DE MALFATTEURS
(Fr.): George-V, 8" (45-62-41-46);
Français, 9" (47-70-33-88); Parmassicus,
14" (43-20-30-19).
AUTOUR DE MINUIT (A., v.a.): Tumplicat, 3" (42-72-94-56).
L'AUTRE MOITIÉ DU CIEL (A., v.a.):
Lating, 4" (42-78-47-86).

Latina, 4 (42-78-47-86).

BASIL DÉTECTIVE PEIVÉ (A., vf.):
Napoléos, 17 (42-67-63-42).

BERDY (A., va.): Lacamaire, 6 (43-44-67-34).

LES EISOUNOURS Nº 2 (A., v.f.): Mistral, 14 (45-39-52-43); St-Lambort, 15 (45-32-91-64).

BRIGHTON REACH MEMOURS (A., v.a.): Ciné-Beaubourg, 3- (42-71-52-36).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.): Forum-Orient-Express, 1 (42-33-42-26); 14-Juillet-Odden, 6 (43-25-59-83); Ambasanda, 7 (43-59-19-06).

BRAZIL (Brit., v.a.) : Epte-da-hoia, 5-(43-37-57-47) ; St-Lambert, 15- (45-32-91-68).

CHRONIQUE DES EVÉNEMENTS AMOUREUX (Pol., v.o.): Chury-Paisce, 5 (43-25-19-90); Chaches-St-Germala, 6 (46-33-10-02), h. sp.; Sta-dio 43, 9 (47-70-63-40). CHEONIQUE D'UNE MORT ANNON-

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNON-CÉE (It.-Fr., vis.): Gaumont-Halles, 1" (42.97.49.70): Haunteoulle, 6" (46.33-79.38): 14-Juillet-Odéan, 6" (43.25-59-33); Marignen, 8" (43.29-92-82); Publicis Champs-Elysées, 8" (47-20-76-23); Parmasiens, 14" (43-20-30-19); Khopanorama, 15" (43-36-50-50); 14-Juillet-Beaugreaulle, 15" (43-75-79-79); v.f.: Gaumont-Opéra, 2" (47-42-60-33); Bertegne, 6" (42-27-57-97); St-Lazare-Pasquier, 8" (43-47-35-43); Français, 9" (47-70-33-88); Nations, 12" (43-43-04-67); Fanvein, 15" (43-31-36-86); Gaumont-Alésia, 14" (43-27-84-50); Maillet, 17" (47-48-06-96); Gaumont-Convention, 15" (48-28-48-27); Pathé-Chety, 18" (45-22-46-01). LES CLOWNS DE DIEU (Fr.): Utopia,

LES CLOWNS DE DIEU (Fr.) : Utopia, 9 (43-26-84-65). 5 (43-26-84-65).
A COULDIN DE L'ARGENT (A., va.): UGC-Odéon, 6 (42-25-10-30); Marignan, 8 (43-59-92-82); Gaumost-Opéra, 2 (47-42-60-33); 7 Parnausions, 14-42-30-33-30).

LA COULEUR POURPRE (A., va.) : Templiers, 3 (42-72-94-56). COUP DOUBLE (A., v.a.): Forum-Orient-Express, 1" (42-33-42-26); Emi-tage, 8" (45-63-16-16); v.f.: UGC-Mostparmane, 6' (45-74-84-94). CRIMES DU CŒUR (A., v.a.) : ches St-Germain, & (46-33-10-82).

CROCODILE DUNDEE (A., v.o.) : Forum-Harizon, 1st (45-08-57-57); Mari-ginan, 8st (43-59-92-82); v.f. : Impérial, 2st (47-42-72-52); Bastille, 11st (43-42-(43-42); Montangum, Parki, 1st (43-42-16-80); Montparasso-Pathé, 14 (43-20-12-06); Convention-St-Charles, 15 (45-79-33-00).

LA DAME DE MUSASHINO (Jap., v.o.): 14-Julliet-Parague, 6 (43-26-58-00), h. sp. LE DESTIN DE MADAME YUEI (Jap., v.a.): 14-billet-Parmens, 6 (43-26-58-00), h. sp.

DOUJ, R. SP.
LE DÉCLIN DE L'EMPER AMÉRICAIN (Can.): UGC-Danton, 6* (42-2510-30): UGC-Montpernanc, 6* (45-7494-94); UGC-Biarriez, 8* (45-62-20-40);
UGC-Boalevards, 9* (45-74-95-40); Bastille, 11* (43-42-16-80).

TENDATION*

DERNIER ÉTÉ A TANGER (Fr.) : Form-Aro-n-Ciel, 1" (G-F151-76); Ambassade, 8" (43-59-19-08); Paramount-Opéra, 9" (47-42-56-31); UGC-Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); Fanvetto, 13 (43-31-56-86).

Carveno, 15' (45-31-30-8).

DOILS (A., v.a.): Forum-Oriont, 1st (42-33-42-26); Gaumont-Opinz, 2st (47-42-60-13); Gaumont-Parmene, 1st (43-35-30-40); v.f.: Maxéville, 9st (47-70-72-86); UGC-Gobelins, 1st (43-36-23-44).

DOUBLE MESSIEUES (Fr.) : Desfert, 14 (43-21-41-01), h. sp.
DOWN BY LAW (A., v.s.) : St-André-des-Arts, & (43-26-48-18).

DUO POUR UNE SOUSCIE (Pr.- A.) (v.a.): Lucernaire, 6 (45-44-57-34); Racine-Odéon, 6 (43-26-19-68); UGC-Bineries, 9 (45-62-30-40).

Biscriet, 9 (45-23-30-40).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.): Gaumont-Halles, 1" (42-97-49-70); Hantefenille, 6" (46-33-79-38); Pagode, 7" (47-05-12-15); Gaumont-Champs-Elysées, 8" (43-59-04-67); Gaumont-Parmese, 14" (43-35-30-40); Mayfair, 16" (45-25-27-06); v.f.: Paramont-Opfera, 9" (47-42-56-31); Bestille, 11" (43-42-16-80); Miramar, 14" (43-20-89-52); Gaumont-Alésia, 14" (43-

LES FILMS NOUVEAUX

GOOD MORNING BABILONIA.

Pilm italo-umfricate de Paolo et Vistorio Taviani. V.O.: Forum Horizon. torio Taviani. V.O.: Forum Horizon,
1° (45-08-57-57); Gaumont-Opéra,
2° (47-42-60-33); 14 Juillet-Odéon,
6° (43-25-59-83); 14 Juillet-Parmane, 6° (43-26-38-00); Colindo,
8° (43-39-29-46); George-V. 8° (45-62-41-46); 14 Juillet-Bantille, 2° (43-57-90-81); 14 Juillet-Bengrenelle, 15° (45-75-79-79);
Blenvenile-Montparmane, 15° (45-44-25-02); VF: Nations, 12° (43-31-56-86); Montpermane-Pathé, 14° 56-86) ; Montpernasso-Pathé, 14 (43-20-12-06) ; Gammont-Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gammont-Alésia, 14 (43-27-84-50); Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27); Path6-Clichy, 18 (45-22-46-01). GAUGUIN, LE LOUP DANS LE SOLETI. Film franco-danois de Henning Carisen. V.O.; St-Germain Villagu, 5 (46-33-63-20); Elyséo-Lincoin, 8 (43-59-36-14); Parmas-sicus, 14 (43-20-32-20).

MANNEQUIN. Film américain de -Michael Gottlieb. V.O.: Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Biarritz, 3- (45-62-20-40); UGC Duston, 6-(42-25-10-30); Marignan, 3- (43-59-92-52); V.F.: Rex., 2- (42-36-21-21); UGC Montantones de (45-39-92-22; V.T.: REE, 2 (42-30-83-93); UGC Montparname, 6 (45-74-94-94); Paramount-Opéra, 9-(47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); Galaxie, 13 (45-80-18-03); UGC Gobelins, 13 (43-80-18-03); UGC Gobelins, 13- (43-36-23-44); Mistral, 14- (45-38-52-43); UGC Convention, 15-(45-74-93-40); Convention St-Charles, 15- (45-79-33-00); Pathé-Clichy, 18- (45-22-46-01); Secré-tans, 19- (42-06-79-79); Gaumont-Gambetta, 20- (46-36-

27-84-50); Gaumont-Convention, 15-(48-28-42-27). L'EPOUVANTAIL (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-23-80) : Grend-Edger, 14 (43-20-90-09), h.sp.

20:90:09), h.sp.
LÉTÉ EN PENTE DOUCE (Fr.):
G===Haller, l" (42:97-49-70); Rez,
2 (42:36:33-93); Hamefenile, 6 (4633-79-38); Marignen, 9 (43-59-92-82);
St-Lazare-Paquer, P (43-87-35-43);
Françau, 9 (47-70-33-88); Nation, 12(43-43-04-67); Fanvette, 13 (43-3156-36); Mistral, 14 (45-39-52-43);
Montparasse-Pathé, 14 (43-20-12-06);
Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-77);
14-Juillet-Rezagrenette, 15 (45-7379-79); Pathé-Wepler, 18 (45-2246-01).

FATHERLAND (Ang., v.o.) : St-André-des-Arts, & (46-26-48-18).

des-Arm, 6' (46-26-18).

FAUX TEMOIN (A., v.o.): Forum-Areen-ciel, 1" (42-97-53-74); UGC-Odéon,
6' (42-25-10-10); Normanche, 8' (45-6316-16); v.f.: Rese-2' (42-36-83-93);
UGC-Montparasse, 6' (45-74-99-4);
UGC-Boulevards, 9" (45-74-99-40);
UGC-Garo-do-Lyon, 12" (43-43-1-39);
UGC-Gobelins, 13" (43-36-21-44);
Galazie, 13" (45-80-18-03); UGCConvention, 19" (45-74-91-40); Images,
18' (45-22-47-84); Sacrifosa, 19' (42-16-18 (45-22-47-94); Socrétan, 19 (42-06-79-79),

75-79).

FEVEL UT LE NOUVEAU MONDE.
(A. v.f.) (H. s.-p.): Cinoches, 6: (46-33-10-82): St-Lambert, 15: (45-32-91-68); St-Ambroise, 11: (47-00-89-16).

LE FLIC ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A. v.o.): Triomphe, 3: (45-62-45-76); v.f.: Paramount-Opéra, 9: (47-42-36-31); Miramer, 14: (43-20-89-52). GARCON, SAUVE-TOR (Teh., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

GOLDEN CRULD (A., v.a.); Triomphs, 2 (45-62-45-76); v.f.: Rox, 2 (43-36-83-93); Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31); Mousparnasse-Pathé, 14 (43-20-12-06)

56-31); Montparmasse-Pathé, 14 (43-20-12-06).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Gaumone-Halles, 1* (42-97-49-70); Impérial, 2* (47-42-72-52); Hantefeuille, 6* (46-33-79-38); Ambanade, 8* (43-39-19-08); George-V. 8* (43-62-41-46); St-Lazure-Pasquier, 8* (43-62-41-46); St-Lazure-Pasquier, 8* (43-62-41-6); Hauvetin, 19* (43-31-56-66); Gaumonst-Alésia, 14* (43-27-34-50); Montparma, 14* (43-27-32-37); Parmassieus, 14* (43-20-32-20); Gaumont-Convention, 15* (48-28-42-27); Maillot, 17* (47-48-06-06); Pathé-Clicy, 18* (43-22-46-01); Socritan, 19* (42-06-79-79); Gaumont-Gambetta, 20* (46-36-10-96).

HANNAH ET SES SCEURS (A., vo.);

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.A.):
Shidio de la Harpe, 5 (46-34-25-52).
L'HISTOIRE DU JAPON RACONTÉE
PAR UNE HOTESSE DE BAR (Jap.,
v.A.): Clemy-Palace, 5 (43-25-19-30). NSPECTEUR GADGET (Ft.): Gaumont-Opies, 2 (47-42-60-32); Sh Ambroise, 11 (47-00-89-16); St-Lambert, 13 (45-32-91-68).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : George-V, 8 (45-62-41-46). JEUX D'ARTIFICES (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40), LAPUTA (All., v.o.) : 7 Paransions, 14-(43-20-32-20).

MACBETH (Fr., V. il.): Vendôme, 2 (47-42-97-52); Publicis Matignon, 2 (43-59-31-97); Bicuvenhe Moztpar-MANON DES SOURCES (Fr.) : Élyafos-Lincoln, & (43-59-36-14).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Epéc-de-Bois, 5 MELO (Ft.) : Templiers, > (42-72-54-36).

MES DEUX HOMMES (Al., v.a.): Epicodo Bais, 5 (43-37-57-47). LA MESSE EST FINIE (IL, v.a.): Tom-piora, 3 (42-72-87-30).

phiers, F (42-73-57-30).

MIKEY ET NICKY (A., v.o.): CinfBeathbourg, B (42-71-52-36); UGCOdéon, 6 (42-25-10-30); UGCRotonde, F (45-74-94-94); Biarrite, B
(45-62-20-40); Convention-SaintCharles, 19 (45-79-33-00).

LE MIRACULÉ (Fr.): 7 Parassions, 14
(43-20-32-20).

MISSION (A., v.a.) : Chândet-Vicania, 1= (45-08-94-14) : Elysées-Lincoln, & (43-59-36-14) ; v.f. : Lamière, 9- (42-46-LES MOIS D'AVRIL SONT MEUR-

TRIERS (Pr.): Georges V. 2 (45-62-41-46); 7 Parassissa, 14 (43-20-30-19). LE MOUSTACHU (Fr.) : Marignan, 9-(43-59-92-82) : 7 Parmaniene, 14- (43-20-32-20).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Bit., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

v.o.): Cin6-Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Triumphe, 8 (45-62-45-76).

«L'hôtel de la Marine et ses salons

toriques).
«La Sainto-Chapelle et ses virraux». heures, devant it chapelle basse (Monuments historiques).

«L'ancien hôtel d'Angoulôme dans le Marais, siège de la Bibliothèque histori-que de la Ville de Paris», 15 heures, 24, rue Pavée (Monuments histori-

«Le Musée de la chasse et de la nature », 15 heures, 60, rue des Archives (Tourisme culturel).

«Synagogue du vieux quartier israé-lite de la rue des Rosiers, le couvent des Blancs-Mauteaux», 16 heures, 9, rue Malher (Le vieux Paris, M. Teurnier). - Les conlisses de la Comédie-Française, visite de la Maison de Molière-, 10 h 30, entrée de l'administration, place Colette, métro Palais-Royal (La France et son passé).

«Une heure au Père-Lachsise», 10 heures et 11 h 30, boulevard de Ménilmontant, face rue de la Requette (Vincent de Langlado).

NOLA DARLING N'EN FAIT OU'A SA TETE (A., v.o.) : Cinoches, 6º (46-33-10-82) : Républic-Cinéme, 11º (48-05-

IE NOM DE LA ROSE (Fr.); v. angl.: Forum-Orient-Express, 1" (42-33-42-26); Mercury, 8" (45-62-96-82); vf.: Français, 9" (47-70-33-88); Mont-parnos, 14" (43-27-52-37).

parnot, 10 (43-27-32-37).

OUT OF AFRICA (A., v.o.): Ambassade, \$ (43-59-19-08).

OVER THE TOP (A., v.o.): Ermitage, \$ (45-63-16-16); v.f.: Rex. 2 (42-36-83-93); Lumière, 9 (42-46-49-07); UGC-Gobelins, 13 (43-36-23-44); Innges, 18 (45-22-47-94).

LA PELICULA DEL RAY (Arg. v.o.): Latina, 4 (42-78-47-86); Luxembourg, 6 (46-33-97-77); Balzac, 9 (45-61-10-60).

06-06).

POLICE DES MŒURS (**) (Fr.):
Forum Orient-Express, 1* (42-33-42-36): George V, & (45-62-41-46):
Lumière, 9* (42-46-49-07): Maxéville, 9* (47-70-72-86): Fanestre, 13* (43-31-36-86): Montparasses Pathé, 14* (43-20-12-06): Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

PON NEUTRIE DALAGOS.

POUSSIÈRE D'ANGE (Fr.): UGC-Montpariasse, 6 (45-74-94-94); UGC-Normandie, 19 (45-63-16-16); UGC-Boulevard, 9 (45-74-95-40).

Boxicvard, 9 (45-74-95-40).

PROTECTION EATT-COMM. (A., v.a.): Tricompte, 8 (45-62-45-76).

QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Pr.):
Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

ROSA LUXEMBOURG (AIL, v.a.):

Cinoches, 6 (46-33-10-82).

SABINE KLEIST, SEPT ANS (All., RDA, v.o.): Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33). 05-51-33).

LE SIXIÈME SENS (A., v.o.): Normandia, 8° (45-63-16-16); v.f.: UGC-Montparasse, 6' (45-74-94-94).

STAND BY ME (A., v.o.): UGC Danton, 6' (42-23-10-30); UGC Bistritz, 8' (45-62-20-40); UGC Rotondo, 6' (45-74-94-94).

LA STONDA

94-94).

I.A. STORIA (R., v.o.) : Forum-Orient-Express, 1st (42-33-42-26); Bulme, 8st (45-61-10-60).

STRANGER THAN PARADESE (A., v.o.) : Utopia, 9st (43-26-84-65).

THAT'S LIFE (A., v.o.) : Forum-Aromo-Ciel, 1st (42-97-53-74); 14-Juillet-Odéon, 6st (43-25-39-83); Collide, 8st (43-9-29-46); 7 Parameticus, 1st (43-26-32-20); 14-Juillet-Beaugranelle, 15st (45-75-79-79).

LE THÈME (Sov., v.o.) : Comos, & (45-THÉRÈSE (Fr.) : UGC-Biarritz, 3 (45-

62-20-40).

37-2 LE MATEN (Fr.): Forum-Orions-Express, 1= (46-34-25-52); Saint Michel, 5= (43-26-79-17); Georgo-V, 8= (45-62-4)-46); Caumont Alfelia, 14= (43-27-84-50); Galaxia, 13- (45-80-18-03); Mostparmes, 14- (43-27-52-57).
TRUE STORIES (A., v.o.): Cinding Beaubourg, 3- (42-71-32-36); Studio de la Harpe, 5- (46-34-25-52). In Harpe, 5 (46-34-23-34).
UN HOMME AMOUREUX (Fr.) (v. 10 (42-67-

UN HOMME AMOUREUX (Pt.) (v. angl.): Gaumont Halles, 1= (42-87-49-70); Impérial, 2= (47-42-72-52); UGC Odéon, 6= (42-23-10-30); Publicis St-Germain, 6= (42-22-10-30); Publicis St-Germain, 6= (42-22-72-80); Pagode, 7= (47-65-12-15); Colisée, 9= (43-69-29-46); Publicis Champa Elysées, 8= (47-20-76-23); 14-Juillet Beauguenelle, 15= (43-57-90-81); Gaumont Parnesse, 14= (43-57-90-81); Halliet Beauguenelle, 15= (45-75-79-79); Maillot, 17= (47-48-60-33); Fairvette, 13= (43-31-56-86); Micamax, 14= (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15= (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18= (45-22-46-01); Gaumont Convention, 20= (46-36-10-96).

LA VEUVE NOIRE (A, v.a.): Ciné

Gambetta, 20° (46-36-10-96).

LA VEUVE NOIRE (A., v.a.): Ciné
Beaubourg, 3° (42-71-52-36); UGC
Danton, 6° (42-25-10-30); UGC
Chemps Blyaées, 3° (45-62-20-40). V.f.:
UGC Monparmasse, 6° (45-74-94-94);
UGC Boulevard, 9° (45-74-95-40);
UGC Gare de Lyon, 12° (43-43-01-59);
UGC Convention, 15° (43-36-23-44).

WELCORDE: IN VIENNA (Autr., va.): WELCOME IN VIENNA (Astr., v.a.): Utopia, 5 (43-26-84-65); Saint-Lumbert, 15 (45-32-91-68).

PARIS EN VISITES

« Les coulisses de la Comédie Française », 10 h 15, porte de l'administration, place Colette (Monuments historiques).

2, rue Royale, 10 h 30 (Monuments his-

«Riches salons du ministère des finances», 17 houres, 93, rue de Rivoli (Approche de l'art).

«La Commune, de Belleville su Père-Lachaise», 14 h 30, sortie métro Belle-ville (Hants Seux et découvertes). «L'Opéra», 11 heures et 14 h 30, dans l'entrée (Christine Merle).

«La sculpture et les sculpteurs du dix-neuvième siècle au Père-Lachaise», 14 h 45, métro Gambetta, sortie avenne du Père-Lachaise. «L'hôtel de Camondo et ses mer-veilles du dix-huitième siècle »,

«Deux superbes domaines privés en pays briard», 13 h 30, place de la Concorde, côté Tuileries (Paris et son

«L'église Saint-Eustache et l'ancien quartier des Halles», 15 heures, mêtro Louvre, côté kiosque à journaux La civilisation égyptionne ».
 10 h 30, musée du Louvre, porte Saint-Germain-l'Auxerrois.

«L'île Saint-Louis : quartier de la noblesse de robe au dix-septième siè-cle », 15 heures, métro Pont-Mario. «La peinure italieure au Louvre». 11 heures, 36, quai du Louvre (Michèle

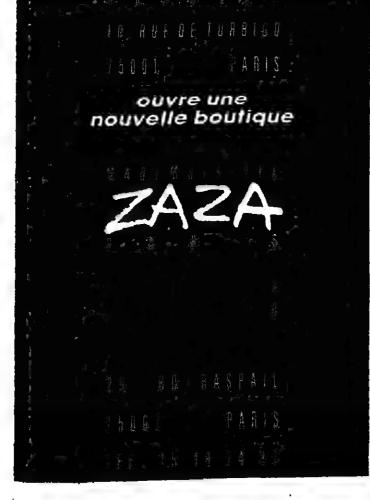
«Notre-Dame de Paris, le chantier des cathédrales, les templiers, le voyage à Compostelle», 15 heures, sortie métro Cité.

« Les salons du ministère de la marine», 15 heures, 2, rue Royale, carte d'identité (E. Romann).

«Les salons du ministère de l'indus-trie : l'hôtel Rothelin», 15 houres, 101, rue de Grenelle (Ars conférences). «La Commune, de Belleville au Père-Lachaise -, 14 h 30, sortic métro Belle-ville (Les hams licux).

«Le vieux village Saint-Roch et la butte aux Moulins», 15 heures, sortie mêtro Tuileries (Résurrection du





Communication

Le groupe Expansion relance « la Tribune de l'économie »

Le quotidien économique et financier la Tribune de l'économie va-t-il connaître un second souffle ? Racheté il y a deux mois par le groupe Expansion à M. Bruno Ber-tez (avec les deux autres titres de ce tez (avec les deux autres titres de ce dernier, l'Agefi et la Vie française), la Tribune représentait alors un maillon fragile. Sa diffusion amon-cée en 1985 (34 000 exemplaires) ne bénéficiait pas de la sanction de l'Office de justification de la diffu-sion (OJD), et ses ventes stagnaient à Paris; sa rédaction, après la crise qu'elle avait vécue an printemps dernier, était réduite à une trentaine de journalistes; son déficit mensuel de journalistes; son déficit mensu de cournances; son deficit mensuel de creusait, pour dépasser 2 millions de francs par mois. Bref, depuis sa création, en 1985, la Tribune n'avait pas réussi à décoller.

A tel point qu'une rumeur insis-tante la condamnant à la vente ou à l'arrêt pur et simple courait, ces der-niers jours, dans ses couloirs.

Lancement, le 12 septembre d'un concurrent de «l'Equipe»

«Sports» a trouvé ses actionnaires

Le projet d'un nouveau quotidien sportif (le Monde du 9 avril) se précise. Sports (titre encore provisoire) sera lancé le 12 septembre par la société anonyme Sport communica-tion et développement, dont le capi-tal sera réparti entre une quinzaine de groupes financiers (le Particu-ller, Paribas, Cible, Cérail, Maisons Bouygues, Chanel, famille Dassault, La Hutte, etc.) et quelques per-sonnes physiques.

sonnes physiques.

La minorité de contrôle (33,75 %) sera détenue conjointement par les deux fondateurs du nouveau quotidien, MM. René Tézé et Xavier Couture. M. Tézé, ancien directeur général d'un groupe de presse professionnel éditant notamment Gap et Points de vente, présidera le directoire de la société. La mise de fonds initiale est de 50 millions de france. Savers emère diffulions de france. Sports est de 30 fuir-ser à 110 000 exemplaires et veut angager cent vingt personnes, dont les deux tiers de journalistes.

M. Jean Boissonnat, directeur des rédactions du groupe Expansion, l'a démentie. Il a indiqué, le 13 mai, que, au contraire, le titre serait relancé. Son déficit prévisionnel, en 1987, est fixé à 25 millions de francs : pour ne pas penaliser ses antres titres, le groupe Expansion cherchera donc de nouveaux partenaires ou souscira un emprunt pour faire face à ce handicap. Une enquête sur le lectorat de la Tribune sera comme en juin, et une nouvelle maquette du journal, qui pourrait, à cette occasion, changer de nom et devenir la Tribune de l'Expansion, est en préparation pour cet automne. Sa rédaction devrait être étoffée et la pagination de son supplément le Tribune de la Bourse, augmentée.

Pour la première fois, l'OJD a établi la vente réelle de la Tribune : elle se situe à 32 000 exemplaires en 1986. Enfin, Philippe Labarde, directeur de la rédaction du journal de 1985 à 1986, en reprend les rênes lundi 18 mai, après un passage par le Matin de Paris. Le même jour, M. Jean Boissonnat devrait signer son premier éditorial dans les columnes de la Tribune de l'économie. Un symbole qui a valeur de pari pour cette relance du quotidien

YVES-MARIE LABÉ.

 Publication, su Journal offi-ciel du 17 mai, de la liste des can-didats à une fréquence sur la bande FM de Paris. — Une liste de trois cent trois nome sera publiée, dimenche, su *Journal official*, indique un communiqué de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) du vendredi 15 mei. L'appel d'offre de la CNCL, qui concernsit l'ile-de-France et le dépar-tament de l'Oise, avait été lancé le 9 avril, les autorisations d'émettre sur cette région (accordées par la Haute Autorité de la communication il y a trois ans) arrivent à expiration. Dans une deuxième étape, la CNCL rendre public un plan de fréquences, et e les candidats seront alors invités à indiquer leurs souhaits ». Leur sélection sera faite en fonction des fréquences disponibles et de l'intérêt que leurs programmes présentant pour les auditeurs.

Education

Le programme Erasmus

Accord conclu sur les échanges d'étudiants dans la CEE

Le conseil des ministres de l'édu-cation des Douze a adopté, jeudi 14 mai à Bruxelles, la premièr phase du programme européen Erasmus qui doit favoriser les échanges d'étudiants entre les différents pays de la Communauté et promouvoir l'idée d'une « Europe des universités ».

Grâce à un système de bourses, 10 % au moins des six millions d'étudiants européens (contre 1 % actuellement) devraient effectuer en 1992 une partie de leurs études dans un Etat de la CEE autre que le leur. Ces bourses, d'un montant moyen de 2 000 ECU (13 900 F) par personne et par an, mais pouvant aller jusqu'à 5 000 ECU (34 600 F), seront accordées à des étudiants âgés de dix-huit à vingt-cinq ans pour des périodes d'étude variant d'un trimes-ire à un au.

Entre 10 000 et 20 000 étudiants pourraient en bénéficier en 1989. Un autre voiet d'Erzamus vise à développer la coopération inter-universitaire en favorisant l'équiva-lence des diplômes et les échanges

Le désaccord qui opposait la Commission des Communautés aux Etats à propos du moutant du bud-get et empêchait depuis un an l'adoption de ce programme (le Monde du 13 mai) a donc été surmonté. Les ministres de l'éducation sont convenus d'une dotation finan-cière totale de 85 millions d'ECU (589 millions de franca): 10 millions la première année, 30 millions la seconde et 45 millions la troi-

Sports

CYCLISME: Tour d'Espagne

Herrera conquistador

Alfonso Florez avait remporté le Tour de l'Avenir en 1979 et Martin Ramirez s'était imposé dans la même épreuve en 1985, après son succès, l'année précédente, dans le crétérium du Dauphiné libéré, aux dépens de Bernard Hinault. Mais aucun coureur colombien n'avait encore inscrit son nom au palmarès d'un grand tour national. Luis Her-rera vient de combler cette lacune. Il a gagné, vendredi 15 mai la Vuelta, autrement dit le Tour d'Espagne, qui se terminait à Madrid.

Réputé pour les qualités de grim-peur, le coureur sud-américain, âgé de vingt-six ans, a construit sa vic-toire dans les cols et supporté le toire dans les cols et sapporté le poids de la course durant la dernière semaine. Son comportement semble indiquer qu'il a enrichi son bagage et réalisé des progrès décisifs depuis ses récentes participations au Tour de France, qu'il devrait aborder cette fois dans de meilleures disposi-tions. En attendant, il sera accueille à Bogota comme un héros national.

Incontestablement plus difficile que 🔄 années précédentes, le Tour d'Espagne a vu la déroute des favoris. Le champion du monde Moreno Argentin a quitté l'épreuve par la petite porte sans fournir d'explications, et Sean Kelly, présenté comme un vainqueur possible à quelques jours de l'arrivée, a aban-donné, victime d'une induration (furoncle infecté), comparable à celle dont sonifrit autrefois Louison Bobet. Mais Laurent Fignon s'est amélioré après un début laborieux. Il s'est finalement classé troisième et a obtenu la satisfaction supplémen-taire d'ealever une étapa. Un résul-tat presque inespéré.

. FOOTBALL : les Girondine reprennent la titte du champion-net de France. — Trois journées avant la fin du championnat de pre-mière division, les Girondins de Bor-deaux qui ont battu le 15 mai Auxerre (2-0), possèdent un point d'avance au classement sur l'Obennisement sur l'Olympi-

Auxerre (2-U), possedent un pue d'avance au classerment sur l'Olymp que de Marseille battu à Nice (2-1).

Nice b. Marseille 2

Bordeanx b. Auxerre 2

Le Havre et Toulouse 1

Nancy et Monaco 1

Lille b. Metz 3

Paris S-G. b. Less 3

Breat b. Romes 2 Brest b. Rennes
Sochatz b. Laval
Nantes et St-Brienne
Toulon b. R.-C. Paris

Informations «services»

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 4485 HORIZONTALEMENT

I. Son travail ne l'aide pas forcément à garder la tête froide. Nombreux nt ceux qui y laissent des plumes. - II. Met du gaz en bouteilles. On n'a ère envie de les louer, même lors des vacances. - III. Est mis dans la sont ceux qui y laissent guère envie de les lou confidence. De

quoi forcer la note. Ses mem-bres étaient nouvent debout, mime kraqu'il y avait un riège. — IV. Ne demande qu'à se faire envoyer sur les roses! Poussent à rendre ce qui a été pris. - V. Ap-parut fort désa-gréable ou bien se montra chouette.
A donc renforce grace à lai que l'on peut avoir beau jeu. — VI. Du côté de Ve-331 XIII XIV soul. Eloigne tout XY risque de débor-

risque de débordement. Poursé à l'action. —
VII. Donner à entendre. Cand qui
les mène en batean risque fort de le
regretter. On en a tous besoin et,
pourtant, il est rejeté par chacun
d'entre nous. — VIII. Furie qui ne
saurait faire fareur. Avait des écus.
— IX. Susceptible d'être qualifiée
de « brute ». Variété de cactus.
Avec lui, on ne fait que passer.
Conjonction. — X. Candidat à la victoire. Qui a donc permis d'évîter les
trous. Homme à tout faire. —
XI. S'occuper des affaires d'autrul.
Elément d'un rideau. — XII. Etait
beau comme un dieu. A mis bien du
monde sur les genoux. Hantaît les
forêts. — XIII. Souvent dû à l'action
du fer. Empêche toute correspondance. Source d'énergie. —
XIV. Fut indirectement responsable
d'un drame de la jalousie. Sont bien
placés pour savoir que toute placés pour savoir que toute médaille a son revers. — XV. Posses-sif. Ce qui y est prélevé l'est pour

VERTICALEMENT

 Restreint le nombre des vers.
 Est causé par certaines blessures. 2. Son aspiration pourrait être d'avoir de l'inspiration. Inutile pour ouvrir le débat. A maints hommes pour la défendre. — 3. Un homme qui s'intéresse aux faits et gestes d'autrai. S'il s'agit d'une fortune, elle est facile à posséder. — 4. Nécessite une tactique. Achève parfois l'œuvre d'une flèche. parfois l'œuvre d'une flèche. Adverbe. - 5. Pressit grand pisisir à remonter aux sources. On a beau être fort comme un bouf, il est impossible de lui résister. – 6. Pose souvent des ventouses. Dans les Deux-Sèvres. – 7. Extraite du

«citron». Auteur d'un drame dans un drame d'auteur. Trou dans la tête. - 8. Plus on moins bien placé. Ne sauraient être faites par celui qui Ne sauraient être faites par celui qui ne veut pas remner le petit doigt. Possessif. — 9. Vit au printemps. On ne peut évidemment pas dire qu'on n'en a rien tiré. Sert à maintes reprises. — 10. Eclat de verre. Appartiement peut-être à un meunier. Fait tourner les étoiles. — 11. Empêche d'agir celui qui a l'intention de renvoyer la balle. De quoi se rincer l'œil! — 12. Carafe qui n'est jamais pleine d'eau. Refussi la désobade. Prouve qu'il va y avoir des explications. — 13. Un qui avait intérêt à garder les pieds sur terre. Un habitué du podium. Ensemble de « chatons ». — 14. Figure mythologique. Est condamné au monologue. A donc ondamné au monologue. A donc laissé le ventre plat. Préposition. — 15. Pat à l'origine de passions qui pouvaient coûter fort cher. Lieu pro-pice à de riches « récoîtes ». Sont employés pour nettoyer.

tion de problème at 4484 Horizontalement

I. Ménagères (cf. : « chaton »). =
II. Aléne. Epi. – III. Toge. Uséc. –
IV. Ego. Nèpes. – V. Lecture. –
VI. Asile. Ciè. – VII. Aa. Otes. –
VIII. Atlas. – IX. Aréopages. –
X. Souci. Ere. – XI. Nr. Solen. Verticalement

1. Matelas. As. - 2. Eloges. Aron. 5. Gê. Nue. Apis. — 6. UER. Oss. — 7. Respect. Gel. — 8. Epée. Légère. — 9. Siestes. Sen.

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

Décès

Maria e racaonener,
Maria Enrichecher,
M. Harold Enri-Fischbucher
ses sours, besu-frère, bello-mus,
Consin et consine,
Sea menere et 22

Ses neveux et nièces ont la douleur de faire part du décès de M. Jacquai PESCHEACHER.

mrvenu le 13 mai 1987, dum sa quatre

L'inhumation aura lieu le lundi anni a 14 h 30, au cimetière des Bati-ganiles, Paris-17°, dans le caveau de famille.

Cet avis tiont lion de feiro-part.

M= H. Neel, 25 bis, rue Brancas, 92310 Sèvres.

- M= Nelly Hermann Renée Hermann-Millot

ot ses enfants.

Daniel et Nicole Her at leurs enfants, Claude et Turanesh He et leurs enfa leurs enfants, Annelise Hermann, Guy et Anne-Marie Herman

M. Freidy HERMANN.

le 1= mai 1987, à Montpellier.

Les obsèques out ou lieu le 5 mai dans atimisé

M≈ N. Hermann, Route des Gallands-Monglon, 26410 Châtillon-en-Diois.

 Le curecusse de l'Imprimerie nation

Et le personnel de l'Imprimerie nation out la tristeme de faire part du décès de

M Odle LE FUR, chef de service de livre et de la diffe-sion.

- Le personnel de l'Institut de physi-que du globe de Paris a le regret de faire part du décès de Émile THELLIER

- Les anciens élèves du

professour Émile THELLIER, membres du laboratoire de géomagné-tisme du parc Saint-Maur, qu'il a fondé, profondément attristés par son décès, s'associent an deuil de la famille, lui expriment leur sympathie et lui runos-relleut leur attachement,

 Anniversaires A l'occasion da seizième anniver saire de la mort de l'ingénieur

ginical Louis BONTE,

un service religieux sem célébré en l'église Saint-Pierre de Brétigny, le lundi le juin 1987, à 9 h 30, à l'initiative de l'Amicale des sucions des cassis en

- 11 y a deux aus, le 17 mai 1985, Gelerielle KATZ,

Sa famille, ses amis et anciens collè-gues da Commissariat à l'émergie atomique se souvienment d'elle.

– Il ya man, le 17 mei 1986, disperaisseit

Jem MONTENAT. Ses amis se souviessent de lui.

- Pour le dixième assiversaire du Cleade ROGER-MARX,

une pensée est demandée pour lui, pour m fenume

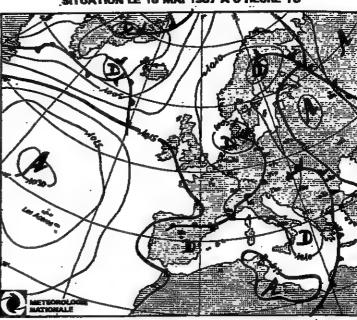
mort en 1944, victime de la barbarie allomande, à coux qui resteut fidèles à

- Tous com qui out comm et simé

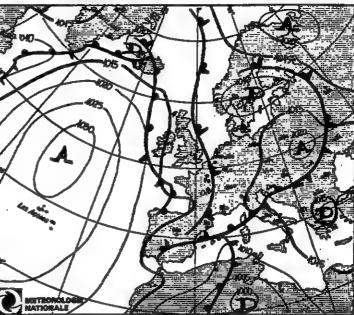
sont priés d'amister ou de s'unir d'inten-tion à la meure qui sera effébrée pour le vingtième auniversaire de son décès, le mardi 26 mai 1987, à 10 h 30, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine,

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 MAI 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 18 MAI A 0 HEURE TU



tion probable du temps en France entre le samedi 16 mai à 0 houre et le nche 17 mai à 24 houres.

La petite hausse de pression qui interun caractère plus stable au temps dimenche. La perturbation atlantique

ettendue auza donc pen d'activité. Il feca beau sur la plupert des régions su lever du jour. Des bancs de brouillard formés en fin de mit se dissiperost on début de matinée. Des muges arrive-rent dans le matinée sur le Bretagne, le Normandie et la Vendée. Ils amèneront un faible risque de phrie. Dans l'aprèsmidi, le ciel va se convrir en Aquitaine en Charentes ou les pays de Loire, l'Oriéannis, le Bassin parisien, la Picar-

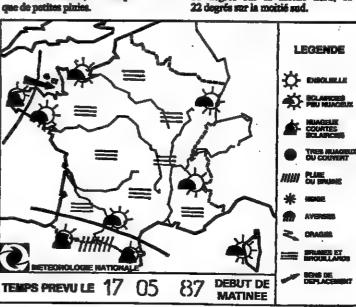
die et les Ardennes, avec toujours un ris-

creux aussi en fin d'après-midi près des Pyrénées, sur les régions méditann-néemes, les Alpes et la Corse. Quelques ondéss ne conserve de la Corse.

L'après-midi, le soiell se mourera encore en Aissee et en Lorraine, sur la Bourgogne, le Franche-Comté, l'Auver-gne et le Lyonnais.

du jour seront basses dans l'ensemble : généralement comprises entre 1 et d degrés, il y aura de petites gulées per endroits ; sur les régions méridiannles la température ne descendra que jusqu'à 6

L'après-midi, il fera un peu moins frais que ces derniers jours : 10 à 16 degrés sur la moitié aord, 15 à 22 degrés sur la moitié sud.



TEMPÉRATURES maxima - mínima et temps observé Valours extrêmes relevées entre le 16-05-1987										
in 15-05 6 h TU et le 16-05-1987 à 6 h TU										
FRANCE TOUS										
AMOCED 19	BN	TOULOUSE	17	3	D	LUXENSK	XIRG	12	2	c)
	10 N	PODGEAP	24	26	A	KADEED		25	10	D
BORDEAUX 16	4 D	ETRAN	G	R		MARRAE	ECH	27	15	Č
ICUEGES 13	2 3	17.000			_	MEXICO		26	11	ŏ
MEST 12	4 D	ALGER	29	12	Ç	MHAN		12	10	ŏ
CABI 11	4 D	ATHÈNES	11	. 6	A	MUNTEE	L.	25	2	ы
CEERSOURG 10	3 A	BANGEOK	37	14	D	MOSCOU		24	12	5
CLEMENTHER, 13	3 D	BARCELONE	3/ 20	25 13	£	NAIRCE		26	17	Ň
DOON 14	5 P	MICHARE	_	-	C	NEW-YOR		23	13	i i
GENELSKE 16	8 N		30	13	7	OSLO		_	10	~
THE 10	3 P	MINTURS	15		C	PALMA DE	LWAT	×	12	اند
LMOGE 14	4 D	LE CARRE	11	.5	A	PÉKIN		27	15	5
EYON 14	\$ P	COPENHAGER	_	17	D	REODEJA		12	25	čÌ
	7 D		12	6	N	DOME		19	_	Ы
NANCY 12	S C	DAKAR	77	24	D	SENGAPOL		_	8	_
	2 D	DELE	37	Z	D			28	24	S
	9 D	GENEVE	25	13	Ð	STOCKHO STUNKY		11	4	N
	5 D	HONGEONG	19 27		A			18	15	21
	3 6	STANSIL	71	25	0	TOEYO		19	н	~
	3 0	JERISALEN	_	17	N	TUNES		20	10	P
	SN	LISTONE	27	12	N	VARSOVE	_	16	7	M
	7 4		18	13	N			19	15	c
MANAGEM 13	, A	LONDRES	12	4	N	VENCE		16	11	ci
A B	C	DN		Q		P	T	Т	*	╗
averse brame o	ciel ouvert	ciel ciel	atx.	OFE	P	phio	tempêt	<u>-</u>	neig	۱ ء

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : lesure légale en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support sechnique spécial de la Météorologie na

pations

entreprises ्र हेर्ने हेर होते हैं। इस हेर्ने हेर्ने होते हैं।

TARES . TOTAL STATE ORS STATEMENT Sign STORES I'VE UP CHARL gas cratters same Fee

STATE OF THE PROPERTY IN ISS COLUMN IN THE PARTY. BUON

Ande-Bretagne

1. comm # 16 STORES OF PROPERTY . IN COMM. 100 and 100 pour trace E TOTE IT SERVICE COM SPEC OF THE SECRETARY PROPERTY. STORY LONG BOTH national per langue of in the

iduction industries

histo se confirm**é**

a fires. Las gestige 1.4 hard and the terminal tertement strict une bit State a productive in the AFRICAL TO

THE EUROPE OF 李金 B 2 7、 北京語 (1886) THE STATE OF THE S TEXT TOUTOTION OF COMPANY AND Eleganne annue de le 🌬 Parthate & 7 2 mitt immobiles corns 7.3 million THE BEST TOWNERS OF THE PROPERTY.

TRANGER

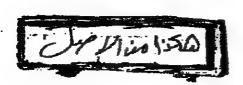
Crédit plus ches malgré la ba

Sande agreement page.

Sales des sentimentales sont pino the experience emerged 45 mg in the intervented Sie chaffen par lesquels les Res pointages - et les const. Sittery - ert bati un raisonden Feres est toutefois dante que es indications. de corrent decerdent avac. the ten peut savoir des the troint one on cours : es de la inflationnique the short put les pressions the interior of exerce sur de the poids de producteurs to bester vellent de vendre Secretary des restent dame Settle terrer , et le marasse Section .

> Pour eviter la récession

en pour etta) er de redonner e economie, ou pluide ticher de giisser vern le State Andre la récession pare Sheries uses E aut cent the death of of cheore place des Cormers douze mois, de the Postique très et prodite ou credit das sant enlege surplémentaire de d la basse du dollar. de lévrier demiss. Solett 62 fel conclu l'accord Partie Dont exprise quenta la constante de le monnaie qui de tourrer à la débus Person a Washington pourraient at Top de le crier cricults taux being cu'il sufficiet Section of the Allements



Protesia, sur la din

Lientereidi, le eden

La tapanament

in the series base and

ā 1257. 03 227 **2**724 er erede sambe night

L'interior I in Ci

Cores in h male

Copy of Franchis

عصيف أران

escore or Alace de la

gran et la Lycensk

THE PARTY STATE STATE OF THE PARTY OF THE PA THE RESERVE THE THE RESERVE AND ADDRESS.

Economie

••• Le Monde ● Dimanche 17-Lundi 18 mai 1987 13

REPÈRES

Créations d'entreprises

Niveau élevé en avril

Seion l'INSEE, le nombre des créations d'entreprises s'est élevé à 23 690 en avril (en données corrigées des variations saisonnières), dont 5 150 reprises et 18 480 créazions nouvelles. Pour les quatre pre-miers mois de 1987, le niveau reste donc élevé, puisque l'on avait déjà enregistré 24 570 créations en janvier, 22 680 en février et 20 840 en mars. L'analyse des statistiques d'avril fait apparaître un raientisse ment des créations dans l'agroentaire, une progression modérée dans l'industrie, le commerce et les services, et une forte augmente tion dans le bâtiment - génie civil,

Inflation

Accélération en Grande-Bretagne

Après avoir connu une hausse modérée en mars (+ 0,2 %), les pro en Grande-Bretagne ont augmenté de 1,2 % en avril. Sur douze mois, l'inflation atteint 4,2 %, contre 4 % en mars et 3,9 % en tévrier. Il faut remonter à mars 1986 pour trouver un rythme annuel aussi élevé, ce qui fait renaître les craimtes d'une résurgence des pressions inflationnistes, en pleine campagne électo-rale. La hausse des loyers et la progression des impôts locaux so l'origine de la flambée d'avril.

Production industrielle

La baisse se confirme aux Etats-Unis

Le production industrielle a régressé de 0,4 % en avril, ce qui est la plus forte baisse enregistrée aux Etate-Unia depuis treize mois. Ca recul intervient après une baisse révisée de 0.2 % en mars. Elle situe l'indice de la production américaine à un niveau inférieur de 1,3 % à celui

Le mauvais résultat du mois dernier est essentiellement dû à la baisse de 5,2 % (après correction des variations saisonnières) enregistrée par l'automobile. Dans ce secteur, la rythme annuel de la production a chuté à 7,2 millions d'automobiles, après 7,9 millions en mars et 8.3 millions en février.

Conflits sociaux

Moins de journées perdues

en mars

Les conflits localisés du travail ont touché au mois de mars 1987, selon les statistiques du ministère des affaires sociales, 156 établisse occupant habituellament 70 000 salariés, parmi lesquels 20 800 ont cessé le travail, ce qui a provoqué la perte de 38 600 journées de travail. Ce demier chiffre marque une diminution par rapport à février 1987 (43 000 journées individuelles non travaillées), mais une augmentation par rapport à mars 1986 (23 400 journées). Les conflits généralisés ont, de leur côté, entraîné 1 400 journées individuelles perdues en mars, contre 600 en tévrier... La moyenne mensuelle des journées non travaillées à l'occasion de conflits s'établit, pour le premier trimestre 1987, à 50 480, contre 47 500 sur l'ensemble de l'année 1986. Le niveau des conflits demeure donc

Salaires

Reprise de la hausse au premier trimestre

Le taux de salaire horaire ouvrier a progressé de 1,1 % au cours du premier trimestre 1987, selon les résul-tats provisoires de l'enquête trimestrielle du ministère des affaires sociales. L'augmentation annuelle (avril 1986 à avril 1987) est de 3,4 %. Au quatrième trimestre 1986, le saleire horaire avait pro-gressé de 0,6 % (+ 0,9 % au premier trimestre 1986).

D'autre part, l'enquête trimestrielle, qui porte sur les établisse ments de plus de dix salariés, inclique que « l'indice des effectifs salariés. corrigé des variations salsonnières, montre pour l'ensemble des secteurs non agricoles une stabilité des effectifs au cours du premier trimestre, après une hausse de 0,1 % au quatrième trimestre 1986 ». Cet indice comprend désormais, rappelle le ministère, les jeunes bénéficiaires d'un stage d'initiation à la vie profes-

Enfin, la durée hebdomadaire hausse per rapport au trimestre pré-cédent. Elle s'établit en moyenne à 38,95 heures pour l'ensemble des

Dans l'attente du rapport des «sages»

Quelles ressources pour le régime général de la Sécurité sociale?

Après le premier tour d'auditions des experts sur la Sécurité sociale nommés par le gouvern-ment, on attend leur verdict sur les mesures d'urgence nécessaires pour le régime général. De quelle marge de manœuvre disposera le gouvernement?

L'enjeu du rapport que les «sages» devraient rédiger ce week-end et remettre au premier ministre le lundi 18 mai, c'est le choix des recettes nouvelles susceptibles de combler le déficit du régime général à la fin de 1987, voire de 1988. Si l'on peut, comme les socialistes, accuser le gouvernement d'avoir creusé encore ce déficit de plusieurs milliards par des faveurs aux médecins, aux laboratoires pharmaceutiques, voire aux entreprises endettées, et par une moindre surveillance des budgets hospitaliers, on ne peut guère mettre en doute la nécessité

Engagé pratiquement à rendre public le rapport des «sages» presque aussitôt et contraint de se décider vite, le gouvernement a remis le choix entre les mains des experts. C'est sans doute, comme le disait M. Lionel Jospin, - faire prendre par d'autres les décisions qu'il devra appliquer -. Mais l'opération ne vise pas seulement l'opposition ou les partenaires sociaux. Elle vaut aussi, M. Philippe Séguin y compte bien, pour la majorité.

En effet, l'idée d'un large préièvement assis sur tous les revenus a gagné du terrain parmi les ministres, en particulier ceux qui sont directe-ment concernés. M. Juppé y est favorable comme M. Séguin, et M. Balladur n'y fait pas obstacle. pourvu que le prélèvement en question ne figure pes sur la feuille d'impôts et ne mette donc pas en cause sa - politique hardie de défis-calisation -, selon l'expression du ministre des affaires sociales. Mais il en va autrement dans la majorité : certains, comme M. d'Ornano, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, resteut hostiles à un accroissement des préoblicatoires, et d' roient encore à la possibilité de faire des économies substantielles sur la gestion du régime général; enfin, même dans les couloirs des ministères, certains ne seraient pas fâchés de limiter les ressources nouvelles, afin de pouvoir ensuite comprimer la protection sociale collective obligatoire.

Jusqu'où s'engageront les « sages » ? Il n'est pas sur qu'ils ail-lent au-dell des principes, et même pas aussi loin que ce qu'avait recommandé naguère pour le Bureau international du travail un groupe d'experts présidé par M. Pierre Laroque: recousis « pour une partie raisonnable et appropriée » aux « moyens fiscaux les plus progressifs = (en fonction du revenu).

Restera au gouvernement à délimiter précisément le prélèvement -ou la cotisation. Sur ce point, les entretiens des partenaires sociaux avec les experts n'ont guère apporté de lumière, contrairement aux premières impressions. Même en excluant la CGT, qui juge - avec le PC - qu'il suffit de faire payer les riches en taxant les gains financiers des particuliers ou des entreprises à la même hanteur que les revenus professionnels, les zones de consensus paraissent étroites... sauf sur l'idée d'une « ressource exceptionnelle - qui n'engage pas l'avenir.

Une grande prodence

Ainsi l'Union nationale des associations familiales (UNAF) préconise une cotisation maladie payée par tous, salariés et non-salariés, mais au profit du seul régime général. Le CNPF, les professions libérales et la CGC en tiennent pour un prélèvement pur et dur sur tous les revenus, dès le premier franc – la CGC ajoutant dans l'enveloppe les profits financiers des entreprises comme ceux des individus. En revanche, les autres syndicats, FO, CFDT, CFTC, font preuve d'une grande prudence M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a sculement souhaité que la solution retenue soit - la plus juste -, et la CFDT, pour-tant favorable à l'origine à un prélèvement sur tous les revenus, renvoie aujourd'hui l'Etat à ses responsabi-

Ces différences tiennent en partie à l'appréciation des besoins : l'« exceptionnel » couvre-t-il aussi

ceux de 1988, comme le juge le CNPF ou seulement ceux de 1987. comme le pense la CFDT? Craignant qu'ensuite l'occasion soit trop belle d'enterrer les conclusions des - états généraux -, celle-ci souhaite même - comme, curicusement, la CGPME - que l'on s'en tienne aux besoins de trésorerie de 1987, c'està-dire à une quinzaine de milliards de francs, alors que le déficit comptable de l'exercice approchera sans doute les 25 milliards de francs et que celui des années 1987 et 1988, en cumulé, avoisinerait les 55 mil-

Or la définition du « besoin » détermine en partie la recette : si l'on doit trouver 25 milliards de francs, il faut sans doute recourir à une formule de prélèvement sur tous les revenus; si l'on ne cherche choix est plus ouvert, et du coup le

La prudence des syndicats a d'autres raisons. Ils savent que, dans la formule de prélèvement la plus communément admise, sur 25 milliards de francs, 17,3 milliards proviendraient des salaires, 3,9 milliards des retraites, 0,7 milliard des allocations de chômage et de divers revenus de remplacement, soit les trois quarts de la somme, au total, en raison notamment des difficultés rencontrées pour apprécier les revenus non salariaux. Certains, d'ailleurs, présèrent le terme de - cotisation universelle - à celui de prélèvement sur tous les revenus ». On conçoit que cela ne provoque guère d'enthousiasme.

Ce n'est pas tout : la définition importe encore d'autres incertitudes. Exemptera-t-on du versement les revenus les plus bas (retraités non imposables, chômeurs et préretraités recevant des allocations inférieures au SMIC), comme on l'envisage ? Absorberait-on à cette occasion le deuxième versement de 0,4 % sur le revenu imposable? C'est semble-t-il l'intertion de la Rue de Rivoli, Cela réduirait la part « fiscale » des prélèvements — mais aussi le rendement de l'opération (de 5 milliards de francs). De quoi entre les ministres et entre leurs ser-

GUY HERZLICH.

La CGT obtient la cassation d'un arrêt la condamnant à verser 1 million de francs à Citroën

La chambre criminelle de la cour de cassation présidée par M. Jean Ledoux a cassé, le vendredi 15 mai, un arrêt de la cour d'appel de Paris par lequel treize militants de la CGT, dont M. Akka Ghazi, ancien secrétaire de la CGT Citroën-Aulnay, étaient condamnés, le 17 janvier 1986, à payer 1 million de francs de dommages-intérêts à la firme automobile.

Le 2 février 1983, alors que la CGT Citroën-Aulnay avait appelé à une manifestation au siège de la firme, à Neuilly, des incidents avaient éclaté entre ceux qui voulaient se rendre à la manifestation et des employés qui souhaitaient rester travailler, faisant trente-six blessés et des dégâts matériels qui avaient entraîné, selon la direction, une réduction de la production de quatre cent quatre-vingts voitures. Le 24 avril 1985, le tribunal correctionnel de Bobigny avait condamné les treize militants CGT à des peines de cinq à dix mois de prison avec sursis, assorties d'amendes pour entrave à la liberté du travail, certains étant également condamnés pour coups, violences et voies de fait. Mais le tribunal avait déclaré que la constitution de partie civile de la société Citroën était irrecevable puisque son préjudice ne résultait pas d'une manière « directe » du délit commis par les militants CGT.

Dans un arrêt rendu le 17 janvier 1986, la cour d'appel de Paris, tout en confirmant les condamnations pénales, avait donné une autre appréciation des faits en déclarant dans son arrêt : < Il en résulte également un dommage direct causé à l'employeur. - Aussi les militants CGT étaient condamnés à verser 1 million de francs de dommagesintérêts à la société Citren.

La cour de cassation, saisie par un pourvoi de la CGT, est revent à l'interprétation du tribunal en admettant le point de vue de l'avocat général, M. Emile Robert, selon lequel le préjudice de l'employeur n'était que - la conséquence indirecte » des faits. L'affaire a été renvoyée devant

la cour d'appel d'Amiens, qui devra statuer à nouveau.

MAURICE PEYROT.

ETRANGER

Crédit plus cher aux Etats-Unis malgré la baisse de l'activité

(Suite de la première page.)

Toutes ces statistiques sont provisoires, et l'expérience enseigne que les révisions qui interviennent après coup changent parfois le sens des chiffres sur lesquels les hommes politiques — et les com-mentateurs — ont bâti un raisonnement. Force est toutefois d'admettre que les indications qu'elles donnent s'accordent avec ce que l'on peut savoir des grandes évolutions en cours : poussée des forces inflationnistes, retenue encore par les pressions en sens inverse qu'exerce sur de nombreux marchés le poids de l'endettement (les producteurs ont un besoin urgent de vendre sur des marchés qui restent dans l'ensemble ternes), et le marasme de l'activité.

Ponr éviter la récession

C'est pour essayer de redonner vigueur à l'économie, ou plutôt l'empêcher de glisser vers le marasme, sinon la récession pure et simple, que les autorités monétaires américaines n'ont cessé depuis deux ans, et encore plus depuis les derniers douze mois, de mener une politique urès expansionniste du crédit qui avait l'« avantage » supplémentaire de pousser à la baisse du dollar. Encore, à la fin de février dernier, au moment où fut conclu l'accord du Louvre, pour essayer d'enrayer une chute de la monnaie qui menaçait de tourner à la débandade, espérait-on à Washington que les États-Unis pourraient se dispenser de relerver leurs taux. On préférait croire qu'il suffirait que les Japonais et les Allemands abaissent les leurs.

Mais à Tokyo, le taux d'escompte est à son plus bas niveau historique (2,5 %), ce qui n'est probablement pas justifié, compte tenu de la formidable spéculation boursière qui se développe sur ce marché. La Bundesbank vient d'abaisser le taux à court terme qui se retrouve inférieur de plus de moitié aux taux français, en taux nominal bien sûr, le seul qui intéresse les financiers et les opérateurs en tous genres. Sauf à consentir à des dérapages intolérables, les autorités américaines sont bien obligées, faute d'avoir agi à temps, de procéder à un relèvement des conditions de crédits aux Etats-Unis, à un moment sans doute particulièrement inopportun pour l'économic.

Cependant le dollar continue à s'affaiblir et le volume des importations à croître comme l'attestent les statistiques de mars (qui font par ailleurs état d'un léger recul du déficit par suite d'une augmentation importante des exporta-

L'idée caressée à Washington qu'une nouvelle baisse du dollar, surtout vis-à-vis du yen, pourrait être nécessaire pour stopper le flot des achats de marchandises étrangères, et principalement japonaises, outre qu'elle est très dangereuse pour des raisons d'équilibre général (on de moin-dre déséquilibre) des marchés, ignore un fait d'expérience tout simple: la perspective d'un nouvel affaiblissement du dollar vis-àvis du yen ne peut qu'inciter les consommateurs américains à acheter au plus vite, même à un prix élevé, les produits « made in Japan », car ils savent que demain ils coûteront encore plus chers.

PAUL FABRA.

AFFAIRES

Les exportations « sensibles » vers les pays de l'Est

Sanction contre Toshiba

Le gouvernement japonais a interdit pour un an (à compter du 21 mai) à la sirme Toshiba Machine Co. toute exportation vers les pays communistes, sanctionnant ainsi la vente illégale par Toshiba de technologie informatique « sensible » à l'URSS, qui aurait été utilisée pour construire des hélices ultra-silencieuses destinées aux nouveaux sous-marins nucléaires soviétiques.

Selon la police japonaise, Toshiba Machine, contrôlé à 50 % par Toshiba Corp., groupe spécialisé dans les équipements électriques et électroniques, a vendu, à l'URSS en 1982 et 1983, quatre machinesoutils destinées à produire ces hélices. En juin 1984, sans avoir obtenu la licence d'exportation, Toshiba Machine avait envoyé Toshiba Machine avait envoyé secrètement en URSS un programme informatique sophistiqué pour faire fonctionner ses machinesontils. Ce programme est l'un des cent soixant-douze produits de haute technologie inscrits sur la liste du COCOM (Comité de coordination pour le contrôle des exportations), organisme occidental réglementant les ventes de produits stratégiques

vers le bloc communiste. Les Etats-Unis, très vigilants sur l'application des règles du COCOM, ont cependant annoncé, le 15 mai, par la voix de M. Malcolm Baidridge, secrétaire américain au commerce, en visite officielle en Suède. qu'ils avaient décidé de se montrer plus souples à l'égard des entreprises

En offet, les entreprises suédoises ne seront désormais plus obligées de solliciter une autorisation préalable des Etats-Unis pour importer des produits américains de hante tech-nologie. Elles bénéficieront ainsi des règles s'appliquant aux pays occidentaux, aux pays de l'OTAN, au Japon et aux pays du COCOM. La Suède, pays neutre, s'était vue reprocher, à plusieurs reprises, au cours des dernières années, des exportations ou réexportations de produits de haute technologie de fabrication américaine vers les pays de l'Est. — (AFP.)

Au détriment de la SNCF

Air France et UTA accroissent leur part dans le capital d'Air Inter

M. Edouard Balladur, minic- sous-main 0,8% d'Air Inter, nous tre de l'économie et des finances, et M. Jacques Douffiagues, ministre des transports, se sont entendus sur l'affectation d'environ 15% du capital de la compagnie Air Inter que la SNCF doit vendre cette aunée.

Cette décision était attendue avec impatience, car elle pouvait boule-verser le rapport des forces au sein lement réparti, pour les vols internationaux, entre Air France, entreprise publique, et UTA, société privée, et réservée pour les vols intérieurs, à Air Inter, entreprise privée à majorité publique. La compétition internationale qui fait rage poussait certains à préconiser un regroupement des ailles formes de la compétition de la competition de la competit

Le schéma qui a été arrêté et qui reste à finaliser, à la décimale près, par la direction du Trésor est le suivant : les ministres ont conclu qu'il convenait de conserver l'équilibre des forces dans le capital d'Air Inter, afin de préserver l'indépen-dance de celle-ci, et donc que les parts respectives d'Air France (24,97%) et d'UTA (14,69%) devaient rester dans le rapport actuel. « UTA ayant racheté en

avons choisi de confier à Air France 1,2% de plus . nous a déclaré M. Douffiagnes. La Caisse des dépôts et consignations (4,10%) recevra 6,5% supplémentaires. De 3% à 4% seront cédés au personnel d'Air Inter, et la même proportion vendue dans le public. Les chambres de commerce et d'industrie conserveront 3,42 %. La SNCF (24,97 % aujourd'hui) verra sa part tomber à un pen plus de 10 %, de façon à gar-der sa place au conseil d'administra-tion de son principal concurrent. La vente de ces actions devrait rappor-ter à la SNCF environ 500 millions

En définitive, le gouvernement a préféré renvoyer à plus tard une restructuration du transport aérien français. Les règles du jeu du grand marché européen ne commenceront pas à être précisées avant la fin du mois de juin. La commission Malher vient seulement de se mettre à réfléchir aux conditions requises pour que les compagnies françaises sup-portent le choc de la libéralisation européenne. UTA cherche à étendre son réseau sur les destinations réservées à Air France. Il était urgent

ALAIN FAUJAS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Report zu 4 juin de la date de l'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée pour mercrodi 20 mai 1987 ne pourra valablement délibérer à cette date, fante

Elle sera convoquée à nouveau pour le jeudi 4 juin 1987, avec le même ordre du jour, an Palais des Congrès, 2, place de la Porte-Maillet, Paris-17, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire convoquée pour cette même date

ENTREPRISES

Un holding Bernard Tapie bientôt en Bourse

M. Bernard Tapie a annoncé, vendredi 15 mai, la création d'un holding baptisé ST Finance qui regroupera toutes les sociétés de son groupe. A l'occasion d'une aug-mentation de capital évaluée à 400 millions de francs, des investisseurs institutionnels entreront dans ce holding en septembre à hauteur de 35 % à 40 %. BT Finance sera introduit en Bourse à la fin de l'année «si le marché est bon ». M. Tapie a fait cette annonce lors de la première présen-tation à des analystes financiers des résultats de ses filiales Testut-Trayvou, spécialisées dans les balances (7,4 millions de francs de bénéfices en 1986 pour un chiffre d'affaires de 331 millions de francs) et Wonder, numéro un des piles en France et numéro deux en Europe (7,4 millions de francs de bénéfices pour un chiffre d'affaires de 643 millions).

L'Air liquide dément négocier avec Kemira OY Le numéro un mondial des gaz industriels dément, dans un com-muniqué laconique, avoir engagé des pourparlers avec le groupe fin-landais Kemira OY en vue de lui revendre sa filiale engrais, la Société chimique de la Grande Paroisse (*le Monde* du 16 mai). Mais L'Air tiquide ne réfute pas les intentions qu'on lui prête de se désengager de ce secteur industriel.

> Lourdes pertes pour Rover en 1986

Le constructeur automobile britannique nationalisé Rover Group ex-British Leyland) a annoncé, le 13 mai, que ses pertes pour 1986 s'élevaient à 892 millions de livres (8,3 milliards de francs) contre 138 millions l'année précédente. Le chiffre d'affaires est resté stable (3412 millions de livres).

Ces mauvais résultats sont dus aux 430 millions de livres de dépenses extraordinaires, coût de la restructuration de deux divisions que le groupe à abandonnées en 1987 : Leyland Bus et Leyland Trucks vendues au début de 1987. Rover a également vendu deux autres filiales : Unipart (pièces automobiles), privatisée en janvier, et JRA Ltd, une filiale australienne.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

AINT Mamert, saint Pancrace et saint Servais, les fameux Saints de glace, doivent se frotter les mains. Leur passage annuel a, cette semaine, été couronné de saccès. La température a très brutalement baissé, non seulement à l'extérieur, obligeant les plus fri-leux à remettre une petite laine, suais rue Vivieuse aussi. La Bourse de Paris, qui depuis deux mois et dessi patsagenit joyeusement dans une interminable consolidation, s'est repliée d'un bloc et à toute aliare vers la cote 430 de l'adice CAC, n'iniblement atteinte au début du mois de Pindice CAC, péniblement atteinte au début du mois de mars dernier. Le coup de froid a été sévère (- 5,5 %) et d'autant plus inquiétant pour la « végétation mobilière » que le thermomètre a chaté de 4 % au cours de la seule séance de vendredi.

Ce jour-là, pour se redonner du courage devant la débandade des cours, des professionnels insçaient, à qui voulait les entendre : « Appelez la police pour arrêter le massacre! » Inutile de le préciser ; aucune hausse ne fut su messu de la séance du 15 mai. Cette semaine n'avait pos-teut pas mai commencé. Avec l'assaginsement de Wali Street et du dollar, la tendance s'était un peu raffermie burdi (+ 0,3 %), ce qui avait paru sasez bon signe. Pas longtemps. Dès le lendemain, in tendance s'alourdissait un peu (- 0,74 %), ce qui ne semble guère émouvoir la popula-tion du Palais. «La consolidation se poursait en hou ordre », assurait un professionnel. Mercredii et jeudi le marché nerdait encore un neu d'aititude (resuectivement marché perdait encore un peu d'aititude (respectivement – 0,56 % et – 0,71 %), toujours dans l'indifférence gésé-

Autant le dire tout de suite : le brutal rafraichies Autant le dire tout de suite : le brutal rafraichlasement de vendredi a fait ciaquer les dents de la communaté hoursière jusqu'alors héate et placide. Que se passait-il donc ? Jamais depuis un au une telle dégringolade n'avait été enregistrée. La dernière d'ampleur comparable remoute au 26 mai 1986 (— 6,77 %). A l'époque, la chate avait été en grande partie mise sur le compte de la consolidation. La Bourse n'avait-elle pas mouté de 30 % depuis le 31 décembre 1985 ? Et puis la colabitation commençait à poser de sérieux problèmes. Enfin, M. Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, s'était moutre avait sessez inquiet sur l'état de vanté de l'économie franmontré assez inquiet sur l'état de santé de l'économie fran-

Les Saints de glace

Difficile cette fois de mettre tout sur le dos de la consolidation. Ces derniers jours, le marché n'avait pas parcours (+ 13 %) la moitié du chemin fait l'an dernier à pareille époque. En réalité, tout est veus des ventes britan-niques décleuchées par les commentaires très ou trop pru-dents de la maison de courtage londonieune Savory Mill'a sur la situation rue Vivienne. Les spécialistes de la firme se sont, en particulier, longuement interrogés sur le point de anvoir jusqu'il quand les investisseurs pourraient rester indifférents aux manyaises performances de l'économie française (commerce extérieur, chômage). Sans jouer les Cassandre, ils n'out pas écarté le risque de voir la Bourse de Paris prendre une boune bûche en mai. Mais à cause du haut niveau des liquidités et de l'amélioration constante de la rentabilité des entreprises, la probabilité d'un «landi noir» leur a paru très mince. Et de conseiller à leur clien-tèle d'attendre une éclaircie du côté des échanges commercienx de la France avant d'investir sur les vedettes de la corbeille.

Sevory Mili'a fait autorité à Loadres. Les commes Sevory Maria late amount à l'amarce. Les consentaires aut été d'autant plus écoutés que, cette semaine, deux mauvaises nouvelles sont tombées : la vilaine petite flambée des prix de détail en avril (+ 0,5 %), qui rend plus difficile l'objectif des 2,4 % pour l'année entière ; les prévisions pessimistes de l'INSEE pour 1987 (reprise de l'inflasions pessimistes de l'INSEE pour 1987 (reprise de l'infla-tiou, fuiblesse de la croissance, persistance du déficit com-mercial, aggravation du chômage, trop grande modération de l'investissement). Pour couronner le tout, le dollar lui aussi a soudain dérapé. Pourquoi ? Beancoup redoutent que le déficit commercial des Etats-Unis, moins mauvais en mars, me se creuse encore de façon dramatique en avril à cause de l'excédent record réalisé par les Japonais sur le dos des Américains. Jusqu'à la Bundesbank qui a brisé le frêle espoir d'une détente monétaire en abaissant de façon jugée beancoup trop symbolique (-- 0,25 %) le loyer de la prise en pension d'effets commerciaux.

Semaine du 11 au 15 mai

Bref, tout s'est figué contre le marché parisien. Même Pengeot, pourtant en pleine forme après l'annouce surprise pour 1986 d'un bénéfice net consolidé (3,59 milliards de F) très supérieur (+ 1 milliard) aux prévisions, a pris une bonne claque (- 5,7 %). Et le BTP, très entouré ces derulers temps, a été très seconé.

sûr.

Assurément l'effet de levier a joné à fond. En tout et pourtout chaq hausses out été rélevées à la veille du week-end. Les divers indices n'avient plus qu'à glisser tout seul. Il n'y avait plus aucus garde-fon. « On revient dans des numes d'achat », disait un professionnel, antant pour se rassurer que pour se consoler. C'est évident. D'après le groupe Associés en finance, qui rassemble neuf bureaux d'études, dont ceux de la BNP, du Crédit lyonnais, du CCF, de la Société générale et d'Indosnez, le price eurning ratio (PER), c'est-à-dire le cours rapporté au béaéfice par action, s'élevait en moyenne à Paris au mois d'avril à 19,2. C'est cher, même si le deraier taux de croissance estimé des bénéfices des entreprises pour 1987 a été révisé en légère hausse : + 19,8 % (de + 7,7 % à + 33,5 %) contre + 19,3 % (de + 8 % à + 33,4 %) en mars.

Après la lessive de la semaine écoulée, le PER moyen

Après la lessive de la semaine écoulée, le PER moyen de la Bourse de Paris est certainement revenu à un niveau plus raisonnable. Fant-il pour autant prévoir une reprise ? Dans l'immédiat rien n'est moins sûr. Tout d'abord, parce Dans l'immédiat rien n'est moms sur, a un u accompande que le mois boursier s'achève. La liquidation générale aura lieu le 20 mai prochain. Ensuite parce que le charme apparent un manuel de la charme apparent un la compa raît momentssément romps. Mai est traditionnellement un manyais mois rue Vivienne. Juste avant la chute du ther-momètre vendredi, beancoup espéraient que ce cap difficile serait passé sans trop d'encombre.

Mais voilà. Un vieux dicton de la City de Londres a tout ficha par terre. Il dit : « Sell in may and go away » (vends en mai et va-t-en). Les investisseurs britanniques out scrupuleusement collé an conseil, de ce côté de la Manche du moins... (Voir ci-contre). Mais ce dicton ajoute encore: «... Buy back for the Derby» (rachète pour le Derby). Et le Derby a traditionnellement fieu le premier mercredi de juin. Douchée, la Bourse de Paris a le temps d'ici là de recouvrer ses esprits.

Pétroles

Primagez Raffinage Royal Dutch

Matériel électrique

services publics

IBM Intertechnique

ПТ.....ТП

Legrand Lyonneise des Eaux . Matra Merlin-Gérin

Merin-Gérin
Moteurs Leroy-Somer
Moulinex
PM Labinal
Radiotechnique

Schlumberger

SEB

Bâtiment, travaux publics

ANDRÉ DESSOT.

15-5-87 Diff.

386 535

15-5-87 Diff.

301 1 531

265,50 820

- 304 - 30 - 22 - 131

- 6 - 39 - 27 - 420 - 64 - 113

- 230 - 100 - 4,20 - 50 - 149

- 2 - 14 + 14 + 3 + 140 - 19 - 48 - 10 + 49 - 89 - 19

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Rechute

Après avoir évolué de façon très infegulière, le marché new-yorkais a bratis-lement rechuté à la veille du weck-end. L'indice des industrielles s'est-établi vendredi à 2 272,52, soit à 49,78 points en dessous de son niveau du 8 mai. Cette perte a été entièrement soquise au cours de la dernière séance.

Wall Street a été traumatisé par les manvaises nouvelles tumbées en rafale, d'abord l'accélération de la hausse des d'abord l'accélération de la hausse des prix de gros (+ 0,70 %); ensuite l'excé-dent record des échanges japonais fait an détriment des Etaus-Unis dont le déficit commercial pour avril risque de se creuser (on prévoit au moins 17 mil-iards de dollars); la soudaine générali-sation de la hausse des taux de base ban-caires et la baisse de la production industrielle. A la veille du week-end, un grand déservoi régnait autour du «Big Board».

L'activité hebdomadaire a porté su 863,79 millions de titres contre 907,07

HILLIAND.		
	Cours 5 mai	Cours 15 mai
Allegiscez UAL	51 5/8 68 1/2	50 7/1 72 3/1
ATEN Boeing Chase Man. Bank	245/8 461/8 371/4	26 3 /4 44 3 /1 35 1 /4
De Pont de Nemours Eastman Kodak	117 3/4 81 3/4	113 1/2 79 1/2
Ford	86 5/8 99 1/2 103 3/8	93 1/8 102 1/8
General Motors Goodyear IBM	89 5/8 65 163 3/4	87 5/8 64 3/4 161
Mobil Oil	55 1/2 49 7/8	52 1/2 49 1/8
Pfizer Schlumberger Texaco	68 1/4 44 1/2 35 5/8	64 5/8 43 1/2 36 3/8
Union Carbide USX Westinghouse	31 3/8 32 7/8 61 1/4	29 1/4 32 60 1/8
Xerrez Corn	79 1/4	77

LONDRES Nouveaux records

L'annonce d'élections générales anti-cipées le 11 juin prochain a mis le Lon-don Stock Exchange en lieuse. Les deux indices des valeurs industrielles calculés par le Financial Times, l'indice des trente vedettes et celui des cent valours ont batta tous leurs records, I'm montant de 2%, l'autre de 3 %.

Appuyées par une forte demande trangère, les actions des multinatiol'alimentation a été très ferme aussi en-liaison avec les promesses du chanceller de l'Echiquier de rédaire les impôts. Enfin, les pétroles ont été bien orientés grâce à la montée des prix du brut.

Indices «FT» du 15 mai : industrielles, 1691,6 (contre 1685,7); mines d'or, 429,9 (contre 438,2); Fonds d'Etat, 92,62 (contre 93.32).

	Cones 8 mai	Cours 15 mai
Beecham	522	519
Bowater	584	530
Brit. Petroleum	346	352
Charter	374	374
Courtaulds	431	436 1/2.
De Beers (*)	12 1/2	12 13/16
Freezold (*)	12 "	173/4
Glazo	14 47/64	153/4
Gt. Univ. Stores	19	
Imp. Chemical		19 5/32
	13 57/64	14 5/64
Shell	12 51/64	13 33/64
Unilerts	27 27/32	23 11/14
Vickets	584	209
War Loan	49 5/8	40 5/32

(°) En dollars,

FRANCFORT Faiblesse

Le marché a en cette semaine un sérieux accès de faiblesse en grande partie lié aux craintes d'une nouvelle chute du dollar. Les valeurs bancaires ont été à peu près scules à être épargnées par la

Indice de la Commerzbank da

15 mai: 1 767,4 (co	atre 1 792	,8).
	Cours 8 mai	Cours 15 mai
AEG	317	309,70
BASF	276,50	278,80
Bayer	308	368.20
Commerzbenk	266 .	260
Deutschebenk	635,5	605
Hoechst	283	279,30
Karstadt	425	445
Mannesman	174,50	165.50
Siemens	712	703
Volkswagen	363,50	353,50

TOKYO

Toujours plus hant Ivre d'altitude, le Kabuto-Cho a pour-Ivre d'altitude, le Kabuto-Cho a pour-suivi son ascension et, malgré quelques à-coups à la baisse sur des ventes bénéfi-ciaires, il a battu de nouveaux records. La spéculation, rassurée par l'assagisse-ment du dollar, s'est tournée vers les «fiectriques», délaissées ces derniers temps. Selon les analystes, le Nikkei pourrait rapidement atteindre le seuil des 25 000 points. Indices du 16 mai : Nikkei, 24 729,63 (contre 24 589,23) : Général, 2 193.75

(contre 24 589,23); Général, 2 193,75 (contre 2 189,89).

	Cours 8 mai	Cours 15 mai
Alari Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Corp. Coyota Motors	390 865 748 4 189 1 279 1 579 630 2 800 1 628	400 900 775 4 129 1 340 1 640 589 2 790 1 620

Valeurs	à	revenu	fix

	15-5-87	Diff.
41/2% 1973	1 925	+ 89
	8 998	+ 196
10,30 %1975	160	- 2,35
PME 10,6 % 1976	102,55	+ 0.05
8.80 % 1977	124.50	+ 1.50
10 % 1978	163,20	
9,30 % 1978	162.50	
9 % 1979	101	+ 0,20
10.80 % 1979	105	- 0.40
13,80 % 1980	102,10	-
16,75 % 1981	102.51	
16,20 % 1982	117.15	
16 % 1982	118.85	
15,75 % 1982	114,50	
CNE 3 %	4 250	- 45
CNB bg. 5 000 F	191,86	
CNB Paribas 5 000 F	191,75	- 0.25
CNB Suez 5 000 F .	101,75	- '9.55
CNI 5 000 F	101,80	+ 0,29

Valeurs diverses

	15-5-87	Diff.
Accor Agence Havas	476 2 361 2 830	- 44 - 229
Arjomari Bic Bis CGIP	729 1 350 1 500	- 207 - 3 - 145 - 186
Club Méditerranée Essilor	657 3 380	+ 130 + 130
	756 3 970 700	- 26 - 38
L'Oréal Navigation Mixte Nord-Est	4 150 1 050 123	- 389 - 85 - 11
Presses Cité Saint-Gobain Sanoti	3 429 431 561	- 79 - 13,9 - 23
Skis Rossignol	1 275	- 15

Filatures, textiles, magasins

	15-5-87	Diff.
André Roudjère	365	- 15
Agache (Fin.)	1 880	- 32
BHV	539	- 82
CFAO	1 900	- 636
Demart-Servineste	2 900	- 100
Derty	423	- 36,50
DMC	685	- 42
Galeries Lafavette	1 340	+ 22
La Redoute	3 150	- 138
Nouvelles Galeries	746	- 12
Printemps	201	- 55
SCOA	135	+ 4

Produits chimiques

·	15-5-87	Diff.
Mérioux	5 100	- 179
n Rell	2 190	- 179
mel IIC	1 590	- 118
	921	- 11
	1 620	inch.
t	920	- 14
berrie	143.00	+ 5.80
ydro	181	+ 16,90
	181	+ 16,90

coontchouc.

- 186	Mine	<u>, (</u>
+ 130	outre	
- 4		
- 20		

130	outre-mer					
26 36 380		15-5-87	Diff.			
390 85 11 79 21,99 23	Géophysique Imétal INCO Michelin Min. Pesarroya RTZ	607 124,60 117,50 3 390 56,20 108,10	- 200 + 3,1 + 10,7 - 189 - 7,7 + 8,3			
15	ZCI	1,31	- 4,0			

Un instrument inédit pour le placement

A qui faut-il confier la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières ? Doit-on s'en remettre à ses propres connais cément limitées et à son instinct pour s'occuper soi-même de ses affaires ou, au contraire, laisser au spécialiste le soin d'agir à sa place? Il n'existe pas de recettes miracles. Pour une bonne raison : le plecement boursier ne relève pas d'une science exacts. La meilleure solution consiste encore, probablement, à combiner ces deux façons de s'y prendre pour profiter, à la fois, du savoir-faire et de l'expérience du professionnel et conserver la maîtrise de la décision d'investissement ou de

Les enquêtes prouvent du reste qu'une bonne partie de la clientèle des agents de change a de conduite, qui permet de gagner un temps précieux, sans avoir à se noyer dans le flot sant de l'information. De toute manière, que l'investisseur ait décidé de travailler en solo ou de s'entourer des conseils judi-cieux d'un professionnel, il a besoin d'une information à la fois claire, de bonne qualité, synthéti-sée et sélectionnée, lui offrant dans un minimum de place, un maximum de renseignements. Tous les outils qu'il avait jusqu'ici à sa disposition n'étaient pas vraiment satisfai-

Le Beromètre de la Bourse mis 75002 Paris. Tél. : 42 au point par les analystes sué-81-29. Prix public : 140 F.

Le «Baromètre de la Bourse»

avec le groupe Valmonde qui édite l'hebdomadeire Valeurs

Au moment où l'on s'interroge sur la durée de la hausse amorcée rue Vivienne, maintenant craignent l'entrée dans des zones de turbulence, ce nouvel instrument peut se révéler fort utile, soit pour optimiser des gains, soit pour contourner les écueils en période de risques. Chaque pege de ce baromètre est consa-crée à une valeur française du règlement mensuel (RM). Elle est divisée en trois parties : un graphique, des données fondamentales, une description des acti-vités. Un bréviaire permet même de s'initier à la technique pointue des courbes et d'interpréter les signaux de vente et d'achat. Ce remis à jour. Il y a trois éditions par an, une en avril, l'autre en septembre, la dernière en décembre. Dans la première édi-tion pour 1987, le graphique de géophysique montre clairement au début du mois d'avril demier les signaux d'achat avec un gonpeut se procurer cet ouvrage de poche soit en s'adressant à Valeurs Actuelles, 14, rue

d'Uzès, 75002 Paris. Tél. : 42-

33-21-84, soit chez Delphi SA, rue Sainte-Anne.

Alimentation

	15-5-87	Diff.
Béghin-Say	548	- 44
Bongrain	2 768	- 212
BSN	5 028	- 300
Carrefour	3 390	~ 285
Casino	2011	- 169
Euromarché	3 790	- 80
Guyenne et Gase, , .	715	- 105
Letieur	1 870	- 125
Martell	2 079	- 50
Moët-Hennessy	2 365	- 132
Nestió	37 900	+ 290
Occidentale (Gle) .	1 156	- 117 .
Olida-Caby	263,96	+ 249
Pernod-Ricard	1 935	- 95
Promodès	2 200	- 249
St-Louis-Bouchon	1942	- 109
C.S. Sampiquet	1 345	- 33
Source Perrier	754	- 6
Verme Clicanot	4 200	+ 110

	15-5-87	Diff.
Angio-American	148	- 0,50
Amgold	769	- 14
Buf. Gold M	148	- 2
De Beers	78	+ 6,10
Drief, Cans	158,50	+ 240
Gencor	110	- 5.40
Gold Field	102	+ 3.10
Harmony	97.55	- 3.45
Randfontein	900	- 26
Saint-Floiena	124.50	+ 2.50
Western Deep	412	+ 410

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITEES AURM (*)					
	Nore de titres	Val. ea. cap. (F)			
cagest If INP ci SF Sichelia réd, fonc, Fr. stribes ERUS	799 825 289 120 108 936 46 648 119 509 290 311	594 684 746 315 558 718 174 272 919 169 716 430 166 137 134 150 462 152 146 326 166 130 226 752			
Arrefour métal sint-Gobain anoti afarge (*) Du 7 au 14 mm	30 197 834 602 215 956 111 260 55 135	106 994 136 106 588 291 100 587 556 96 981 278 94 132 186			

MARCHÉ LIBRE DE L'OR					
	Cours 7 mai	Cours 15 mai			
Or fin (Itile on barra) — (Itile on linger) Pièce française (20 fr.) . Pièce française (10 fr.) .	98 900 87 250 522 346	## 600 ## 660 #27			
Pièce suisse (20 fr.) Pièce intina (20 fr.) • Pièce tuninisme (20 fr.)	802 800 467	908 906 907			
Souversin Elizabeth 1 • Domi-souversin Pièse de 20 dellars	631 621 366 3.070	540 826 360 3 040			
- 10 dollars :	1 500 826 3 246	1 466 900 3 290			

LES PLUS FORTES VARIATIONS

625 621 356

622 627 340

Valent	Hanne %	Valenz	Baisse %
Poclain	+ 17,5	SGE	- 25,6
Olida	+13,9	Géophysique	- 21,7
Locabail	+ 43	Yeare Cliquet	- 18,3
Emiler	+ 4	BHA	-149
Cre. F. de Fr	+ 3,7	Sognate	- 13,9
Sodero	+ 33	Via Parama	-135
CHOOCATI	7 32	CTL C	- 13 %
	7 7	GIA-CAUCIE.	~ 132
	T 34	J. LEIGUME	- 12,8
T	+ 2.6	rank-some,	- 12,2
Semeo ,	+ 44	remember	-113
Gal. Lafayette C. des Ent	* 13	OBJETTE	- 11,7
- us su	T LA	AM-807	- 115

Banques, assurances sociétés d'investissement

	15-5-87	Diff
Bail Équipement	420	- 36
Bencaire (Cie)	720	- 50
etelem	284	- 46
bargeon SA	1 510	- 151
FF	1 172	+ 42
FI	624	- 11
arafrance	2 820.	- 155
lénin (La)	235	- 68
BID. PL-Monceau	425	- 27
cafrance	691	- 19
cindus	930	inch.
idi	1 510	- 186
idland Bank	410	- 34
FP	1 760	- 130
ris. de réese	764	- 47
Stabail	1 350	- 10
baeider	610	- 50
B	324	- 37

Métallurgie

construction mecanique					
	15-5-87	Diff.			
Alepi	506	- 62 - 25			
Avious Dessault-B Chiers-Châtillon	1 215	- 25			
De Dietrich	2 580	- 70			
FACOM	1 721 219	- 99 - 6.10			
Fives Li Marine Wendel	529	- 64			
Penhoët	1 550	- 105			
Peugeot SA	1 528	- 99 + 250			
Satem	3930	- 170 - 70			
Strafor	· 685	- 70 - 35			
/allowrec	103.50	- 10.10			

BONS DU TRÉSOR Séance du 15 mai 1987						
Schiences	11	10.00		Variet (jour/vi ez pi		
J 87	92,54	92,48	92,00	- 0,		
Sept. \$7				-8,		
Déc. 87				- 0,6		
Mars #1	92,52	92,59	92,50	- 6,1		

Schizzos	1	Plan in	0=	Variation (jour/mille) on pts
J in 87				
Sept. \$7	92,50	92,47	92,48	-8,11
Dic. 87				
Mars \$8	92,52	92,58	92,50	-0,89

187	15-5-87	Diff.
Auril d'entrepr. Bouygnes Ciments Français Dumez GTM J. Lefebvre Lafarge Maisons Phénix Poliet et Chausson SCREG SGESB	1 688 2 298 769 2 540 1 568	- 106 - 110 - 45 - 200 - 108 - 335 - 149 - 220 - 39

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de françs) 13 mai 14 mai 1 275 105 1920371 1871693 1709 384 2496578 R. et obl. 5604310 7629114 6497 166 7 556 646 8004652 453 088 364 322 Actions . 340 168 424 039 577 369 Total 7 332 503 9913807 8709027 9 690 069 11 078 599

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986) Françaises 110,9 116,1 116,3 COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

114,1	l l	113,4	i deci	113	138	112.3	1	107.2
459.2	base	100, 31	déc	embre 1	981	440.6		425.0
	114,1	114,1 (base	114,1 113,4 (base 100, 31	114,1 113,4 (base 100, 31 déc	114,1 113,4 113 (base 100, 31 décembre 1	114,1 113,4 113 (base 100, 31 dicembre 1981	(base 100, 31 décembre 1981)	114,1 113,4 113 112,3

MATIF

COURS	ÉCHÉANCES						
COURS	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88			
Promier	195,95	106	105,99	105,80			
+ keut	105,95	106,05	105,95	105,80			
+ bes	105,65	105,75	105,65	105,45			
Dernier	105,70	105,80	105,65	105,50			
Compensation	105.65	105,75	105.65	105.50			

The state of the second of the Selfe He I Fredrike Ben ---27-27 und Littl da mate 150 and 180 1 1 128 121 - 122 - 122 - 123 - 124 - THE PROPERTY AND PERSONS NAMED IN S. Tailing SCOTO " am ment dan Offerte 200 200 ಮನೆಯಾದ ನೀಗ man der eine eine eine mariameter et a News Consider that is the Cons miemert sanfraust in mb ie bate a unlege des Bunten einer die Telege 🌉 🛍 samera igatio 🗯 i iferen in in in ert 🖝 🙀

20 00. 1.00

主義にはは

margithus to 1 275 👼

lente génerale da merces

stantan in a more

The second second Te soluti En is fant bie "berge

dapage laburante Nome

et tir etterfe de

3 miger Caverline

hanne de charge abèrem &

PERSONAL CONTRACTO GIAM

STEED OF 12 9.00 800 0

SOMARCHÉ

lus de flam

STATE OF THE STATE

AND THE PARTY AN

The second secon

A THE STATE OF THE

5 19 M

MATTÈRES PREMIES arachide sém

Pavoyé spépa! deservices de l'amplanta-Sécégai font General qu'elle Silver in the second time e ale resonant en Afrique The second of the second the finances qui cet de pieste cicaginente in le mande sected of Per l'aux de l'aux To a spirite selective some Principo es même cavadi l'accounte du pays. Me as pas modifié cet état

> COURS DU 154 848 (+ 4) 2 780 :+ 18; 1 165 (+ 35) 1 338 (+ 45) L: 1700 / LDON 1 979 (- 6) Do 129/10000 305 (+ 15.50) Comus bossoon 183.50 + 12.95 Cents (DOMEST 175,70 (+ 5.76)

Crédits, changes, grands marchés

BOURSES ÉTRANGÈRES

L'EUROMARCHÉ

ché international des capitaux en est

arrivé à ressembler à Las Vegas. Il

est devenu le lieu de rencontre de

joueurs, pour ne pas dire de flam-beurs, et non plus d'investisseurs à long terme ainsi qu'il en allait autre-

fois. L'énorme masse de l'épargne

nippone ne fait pas l'objet d'investis-

sements réels mais tourne rapide-ment au gré d'écarts de quelques

points de base. L'enchère, la

semaine dernière, des obligations à trente ans du Trésor américain est, à

cet égard, caractéristique. Les mai-

sons japonaises qui avaient initiale-ment acquis quelque 4 milliards de dollars dudit papier se sont empres-sées d'en revendre la moitié dans les

heures qui suivirent. Il en va de même pour la plupart de leurs inves-tissements internationaux. Le papier à long terme acheté par les Japonais est, en général, revendu très rapide-ment par les mêmes à partir d'une

poignée de points de base de béné-lices. Ceci a fini par engendrer une nès grande instabilité des cours qui,

à son tour, a eu pour effet d'éloigner, pour ne pas dire dégoûter du mar-ché, les vrais investisseurs à long terme, ceux qui, dans le passé, ache-taient des obligations à vingt-cinq on

trente ans pour les conserver soi-

gneusement dans leurs portefeuilles.

L'euro-émission de 150 millions de dollars du Crédit lyonneis, qui, mardi, a voulu réouvrir le marché primaire à taux fixe libellé dans la

devise américaine, a pêti de cette désertion des investisseurs. Offerte sur cinq ans à un prix de 100,875 avec un coupon annuel de 8,75 %, elle s'est, malgré des conditions rai-

sonnables et la qualité du service

rendu par Shearson Lehman, qui la dirigeait, heurtée d'emblée à

l'absence d'acheteurs et s'est princi-

ransmot d'acheteurs et s'est princi-palement traitée entre profession-nels. Le seul fait qu'un nombre important de très grandes basques ait refusé d'entrer dans le consor-

l'ampleur de la défiance à l'égard

non seulement du dollar, mais aussi de ce secteur du marché. Certains

arbitragistes ont aussi souligné que, pour rouvrir le marché, le choix d'un

nom bancaire, quelle que soit la qua-lité de l'établissement considéré,

n'était peut-être pas le meilleur par les temps qui courent. Proposé au

moment du lancement sur la base

d'un rendement sopérieur de

65 points de base à celui des

américain, les euro-obligations du Crédit lyonnais se traitaient en fin de semaine en dehors de la commis-

La Société générale a, mercredi.

fait son apparition sur le marché avec une transaction sur cinq ans de 100 millions de dollars rapidement

sion bancaire globale de 1,875 %.

NEW-YORK Rechate

Harrison Con-

15 mai

faits. Même pace surprise Marda de F)

MA PARE BASE

L En tout et

in the week-ter less week-ter less week-ter done des last pour se l'après le sel terrency lyannée, de price ex-set un beni-

eis en mais ent de crois-e 1987 a été

1+335%)

PER moyen

15.5-27 Deft.

206 - 2
25% - 14
546 - 14
546 - 19
222 - 4
546 - 19
223 - 4
546 - 19
224 - 40
546 - 29

55-87 DW

- 230

5441 Def

146 ## 146

Mary fl

185.45

Après avoir évolté de fant guilière, le marché neu prisi-lement rechuté à le suit de la lement rechuté à le suit de la vendredi à 2 271,51 sui la si-vendredi à 2 271,51 sui la si-en dessous de son uten de la cours de la dernière éssac vendre de la dernière éssac vendre de la dernière éssac wall Street a cité procours de la demiere séanc.

Wall Street a cit manue.

Wall Street a cit manue.

d'abord l'accélezion de la bace de la commentation de la commentation de la bace de la commentation de l

i il die mirene stat reprise ? shatel, purce finitale auca forme appa-stillement us L'activité hebdemadais les, 863,79 millions de fine cont une de ther-cep difficile Allogiscer LAL 61/19 at Allogi a Landres a digo arrey - the termination in the termination in the termination is a fee termination in the t Boeing Chaire Man Bank Do Poni de Namoure Eastman Kodak ETTOT.

LONDRES

Westerstone did a North Communication of the Commun

11/4 F

Carbida LSX

L'innate délection plain der der eine procisie seit der des des valeurs infraride per in Functial Time, like tratte vedera a children ತ್ರೆ **ಸಿಯಾ** ನಡಕು ಮುಖ ಬರುವ ನಮ್ಮಾರ್ಡಿ tion of DF. Pattre de 18.

Appropriate par par formate errantine, int anima de etc. nu ne kris testa la redetta latera in in the company of ____oclaver is prodessible Eೇ್ಎ ಅಂಗಾಣದ **ಚಿತ≎** grand a marine de proces indices office Beite 17 to 2 (39) 5 was 1917 : :-, 429,5 vactre 491,6 = E:L: -1.51 (com-415) Comp

FRANCFORT Faibless 1: ------A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH 2 76 2 715 82 8 2 5 1 7 FF

de francs) . 15 pm: 2 496 5 79 LOCKES: 1,5,1,754 4. TOKYO

Toajours plus last A Line of the State of the Stat CHAILE SEE

ine our l'autre.

Plus de flambeurs que d'investisseurs Sons l'influence japonaise, le mar-

> obligation de 10 millions de dollars - montant certainement pas destiné au dentiste belge pour la raison qu'on découvrira plus loin - sera remboursée à échéance sur la base de la valeur à l'époque de 5 devises dans les proportions suivantes : 143,3 millions de yens, 3,91 millions de dollars canadiens, 3,62 millions de deutschemarks, 1,85 million de livres sterling et 1,39 million de dol-

arc-en-ciel de devises. Chaque euro- lars australiens. Cette concoction a permis à la Société générale d'offrir son emprunt, qui sera émis à 101,875, avec un coupon annuel de seulement 7,6 %. En fait, il s'agit là davantage d'un placement privé taillé sur mesure pour une seule institution japonaise absorbant le tout que d'une émission publique. Ce genre d'opération serait tout autant difficile à vendre qu'à traiter sur le marché international des capitaux.

Mister Nobody

tions internationales (AIBD), qui, cette année, se tiendra à Oslo à partir de mercredi prochain, va débat-tre d'un projet qui, d'ores et déjà, soulève une vive polémique : l'établissement sur écran d'un système indiquant les cotations des princi-paux faiseurs de marché (« market-makers ») en euro-obligations, cours que devraient s'engager à respecter les maisons impliquées. Baptisé
AIBDQ, le « Q » s'entendant pour
« Quotation » (cotation), le système
a soulevé l'îre des grands « marketmakers », qui lui reprochent son manque de souplesse. Les prix donnés actuellement par les faiseurs de marché sont, en effet, estimatifs. S'ils doivent, dorénavant, se figer sur écrans, la flexibilité antérieure disparaît d'autant plus que les plus petites maisons auront la possibilité de pratiquer, selon les cas, des cota-tions inférieures ou supérieures à celles de leurs ainés, même si leurs

capacités de placement sont bien

L'AIBD s'est inspirée du système américain automatisé NASDAQ (Nationale Association of Securities Dealers Automated Quotations). Il est toutefois infortuné, remarque certains curo-banquiers, que l'AIBD, qui n'est rien («Mister Nobody»), se prenne pour la Bourse américaine qu'est la NASDAQ.
L'AIBDQ soulève, en fait, deux problèmes: l'anonymat des transactions et la possibilité de traiter avec une contrepartie de son choix. Aussi longtemps que la réponse à ces deux questions sera incertaine, et on ne voit pas comment il pourrait en être autrement, les grands « marketront au travers de makers - refuse l'AIBDO d'être treités « comme la poubelle du marché eurovendredi un suro-banquier bien

Quel que puisse être l'intérêt persistant pour les euro-emprunts obligataires en yens et en deutsche-marks qui continuent de fleurir, les premiers à un rythme nettement plus accéléré que les seconds, les émissions d'actions sont celles qui constituent une fois de plus le gros de l'euro-activité primaire. Dans ce domaine, les Français ne désarment pas. La privatisation attendue à la mi-juin de la Société générale, plus familièrement surnommée « Soc-

L'assemblée générale annuelle de Gen» à l'étranger, retient d'ores et dejà l'attention. A l'exception d'une division attendue de la valeur nomil'Association des courtiers en obliganale des titres actuels, ainsi qu'il en avait été pour le CCF, les détails de l'opération sont loin d'être encore connus. Néanmoins, l'attrait exercé par le titre à l'étranger est déjà si grand qu'il pe faut pas être grand clere pour anticiper un vif succès tional pour ce qui sera la plus grande transaction française dans ce

Ceux qui se montraient scepti-ques à l'égard de la privatisation de la CGE seront décus. Lorsque les résultats finaux seront connus, il ne faudra pas s'étonner si la tranche internationale est près de dix fois sursouscrite. Le syndicat bancaire mis en place à cet effet est par luimême éloquent et reflète l'intérêt mondial suscité par la société fran-çaise. Sous la boulette de Lazard Frères et de la Société générale, le consortium comprend six chefs de file adjoints : Crédit lyonnais, Deutsche Bank, Morgan Stanley, SBCI, Warburg, Generale Bank, et vingt et un co-chefs de file: Com-merzbank, Dresdner Bank, Bayerische Vereinsbank, West LB, Lazard Frères and Co à New-York, CSFB, UBS, Barclays de Zoote, Cazenove Kleinwort-Benson, ABN, BBL Indosuez, BNP, Parihas, Capital Markets, CCF, Enskilda Securities, Kredietbank International Group, Nomura International, Prudential

Dans la foulée du CCF, dont la privatisation s'est également avérée d'autant plus brillante que dépouillée d'une grande partie de la demande spéculative qui avait réduit à quasiment zéro les allocations des privatisations précédentes Haves fera son apparition vers la fin se beurter à l'émission par Pengeot, sous la direction de Paribas, de plus de 1 milliard de francs d'actions et à une opération similaire de la part de BSN sous l'égide de Lazard, son principal actionnaire. Ce sont donc l'équivalent de 4 à 5 milliards de dollars d'actions tricolores qui vont débouler avant la fin du mois de juin. C'est quand même beaucoup. Les impétrants ne devront pas se montrer trop gourmands. Les prix devront tenir compte de cette ava-

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Pessimisme sur le dollar

«Ça va mal», soupirait un opéra-teur vendredi en fin d'après-midi, en contemplant les écrans des systèmes terminaux des cours sur les marchés des changes. Il parlait du dollar, évi-demment, qui, après une reprise en début de semaine, replongeait à la veille du week-end sur une série de mauvaises pouvelles concernant l'économie américaine, notamment la baisse de 0,4 % de la production industrielle et la crainte d'une reprise de l'inflation outre-Atlantique (voir ci-dessous). Le cours du billet vert est retombé à 1,7760 DM à Francfort et 5,94 F à Paris, Il s'était pourtant raffermi pendant la plus grande partie de la semaine à près de 1,80 DM et de 6 F semaine à près de 1,80 DM et de 6 F en raison du bon accueil qu'avaient réservé les souscripteurs japonais à l'émission, la semaine dernière, de

Les jours suivants, le monde entier fut suspendu à l'annonce des chiffres du délicit commercial des Etats-Unis du mois de mars. Ce sut 13,6 milhards de dollars, chiffre passable qui aurait dû contribuer à raf-fermir un peu le billet vert, Mais les opérateurs tablent déjà sur un mauvais chiffre en avril, s'appuyant sur une augmentation de 1,5 milliard de dollars de l'excédent japonais sur les Etats-Unis annoncé en même temps. Du coup, ils ont vendu le billet vert. La poursuite de la hausse des taux outre-Atlantique n'a nullement contribué à ralentir le repli du doilar, bien an contraire.

l'emprunt à trente ans du Trésor

Le dollar, qui avait dépassé 140 yens au début de la semaine, s'est replié à sculement 139 yens. Il est vrai qu'une autorité japonaise avait fermement «incité» les déten-

teurs nippons de dollars, groupes industriels et banques, à restreindre leurs ventes. Ce sont de telles ventes effectuées massivement par ces détenteurs avant la cloture des exercices du 31 mars derrier qui avaient accéléré la chute du dollar et la hausse du yen.

En ce qui concerne la parité dollar-yen, il est intéressant de citer les conclusions d'une enquête effectuée par nos confrères du Financiai Times auprès d'une centaine de personnalités américaines. En gros, le repli du billet vert aux alentours de 140 yens a ramené les coûts de production de nombreuses branches industrielles outre-Atlantique au niveau de ceux pratiqués par la concurrence internationale au Japon, en Allemagne et ailleurs. Mais ce repli va devoir se poursuivre d'une manière - significative » avant que le déficit commercial des Etats-Unis no se réduise sensiblement et que ce pays ne voie ses parts de marché se rétablir.

lités, la parité de 120 yens pour an dollar doit être atteinte avant que la tendance à la croissance de la pénétration japonaise puisse être spectaculairement renversée. Leur opinion peut être résumée par celle de l'un des dirigeants de Chrysier : « A 240 yens pour un dollar, l'Amérique était objectivement condamnée, complètement - balayée - en tant que pays industriel. A 150 yens, nous, chez Chrysler, étions compétitifs par rapport aux véhicules importés du Japon. A 140 yens, Toyota et ses confrères japonais peuvent encore trouver le moyen de faire des bénéfices sur leurs exportations. Mais à 120 yens, les Nippons vont atteindre leur « cours mortel », celui qui va vraiment les nettoyer. - Au cours de 140 yens, les coûts de production globaux de Toyota sont encore inférieurs de près de 20 % à ceux de General Motors (20 dollars pour Toyota contre 24 dollars pour GM), malgré un salaire direct supérieur (16 dollars au Japon contre 13,50 dollars en Amérique). Toujours selon l'enquête, on estime aux Etats-Unis que le matelas des bénéfices accumulés précédemment par les Japo-nais va leur permettre de tenir sur le marché américain aussi longtemps qu'il faudra pour permettre la mise en route à grande échelle de leurs usines installées sur le sol des Etats-

En Europe, la livre sterling est demeurée très ferme malgré les interventions de la Banque d'Angleterre dans l'attente des élections législatives du 11 juin, que, selon les sondages, M= Thatcher devrait gagner. A Paris, le cours de la devise britannique a retrouvé le niveau de 10 F. La hausse du mark par rapport au dollar n'a pu être totalement suivie par le franc, de sorte que le cours de la devise allemande, qui était retombé à 3,3375 F s'élevait à nou-veau au-dessus de 3,34 F, frôlant même les 3,35 F vendredi soir, ce qui préoccupe quelque peu la Banque de France.

FRANÇOIS RENARD.

LES MONNAIES DU S.M.E.": DE LA PLUS FORTE -0,75 -1,00 -1,50 -1,75 -2.00

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 11 AU 15 MAI (La ligne inférieure donne œux de la semaine précédente.)

PLACE	Liero	SEU.	Franc Bracçais	Franc	D. merk	Franç belge	Florin	Line
Londres		-	_	_	-	ŀ	-	
	-		-	-	-	1	-	•
New-York	1,6425	-	16,3407	68,6342	56,3863	2,715	6365	4,577
	1,6785		16,3137	68,3526	56,2271	2,7300	49,8628	0,678
Paris	9,9987	5,9300	-	407,55	334,35	16,1271	296.68	4,6374
	9,9828	5,3475	-	406,52	334,41	16,1178	236,56	4,646
Zarich	2,4514	1,4570	24,5369	-	22,8323	3,9571	72,7954	1,132
	2,4556	1,4630	24,5990	-	\$2,2683	3,9647	72,9493	1,1425
Franciert	2,9881	1,7760	29,9091	171,89	-	4,8235	88,7334	1,3816
	2,9852	1,7785	29,9934	121,56	-	4,8197	88,6811	1,389
Britaniles	61,9497	36,82	6,2067			-	18,3962	2,263
	61,9366	36,90	6,2043	25,2221	267,48	-	18,3994	2,882
Atmosfem	3,3675		33,7066	137,37	112,78	5,6369	-	1,556
	3,3662	2,8055	33,7086		112,76	5,4349		1,566
100	2163,78	1286	216.57	882,64	724,10		602,57	-
		1280	215,22	87401	719,70	34,4483	638,24	_
Toleya	233,87	139	23,4086	95,4015	78,2658	3,7751	69,4479	2,1661
	234,866	139,45	23,4472	95,317	78,4087	3,7791	69,5338	8,1085

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 15 mai, 4,2719 F contre 4,2649 F le jeudi 7 mai.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Nouvelle hausse des taux aux Etats-Unis

amorcé depais que que temps, s'est poursuivi à la veille du week-end. Sur le court terme, la Chase Man-hattan Bank a relevé son taux de base d'un quart de point pour le porter à 8,25 %, exemple qui va être iminé par les autres établisse-ments. C'est la troisième augmentation en un mois et demi, la deuxième ayant eu lieu il y a 15 jours tout juste et la première (de 7,5 % à 7,75 %) le 31 mars : 3/4 de point au total. Sur le long terme, l'emprunt à 30 ans (échéance en 2017), émis la semaine dernière à 8,75 % — et dont les Japonais ont souscrit la moitié (voir ci-contre l'article de Christopher Hughes) cotait 98,20 par rapport à un nominal de 100, avec un rendement porté à 8,88 %. A l'origine de cette poursuite de la hausse, on trouve la crainte d'une reprise de l'inflation outre-Atlantique, alimentée par l'aug-mentation de 0,7 % des prix de la production en avril. Les milieux financiers s'inquiètent également de la remontée des cours sur les marchés à terme de matières premières et sur celui du pétrole, où le prix du baril s'est élevé à 19,60 dollars.

Conséquence : le cours de l'once d'or a poursuivi son ascension à plus de 470 dollars, contre 453 dol-lars huit jours auparavant. M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, a eu beau déclarer cette semaine qu'il trouvait les taux américains « un peu élevés », une psychose de hausse est en train de se mettre en place. « Les taux vont monter aux Etats-Unis », a déclaré il y a huit jours M. Henry Kauf-man, gourou de Wall Street, qui prévoit, avant la fin de l'année, de 9 % à 9,5 % pour les taux des obli-

En Europe, les taux baissent partout sauf en France. En Allemagne, la Banque fédérale a dimi-nué celui de ses prises en pension, le ramenant de 3,80 % à 3,50 % caviron, après l'avoir réduit, le

Le mouvement de hausse des 23 janvier dernier, à 3,80 % contre taux d'intérêt aux Etats-Unis, 4,35 %.

En Grande-Bretagne, la grande fermeté de la livre sterling, au len-demain de l'annonce d'élections législatives pour le 11 juin prochain, pourrait inciter la Banque d'Angleterre à diminuer à nouveau son taux directeur, fixé à 9 % contre 9,5 % à la fin de la semaine

En France, cela ne va pas bien du tout. Sur le marché, qui hésitait sur la tendance à prendre ces derniers temps, les rendements se sont orientés à la hausse et les cours franchement à la baisse. Sur le court terme, le maintien à 7 3/4 % de son taux d'intervention par la Banque de France, malgré l'initiative de la Banque fédérale d'Allemagne, a donné peu d'espoir pour une baisse prochaine des taux. De pius, l'annonce de la hausse des nostics pessimistes de l'INSEE pour l'amée 1987 – inflation de 3,5 %, accroissement du character de l'America prix de 0,5 % en avril et les proet déficit commercial de 15 milliards de francs - ont jeté un froid. Enfin, la baisse du dollar et la hausse du mark rendent plus délicate toute désescalade des taux, même si l'écart d'inflation avec l'Allemagne se réduit plutôt et si l'écart des taux à court terme entre les deux pays atteint mainte-

mant 4,5 %. Conséquence : le taux de l'argent au jour le jour sur le marché interbancaire, après avoir sié-chi au-dessous de 8 %, est remonté à 8 1/4 % en fin de semaine. Il est vrai que le phénomène devient habituel à l'approche de la fin de la période de constitution des réserves par les banques. Le délai expire la semaine prochaine. Autre conséquence logique, les cours sur le MATIF ont «plongé» vendredi à 105,70, 105,50 sur septembre contre 106,25 et même 106,75 en début de semaine.

En ce qui concerne l'épargne, notons la nouvelle progression des

en-cours des SICAV court terme, dites de trésorerie, qui, selon TGF, ont_augmenté de 7,4 milliards en avril dernier (+ 2,1%) après une augmentation de 10,8 milliards de augmentation de 10,8 militards de francs en mars, pour atteindre 358,6 militards de francs. Depuis le début de l'année, l'augmentation globale est environ de 15%, avec des évolutions très divergentes sui-vant les catégories. Les 74 SICAV monétaires axées sur les place-ments à court terme, et dont le nombre s'est accru de cinq en avril, ont vu leur en-cours augmen-ter de 7,2 milliards de francs, pour s'établir à 150 milliards de francs — contre 105,9 milliards de francs fin 1986 et 35 milliards fin 1985.

En revanche, les SICAV «sensibles », dites de performance et axées sur les gains en capital, voient leur déclin se poursuivre. Leur en-cours s'est trouvé diminué de 2.5 milliards de francs d'un mois à l'autre, à la suite de 2.4 milliards de francs de rachats. Ces chiffres confirment la ten-dance enregistrée depuis huit mois qui traduit un transfert des actifs des SICAV dites sensibles, dont l'en-cours avait culminé à 122 milliards en septembre 1986, sur les SICAV monétaires en plein boom. Le classement des réseaux distri-

buteurs a peu varié. En tête, on continue à trouver le Crédit agricole, 58,5 milliards de francs avec 16,3 % du marché, suivi par la BNP avec 39,3 milliards, 11 % du marché; la Société générale conserve 9,1 % du marché avec 32,6 milliards de francs; le Crédit lyonnais 8,2 % avec 29,3 milliards de francs, et le groupe Caisse des dépôts, Caisses d'épargne, Postes, 6,1 % avec 21,8 milliards de francs. Les Banques populaires ont 5,1 % avec 18,1 milliards de francs, le CIC 4,8 % avec 17,3 milliards de francs, Indosuez 3,7 avec 13,1 milliards de francs, le CCF 3.3 % avec 12 milliards de francs et Paribas 3,3 % avec 11,38 mil-

F. R,

surnommée «arc-en-ciel». Ce sobriquet reflète le fait que l'émission, dirigée par la très japonaise Nomura International, est structurée de manière à protéger l'investisseur contre le risque de change inhérent à la devise américaine au travers d'un

LES MATIÈRES PREMIÈRES L'arachide sénégalaise « conjoncturée »

de notre envoyé spécial

Les circonstances de l'implantation de l'arachide an Sénégal font encore aujourd'hui l'objet de divers. Certains affirment qu'elle était, bien avant la colonisation, une culture de case répandue en Afrique de l'Ouest. Pour d'autres, elle a suivi l'arrivée des missionnaires qui out ramené cette plante oléagineuse d'Amérique latine au dix-neuvième siècle. Tout le monde s'entead en revanche pour reconnaître que l'ara-chide a pris à l'époque coloniale une place prépondérante et même enva-hissante dans l'économie du pays. L'accès à l'indépendance du Sénégal, en 1960, n'a pes modifié cet état de fait.

PRODUITS	COURS DU 15-5			
Cabre h. g. (Loskes)	897 (+ 18)			
Trois mois	Livres/tonno			
Alemaisium (Leaden)	\$48 (+ 4)			
Trois mois	Livres/tonze			
Nicioel (Louire)	2 780 (+ 10)			
Trois mois	Livres/tonns			
Secre (Paris)	1 165 (+ 35) France/toute			
Cass (Lostro)	1 330 (+ 45)			
Mai	Livres/tonne			
Cacae (New York)	1 979 (6)			
Juillet	Dollars/tonne			
E16 (Chicago)	305 (+ 15,50)			
Mai	Conts/bossessa			
Mak (Chap)	188,50 (+ 12,85)			
Mai	Cents/boisseau			
Soja (Chicago)	175,70 (+ 9,79)			
Mai	Dollars/L courin			

Le chiffre entre parembèses indique la

Pourvoyeuse de devises, la vente de l'arachide occupe encore anjourd'hui le premier rang des postes d'exportation devant les produits pétroliers, la pêche et les pho-sphates. Si les résultats de 1986 ne sont pas encore connus, on estime que l'arachide a rapporté plus de que l'arachide a rapporté plus de 53 millions de francs CFA au pays avec une production voisine de 700 000 tonnes et une commerciali-sation par les circuits officiels portant sur plus de la moitié de ce

Depuis 1984, année de la grande sécheresse qui a fait chuter la récolte à 539 000 tonnes (elle était de 986 000 un an plus tôts le secteur arachidien a connu de nombreuses éprenves. Entièrement dépendant des cours mondiaux des huiles, il a subi un manque à gagner considéra-ble, provoqué en particulier par la surproduction de produits concurrents (huile et tourteau de soja, huile de palme et de tournesol). Une campagne menée aux Etats-Unis et en Europe sur le thème des effets néfastes des tourteaux d'arachide sur le bétail a aussi jeté un certain discrédit sur la marchandisc sénégalaise. Les éleveurs occidentaux mais aussi soviétiques ont souvent substimé le blé et le soja à l'arachide dans l'alimentation de leur cheptel. Co recul amorcé bien avant 1984 a touché l'ensemble du continent noir. Après avoir participé à hauteur de 21,1 % dans les échanges internationaux des oléagineux en 1961-1963, l'Afrique a vu sa part descendre à 13,3 % en 1969-1971 avant d'arriver au niveau plancher de 2,7 % en 1982-1984. Tels sont les chiffres cités pour M. Ibrahima Baxum, rédacteur en chef de la revue Sud Magazine publiée à Dakar.

A ces vicissitudes extérieures s'ajoutent les difficultés de commercialisation de l'arachido propres au

Sénégal. L'achat de leurs produits aux planteurs du bassin arachidien, situé à l'origine dans les régions de Diorbel et du Sine-Saloum, qui s'étend maintenant jusqu'en Haute-Casamance, est de fait un monopole d'Etat. Ce sont les huileries, les coo pératives et les organismes stockeurs privés qui, avec le soutien direct ou direct (fonds bancaires) des pouvoirs publics, peuvent preudre pos-session de l'arachide afin de la trans-former en huile.

former en huile.

Lorsque le paysan cède sa marchandise, il reçoit un bon lui deamant droit à paiement. Mais en 1984 les fonds prévus ont été débloqués tardivement, empêchant les planteurs d'être rémunérés en temps voulu. Confrontés à de réels problèmes financiers, ils ont cédé à la tentation d'écouler une partie de leur production sur les circuits parallèles régis par les commerçants qui payent l'arachide comptant, mais beaucoup moins cher. mais beaucoup moins cher. Depuis lors, le circuit de commer-cialisation a été quelque pen assaini, permettant un retour de l'arachide

dans le réseau officiel... Mais le problème de fond demeure : le Sén peut-il continuer à dépendre si fortement d'un produit aussi « conjono turé » (expression africaine signi-fiant «atteint par la conjoncture»), alors que l'autosuffisance alimentaire n'est pas encore réalisée ? Tant que les récoltes céréalières

n'auront pas une valeur marchande comparable à celle de l'arachide, il y a fort à parier que cette dernière continuera de polariser l'attention des planteurs et de l'Etat... En 1986, la CEE a versé 10 milliards de francs CFA pour ce produit dans le cadre des STABEX (stabilisation des recettes d'exportation) et seulement 75 millions de france CFA pour la lutte antiacridienne (criquets). C'est dire combien la voie pour sortir de l'arachide est étroite.

ERIC FOTTORINO.

Le Monde

DATES

2 II y a cinquante ans, anarchistes et communistes s'affrontaient à Barcelone.

ÉTRANGER

3 La négociation sur les armements en Europe et la visite de M. Chirac en URSS. 4 Un projet ferrovisire au reient de scandale au Brésil.

POLITIQUE

- Gary Hart, l'Amérique et

8 M. Le Pen veut porter

de travail, à l'Assemblée.

SOCIÉTÉ

7 Le procès de Klaus Barbie. 8 Dans la lutte contre le SIDA, les Douze se prononcent contre tout contrôle aux frontières et tout dépistage systématique.

présidentielle de 1988. Cette proposition de la

direction fera l'objet d'une discussion dans les

rangs du parti – pendant moins de trois semaines, mais pour la première fois – et sera, sant

imprévu, ratifiée lors de la conférence nationale

au candidat Georges Marchais pour la présidentielle de 1981. Le « pro-gramme du parti » que souhaîte M. Marchais serait donc inscrit à

l'ordre du jour du vingt-sixième

congrès. Il servirait an candidat André Lajoinie pour l'élection prési-

Certains dirigeants communistes

estiment que le secrétaire général ne

semble nullement avoir l'intention

de s'effacer devant le candidat lors

de la campagne présidentielle. Sa volonté d'être à l'origine d'un non-

veau programme du parti peut, en

esseumera la paternité et la promo-

tion, après le congrès, au poste le plus élevé de la hiérarchie du PCF.

Dans les grands meetings, estime un dirigeant, André Lajoinie sera la vedette américaine du show de

Selon ce scénario, M. Marchais

ne serait pas absent de la campagne,

tout en n'étant pas le candidat du parti, ce qui, inévitablement, l'impli-querait dans le résultat - sur lequel

une partie de la direction est assez

pessimiste – obtenu par M. Lajoinie.

Où s'arrête l'information éco-

nomique, où commence la publi-cité déguisée ? C'est sur cette

la première chambre civile du

tribunal de grande instance de

Lyon, devant laquelle la société Pyragric, dont le slège est à Ril-lieux (Rhône), avait assigné TF 1. Le tribunal a condamné

l'ex-première chaîne du service public à d'importants dommages et intérêts.

Une affaire sinon explosive, du moins détonante et éclairante : le 26 avril 1985, M. Yves Mourousi, pré-

de notre bureau régional

estion que devait se prononcer

OLIVIER BIFFAUD.

Au tribunal de Lyon

TF 1 condamnée pour « publicité déguisée »

M. Yves Mourousi avait fait l'éloge

d'un fabricant de feux d'artifice

Georges Marchais. »

Radio Days.

Woody Allen à propos de 10 La mort de Rita Hav-

ÉCONOMIE

13 Quelles ressources pour le régime général de la Sécu-rité sociale ? - La CGT obtient la cassa tion d'un arrêt la condemnant à verser 1 million de

francs à Citroën. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands

SERVICES

Météorologie 12

MINITEL

 Cannes : gagnez 100 places de cinéma. CINE. Flash-back sur ame REP.

• Faut-il forcer Barbie à comparaître devant ser victimes ? BAR.

Actualité. Sports. Immobil 36-15 Tapez LEMONDE

Au comité central du PCF

M. Marchais doit proposer la candidature de M. Lajoinie à l'élection présidentielle

Le Parti communiste réunit, à huis clos, sou comité central, les lundi 18, mardi 19 et mercredi 20 mai, à Paris. A l'ordre de jour sout inscrites la convocation et la préparation du vingt-sixième congrès, prévu en décembre, ainsi que la proposition du nom du candidat communiste à l'élection

- Naturellement, le moment venu, je donnerai mon opinion quant à celui ou celle qui me sem-blera être le meilleur candidat ». trois mais ». Ainsi parlait M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, en annouçant au « parlement commu-niste », le 12 mai 1986, qu'il avait pris depuis longtemps = la < déci-

sion personnelle - de ne pas être candidat à l'élection présidentielle. · Le candidat communiste doit être, à la fois, porteur de proposi-tions répondant, dans l'immédiat et à terme, aux préoccupations et revendications des Françaises et des Français, et être, en tant que porte-parole des communistes, le meilleur pour rassembler ». M. André Lajoinie, président du groupe com-muniste de l'Assemblée nationale, signait cette phrase dans un éditorial du mensuel des ingénieurs du PCF,

Avancées, de mars dernier. Le moment est venu pour le premier, avec la session du comité central qui s'ouvre lundi, de donner son opinion sur le second, et de le désigner comme « le » meilleur pour rassembler l'électorat communiste. M. Marchais devait donc proposer M. Lajoinie comme candidat com-

muniste pour la course à l'Elysée. En préambule de la discussion, le secrétaire général devait donner lecture de son rapport introductif, texte d'une centaine de pages, susceptible pendant environ trois heures. Ce document a été an centre de la rénnion hebdomadaire du bureau poli-tique, qui, exceptionnellement, le mardi 12 mai, a duré une bonne

du PCF, les 12 et 13 juin. membres du bureau politique qu'il travaillait sur ce rapport « depuis

Si l'épais document suggère aux adhérents du PCF de retenir le nom de M. Lajoinie, conformément aux vœnx de la direction, il se penche aussi, longuement, sur le congrès de décembre. De l'avis de certains dirigeants, ce texte se présente même comme « un pré-rapport » pour le vingt-sixième congrès. Ils font un rapprochement entre ce rapport de mai 1987 et celui de septembre 1984, déjà présenté au comité cen-tral par M. Marchais et qui avait servi de base à l'élaboration du document préparatoire au vingt-cinquième congrès (février 1985).

Le secrétaire général propose un programme

Selon un responsable commu-niste, le rapport de M. Marchais est dans « la continuité du congrès pré-cédent », même s'il présente, à son avis, « quelques ouvertures ». Un autre dirigeant considère, lui, que « tout est d'ores et déjà ficelé ». En tout état de cause, le document du secrétaire général innove en renouant avec une démarche pro-grammatique. Le dernier pro-gramme politique propre du PCF remonte à 1971. Intitule Changer de cap, il servit de cadre de référence pour la direction communiste dans commun de la gauche (1972).

Après la rupture de 1977, propos de son « actualisation », le PCF n'avait pas mis en forme un nouveau programme mais dressé une liste de propositions qui avait partie de la journée. A cette occa-sion, M. Marchais a indiqué aux servi de « catalogue revendicatif »

Après les mauvaises prévisions de l'INSEE

M. Balladur : Je ne changerai pas de politique l'économie française suscitait déjà, dans les milieux rendredi 15 mai par PINSEE (accélération de la

hausse des prix, stagnation de la production indus-trielle, déficit commercial, moutée du chômage) ont trielle, déficit commercial, moutée du chômage) ont jumédiatement déclenché à la Bourse de Paris une sévère chute des cours (- 4,08 %), émanant d'ordres Les investisseurs britanniques ont été d'antant

plus teutés de se dégager que, quelques jours aupara-vant, la firme de courtage londonieume Savory Mill'u les avait sérieusement mis en garde contre les risques

A la suite de la publication par FINSEE, vendredi 15 mai, d'une note de conjoncture assez pes (le Monde du 16 mai), les services de M. Balladur ont rendu publica les commentaires suivants :

«La désinflation se poursuivrait [durant cette année] au-delà des facteurs exceptionnels qui ont affecté le début de l'année 1987 : hors énergie, la hausse des prix à la consommation au deuxième semestre ne serait que de 1,5 % (au lieu de 2,1 % au premier semestre 1986 et de 1,8 % au second samestre

» L'effort d'investissement est soutenn : l'INSEE prévoit en effet pour 1987 une croissance de 4,5 % du volume de l'investissement productif des entreprises du secteur concurrentiel après + 5,6 % en 1986, soit une progression de plus de Z 10 % en deux ans, alors qu'il avait baissé, il ne fant pes l'oublier, cha-que année, de 1981 à 1984. Ce dynamisme de l'investissement est

l'une des plus grandes marques du

s'exclamait en conclusion M. Mou-rousi en s'adressant à M. Jacques Cha-

201, présenté sur le plateau comme chargé de mission à la Ville de Paris pour l'organisation des fêtes.

An nom de la société Pyragric — qui s'estime gravement lésée par cette présentation d'un concurrent, —

La nécessaire impartialité

Impartialité

Dans son jugement, le tribunal a considéré qu' aucun événement d'actualité touchant l'eureprise » ne justifiait la place qui lui avait été accordée «dans un journal d'informations de grande diffusion » et que TF I avait donné à celui-ci un «aspect personnel et commercial allant à l'encontre des principes de neutralité et d'impartialité qui doivent présider à l'exercice de su mission d'information ainsi qu'au principe de l'égalité des personnes devant le service public ». Pour les magistrats, TF 1 a « commis une faute grave » en se livrant à une « publicité déguisée et granuite ».

La société Pyragric réclamait 1,3 million de france pour faire réaliser et diffuser un film publicitaire d'un impact équivalent à la séquence contestée. Sans la suivre troit à fait, le tribunal a condamné TF 1 à verser de données de destaurants et visté.

tribunal a condamné TF 1 à verser 400 000 francs de dommages et inté-

400 000 francs de dommages et intérêts correspondant à une minute de publicité télévisée. Il a, en outre, ordonné la lecture sur l'antenne de TF 1 (durant le journal de 13 heures) et le publication deus cinq journaux ou magazines, au choix du plaignant, du jugement dont il n'a toutefois pas imposé l'exécution provisoire.

Le ministère de l'économie a cherché à m Pincident, en faisant valoir que le recul de la Bourse ne n'était pas un phêne français. Ce qui n'est qu'en partie exact, p Franciort, New-York, Milan et Zurich out baissé. Londres et Tokyo ont batta de nouveaux records M. Balladur a, en tout cas, déclaré qu'il n'avait pes l'intention de changer de politique éconor

On lira ci-dessous l'essentiel des con qu'ent faits les services du ministre de l'analyse de

particulièrement net dans les petites entreprises industrielles de moins de cent salariés et dans les secteurs des commerces et des services : +7% en 1987, selon les prévisions de l'INSEE après + 11,3 % en 1986, soit, là aussi, une progression specta-culaire en deux ans (+ 19 %), favo-risée notamment par la libération

des prix. » L'INSEE souligne par ailleurs que les investissements directs effecmés par des entreprises françaises à l'étranger, non pris en compte dans les évaluations qui concernent le seul investissement des entreprises

résidentes, ont représenté 34 milliards de francs en 1986, soit près de 7% de Γensemble de la formation brute du capital fixe dans l'économis marchande et, pour ceux effectués par des entreprises industrielles, 11 % de leurs investissements. Il est important de noter à cet égard que ces investissements directs français à l'étranger, qui visent à consolider les positions industrielles françaises dans la compétition mondiale, out très fortement progressé en 1986 par rapport à 1985 (+ 70%).

» La balance des paiements courants devrait être, en 1987, excédentaire pour la seconde année consécutive, d'une dizaine de milliards de francs, selon l'INSEE. Le solde commercial industriel, qui s'est dégradé de l'ordre de 50 milliards en 1986 par rapport à 1985, ne se rédnirait que de 17 milliards saviron en 1987 (...).

» Le manque de dynamisme de l'économie mondiale n'est évidenment pes sans conséquence pour la France en ce qui concerne la croissance, l'emploi et le chômage. C'est pourquoi un projet de loi visant à mettre en place des actions d'insertion et de formation en alternance des chômeurs de longue durée sera discuté à la présente session parlementaire. En outre, le nombre de stages de formation pour les chômeurs de longue durée va être sensi-

Un rapport parlementaire souligne les faiblesses de la télévision dans les DOM-TOM

Equipements techniques insuffi-sants, qualité des émissions « peu sutisfaisantes » et capacités de diffu-sion trop faibles. Le bilan général de RFO (Radio-France outre-mer) n'est gnère brillant. C'est le constat dressé, le 14 mai, par M. Michel Pelchat, député UDF (PR) de l'Essonne, an retour d'une mission d'information menée dans les DOM-TOM à la monde, certainement la plus ancienne, qui fête, à la fois, un anniversaire et qui, en même temps (sic), fête sa pénétration dans le monde penetration dans le monde d'aujourd'hui, une première entreprise de pyrotechnie en Europe (...) qui jouit d'un prestige international et vient d'inaugurer une nouvelle usine. »

Pour se faire une opinion, en prélude à l'audience du vendredi 3 avril, les juges s'étaient fait projeter une cassette de la séquence incriminée. « Oh! la belle bleue! Voilà une belle usine », s'exclamait en conclusion M. Monmenée dans les DOM-TOM à la

demande du bureau de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée. C'est en Guadeloupe et en Martini-que que le député souhaiterait d'importants changements. Ferme par-tisan du maintien dans le secteur tisan du maintien dans le secteur public des deux canaux de télévision existants, il recommande la création d'une troisième chaîne privée. Celle-ci sernit, seion lui, «économiquement viable», compte tenn de l'offre du marché publicitaire, qu'il évalue à environ 140 millions de francs par au. Des industriels et des professionnels environ 140 millions de francs par an. Des industriels et des professionnels auraient déjà mamifesté leur intérêt pour ce projet. Interrogé sur l'éventualité d'une candidature du groupe Hersant, déjà propriétaire du journal France-Amilles, M. Pelchat a répondu qu'il n'y était « pas favorable ».

Cette chaîne devrait des deux lles et diffuser 30 à 40 % de pro-grammes spécifiques à chacune d'elles, le reste de l'antenne étant réservé à un « tronc commun » d'émissions. Mais l'ouverture de ce nouveau canal « ne dott pas faire oublier » les améliors à les améliors à apporture au accion calcillaaon par jaire ououer » les ameaora-tions à apporter au service public, actuellement en situation de monopole. Le député a indiqué, à ce propos, que la deuxième chaîne de RFO ne diffu-sait que quatre heures de programmes

par jour.

M. Pelchat s'est par ailleurs élevé contre le développement « considérable et anarchique » des radios privées sur la bende FM des Antilles. De même s'est-il inquiété de l'« apparition de télévisions illégales en Guadeloupe ». Il a tout particulièrement stignatisé TV-Caralbes, une télévision lancée à la fin de l'année dernière à l'mitiative du président du conseil régional (PS), M. Félix Proto. Cette chaîne à émis au total trente heures en deux semaines (le Monde du

• Création d'un comité franco-ellemend de lisison anti terrorista. — A l'issue de la rencontre, à Bonn, mercredi 13 mai, de MM. Charles Pasqua et Friedrich Zimmerman, les ministres de l'inténeur français et cuest-allemand ont amnoncé la création d'un comité franco-allemand de liaison anti-terroriste (CFALAT), « nouvelle étape sur la voie du resserrement de la coo-pération bilatérale dans la lutte contre le terrorisme ».

la présentation de son rapport, le député a cru bon de montrer à la presse deux ou trois très breis extraits de ces émissions pour appuyer sa thèse sur le caractère « orienté » de TV-Caraïbes.

Pour la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie, M. Pelchat ne préconise pas, en revanche, la création de chaînes privées. Il estime que, dans ces territoires, les recettes publicitaires sont trop minces (30 à 40 millions de francs). Il y aurait alors « grand danfrancs). Il y aurait alors « grand dan-ger » qu'un canal privé ne puisse sur-vivre et soit repris par un acheteur qui ne « serait pas forcément français ». C'est an Polynésie que la sinuation lui paraît la plus critique pour RFO. La priorité des priorités serait au moins que cette zone puisse être intégrale-ment desservie par la radiodiffusion. Ce qui n'est pas le cas actuellement, a-t-il déploré. D'antre part, il juge indis-pensable de rénover les équipements de la station de Pancete et de dévelorpensable de rénover les équipements de la station de Papeete et de dévelop-per le système Vidéo Archipels, qui earegistre et duplique, à Tahiti, des programmes journaliers de deux heures, ensuite acheminés par bateau vers les îles. à la fréquence de mand vers les îles, à la fréquence de un à

En Nouvelle Calédonie, qui, selon M. Peichat, dispose sans doute de l'une des plus belles stations d'outremer », le problème est avant tout d'accélérer l'implantation de stations réémettrices afin que « toutes les tribus des vallées puissent capter la télévision publique ». Ici comme aux Antilles, il a dénoncé la concurrence des profits au dénoncé la concurrence des profits publique ». Amiles, il a denoise in containance des « radios pirates » dont certaines « ont un caractère politique avoué, telles RRB, qui ne cache pas ses sympathies pour le RCPR, et Radio-Djildo, indépendamiste ». A. Rd.

M. JACQUES BARROT invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Jacques Barrot, ancies ministre, secrétaire général du Centre des démocrates sociaux, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », le dimanche 17 mai, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député de la Haute-Loire, président du conseil général, pro-che de M. Raymond Barre, répon-dra aux questions d'André Passedra nux questions d'André Passe-ron et de Daniel Carton du Monde, de Dominique Pennequin et de Janine Perrimond, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

CATTOLICA (Adriation / Kalis) - MOTEL REALIETY AGE ** + 10. 1939541/963161 Situé dans un magnifique codroit panoramique : dir. sur la plage, l'HOTEL BEAURIVAGE offre à sa clientèle les conforts les plus modernes et une cuisine recherchée avec spécialités régionales et internationales, buffet, service soigné et aimable. Soirées aux chandelles. Prix de pension complète à partir de 183 FF.

Demandes-nous les dépliants.

Incident au palais Garnier

Marek Janowski renonce à diriger « le Vaisseau fantôme »

Marek Janowski, qui devait diri-ger à l'Opéra de Paris le Vaisseau fantôme, de Wagner, entre le 18 mai et le 6 juin, a demandé à l'administrateur Jean-Louis Martinoty « de le libérer de cet engagement ». Cela, précise le communiqué, « pour des raisons artistiques liées au travail avec l'orchestre ». Dès les premières répétitions, il y a une dizaine de jours, le chef allemand (par ailleurs directeur du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France) s'était montré insatisfait de certains pupitres, les violoncelles en particu-lier. Il avait posé un ultimatum à l'orchestre le matin du mercredi 13 mai, et déclaré qu'il partirait si la qualité de l'exécution ne s'améliorait pas. Il devait finalement mettre sa menace à exécution au cours de la répétition du soir, à la surprise de l'orchestre qui estimait avoir fait les efforts demandés. Marek Janowski, dont le Tristan au palais Garnier avait été très remarqué il y a quelques années, sera remplacé, pour le Vaisseau fantôme, par le chef alle-mand Heinrich Hollreiser, un vétéran, et, comme cela était prévu dès l'origine, par Christopher Pe pour la représentation du 4 juin.

[Voici un nouveau comp porté à la réputation du paixis Garaier, qui a déjà conon plusieurs accroes cette année. Rappelons les deux désistements de Georges Prêtre (pour le Requieus de Verdi et pour la soirée du 31 décembre), le départ d'Heans Corrabas de la reconstitute de Deux Carlos en français de la bre), le départ d'Ileann Cotrubes de la production de Dou Carlos en français, la refoute « la extreuis » de toute la distribution pour la même production en italien. La prochaîne suison s'annonce elle ansal difficile puisque le projet d'ouvrir avec les Soldats, de Bernd Alois Zimmermann, a d'ores et déjà été abandonné (officiellement, pour des raisons financières) et que ni la mise en scène si la distribution du Don Giovanni prèva en remplacement ne sont encore lixées.

Simultanianent, la climat au sein de

Simultanément, le climat su sein de l'erchestre s'est détérioré après la signature des nouvelles conventions col-lectives, et la nomination, en la per-

Le numéro du « Monde » daté 16 mai 1987 a été tiré à 504 675 exemplaires sonne de Lothur Zagrosek, d'un direc-teur munical fantôme. Absence de création de postes (les luit nominations finalement obtenses, contre les vingt-quatre demandées, n'ont toujours pas-été titularisées); obligation pour les nausicions de se partager entre les nom-hreuses productions de la Salle Favart (actuellement, une « carte bianche » aux pointres Appel et Jenkins) et celles du palais Garoser; mutipilication des remplaçants; concours gelés... il semremplacants; concours gelés... Il sem-ble que la qualité du travall, sur laquelle Marek Janowski est count pour ne pas transiger, se soit cette fois particulière-ment ressentie des incertitudes admi-nistratives. ... A.R.]

26 avril 1985, M. I ves Mourousi, pre-sentant le journal de 13 heures sur TF 1, avait introduit un reportage de deux minutes quarante-cinq consacré an fabricant de matériel pyrotechnique Ruggieri, à grand renfort de superla-tifs dithyrambiques. « Vous voyez ces fusées... elles ont été fabriquées par Dans « le Monde de l'éducation » de mai

LYON

de livres, polycopiés, etc. : même si, par rapport aux écoles, les universités « cassent les prix », c'est avec un chéquier gami et le sourire crispé aux lèvres que les parents des futurs étudiants doivent aborder la pre-mière année d'études supé-rieures. Quelles études coûtent le plus cher, où sont les dépenses imprévues, y a-t-il de bonnes affaires ? Peut-on obtenir des prêts bancaires et dans quelles conditions ? Telles sont les infor-

dans un dossier pratique sur le prix des études supérieures. Au prix où sont les scolarités, mieux vaut, en effet, ne pas se tromper. Pour sider ses lecteurs à choisir, le Monde de l'éduce-tion poursuit ses évaluations des rtions supérieures. Il publie en exclusivité, dans le numéro de mai le premier palmarès des ins-tituts universitaires de technologie (IUT), pour chaque discipline. Près de la moitié des étu-diants américains font leurs

universitaires à temps

partial. 35 % d'entre eux ont

formation continue aux Etats-Unis, montre la Monda da l'éducation, pour lequelle les univer-sités ont su adapter leur organisation. Chaque année, sux sent pour la formation une somme équivalente au budget de l'ensemble des universités américaines. Une étude riche en infor-mations, réalisée par Jacques Bodelle, délégué du groupe Elf aux USA.

Du 18 au 23 mai, à l'initiative ostic ? C'est le réveil !

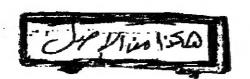
enquête sue les jumeaux : les vrais et les faux ne sont pas * Le Monde de l'éducation, mméro de mai. En vente pertont,

présentation d'un concurrent, — Me Brosse avait souligné que le reportage n'était » par justifié par l'information». Loin d'être inanguée, la nouvelle usine Ruggieri évoquée dans le reportage n'était présentée qu'à l'était de plan. L'avocat de la partie civile avait aussi remarqué qu'à l'occasion du « fastueux mariage mimois d'Yves Mourousi un feu d'artifice avait été précisément offert par la société Ruggieri». « C'était un cadeau de la municipalité monoise», avait rétorqué municipalité nimoise », avait rétorqué M. Olivier Renaud, défenseur de TF1, en considérant qu'il ne pouvait être Le prix des études supérieures et le palmarès des IUT question de « collusion » ni de magouille », mais simplement d'information...

Droits d'inscription, frais de plus de vingt-cinq ans, 10 % scolarité, frais « complémentaires », Sécurité sociale, achats son ? Le formidable essor de la mations qu'apporte le numéro de mai du Monde de l'éducation,

du ministère de l'éducation nationale, se tient une Semaine des arts pour promouvoir les enseignements artistiques. Le Monde de l'éducation a mené l'enquête pour savoir où en sont les écoles, les collèges et les lycées dans ce domaine. Le dis-Enfin, on trouve aussi au som-maire de la livraison de mai du

Monde de l'éducation une



219 3812-118-271 SUBS 22 XX 25. 205 1625.0 162 57.91. SERS! (PT) WASHING foteiches semeleule. ge un max mum 🍻 🚧 gettreure de 1300 ನಿಮಾರ್ಯ ಡಕ 12 30° 601. de svec at eminent guttern chil spede paintage

retour URSS »

M. Chirac

M. ===

les Se- etiques.

teant dans i effekte (CE SSUTTO COTTE . 1 TE 2011 -1 18 446 ne care ta inspirit 🕰 🌉 Liere et General Com attiter son propre # ederense, M. G. Fauel. I Chres a course Til Sameres - Same ame levice qui sera gester enti - briefer is sent a recessor films position com Ta Europeens Cleat and E Paran n'a gure File Scho a Mascou. On Test i taut espérer Dies no se lavare para 🖺 ideas de 37 o l'affaire ansies represente the thence pour to the calle de prendre se in ses interests de sécul mt en mu'tipliant bil

de l'homme et de on della Merica en URSS a Canada Me pour un Occidental I Tag Samedi mann, une pater man coupe. Il faut rain. d temps que les dirignantes de la composition del composition de la composition de l

to there & M. Gorberther Ser ere qu'è conso y svoir un ministration CO GULTO LEZE GT L'OCONT A to touve tes d'abord antitala television soviétie

Homer's ? Co pout Yours.

Nicus M. Chirac, april.

National St. Chirac, april.

St. Chirac, april. Sabra a ex bartures, est 30 de France, cet épisode de la premier ministre par

Burgment protocolers.

Suppose the protocole

Property of the state of the st lienes in semilions page 2.5

VENTE A L'ETRANGES : M